

Frédéric Pozzo Di Borgo

L'instrumentalisation de l'ONU par les États-Unis lors de la crise iraquienne

Pozzo Di Borgo Frédéric. *L'instrumentalisation de l'ONU par les États-Unis lors de la crise iraquienne*, sous la direction de Jean-Paul Joubert. – Lyon : Université Jean Moulin (Lyon 3), thèse soutenue le 8 juin 2012.
Disponible sur : <http://www.theses.fr/2012LYO30038>



Document diffusé sous le contrat Creative Commons « Paternité – pas d'utilisation commerciale - pas de modification » : vous êtes libre de le reproduire, de le distribuer et de le communiquer au public à condition d'en mentionner le nom de l'auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ni l'utiliser à des fins commerciales.



Doctorat de Sécurité Internationale et Défense

Frédéric POZZO DI BORGO

L'instrumentalisation de l'ONU par les Etats-Unis lors de la crise iraquienne

Vendredi 08 Juin 2012 à 14h30 salle CAILLEMER

DIRECTEUR DE THESE

Monsieur le Professeur Jean-Paul JOUBERT Université Jean MOULIN Lyon 3

MEMBRES DU JURY

Monsieur le Professeur Jean-Paul JOUBERT Université Jean MOULIN Lyon 3

Monsieur le Professeur PASCAL CHAIGNEAU Université Pairs DESCARTES

Monsieur le Professeur Michel Louis MARTIN I.E.P. de TOULOUSE

Monsieur Clément LECLERC Conseiller Diplomatique auprès du Président de la République Française

Monsieur le Colonel Pascal FACON Professeur à l'I.E.P. de PARIS

PLAN

INTRODUCTION

CHAPITRE I : L'ENTOURAGE PRESIDENTIE p18

LES PERSONNALITES DE L'ADMINISTRATION BUSH p19

- Le premier cercle d'influence p20
 - * Karl Rove p20
 - * Condoleezza Rice p23
 - * Dick Cheney p26
- Colin Powell et Donald Rumsfeld p29
 - * Colin Powell p29
 - * Donald Rumsfeld p30
- Les personnalités néoconservatrices p31
 - * Paul Wolfowitz p32
 - * Richard Perle p33

LES NEOCONSERVATEURS p34

- De la naissance du mouvement à son entrée en politique p35
- L'idéologie néoconservatrice p38
- L'obsession iraquienne des néoconservateurs p40

CHAPITRE II : UNE NOUVELLE AMERIQUE p42

LES CONSEQUENCES DU 11 SEPTEMBRE p44

- Le choix de la guerre contre le terrorisme p44
- L'appropriation par l'ONU du problème terroriste p50
- La conversion du président américain p53

LA NOUVELLE POLITIQUE DE DEFENSE AMERICAINE p56

- La montée en puissance des moyens militaires p57
- La « National Security Strategy » p59
- La notion de guerre « préventive » et « préemptive » p62

CHAPITRE III : L'ONU INCONTOURNABLE p65

LES DIFFICULTES NEOCONSERVATRICES p67

- La difficile mise en place de la propagande p68
- Les luttes internes de l'administration Bush p75
- L'initiative de Colin Powell p80

UNE ETAPE ONUSIENNE INDISPENSABLE p87

- L'ONU au cœur de la problématique iraquienne p88
- L'attente de légitimité onusienne des alliés p92
- Les agissements néoconservateurs contre l'ONU p95

CHAPITRE IV : LE PASSAGE DEVANT L'ONU p100

L'AMBIGUÏTE COMME OUTIL DE PERSUASION p101

- L'ambiguïté du discours présidentiel devant l'Assemblée générale de l'ONU p102
- La montée en puissance de la propagande américaine p106
- Le transfert au président de l'autorisation de déclarer la guerre p111

LA RESOLUTION 1441 ET LE RETOUR EN IRAQ DES INSPECTEURS p114

- L'adoption de la résolution 1441 p115
- Les différentes interprétations de la résolution p119
- La mise en œuvre des inspections coercitives p122

CHAPITRE V : LA CRISE ONUSIENNE p127

LA CONQUETE DE L'OPINION PUBLIQUE p128

- De l'incompréhension au désaccord de la France p129
- L'apogée de la propagande américaine p133
- Le projet de seconde résolution p140

LA CRISE DIPLOMATIQUE p143

- La bataille diplomatique p144
 - * Le Conseil de Sécurité dans la tourmente p145
 - * La double diplomatie des partisans de la guerre p148
 - * Les atermoiements britanniques et le paradoxe français p156
- Les initiatives pour préserver la paix p162
- Dénigrer la France et l'ONU p165

CHAPITRE VI : LES CAUSES ET LES CONSEQUENCES DE CETTE CRISE p169

LES BOULEVERSEMENTS INTERNATIONAUX p170

- L'ONU remise en cause et concurrencée p171
 - * L'illégalité de la guerre et la mise en cause des Nations Unies p171
 - * La prise de conscience de l'opinion internationale p174
 - * L'échec de la mise en concurrence des Nations Unies p175
 - * La nécessité d'une réforme du Conseil de Sécurité p177
- La redistribution de la politique sécuritaire occidentale p175
- Un monde plus dangereux p182

UNE ADMINISTRATION BUSH SUR LA DEFENSIVE p186

- Les raisons d'une guerre unilatérale en Iraq p187
 - * La problématique saoudienne p188
 - * Le poids d'Israël sur l'électorat américain p190
 - * Le poids des intérêts économiques p192
- Les agissements de la Maison Blanche p195
 - * La politique d'obstruction à l'enquête parlementaire p196
 - * Du mensonge d'Etat à l'affaire Valérie Plame p198
- L'hégémonie américaine contestée p203

CHAPITRE VII : LE RETOUR DE L'ONU p206

LA SUBJUGATION DE L'IRAQ p207

- L'entrée en guerre des coalisés p208
- Une guerre éclair p212
- Une impossible pacification p215

LE RETOUR DE L'ONU ET DU MULTILATERALISME p219

- L'indispensable résolution 1483 p221
- Une docilité réprouvée du Conseil de Sécurité p228
- Le chaos et la fin de l'unilatéralisme p238
- Un multilatéralisme américain triomphant p244

INTRODUCTION

Le 12 septembre 2002, à l'occasion d'un discours devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, George Bush saisit l'Organisation internationale sur la question iraquienne et lui laissa croire que la décision américaine d'une guerre en Iraq n'était pas prise. Loin d'éloigner le spectre de la guerre au profit d'une solution pacifique et négociée, cette saisine du Conseil de Sécurité amplifia l'imminence de la guerre et l'inquiétude internationale. Un premier round de négociation aboutit à la résolution 1441, avantageuse pour la partie américaine, et un second round à une crise d'envergure peu commune au sein du Conseil de Sécurité. Acteur principal de cette crise, la diplomatie française empêcha les Etats-Unis d'obtenir une seconde résolution autorisant l'usage de la force armée. Pour l'ensemble des observateurs, la détermination française avait préservé l'intégrité du Conseil de Sécurité, rappelant à tous, le nécessaire bon usage à faire de la diplomatie, moyen par lequel les Etats doivent chercher à éviter la guerre et non l'inverse. Si sur ce point le succès français est indéniable, la diplomatie française avait-elle réellement empêché l'instrumentalisation de l'Organisation internationale par les Etats-Unis ? Au regard de l'attitude américaine, de la crise qu'elle a engendrée et de la manière dont la guerre a été conduite, de nombreuses interrogations méritaient d'être soulevées pour comprendre les réelles attentes de l'administration Bush. Engagés dans la négociation avec pour unique objectif de mener une seconde guerre en Iraq, les Etats-Unis n'ont-ils pas mis en scène cette crise onusienne pour mieux atteindre leur objectif ? Pourquoi avoir saisi l'ONU pour obtenir l'autorisation de mener une guerre qu'ils avaient décidée et qu'ils entendaient mener sans le soutien de la communauté internationale ? Pourquoi tout au long de la négociation garder le secret de cette décision pour ne la révéler qu'au moment le plus propice à une radicalisation de la position française ? Une étude détaillée des faits dans leur chronologie révélera comment l'administration Bush a instrumentalisé l'Organisation internationale pour obtenir l'adhésion de l'opinion publique américaine, indispensable à la conduite de la guerre. Les attentats du 11 septembre, la saisine de l'ONU et la crise du Conseil de Sécurité ont été trois événements mis en scène par l'administration Bush pour atteindre son objectif militaire.

La seconde guerre d'Iraq a été la conséquence de la détermination d'un grand nombre de personnalités de

l'administration Bush à mener cette guerre. Jusqu'à l'attaque du World Trade Center, George Bush n'avait aucune attirance pour la politique étrangère et laissait toute latitude à Colin Powell pour conduire une politique réaliste et isolationniste. Après l'attaque, les équilibres instaurés au sein de l'administration présidentielle furent bouleversés au profit du Pentagone et des néoconservateurs. L'attentat terroriste fut le prétexte attendu par Dick Cheney, Donald Rumsfeld et les néoconservateurs pour mettre en œuvre leur ambition guerrière. Du côté de la Maison Blanche, l'attaque d'Al Qaeda révéla une erreur impardonnable. Sous l'influence de Dick Cheney, George Bush avait minimisé la dangerosité de Ben Laden et laissé son vice-président dénaturer la menace terroriste pour en faire une menace de contre prolifération ciblant directement l'Iraq. Cette faute d'appréciation obérant les chances d'une éventuelle réélection du président, Karl Rove rejoignit les partisans de la guerre et encouragea la conversion présidentielle aux idées néoconservatrices. Instigateur de l'état de campagne permanent, ce conseiller de la Maison Blanche attendit de cette guerre qu'elle atténue la faute présidentielle et préserve la popularité du président jusqu'à la future élection. Seuls en mesure d'apporter une explication aux attentats du 11 septembre et forts des soutiens de Dick Cheney et de Donald Rumsfeld, les néoconservateurs engagèrent les Etats-Unis sur la voix de l'unilatéralisme et de l'interventionnisme. Arrivée au pouvoir avec George Bush, la nouvelle génération de néoconservateurs considéra le régime iraquien comme l'incarnation du mal et l'Organisation des Nations Unies comme l'expression de la faillite de la communauté internationale. L'Amérique étant porteuse de valeurs universelles, ils entendirent imposer celles-ci aux Etats voyous, sans se soucier de l'ONU. Selon eux, seuls l'unilatéralisme et l'interventionnisme permettaient de propager la démocratie au Moyen Orient et, in fine, de résoudre le conflit israélo-palestinien. Première étape de ce grand projet, le régime failli de Saddam Hussein devait laisser place à une démocratie iraquienne capable de diffuser les valeurs universelles à ses voisins. Dans de telles conditions, comment imaginer que la saisine du Conseil de Sécurité ait pu être sincère ?

Au lendemain des attentats du 11 septembre, malgré une convergence d'éléments accablants à l'encontre des Talibans et de Ben Laden, cette poignée de personnalités essaya plusieurs jours durant d'orienter la réponse militaire américaine vers l'Iraq. Seule l'incohérence de cette réponse et son probable rejet par l'opinion américaine imposa l'Afghanistan comme première et incontestable cible des futures représailles américaines. Ce difficile consensus sur la cible afghane fut obtenu en échange de la décision présidentielle d'ouvrir une guerre globale contre le terrorisme. Cette approche élargit le spectre des cibles et imposa

l'Iraq comme une seconde étape incontournable de la guerre contre le terrorisme. Au même moment, sous l'impulsion de Colin Powell, l'Organisation des Nations Unies s'accapara la question terroriste. Adoptée le lendemain de l'attaque, une première résolution offrit à l'Amérique un droit inhérent à la légitime défense et une seconde mit en place un dispositif global et intrusif, sans précédent, destiné à contrer cette menace. Sans s'en rendre compte, par sa réactivité et son adaptabilité, l'ONU s'était imposée en acteur majeur de la réponse à apporter à l'attaque du 11 septembre.

La décision de la guerre prise le 17 septembre 2001, George Bush entama sa conversion à l'unilatéralisme pendant que son administration engagea une refonte de ses doctrines militaires. Ces nouvelles doctrines devaient légitimer la future guerre et accroître les capacités de l'armée. Décidée à agir sans soutien onusien, trois semaines après l'attaque terroriste, l'administration Bush publia une nouvelle « Quadrienal Defense Review » offrant aux forces américaines les moyens d'agir victorieusement sur deux fronts simultanés. Quatre mois plus tard, une nouvelle « Nuclear Posture Review » était publiée. Pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, la dissuasion nucléaire pouvait servir à se prémunir d'attaques chimiques, bactériologiques et d'un éventuel échec des forces conventionnelles. Cinq pays dont l'Iraq y étaient qualifiés d'Etats voyous et susceptibles de faire l'objet de frappes nucléaires. Ces nouvelles conceptions militaires étant exposées, une nouvelle « Grand Strategy » fut rédigée pour conceptualiser leur mise en oeuvre. S'inspirant d'un « Defense Planning Guidance » élaboré par les néoconservateurs en 1993, Paul Wolfowitz et Condoleezza Rice rédigèrent la « National Security Strategy », rendue publique le 17 septembre 2002. Cette nouvelle stratégie rendit caduque la politique de « containment » mise en place à la fin de la seconde guerre mondiale et instaura une nouvelle hégémonie américaine, annihilant la prépondérance onusienne dans les relations internationales. Pour échapper à la légalité onusienne, la « National Security Strategy » créa une notion de légitime défense nouvelle, prenant en compte dans ses critères, l'incertitude de la menace et la nature du régime l'exerçant. Une fois cette doctrine publiée, l'administration Bush n'avait plus besoin du pouvoir légiférant de l'ONU pour justifier son usage de la force. Pourtant une semaine avant la publication de la « National Security Strategy », George Bush saisit l'ONU sur la question iraquienne...

En Fait, cinq mois après le 11 septembre 2001, la planification détaillée de la guerre en Iraq s'était engagée et les premiers combats avaient secrètement débuté. Ces mouvements s'étaient accompagnés de la création au sein du Pentagone d'un outil de propagande destiné à vendre le futur conflit à l'électorat

américain. Trois organes distincts furent créés : l'Office of Strategic Influence, destiné à désinformer les journalistes étrangers, l'Office of Special Plans, destiné à contrôler l'outil de renseignement et le Policy Counterterrorism Evaluation Group, chargé de pirater les bases de données informatiques des agences de renseignement américaines. Elément essentiel de la marche vers la guerre, cet outil de propagande n'hésita pas à user du mensonge et de la pression pour imposer ses arguments. Sous contrôle des néoconservateurs, ces trois entités se heurtèrent à une opposition marquée des agences de renseignement, réticentes à valider ou à accréditer des renseignements sujets à caution. Cette résistance conduisit l'OSP à se substituer aux agences américaines pour recueillir et produire son propre renseignement, construit de toutes pièces avec la complicité d'exilés iraqiens. Ce travail de propagande aboutit le 8 septembre 2002 à la publication par le New York Times d'un article laissant entendre que Saddam Hussein avait repris son programme nucléaire, en important des tubes d'aluminium indispensables au processus d'enrichissement de l'uranium. Quatre jours plus tard, George Bush relaya cette information devant l'Assemblée Générale des Nations Unies pour souligner la dangerosité du régime iraquien. Durant toute l'année 2002, le discours de la propagande s'articula ainsi autour de la nécessité de démocratiser le monde arabe et de la dangerosité de l'Iraq, coupable de détenir des armes prohibées et de développer un programme proliférant. Ces assertions contestées par les experts et l'existence de l'OSP et de l'OSI dénoncée par la presse, à l'hiver 2002, Donald Rumsfeld se résigna à dissoudre l'OSI et, devant la faiblesse de l'adhésion populaire, à enrichir son discours d'un élément nouveau : l'affirmation de liens entre Al Qaeda et l'Iraq. La propagande de Donald Rumsfeld avait en réalité pâti de la lutte interne que se livraient les néoconservateurs et les généraux de l'état-major. Dès le début de l'année 2002, la planification détaillée de la guerre s'était heurtée aux antagonismes stratégiques de deux camps, celui des civils et celui des généraux. Conduits par Donald Rumsfeld, les premiers entendirent mener la guerre avec peu d'hommes au sol, tandis que les seconds, soutenus en coulisse par Colin Powell, réclamèrent des forces considérables. Cette opposition se muant en lutte d'influence, celle-ci aboutit in fine à la prise de contrôle de l'outil militaire par les néoconservateurs et à la publication, dans la presse, par l'autre camp, de nombreuses révélations contrecarrant la propagande de guerre. L'armée entre les mains des néoconservateurs, rien ne pouvait plus interrompre la marche vers la guerre et contrecarrer la stratégie voulue par Donald Rumsfeld. Tenu à l'écart des préparatifs de guerre et persuadé de l'erreur stratégique de Donald Rumsfeld, Colin Powell constata impuissant l'échec de l'état major à obtenir gain de cause. Au printemps 2002, la CIA échouant de son côté à

obtenir la chute du régime iraquien, Colin Powell décida de tout faire pour convaincre George Bush de la nécessité et de l'efficacité d'une approche multilatérale. Elle seule pouvait offrir l'augmentation des effectifs militaires nécessaires à la victoire. Pour illustrer son propos, Colin Powell profita de l'embrasement du conflit israélo-palestinien pour mener une politique multilatérale le conduisant à évoquer, pour la première fois, la création d'un Etat palestinien. Cette politique menée au détriment d'Israël, seul allié des américains décidé à soutenir la guerre d'Iraq, Dick Cheney et Donald Rumsfeld la sabordèrent et ramenèrent George Bush dans le giron néoconservateur. La volte-face présidentielle justifiée par l'imminence de la guerre en Iraq, Colin Powell devint officiellement informé et autorisé à s'immiscer dans les préparatifs du futur conflit. Le 5 août 2002, le secrétaire d'Etat s'invita au domicile du président et lui exposa les conséquences d'une guerre unilatérale. Ce plaidoyer soutenu par la publication de sondages soulignant le souhait de l'opinion publique d'agir dans le cadre des Nations Unies, George Bush décida, sans conviction, de saisir le Conseil de Sécurité pour éviter que l'absence de soutien populaire à son entreprise n'enraye ses projets électoraux. La machine de guerre emballée, la saisine du Conseil de Sécurité devint la solution appropriée pour ralentir l'ardeur néoconservatrice, réaménager le discours de propagande et reconquérir l'opinion publique. Si ces motivations américaines étaient contestables, la saisine du Conseil de Sécurité était aux yeux de la communauté internationale l'étape indispensable à toute initiative ayant trait à l'Iraq. Depuis plus d'une dizaine d'années, les Nations Unies étaient au cœur de la question iraquienne. En août 1990, les résolutions 661 et 665 avaient institué un embargo contre ce pays et en novembre 1990, la résolution 678 avait autorisé la première guerre d'Iraq. La résolution 687 avait ensuite soumis ce pays à un ensemble de restrictions économiques et à un contrôle de son commerce pétrolier. En 1995, ce régime était aménagé avec la résolution 986, instaurant le programme « pétrole contre nourriture » et trois ans plus tard, l'expulsion des inspecteurs de l'ONU conduisit les Etats-Unis et l'Angleterre à engager une guerre larvée contre l'Iraq. En septembre 2002, la décision américaine de saisir l'ONU s'inscrivit donc pour la communauté internationale (ignorant les motivations réelles de la Maison Blanche), dans la logique et la continuité de l'approche multilatérale. Plusieurs alliés Américains, au premier rang desquels figurait la Grande-Bretagne avaient quémanté cette décision. Pour Tony Blair, le recours à l'Organisation internationale était « l'infime dernière chance » à tenter avant d'engager la guerre. L'opinion publique britannique hostile à celle-ci, le premier ministre ne pouvait pas faire l'économie d'une saisine du Conseil de Sécurité. Réticents à soutenir les Etats-Unis, deux autres alliés, la Turquie et l'Arabie Saoudite, avaient

plaidé elles aussi pour cette saisine. Des négociations secrètes étaient menées avec ces deux Etats et celles-ci étaient mal engagées tant l'hostilité des populations musulmanes était forte contre la guerre. Le passage devant l'ONU participa aux amicales pressions destinées à les convaincre. De leur côté, conscients de toutes ces contraintes et, in fine, d'une possible saisine du Conseil de Sécurité, les néoconservateurs s'évertuèrent à accroître leur emprise sur l'Organisation internationale. Maintenu sous perfusion financière par les Etats-Unis, celle-ci fut confrontée à l'évincement de ses cadres rétifs et subit en pleine crise du Conseil de Sécurité, une opération d'espionnage d'une envergure exceptionnelle.

Onze mois après avoir décidé la guerre en Iraq, George Bush sollicita donc l'ONU contre l'avis des néoconservateurs qui firent tout pour empêcher cette saisine et pour discréditer Colin Powell. Lors de son allocution devant l'Assemblée Générale, le président américain dressa un réquisitoire contre l'Iraq et dans une étrange ambiguïté laissa à l'ONU une dernière chance ! Le Conseil de Sécurité saisi, une négociation longue et difficile s'ouvrit. Celle-ci permit à la Maison Blanche d'atteindre deux objectifs indispensables à sa marche vers la guerre : la réorganisation de sa propagande et le transfert à la présidence de l'autorisation de déclarer la guerre. Au cours de l'été 2002, la Maison Blanche créa le « White House Iraq Group », pour coordonner le marketing de la guerre et, à l'adoption de la résolution 1441, le « Committee for the Liberation of Iraq ». Proche des mouvements néoconservateurs, l'objectif de ce comité était de promouvoir la liberté et la sécurité internationale, en renversant le régime de Saddam Hussein. Dirigé par un ancien officier de renseignement, membre influent du lobbying de l'armement, le CLI regroupa la fine fleur de l'intelligentsia américaine. Pour vendre la guerre, il la transforma en croisade contre la tyrannie et articula la propagande autour de la libération du peuple iraquien. De son côté, le Département d'Etat créa « l'Iraqi Public Diplomacy Group », chargé de former les dissidents iraqiens aux moyens de communication et d'encadrer leur discours en faveur de la guerre. Ces deux entités furent soutenues par une kyrielle de think tanks spécialisés dans les relations internationales et partenaires de la puissante société de relation publique, Benator Associate. A l'automne 2002, ces aménagements amenèrent 60% de la population américaine à croire l'Iraq lié aux attentats du 11 septembre. Cette croyance en une participation iraquienne à l'attaque du World Trade Center contraignit le Congrès à transférer à la présidence le pouvoir de déclarer la guerre. Cette autorisation du Congrès conditionnée à la recherche préalable par l'ONU d'une solution pacifique, le premier round des négociations onusiennes déboucha sur l'adoption de la résolution 1441. Celle-ci marqua le point de départ de l'adhésion populaire

américaine à la guerre en Iraq. Pour la première fois, le Conseil de Sécurité avait accepté de reconnaître et de qualifier les violations iraqiennes. Cette avancée légitimant le discours des partisans de la guerre, ces derniers concédèrent à leurs adversaires l'organisation de nouvelles inspections. L'ambiguïté de la résolution 1441 était volontaire. Chacun pouvait y voir ce qu'il en attendait : les néoconservateurs y voyaient une autorisation implicite d'user de la force ; Colin Powell et Tony Blair, une porte ouverte à un deuxième round de négociation ; et les partisans de la paix, l'organisation d'un processus coercitif d'inspections pouvant aboutir à une solution pacifique. Le 26 novembre 2002, les inspections recommencèrent et à la mi-décembre l'administration Bush souligna l'incapacité de Saddam Hussein à coopérer, preuve de sa culpabilité et de l'inefficacité des inspections. En conséquence, l'Amérique décida de soumettre au Conseil de Sécurité un second projet de résolution plus explicite, autorisant l'usage de la force.

Début janvier 2003, les pourparlers de cette seconde résolution s'ouvrirent et conduisirent à la crise du Conseil de Sécurité, de l'hiver 2003, puis à l'invasion de l'Iraq, sans qu'aucune violation ni aucun défaut de coopération manifeste du régime de Saddam Hussein ne fut relevés. La crise onusienne était la conséquence de l'entêtement de Tony Blair et de Colin Powell à vouloir une autorisation explicite du Conseil de Sécurité et de la détermination des néoconservateurs à acculer les acteurs de la communauté internationale. Incapable d'appréhender à sa juste valeur la détermination française, après avoir radicalisé sa position en lui révélant l'inutilité des négociations et la décision de la guerre, l'administration Bush resta persuadée d'obtenir de l'ONU un blanc-seing international autorisant la guerre. La Maison Blanche comptant une nouvelle fois sur la caisse de résonance de l'Organisation des Nations Unies pour diffuser au plus grand nombre sa propagande, le 28 janvier 2003, George Bush profita de son discours sur l'état de l'Union pour instruire à charge contre l'Iraq et inviter le peuple américain à se tourner vers le Conseil de Sécurité où, le 5 février, Colin Powell apporterait la preuve des accusations proférées. Ces deux interventions consécutives bâtirent une illusion de légalité et de légitimité qui emporta l'adhésion de l'opinion publique américaine à la guerre. Ces deux discours s'articulèrent pourtant autour de mensonges et d'approximations. La bataille de la propagande remportée, l'administration Bush déposa au Conseil de Sécurité un projet de deuxième résolution, sans intention réelle de négocier. Blessée dans son orgueil, la France menaça de faire usage de son droit de veto et malgré cela s'engagea dans une course diplomatique pour interdire aux partisans de la guerre d'obtenir une majorité de voix au Conseil de Sécurité. Si elle menaçait de faire usage de son droit de veto, la France espérait

surtout contraindre les partisans de la guerre à retirer leur projet de seconde résolution. De son côté, écartelée entre son inflexible solidarité transatlantique et sa réticence à s'engager dans un conflit unilatéral, la Grande-Bretagne incita en sous-main les membres non permanents du Conseil de Sécurité à rester indécis. La prolongation des négociations lui apparut être la seule solution pour éroder le précaire soutien populaire américain. Sans ce soutien, la Grande-Bretagne savait que George Bush, encouragé par son Département d'Etat, se plierait à une approche multilatérale. Menés par le Chili, les six indécis rédigèrent un projet intermédiaire de résolution pendant que des tractations secrètes étaient menées par la Turquie et l'Arabie Saoudite avec le régime iraquien. L'ensemble de ces tergiversations et de ces agissements finit par acculer les Etats-Unis et par les contraindre à retirer leur projet, non sans avoir préalablement imposé à Tony Blair d'arrêter sa décision. Pour atténuer l'opposition à la guerre, exprimée par cet échec diplomatique, une violente campagne de dénigrement de l'Organisation des Nations Unies et de la France fut orchestrée par les néoconservateurs.

Cette crise du Conseil de Sécurité entraîna des bouleversements internationaux imprévisibles et aux effets durables. Le Conseil de Sécurité critiqué par tous, les acteurs internationaux s'interrogèrent sur la pérennité du système international et sur la nécessité de la prépondérance de l'ONU dans les relations internationales. N'ayant pas réussi à empêcher la seconde guerre d'Iraq, les Nations Unies apparurent devoir être soutenues ou contournées pour pérenniser la sécurité collective. Cette analyse amena les acteurs internationaux à essayer, sans succès probants, à régionaliser les problèmes sécuritaires, et à décider d'une réforme de l'Organisation internationale. De son côté, pour la première fois, l'opinion publique internationale s'organisa en mouvement pour incarner les valeurs et les principes de l'ONU, affaiblie par les agissements des Etats la composant. La société civile reprit à son compte les valeurs onusiennes pour incarner le peuple des Nations-Unies. Conséquence directe de la désagrégation du bloc occidental au sein du Conseil de Sécurité, la crise onusienne provoqua l'éclatement de la solidarité atlantique et une redistribution de la politique sécuritaire occidentale. L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ayant été mésestimée et contournée par l'unilatéralisme américain, elle n'apparut plus en mesure d'assurer la sécurité du monde occidental. Principal pilier de l'alliance, les Etats-Unis s'engagèrent dans un impérialisme dangereux pour la sécurité collective et incompatible avec les valeurs occidentales. L'OTAN mise à mal, l'Union Européenne relança avec succès, y compris avec le soutien de la Grande-Bretagne, sa Politique Européenne de Sécurité et de Défense. La

crise du Conseil de Sécurité témoigna du glissement de la sécurité internationale vers une zone de non droit où le recours à la force avait changé d'ampleur. Les Etats-Unis entendant défendre par la force leurs intérêts et imposer leur nouvel ordre mondial, cette nouvelle conception des relations internationales avait déstabilisé durablement les équilibres sécuritaires. L'impérialisme américain plaça la première puissance militaire en tête de liste des pays dangereux pour la sécurité collective, sans que l'attaque du 11 septembre ne puisse justifier cette mutation. Comment l'Amérique avait-elle pu en arriver là ? La réponse était à rechercher dans les motivations douteuses de la guerre en Iraq et dans l'impérieuse nécessité pour l'administration Bush de dissimuler ses agissements destinés à assurer la réélection de George Bush. Pour préserver des amitiés antagonistes (avec l'Arabie Saoudite et Israël), à son arrivée au pouvoir, l'administration Bush avait négligé la menace terroriste. Au lendemain de l'attaque du 11 septembre, pour échapper à sa responsabilité - paradoxe américain - cette administration avait décidé de faire la guerre à l'Iraq ! Mal élu, George Bush fut dans l'impossibilité de reconnaître certains erreurs et manquements, ayant concouru au désastre de l'attaque du World Trade Center. Dès lors, l'entêtement dans l'erreur, incarné par la décision d'attaquer l'Iraq, apparut être la solution politique la mieux adaptée pour échapper à la sanction électorale. La décision d'une seconde guerre d'Iraq offrit à George Bush l'espoir d'une réélection en d'autres circonstances impossible ; aux néoconservateurs, la mise en œuvre de leur messianisme impérial ; aux industriels américains, de nouvelles opportunités financières ; et à la classe politique, de multiples possibilités de revenus annexes. La guerre d'Iraq étant engagée, la seconde étape fut de préserver le secret sur les mensonges et les agissements l'ayant favorisée. Cette nécessité conduisit la Maison Blanche à interférer dans l'enquête du 11 septembre, et plusieurs de ses membres à violer la loi fédérale pour protéger le président américain. Ce cynisme et l'impérialisme l'accompagnant mirent fin à deux siècles d'hégémonie américaine, progressive, consensuelle et incontestée. La crise du Conseil de Sécurité et la seconde guerre d'Iraq firent basculer le monde et l'Amérique dans une nouvelle période de transition dont l'avenir dépendrait de l'issue du second conflit iraquien. Pour s'imposer, l'unilatéralisme américain devait faire la preuve de sa capacité à imposer la paix et la démocratie en Iraq après y avoir importé la guerre.

L'annonce de la guerre faite au Conseil de Sécurité, la coalition décida de quitter le cadre de la résolution 1441 pour lancer un ultimatum de 48 heures à Saddam Hussein. Cette décision prise, Tony Blair se présenta le 18 mars 2003 devant la Chambre des Communes pour obtenir son accord. De son côté, fort du soutien de son opinion publique, George Bush s'émancipa

de ses obligations en déposant une détermination formelle contestable. Le 20 mars 2003, la seconde guerre d'Iraq débuta par une annonce télévisée de George Bush à la nation américaine. Deux semaines de bombardements intensifs suffirent à détruire l'outil militaire iraquien et à subjuguier l'Iraq. La victoire était remportée en 25 jours, avec seulement 150 pertes humaines du côté de la coalition. Le seul échec apparut être l'absence d'insurrection de la population iraquienne. Pourtant, à Bagdad, cinq millions de personnes étaient privées d'électricité et d'un accès permanent à l'eau potable. Les hôpitaux étaient débordés et en situation de pénurie. L'administration Bush n'avait dévolu à l'aide humanitaire et à la reconstruction du pays que 3 milliards de dollars, là où les estimations avançaient un coût de 20 milliards de dollars par an et pour cinq ans. L'Autorité civile américaine impuissante à répondre à l'urgence, et incapable de restaurer une autorité politique en mesure de se substituer à l'ancien régime iraquien, la coalition sous égide américaine fut confrontée à une dégradation inattendue de la situation. Le 7 avril, des actes de pillage et de vandalisme explosèrent partout dans le pays, sans que les forces d'occupation aient les ressources suffisantes pour maintenir la sécurité. L'anarchie s'installa. En écartant l'ONU, l'administration Bush s'était privée des moyens et des soutiens nécessaires pour gagner la paix. Autre source d'inquiétude, en annexant l'Iraq sans lui offrir une autorité politique de substitution, la coalition s'était placée dans une situation de débelation, illégale au regard du droit international et conférant à l'occupant l'exercice de la souveraineté et de la responsabilité étatique du territoire occupé. L'Iraq était sous contrôle total de la coalition et celle-ci n'avait pas d'autres choix que de répondre aux besoins de subsistance et de sécurité de la population. Incapable de faire face à ces responsabilités nouvelles, l'Amérique dut de surcroît répondre aux obligations internationales imposées à l'Iraq. Incompétente pour les annuler, l'administration Bush était contrainte de revenir devant le Conseil de Sécurité, et le 5 mai 2003, le Département d'Etat déposa un nouveau projet de résolution. Cette sollicitation américaine perçue comme une opportunité inespérée de replacer l'ONU sur l'échiquier iraquien, les membres du Conseil de Sécurité adoptèrent la résolution 1483. Sans la légitimer, celle-ci avalisa l'occupation de l'Iraq pour une durée indéterminée en échange d'un rôle vital accordé à l'ONU. Instituant deux autorités aux pouvoirs inégaux, le Conseil de Sécurité commit l'erreur d'attribuer un rôle vital à l'ONU, sans lui conférer la moindre capacité, tandis que les pouvoirs de l'autorité occupante apparurent sans limite. Le 6 mai, Paul Bremer était nommé à la tête de l'Autorité provisoire de la coalition et le 24 mai, Sergio Vieira de Mello était nommé Représentant Spécial de l'ONU en Iraq. Décidé à appliquer les dogmes néoconservateurs, Paul Bremer annonça le démantèlement de l'armée iraquienne et

la « débaasification » de l'administration iraquienne. Privant la coalition de moyens humains compétents et formés, ces mesures ouvrirent la voie à l'intégrisme religieux et à la rébellion armée. La situation se dégradant, l'ONU fut appelée pour la seconde fois à légiférer pour soutenir l'occupant américain. Aidé par le dynamisme de Sergio Vieira de Mello, à la mi-août 2003, le département d'Etat obtint le vote de la résolution 1500, approuvant la création du Conseil de Gouvernement de l'Iraq (composé uniquement d'exilés iraqiens) et attribuant une nouvelle mission à l'ONU. Exigé par les partisans de la paix, le rôle de l'Organisation en Iraq y était qualifié de « crucial » et son retour sur l'échiquier iraquien de concret. Pourtant, cinq jours après l'adoption de la résolution, pour la première fois de son histoire, l'ONU fut prise pour cible d'un attentat terroriste et son quartier général de Bagdad détruit. Devant l'ampleur du désastre, sans se départir de son unilatéralisme, l'administration Bush imposa dans l'urgence de nouvelles négociations pour obtenir la création d'une force multinationale légitimée par l'ONU. La résolution 1511 était votée le 16 octobre 2003, immédiatement suivie d'un communiqué des partisans de la paix soulignant les faiblesses de la résolution et leur refus de contribuer à l'envoi de troupes en Iraq. De toute évidence, depuis plusieurs mois, l'approche unilatérale de l'administration Bush imposait son point de vue au Conseil de Sécurité, sans solutionner la situation sur le terrain. Conciliant, le Conseil de Sécurité se plia aux exigences américaines pour orchestrer, résolution après résolution, un retour progressif de l'ONU. Après l'adoption de la résolution 1511, Donald Rumsfeld, Paul Bremer et le Conseil de Gouvernement de l'Iraq accélérèrent le processus politique et se heurtèrent au dignitaire religieux chiite, al-Sistani. Ce dernier exigea en préalable à toute avancée du processus de transition, une mission onusienne à laquelle s'opposa Kofi Annan, pour des raisons de sécurité. La légitimité de ces deux positions antagonistes et la détermination de leurs auteurs paralysèrent toute avancée politique et interdirent toute nouvelle intervention du Conseil de Sécurité. Le 8 mars, pour contourner l'obstacle, l'administration Bush et le Conseil de Gouvernement adoptèrent une loi fondamentale, rejetée par l'ensemble des communautés religieuses. Moins d'un mois plus tard, la rébellion se généralisa et fin avril, la chaîne CBS diffusa des photographies de prisonniers iraqiens maltraités et humiliés dans la prison d'Abou Ghraib. La concomitance de ces images et des difficultés militaires décrédibilisèrent définitivement le Pentagone et les néoconservateurs. Le chaos régnait en Iraq à quelques mois de l'ouverture en Amérique de la campagne présidentielle. Le 5 mai 2004, George Bush téléphona à Jacques Chirac et lui demanda son soutien à une résolution, fruit d'une approche multilatérale, susceptible de transférer la souveraineté à l'Iraq, d'ici la fin du mois de juin 2004. Ce retour précipité au multilatéralisme se

traduisit par l'envoi en Iraq d'un missionnaire onusien, Lakhdar Brahimi, et par l'ouverture à New York de nouvelles négociations, en vue d'une future résolution organisant la transition politique en Iraq. L'imposante et importante médiation de Lakhdar Brahimi sur le terrain autorisa, le 8 juin 2004, l'adoption à l'unanimité de la résolution 1546. Celle-ci marqua un tournant décisif dans le conflit iraquien. Le multilatéralisme permit à la Maison Blanche d'enregistrer son premier succès international en Iraq. A l'aide de quelques subterfuges, Colin Powell légittima la présence des armées américaines en Iraq et gomma la réalité de l'occupation de ce pays. Annoncée par la résolution 1546, la fin de l'occupation américaine fut en réalité un aménagement juridique, justifié par la demande d'un gouvernement iraquien faussement qualifié de souverain. Le retour de l'Amérique au multilatéralisme autorisa la bienveillance de la communauté internationale à l'égard de la politique américaine d'instrumentalisation des Nations Unies.

L'ENTOURAGE PRESIDENTIEL

L'enchaînement qui conduisit l'administration Bush à mener sans le consentement de l'ONU une guerre en Iraq s'explique par la mentalité et l'idéologie des différentes personnalités entourant le président et l'influencent au moment des faits. En matière de politique étrangère, George Bush n'avait aucune idée arrêtée et ses connaissances étaient lacunaires, d'où l'influence accrue de son entourage. Formé par les « Vulcains », sa vision du monde était orientée par le prisme néoconservateur, même si par désintérêt pour le sujet, George Bush n'adhérait qu'avec parcimonie à ces idées¹. Dans la tradition de la droite républicaine, sudiste et conservateur, le président américain était isolationniste et ne s'intéressait guère au monde extérieur. Dans une interview pour le magazine Glamour, de juin 2000, il ne fut pas capable d'expliquer le terme « taliban »². George Bush était un chef à l'écoute de ses conseillers et volontiers influençable en matière de politique étrangère. Par un curieux concours de circonstances, sa première décision internationale d'envergure et son premier déplacement à l'étranger placèrent l'Iraq et l'ONU au cœur de ses premières préoccupations internationales. Après avoir autorisé un bombardement ciblé de l'Iraq, en février 2001, George Bush s'entendit avec Tony Blair pour demander à l'ONU des sanctions intelligentes. Il exprima à cette occasion une certaine fermeté à l'égard de ce pays³. Après les attentats du 11 septembre 2001, sous l'impulsion néoconservatrice, il décida de la guerre contre Saddam Hussein et quelques mois après ce choix, Colin Powell obtint de traiter de la question iraquienne avec l'ONU. Si Colin Powell a joué un rôle déterminant dans la décision de George Bush de passer par l'ONU, il n'a pas reçu le soutien présidentiel ferme et tranché indispensable à la réussite de sa démarche. Au contraire, George Bush encouragea la rivalité et les tensions entre le Département d'Etat et le Pentagone, laissant toute liberté à Donald Rumsfeld de nuire à l'initiative de son rival⁴. En réalité, la décision de George Bush de recourir à l'ONU n'était pas liée à une attente vis-à-vis de l'Organisation internationale. Elle était la conséquence d'une lutte d'influence

¹ Les « Vulcains » est l'appellation donnée à un groupe d'experts chargé de former George Bush en politique étrangère, pendant la campagne présidentielle de 2000. A cette époque, George Bush n'avait effectué que deux voyages en dehors des Etats-Unis.

² Jean Guisnel, « Bush contre Saddam. L'Iraq, les faucons et la guerre », édition la découverte, 2003, page 56.

³ Scott Mc Clellan, « What Happened », édition Public Affairs, 2008, pages 93-94.

⁴ Jean-Yves Haine, « Les Etats-Unis ont-ils besoin d'alliés ? », édition Payot, page 272.

au sein de son administration et d'une décision d'opportunité de ses proches conseillers.

En constituant son équipe, George Bush s'entoura de personnes issues de deux horizons distincts. Le premier groupe était composé des texans de la première heure, dont la figure de proue était Karl Rove. Le second groupe s'articula autour des conseillers de son père, vieux « brisquards » de la politique américaine, dont trois anciens présidentiables, Dick Cheney, Donald Rumsfeld et Colin Powell. Le premier groupe protégea le président et le second lui offrit la crédibilité qui lui faisait défaut. Sur le conseil de son père, Condoleezza Rice fut intégrée dans la mouvance du second groupe. Renforcée par de nombreuses personnalités issues du mouvement néoconservateur, cette équipe présidentielle constitua l'administration Bush, principale instigatrice de la guerre en Iraq. A l'exception de Colin Powell et de Condoleezza Rice, ces personnalités créaient un « mur de protection » autour du président, destiné à le protéger et à le maintenir dans l'ignorance des initiatives les plus controversées de leurs agissements⁵. La guerre en Iraq et l'instrumentalisation de l'ONU seront le résultat de l'influence de ces personnalités néoconservatrices, implantées au cœur de l'administration américaine. L'idéologie néoconservatrice est née dans les années 50 et a connu, sous la présidence Reagan, un premier succès en contribuant à la chute de l'URSS et à la fin de la guerre froide. Ses premiers idéologues étaient anti-communistes et spécialistes de la dissuasion nucléaire, d'où les accointances avec Dick Cheney et Donald Rumsfeld. Les attentats du 11 septembre furent le tremplin de cette idéologie et la guerre en Iraq son apogée.

LES PERSONNALITES DE L'ADMINISTRATION BUSH

Une attention particulière doit être portée à ces personnalités, en raison de leur influence indiscutable sur le président et sur l'ensemble de l'administration. Au moment des faits, trois d'entre elles étaient les seules personnes capables d'orienter le président vers un point de vue divergent de celui des néoconservateurs. Ne l'ayant pas fait, elles ont une responsabilité vis-à-vis de la

⁵ Scott McClellan, op cité, page 66. Pour comprendre le poids de Karl Rove au sein de cette administration il faut savoir que les démocrates employaient son nom pour évoquer les mauvais coups politiques. Karl Rove était considéré à tort par ses détracteurs comme l'instigateur de la guerre en Iraq. Il a quitté la Maison Blanche en août 2007, pour s'occuper de la campagne présidentielle de 2008 du candidat républicain.

décision de mener la guerre en Iraq. Karl Rove est la première de ces trois personnalités. Bien qu'écarté du processus décisionnel de la guerre, son analyse le conduisit à considérer la guerre comme un outil de politique nationale, nécessaire aux futures échéances électorales. Le véritable « Faucon » fut le vice-président Dick Cheney, personnalité issue de la guerre froide et secrétaire d'Etat à la Défense lors de la première guerre du Golfe. Il fut le principal promoteur de l'ascension des néoconservateurs qui ont pris le contrôle de la politique étrangère américaine, après le choc du 11 septembre. Toujours dans l'ombre du président, Condoleezza Rice vécut un cheminement intellectuel similaire à celui de George Bush, glissant de l'isolationnisme au néoconservatisme. Ces trois personnalités constituèrent le premier cercle d'influence, seul en mesure de convaincre et d'orienter George Bush. Colin Powell et Donald Rumsfeld ont évolué dans une seconde sphère, moins proche, moins influente, capable d'éclairer le président, sans déterminer ses choix. A contrario, ils étaient l'un et l'autre, proches et écoutés des personnalités du premier cercle. Issu de l'école « réaliste », Colin Powell bénéficiait d'une certaine crédibilité auprès de Condoleezza Rice, et Donald Rumsfeld d'une réelle complicité avec Dick Cheney. Le dernier cercle de l'administration Bush se constitua d'une kyrielle de néoconservateurs, implantés dans tous les rouages de l'administration et réels architectes de la guerre en Iraq. Deux personnalités néoconservatrices, Paul Wolfowitz et Richard Perle jouèrent un rôle déterminant dans la préparation et la conduite de la guerre sans le soutien de l'ONU.

LE PREMIER CERCLE D'INFLUENCE

Lors de la survenue du 11 septembre, seules trois personnes auraient pu conduire le président américain vers une voie susceptible d'éviter l'escalade de la violence et la guerre en Iraq. Un point de vue discordant d'une de ces trois personnalités aurait pu changer le cours de l'histoire et éviter la crise du Conseil de Sécurité et la guerre. Pour diverses raisons, aucune de ces trois personnalités n'a joué le rôle modérateur qui lui incombait.

* KARL ROVE

Collaborateur des premiers jours et conseiller tout puissant de la Maison Blanche, « où jamais un conseiller n'eut autant de pouvoir dans autant de domaines », Karl Rove était l'homme du président⁶. Quelques jours avant le 11 septembre, le *Weekly Standard* publia en première page un article intitulé

⁶ Philippe Boulet-Gercourt, « *La Machine Bush* », édition Grasset, 2004, page 95.

« L'impresario Karl Rove, chef d'orchestre de la Maison Blanche de Bush »⁷. Les deux hommes se connaissaient depuis 28 ans et lors de leur première rencontre, Karl Rove vit immédiatement dans le « fils Bush » un excellent candidat pour le poste de gouverneur du Texas, et plus tard pour celui de la Maison Blanche⁸. George Bush élu, aucune des décisions du nouveau président ne fut prise sans consultation préalable de Karl Rove, chargé de façonner l'opinion publique en faveur de l'action présidentielle. Cette feuille de route l'amena à intervenir à tous les niveaux et dans tous les secteurs d'activité de la Maison Blanche. Au sein de celle-ci, il était à la tête des quatre bureaux les plus importants : l'Office of Strategic Initiatives, chargé d'élaborer la vision et la stratégie politique de la Maison Blanche ; l'Office of Political Affairs, chargé de coordonner les activités politiques du président et de maintenir le contact avec le parti républicain; l'Office of Public Liaison, chargé de travailler avec les groupes d'influence; et l'Office of Intergovernmental Affairs, chargé de la coordination et de la liaison avec les administrations gouvernementales et locales. L'objectif de ces structures était de maintenir la Maison Blanche dans un état de « campagne électorale permanente »⁹. Personnalité décriée et controversée, Karl Rove fut écarté de la préparation de la guerre et du Conseil National de Sécurité, pour éviter d'entacher de suspicion le projet en cours d'élaboration¹⁰. Pourtant, toutes les orientations de la politique internationale, comme la décision de la guerre en Iraq, furent prises avec son consentement. Karl Rove n'était pas un néoconservateur, ni réellement un « faucon ». D'une intelligence hors du commun, ses analyses sur les décisions à prendre étaient menées sous le seul et unique angle comptant à ses yeux, celui de la « politique politicienne », y compris pour les questions de politique internationale et de sécurité. Selon sa vision, la machine administrative américaine était un outil à la disposition des gouvernants, devant être utilisé pour obtenir des avantages électoraux. Pour Karl Rove, la guerre contre le terrorisme était un élément de la campagne électorale permanente qu'il instituait, d'où l'instrumentalisation du 11 septembre¹¹. Très tôt persuadé que l'opinion publique jugerait le mandat présidentiel sur la réponse de George Bush à l'attaque du 11 septembre, Karl Rove fit de la guerre en Iraq l'élément incontournable de la réélection du président. Dès le 7 octobre 2001, la guerre en Afghanistan engagée, il présenta à George Bush l'impact de celle-ci sur les sondages. Le soutien à l'action

⁷ Bob Woodward, « Bush s'en va-t-en guerre », édition folio document, 2002, page 324.

⁸ Denise Artaud, « L'Amérique des néoconservateurs », édition Ellipses, 2004, pages 15 et 16.

⁹ Scott Mc Clellan, op cité, pages 76-79.

¹⁰ Bob Woodward, op cité, page 323 et Scott Mc Clellan, op cité, page 80.

¹¹ Scott Mc Clellan, op cité, page 73.

présidentielle n'avait jamais été aussi fort. Il était de 84% à 90%, pour 55% avant l'attaque du 11 septembre. Selon ABC News et le Washington Post, un tel saut quantitatif en faveur de l'action présidentielle n'avait jamais été aussi important dans toute l'histoire moderne des Etats-Unis. A contrario, les sondages antérieurs montraient une rechute importante du soutien, sept à dix mois après son plus haut pic. Crédité de 59% d'opinions favorables avant la première guerre du Golfe, le « père Bush » avait atteint 82% au plus fort de la crise pour retomber à 59% quelques mois plus tard. Selon ces données, George Bush disposait de trente à quarante semaines avant de retomber à un niveau habituel¹². La durée de cet état de grâce était insuffisante pour le mener au seuil de la campagne présidentielle de 2004. Pour Karl Rove, une seconde guerre était nécessaire pour maintenir le soutien populaire et assurer la réélection du président. Directeur de la chaîne conservatrice FOX News, Roger Ailes informa discrètement Karl Rove que l'opinion américaine accepterait de patienter, si elle avait la certitude que le président prendrait les mesures les plus dures possibles. A contrario, le soutien s'effriterait si le public ne voyait pas George Bush agir avec la plus grande fermeté¹³. Dans ces conditions, décidée le 17 septembre 2001, la guerre contre le terrorisme devint indispensable à la popularité de George Bush et à sa réélection. Deux mois après l'attaque du World Trade Center, cette certitude amena Karl Rove à se rendre sur la côte ouest des Etats-Unis pour étudier avec les hauts responsables de l'industrie hollywoodienne comment ils pouvaient par leur filmographie soutenir la guerre contre le terrorisme¹⁴. Dans le même temps, Karl Rove introduisit le spécialiste néoconservateur de l'islam, Bernard Lewis, auprès des proches de George Bush, pour les convaincre de la nécessité d'une guerre en Iraq¹⁵. En novembre 2001, Bernard Lewis rencontra Condoleezza Rice et certains membres du Conseil National de Sécurité, et plus tard, le vice-président Dick Cheney. L'objectif de cette entremise était d'aider les néoconservateurs à convaincre Condoleezza Rice, ses proches, et in fine le président américain, du bien fondé d'une guerre en Iraq. Après ses premiers entretiens avec le Conseil National de

¹²Bob Woodward, op cité, pages 323-324.

¹³Idem, page 326.

¹⁴Jean Guisnel, op cité, page 98.

¹⁵ Bernard Lewis est un spécialiste de l'Islam et le maître à penser de plusieurs néoconservateurs présents dans l'administration Bush. Au début des années 70, par l'entremise de Richard Perle, Bernard Lewis a fréquenté les sénateurs Henry Jackson et Moynihan ainsi que Paul Wolfowitz. Selon Bernard Lewis, l'Islam connaissait de nombreuses insuffisances (régression géographique, militaire, économique et culturelle), depuis la perte des Balkans et l'instauration de la 'Pax Americana'. Il affirmait que l'Islam n'était pas un ennemi que l'on pouvait contenir par la dissuasion : « Il ne s'agit pas ici d'un conflit d'intérêt mais de culture : un choc des civilisations ». Pour Bernard Lewis, les Etats-Unis n'avaient pas d'autres choix que de faire front ou de céder la place.

Sécurité, des articles de Bernard Lewis apparurent dans les dossiers du président. Pour Bernard Lewis, la guerre en Iraq était le seul moyen d'établir une démocratie dans ce pays et de ne pas paraître faible aux yeux du monde musulman. Au fur et à mesure de ses rencontres avec le personnel de l'administration Bush, la doctrine Lewis devint celle de la Maison Blanche¹⁶. De son côté, Karl Rove élaborait l'argument électoral du président qui protège le pays contre le terrorisme, espérant que la guerre en Iraq lui donne corps. La guerre et l'instrumentalisation de l'ONU ont eu lieu en raison des analyses de Karl Rove qui a jugé l'une et l'autre nécessaires à la réélection du président. Sans s'immiscer dans le dossier iraquien, Karl Rove facilita et encouragea la conversion au néoconservatisme de l'entourage influent de George Bush. La conversion de Condoleezza Rice fut le résultat indirect de ces efforts.

* CONDOLEEZZA RICE

Condoleezza Rice était un pur produit du courant « réaliste » de la politique étrangère américaine. Fille de pasteur, elle avait été étudiante à la prestigieuse université de Standford, où elle avait été professeure de sciences politiques avant d'en devenir le recteur. Russophone, elle était conseillère pour les affaires russes au National Security Council, sous Ronald Reagan et sous George Bush père. Après son passage à la Maison Blanche, elle avait siégé aux conseils d'administration de Charles Schwab et de la firme pétrolière Chevron Exon¹⁷. Elle fut présentée au candidat George Bush, par le Général Brent Scowcroft, dont elle fut l'une des assistantes au Conseil National de Sécurité¹⁸. Immédiatement, le candidat à l'élection présidentielle la choisit pour être sa principale conseillère en politique étrangère. Le président dit d'elle : « Elle peut m'expliquer les questions de politique étrangère, d'une manière telle que je les comprends »¹⁹. George Bush partageait avec elle sa passion pour le base-ball, le jogging et les salles de musculation. Célibataire, elle fut très vite adoptée par la famille Bush, chez qui elle passa parfois ses vacances. Cette proximité lui permit de s'imposer face à Dick Cheney et à Donald Rumsfeld. En 1998, elle avait été chargée de former George Bush à la politique internationale et avait dirigé les

¹⁶ « A Historian's Doctrine on Islam Steers US in Fighting Terrorism », Wall Street Journal, 3 février 2004.

¹⁷ Jean Guisnel, op cité, pages 66-67.

¹⁸ Alain Frachon et Daniel Vernet, «L'Amérique messianique, les guerres des néoconservateurs», édition Seuil, 2004, page 157. Le général Brent Scowcroft dirigea le Conseil National de Sécurité sous l'administration de « George Bush père ». Il était un partisan et un idéologue de la pensée « réaliste » américaine, comme Colin Powell. Quand la seconde guerre d'Iraq se dessina, il ne cessa pas d'argumenter dans la presse contre cette guerre alors que son élève et disciple Condoleezza Rice la défendit.

¹⁹ Jean Guisnel, op cité, page 68.

« Vulcains », au côté de Paul Wolfowitz. A l'époque, le candidat à l'élection présidentielle était incapable de citer les hommes forts de Taïwan, de l'Inde ou du Pakistan²⁰. Cet encadrement des Vulcains avait eu une orientation résolument néoconservatrice. Outre Paul Wolfowitz, le groupe fut composé pour les néoconservateurs, de Stephen Hadley, de Richard Perle, de Dov Zakheim et de Robert Zoellick. Les deux représentants de la branche réaliste furent Richard Armitage, un ami de Colin Powell, et Robert Blackwill, ancien doyen de l'école Kennedy d'administration à Harvard²¹. Si Condoleezza Rice dirigea ce groupe, l'importante présence des néoconservateurs portait déjà l'empreinte du futur vice-président Dick Cheney. Dès son élection, George Bush déclara au sujet de Condoleezza Rice : « je la verrai tous les jours », « je veux qu'elle participe à toutes les réunions du cabinet »²². Tête pensante de George Bush, pendant la préparation de la guerre en Iraq, elle fut la conciliatrice entre les Faucons et les Colombes, tout en ayant pris parti pour la guerre. De son point de vue, sa mission consistait à « traduire les bons instincts stratégiques » de George Bush²³. A sa nomination à la tête du Conseil National de Sécurité, Condoleezza Rice présenta, dans l'édition de janvier/février, de la revue *Foreign Affairs*, les grandes règles de la future politique étrangère américaine. Elle y évoqua la réduction des engagements internationaux, son opposition ferme au « National Building », la limitation des engagements extérieurs et la faible participation des forces armées américaines aux opérations de maintien de la paix²⁴. Condoleezza Rice ne partageait donc aucune des idées fortes constituant l'essence même des Nations Unies. Elle affirma : « ce n'est pas aux hommes de la 82^{ième} division aéroportée d'aider les enfants à traverser la rue pour aller à l'école » et elle écrivit : « Bien sûr, il n'y a rien de mal à agir pour le bénéfice de l'humanité entière, mais c'est en quelque sorte un effet secondaire. La recherche par les Etats-Unis de leur intérêt national créera les conditions favorables pour la liberté, les marchés et la paix ». Elle partageait avec les néoconservateurs leur dédain de l'ONU, mais la politique isolationniste qu'elle prônait n'était pas dans la lignée ni du goût de ces derniers. Deux jours avant les attentats du 11 septembre, le *Washington Post* attribua à Condoleezza Rice une vision en totale contradiction avec l'idéologie néoconservatrice. Il écrivit : « Du point de vue de

²⁰ Philippe Boulet-Gercourt, op cité, page 169.

²¹ Scoot Mc Clellan, op cité, page 85 et Ivo H Daaler et James M Lindsay, « America Unbound : the Bush Revolution in Foreign Policy », édition Brookings Institute Press, pages 17/34. Concernant les Vulcains, voir l'ouvrage de James Mann, « Rises of the Vulcans. The history of Bush's war cabinet », édition Viking, 2004.

²² Philippe Boulet-Gercourt, op cité, pages 170-171.

²³ Evan Thomas, « The quiet power of Condi Rice », *Newsweek*, 16 décembre 2002.

²⁴ Condoleezza Rice, « Campaign 2000, promoting the national interest », *Foreign Affairs*, janvier-février 2000.

Rice, la plus grande démocratie du monde ne peut, ni ne doit, accomplir pour les peuples déchirés par les combats ce qu'ils ne peuvent pas faire eux-mêmes »²⁵. Le tournant significatif de la vision de Condoleezza Rice fut la déflagration du 11 septembre. Comme le président américain, Condoleezza Rice embrassa à partir de ce choc les idées néoconservatrices, tout en conservant une image d'arbitre auprès de Colin Powell. Elle conseilla au président de mener la guerre en Iraq et pilota la rédaction du National Security Strategy, devenu « la doctrine Bush »²⁶. A partir du 11 septembre, Condoleezza Rice ne voulut plus limiter l'engagement des Etats-Unis à l'extérieur et parla d'une mission morale incombant à sa génération de transformer le Proche-Orient. Pour qualifier la nouvelle « doctrine Bush », elle inventa l'expression « la suprématie au service de la liberté », exprimant à elle seule la difficile fusion entre l'impérialisme néoconservateur et les idées de l'école réaliste dont elle était issue²⁷. Durant l'été 2003, Condoleezza Rice multiplia les comparaisons avec ce que les Etats-Unis avaient réalisé au Japon et en Europe, au lendemain de la seconde guerre mondiale. Au New York Times et au Financial Times, elle attribua ce changement radical de cap au président Bush qu'elle voyait cinq fois par jour et qui, disait-elle, insistait sur les questions de valeurs universelles et de liberté. Il l'aurait profondément influencée. Convertie à l'impérialisme démocratique des néoconservateurs, Condoleezza Rice s'éloigna de la vision géopolitique de l'école réaliste²⁸. Concernant la guerre en Iraq, elle affirma : « Le désastre, le cauchemar véritablement accablant, c'est ce tyran agressif qui d'ici quelques années sera équipé d'armes nucléaires, avec son histoire, son désir et sa volonté d'utiliser des armes de destruction massive [...] êtes-vous prêts à laisser ce cauchemar perdurer ? Certains experts du renseignement disent que, d'ici cinq à six ans, il sera en possession d'une arme nucléaire. Je suis dans cette branche depuis un bon moment et les gens sous-estiment toujours le temps, rarement le contraire. Si nous nous trompons et que nous disposons de quatre, cinq ou six ans avant cette menace nucléaire, alors on est juste parti un peu trop tôt. Si tous ceux qui veulent attendre se trompent, alors on se réveillera un matin dans deux ou trois ans, Saddam Hussein sera en possession d'une arme nucléaire et la brandira dans les régions les plus instables du monde. Lequel de ces deux risques choisissez-vous ? »²⁹. Seule personne du premier cercle de l'entourage présidentiel issue de l'école réaliste, Condoleezza Rice aurait pu et aurait dû conduire George Bush à la modération.

²⁵ Dale Russakoff, « Lessons of might and right », Washington Post, 9 septembre 2001.

²⁶ Philippe Boulet-Gercourt, op cité, pages 171-172.

²⁷ Jean-Yves Haine, op cité, page 277.

²⁸ Pour un portrait de la conversion de Condoleezza Rice, voir N.Lemann, « Without a doubt », The New Yorker, 14 et 21 octobre 2002.

²⁹ Bob Woodward, op cité, page 537.

Happée par l'idéologie néoconservatrice, déjà forte des soutiens de Dick Cheney et de Karl Rove, elle ne l'a pas fait.

* DICK CHENEY

Dernier personnage d'envergure de cette administration Bush, le vice-président Dick Cheney était un ancien secrétaire à la Défense et un ancien secrétaire général de la Maison Blanche. Il connaissait tous les rouages du Congrès. Dans les années 70, il avait été l'adjoint de Donald Rumsfeld (conseiller de Richard Nixon à la Maison Blanche), puis son successeur. A 34 ans, il fut nommé chef de cabinet de Gerald Ford et par la suite, élu du Wyoming à la Chambre des représentants, où il resta 20 ans parlementaire, avant de devenir secrétaire à la Défense de 1989 à 1993. A son départ du Pentagone, il entama une carrière au sein des conseils d'administration des grandes sociétés (Union Pacific, Morgan Stanley, Protector & Gamble), pour finir à la présidence de la société Halliburton. En 1996, envisageant de se présenter à l'élection présidentielle, il mena campagne pendant deux ans avant de renoncer. Fin 2000 début 2001, nouvellement élu, George Bush lui confia l'organisation de la transition. Jouant un rôle clé dans les nominations gouvernementales, Dick Cheney nomma Donald Rumsfeld à la Défense, pour contre balancer celle de Colin Powell au Département d'Etat, et plaça un très grand nombre de néoconservateurs à tous les postes clés de l'administration présidentielle. Dick Cheney poussa sans cesse à la guerre en Iraq. Il se battit pour éviter le passage devant Conseil de Sécurité de l'ONU et affirma à maintes reprises sa certitude de la nocivité de l'Iraq. Un an avant l'attaque du World Trade Center, il déclara : « Si Saddam Hussein tente de reconstruire son arsenal nucléaire ou des armes de destruction massive, nous devons envisager sérieusement une action militaire pour stopper cette activité »³⁰. Au même moment, il réunit à la Maison Blanche les principaux dirigeants de l'économie pétrolière américaine et déclara : « Je ferai tout ce que je dois faire pour éviter tout conflit d'intérêts »³¹. Pourtant l'ancien secrétaire au Trésor, Paul O'Neil révéla qu'une stratégie de capture des contrats pétroliers de l'Iraq avait été évoquée dès les premiers jours de l'administration de George Bush³². Raison pour laquelle, dès sa nomination au poste de vice président, Dick Cheney forma autour de sa personne un « conseil fantôme de sécurité nationale », hors de portée du Congrès et de quiconque. Au sein de ce conseil, il s'entoura d'une quinzaine d'experts, partageant tous une philosophie néoconservatrice et prônant tous une guerre contre l'Iraq³³. Cet

³⁰ Jean Guisnel, op cité, pages 37 et 73.

³¹ Idem, page 38. Déclaration de Dick Cheney, Los Angeles Times, 17 août 2000.

³² Ron Suskind, « The Price of Loyalty : George Bush, the White House and Education of Paul O'Neil », édition Simon and Schuster, New York, page 96.

³³ John W Dean, « Bush le dossier accablant », édition presse de la renaissance, 2002,

entêtement iraquien explique le retard de l'administration Bush à s'occuper de la question terroriste. En pleine période de transition, George Bush et Dick Cheney avaient été sensibilisés sur le problème du terrorisme international et l'un et l'autre savaient la CIA en guerre contre Ben Laden³⁴. En janvier 2001, après leur investiture, George Bush et Dick Cheney prirent connaissance du rapport de la commission Hart Rudman dont la recommandation la plus urgente pressait le président des Etats-Unis de se concentrer sur le terrorisme. Selon ce rapport, une attaque directe sur le sol américain était susceptible de se produire au cours des vingt prochaines années. Contre toute attente, Dick Cheney décida pourtant de dissoudre cette commission pour reprendre à son compte la question terroriste. Quelques mois plus tard, sous l'impulsion du vice-président, George Bush publia une déclaration dans laquelle il évoqua les groupes terroristes internationaux (et non plus uniquement Al Qaeda) et « leur intérêt à acquérir des armes de destruction massive, évoquant une menace chimique, biologique et nucléaire ». Raison pour laquelle il créait « un bureau de capacité de réaction nationale », pour mettre en œuvre les recommandations de Dick Cheney³⁵. A travers le prisme du vice-président, la menace terroriste devint une menace de prolifération nucléaire et d'armes de destruction massive. Cette approche permit d'élargir le spectre des ennemis potentiels. Le champ de la menace terroriste s'étendit à présent du simple groupe terroriste à la nation belliqueuse. Les attentats du 11 septembre n'avaient pas eu lieu que la lutte anti-terroriste des Etats-Unis s'orientait vers des cibles étatiques et en particulier l'Iraq, puisque depuis la première guerre du golfe, la communauté internationale savait ce régime détenteur d'armes de destruction massive. Ce n'est que neuf mois après son arrivée au pouvoir (le 4 septembre 2001) que les premières propositions de mesures contre Al Qaeda furent prises par le vice-président et George Bush³⁶... Le matin de l'attaque du 11 septembre 2001, se rappelant les plans d'urgence de « continuité du gouvernement », Dick Cheney les réactiva et les appliqua pour la première fois

pages 165-166. Parmi les experts nommés, on trouve entre autres : Eric Edelman, fonctionnaire des Affaires Etrangères et ancien ambassadeur en Finlande, qui était au ministère de la Défense sous l'époque de Dick Cheney; John Hannah, expert du Moyen Orient qui était au Département d'Etat de « Bush père » et William Lutti, ancien conseiller de Newt Gingrich, président de la Chambre des Représentants.

³⁴ La déclaration de guerre de la CIA à Ousama Ben Laden apparaît dans le témoignage de George Tenet devant la commission d'enquête parlementaire sur les attentats du 11 septembre, voir « déclaration écrite destinée aux dossiers du directeur de la CIA devant la commission d'enquête parlementaire », 17 octobre 2002, www.cia.gov/public-affairs :speeches/2002/dci-testimony et « Clinton avait prévenu Bush de la menace Ben Laden », Reuters, 15 octobre 2003.

³⁵ « Plan de préparation domestique contre les armes de destruction massive », déclaration présidentielle du 8 mai 2001.

³⁶ John W Dean, op cité, pages 176-181.

dans l'histoire des Etats-Unis. Dans l'urgence, des dizaines de fonctionnaires triés sur le volet furent transportés vers l'une des deux installations souterraines de la Côte Est, avec interdiction de révéler leur destination et leur mission. Prévue pour durer 90 jours, cette opération « de continuité du gouvernement » s'inscrit dans la durée, avec un système de rotation des fonctionnaires. Cette situation fut révélée le 1^{er} mars 2002 par le *Washington Post*³⁷. Les membres du Congrès furent les premiers stupéfaits d'apprendre son existence et son étendue. Ces révélations soulevèrent la question de l'activité de ces fonctionnaires depuis des mois : sur quoi travaillaient-ils ? La réponse est peut être à rechercher dans la visite des néoconservateurs à Dick Cheney le lendemain des attentats du 11 septembre. Ce jour là, influencé par ces interlocuteurs et sous le choc de l'attaque, le vice-président pourrait avoir décidé « seul » de la guerre d'Iraq... Il est acquis que l'opération de « continuité du gouvernement » permit de préparer en secret la nouvelle politique étrangère des Etats-Unis et peut-être la future guerre en Iraq. Cette opération de continuité du gouvernement fut destinée à créer et à protéger une « administration parallèle » d'une attaque nucléaire imminente. Le jour de l'attaque du 11 septembre, cette décision pouvait se justifier. Dans les mois et les semaines précédentes, plusieurs publications évoquèrent la disparition d'une centaine d'armes nucléaires de fabrication russe et de la taille d'une valise. Le choc de l'attaque du 11 septembre rendant tout crédible, la crainte d'une attaque nucléaire imminente prit le pas sur toute autre considération. Depuis la fin de la guerre froide, Dick Cheney et les néoconservateurs évoquaient cette menace. Or, peu après le 11 septembre, le président d'Ouzbékistan, Islam Karimov informa Donald Rumsfeld qu'Ousama Ben Laden avait acheté, auprès de la mafia russe, deux, peut être trois, ogives nucléaires de l'époque soviétique³⁸. Qu'elle soit réelle ou supposée, cette menace

³⁷ *Idem*, page 197. L'auteur s'appuie sur un article du *Washington Post* du 1^{er} mars 2001, rédigé par Barton Gellman et Susan Schmit. Les plans d'urgence de « continuité du gouvernement » avaient été préparés en secret par Dick Cheney et Donald Rumsfeld à l'époque de l'administration Reagan et de la guerre froide. Ce programme classifié secret était intitulé « Continuity of Government » (GOV). Son objectif était de mettre en place (or cadre constitutionnel) un gouvernement fédéral de substitution en cas de danger d'attaque nucléaire imminente. Après la fin de la guerre froide, ces plans étaient tombés en désuétude. Après les révélations du *Washington Post*, une commission fut chargée de faire le point sur cette opération de continuité du gouvernement. Son rapport est accessible sur le site www.continuityofgovernment.org.

³⁸ John W Dean, op cité, page 198. L'auteur s'appuie sur plusieurs articles : celui de Laura Myers, « un ancien fonctionnaire russe révèle que l'armée russe a perdu la trace de cent bombes nucléaires », *Associated Press* du 4 septembre 1997; celui de l'*United Press International* du 5 octobre 2001 « Notes d'un insider de *United Press International* »; celui de Bob Port et de Greg B Smith, « On chercherait une bombe valise, Ben Laden toise les réserves russes », *New York Daily News*, d'octobre 2001; et enfin celui de Rupert Cornwell, « le monde nucléaire : il est temps de faire le point. La

nucléaire parla plus que de raison à Dick Cheney et à Donald Rumsfeld. Pétris dans le moule de la guerre froide, l'un et l'autre ne purent appréhender la menace terroriste autrement que par le biais de la menace nucléaire qu'ils croyaient d'actualité.³⁹

COLIN POWELL ET DONALD RUMSFELD

L'un civil et l'autre militaire, Colin Powell et Donald Rumsfeld ont été tous deux présidentiables et furent à ce titre des personnalités incontournables de l'administration Bush. Ni l'un ni l'autre ne s'opposa à la guerre, préférant se livrer une bataille fratricide sur la façon de la mener. Cette opposition idéologique et stratégique entre les deux hommes se mua au fil des mois en une sourde et violente lutte d'influence, plaçant l'Organisation internationale des Nations Unies au cœur de leur confrontation. L'entêtement de Colin Powell encouragea la saisine du Conseil de Sécurité au moment même où les néoconservateurs, Donald Rumsfeld, et la Maison Blanche s'isolaient dans un unilatéralisme incompatible avec l'idée d'une négociation multilatérale menée sous l'égide des Nations Unies. Cette lutte d'influence créa une dichotomie au sein de l'administration Bush, génératrice d'ambiguïté et de l'instrumentalisation de l'ONU.

* COLIN POWELL

Chef du Département d'Etat, Colin Powell a été chef d'Etat-major de l'armée américaine pendant la première guerre du golfe. Né dans une famille jamaïcaine du Bronx, il a mené une exceptionnelle carrière militaire. Considéré comme l'un des généraux les plus « politique » de sa génération, il fut adjoint puis conseiller pour la sécurité nationale sous Ronald Reagan, avant d'être nommé, par « George Bush père », Chef d'état-major des armées de 1989 à 1993. Après le succès de la première guerre du Golfe, le parti républicain le considéra présidentiable et susceptible de battre Bill Clinton à l'élection. Ce dernier réélu, il proposa à Colin Powell de devenir son secrétaire d'Etat, ce qu'il refusa. Personnage déterminé et loyal au pouvoir politique, marqué par l'expérience de la guerre du Vietnam, Colin Powell s'était toujours opposé aux initiatives militaires aventureuses. Il s'était opposé à la première guerre d'Iraq puis à l'envoi de troupes à Sarajevo. La « doctrine Powell » était née de cette détermination à refuser tout conflit sans s'être assuré au préalable d'une supériorité écrasante et de la certitude de la victoire. En 1991, opposé à l'intervention militaire en Iraq, il s'y résigna après avoir

bombe terroriste dans une valise est probablement la plus grande menace nucléaire pour l'Amérique », l'Indépendant du 21 août 1999.

³⁹ Bob Woodward, op cité, page 422.

obtenu une écrasante supériorité militaire des forces américaines. Le succès de cette première guerre du Golfe consacra sa doctrine et son intelligence politique. Après le 11 septembre, cette exigence le conduisit à s'opposer à la volonté de Donald Rumsfeld de mener une seconde guerre en Iraq avec peu de troupes au sol. Cette opposition aux choix stratégiques de Donald Rumsfeld conduisit nombre d'acteurs internationaux à croire Colin Powell opposé à la guerre en Iraq et soucieux de l'éviter. Tel n'était pas le cas. Persuadé de l'erreur stratégique de Donald Rumsfeld, son unique préoccupation fut d'offrir à l'armée américaine les moyens d'une victoire alors que les civils du Pentagone refusaient à l'état-major militaire toute concession sur les effectifs à engager. A l'été 2002, l'incapacité des généraux à convaincre le Pentagone conduisit Colin Powell à réclamer avec pugnacité à la Maison Blanche une approche multilatérale du futur conflit et une implication des Nations Unies. Cette approche multilatérale était à ses yeux l'unique moyen susceptible d'imposer à Donald Rumsfeld une augmentation des effectifs et d'offrir une stratégie victorieuse à l'Amérique. Ceci ne signifiait pas que Colin Powell s'opposait à la guerre. Le jour de sa nomination comme secrétaire d'Etat, le 16 décembre 2000, Colin Powell affirma : « Saddam Hussein repose sur un régime failli, qui ne sera plus en place d'ici quelques années. Le monde le laissera derrière »⁴⁰. Indépendamment des attentats du 11 septembre, comme ses pairs, Colin Powell envisageait une seconde guerre d'Iraq.

* DONALD RUMSFELD

De son côté, politicien spécialiste de longue date des questions de défense et conservateur acharné, Donald Rumsfeld entendit abolir la « doctrine Powell » pour faire entrer l'armée américaine dans le XXI siècle. Entré en politique en 1962, à l'âge de 30 ans, Donald Rumsfeld était un véritable politicien, ayant bâti sa carrière (et sa fortune) sur d'incessants va-et-vient entre le monde politique et celui des affaires. Secrétaire à la Défense de Gerald Ford, de 1975 à 1977, il incarna une nouvelle génération d'hommes politiques, n'ayant pas connu la seconde guerre mondiale et confrontée à un affaiblissement du pouvoir exécutif américain, après l'affaire du Watergate. Dick Cheney était un de ses plus proches subordonnés et collaborateurs. Lié aux sociétés d'armement, Donald Rumsfeld était un ardent défenseur des armes de hautes technologies et un des instigateurs du programme de défense antimissile balistique. Fin politique et connaisseur des questions de défense, il entendit jouer de la prééminence du politique sur l'armée, pour la contraindre à se moderniser selon sa vision personnelle. En 2001, pour imposer son coûteux « bouclier antimissile », il n'hésita pas à annuler de

⁴⁰ Jean Guisnel, op cité, pages 59-58.

nombreux programmes militaires de modernisation, choisis et imposés par les généraux⁴¹. Arrogant et maniant à merveille sa communication, Donald Rumsfeld était le favori de la presse, à qui il n'hésitait pas à confier des indiscretions, pour affaiblir et contraindre l'état-major militaire. En avril 2002, le Chef d'état-major des armées, le général Eric Shinseki apprit par le Washington Post le nom de son successeur, dix huit mois avant son propre départ. Pour toutes ces raisons, Donald Rumsfeld était détesté de l'armée et des généraux avec qui il devait travailler main dans la main⁴². Pour combler cette faiblesse, il comptait sur le soutien inconditionnel de Dick Cheney et sur celui des néoconservateurs, nommés en grand nombre au sein du Pentagone et de l'administration.

LES PERSONNALITES NEOCONSERVATRICES

Avec le retour de Dick Cheney aux affaires, les néoconservateurs bénéficièrent d'un soutien de poids qui leur a permis d'entrer massivement dans la nouvelle administration américaine. Dick Cheney nomma Lewis Scooter Libby, Chef d'état-major de son cabinet et Paul Wolfowitz, secrétaire d'Etat adjoint à la Défense, aux côtés de Stephen Hadley, nommé assistant au secrétaire à la Défense. Toujours au Pentagone, Douglas Feith était nommé adjoint direct de Paul Wolfowitz et David Frum rédacteur des discours du président. Harold Rhode, Michael Rubin, William Lutti et William Bruner étaient nommés à l'Office of Special Plans, chargé de « doubler » la CIA dans le recueil de renseignement. De leur côté, Richard Perle, James Woolsey, Newt Gingrich et C.Kenneth Adelman furent nommés à la Defense Policy Board⁴³. Au Conseil National de Sécurité, Dick Cheney nomma Zalmay Khalilzad sur l'Afghanistan et la politique iraquienne, et Elliot Abrams, en charge du Proche-Orient. Au Département d'Etat, le vice-président plaça sa fille Elisabeth, à la Direction du Moyen Orient et nomma John Bolton, sous secrétaire d'Etat. Ce dernier était un conservateur dont les idées ressemblaient en tout point à celles des néoconservateurs. Il était considéré comme l'homme de Dick Cheney au sein de l'équipe de Colin Powell⁴⁴. John Bolton était profondément hostile à l'ONU. En 1999, alors que Kofi Annan réclamait un rôle primordial des forces de l'ONU dans les opérations de maintien de la paix, John

⁴¹ Parmi les programmes reconsidérés et menacés par les choix de Donald Rumsfeld peuvent être cités le véhicule de combat d'infanterie Stryker, l'hélicoptère de reconnaissance RAH-66 Comanche et le plus important projet de l'US Army, le Future Combat System.

⁴² *Idem*, pages 40/43.

⁴³ John W.Dean, op cité, page 166.

⁴⁴ Alain Frachon et Daniel Vernet, op cité, pages 132-134.

Bolton déclara : « Si les Etats-Unis laissent passer cette demande sans réagir, il est probable que leur droit à utiliser la force pour promouvoir leurs intérêts nationaux soit à l'avenir sérieusement limité ». Il affirma par ailleurs : « Les Nations Unies n'existent pas. Si les seize étages supérieurs de l'immeuble des Nations Unies à New York s'écroulaient, le monde ne s'en porterait pas plus mal »⁴⁵. Toutes ces personnalités étaient des néoconservateurs convaincus. Nommées à des postes clés, elles influencèrent la politique étrangère américaine, pour la mettre sous tutelle après les attentats du World Trade Center. Parmi ces personnalités, deux d'entre elles méritent une attention particulière, Paul Wolfowitz et Richard Perle.

* PAUL WOLFOWITZ

Paul Wolfowitz est un néoconservateur pur et dur. Au moment de sa nomination au poste d'adjoint de Donald Rumsfeld, il était le doyen de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de la Johns Hopkins University. Né dans une famille de juifs religieux et fils d'un grand mathématicien, dans les années 60, il étudia les sciences politiques à l'Université de Chicago et suivit les cours d'Albert Wohlstetter, mathématicien et stratège de la confrontation nucléaire⁴⁶. Par la suite, il rédigea une thèse sur les dangers de prolifération nucléaire d'un projet israélien de désalinisation de l'eau de mer par turbine atomique. Ayant séjourné à plusieurs reprises en Israël pendant son

⁴⁵ Michael Mann, « L'empire incohérent », édition Calman-Lévy, 2004, page 12.

⁴⁶ Bob Woodward, op cité, page 75. Brillant mathématicien issu de l'Université de Columbia, Albert Wohlstetter démontra en 1951 que « l'équilibre de la terreur » était précaire. Il fut le père de la notion de « deuxième frappe », devenue le pilier de la dissuasion nucléaire américaine. Par la suite, il inventa la riposte graduée, faisant de la guerre nucléaire une simple extension d'un conflit classique. Dans ce cadre, il prôna la modernisation des armes et jeta les bases de la stratégie de « frappes chirurgicales ». Maître à penser, avec quelques autres, de la dissuasion nucléaire américaine, Albert Wohlstetter fut toute sa vie très hostile aux accords sur la limitation des armements. Il enseigna à ses élèves la méfiance envers la détente Est-Ouest, envers le contrôle des armements et enfin envers les institutions internationales. Lors de la guerre du Kosovo, il fut hostile à l'égard de l'ONU et appela de tous ses vœux l'intervention d'une coalition américaine. De son côté, son épouse Roberta rédigea une thèse sur la « surprise stratégique », dans laquelle elle écrivit sur l'attaque de Pearl Harbor : « rarement un gouvernement s'était à ce point attendu au pire. Seulement nous n'attendions pas ce qu'il fallait. Ce n'était pas nos systèmes d'alerte qui étaient déficients, mais notre analyse stratégique... Il y a une tendance dans notre planification à confondre l'inconnu avec l'improbable. L'évènement que nous n'avons pas examiné sérieusement a toujours l'air étrange, ce qui a l'air étrange est considéré comme improbable, ce qui est improbable n'est pas considéré sérieusement » (voir « Pearl Harbor, Warning and décision », Stanford University Presse, 1962). Les attaques du 11 septembre s'inscrivant parfaitement dans cette définition, celle-ci renforça la crédibilité des thèses néoconservatrices et contribua à expliquer leur influence, après le 11 septembre. Le soir même de l'attaque, George Bush écrivit dans son journal : « Le Pearl Harbor du XXI siècle a eu lieu aujourd'hui ».

adolescence, il entretint pendant toute sa carrière des relations amicales avec des généraux et des diplomates israéliens. En 1989, alors qu'il était ambassadeur en Indonésie, Dick Cheney le nomma sous secrétaire à la Défense, poste qu'il occupa jusqu'en 1993. Spécialiste des relations internationales, Paul Wolfowitz bénéficiait d'une excellente connaissance des relations entre les décideurs politiques et les services de renseignements⁴⁷. Par ailleurs, en 2000, il rédigea une étude sur les pratiques commerciales des firmes américaines d'armements, pour les mettre en conformité avec « la lettre et l'esprit » des lois américaines. Cette même année, chargé de constituer l'équipe des Vulcains avec Condoleezza Rice, Paul Wolfowitz choisit plusieurs néoconservateurs pour former le futur président américain aux questions de politique internationale⁴⁸. Le succès de ces experts et son excellent travail amenèrent George Bush à envisager sa nomination au poste de secrétaire à la Défense, avant de lui préférer Donald Rumsfeld, plus aguerri pour la fonction. En 2001, après sa nomination au Pentagone, Paul Wolfowitz servit de relais, entre le pouvoir exécutif américain et les organisations pro-israéliennes, comme l'« American Israël Public Affairs Committee ». Ardent partisan de la guerre en Iraq, ses positions tranchées, va-t-en guerre, et son franc parler conduiront la presse américaine à lui reconnaître un rôle déterminant dans la marche de la guerre⁴⁹.

* RICHARD PERLE

Ancien collaborateur du sénateur Henry « Scoop » Jackson, sous la présidence Reagan, Richard Perle fut au Pentagone Assistant Secretary of Defense for International Security Policy et l'un des principaux acteurs des négociations russo-américaines sur le contrôle des armements. Pendant cette période, bénéficiant d'un réel ascendant sur le secrétaire à la défense, il s'illustra dans la lutte d'influence que se livraient déjà le Département de la Défense et le Département d'Etat. Membre des Vulcains, pendant la campagne électorale de George Bush, Richard Perle n'eut de cesse de s'opposer aux adversaires démocrates et de prôner une vision anti-européenne. Opposé aux accords de défense européens de Saint-Malo (signés en 1998 entre la France et la Grande-Bretagne), Richard Perle affirma : « J'aurais pensé que le Premier ministre britannique attacherait une importance fondamentale à la « special relationship » qui a si bien servi nos

⁴⁷ Jack Davis, « Paul Wolfowitz on intelligence policy-relations » Studies in Intelligence, N°5, 1996.

⁴⁸ Denise Artaud, op cité, page 20.

⁴⁹ Jean Guisnel, op cité, pages 40, 46 et 48. Paul Wolfowitz sera qualifié de « vélociraptore » dans un article intitulé « Paul Wolfowitz, velociraptor », *the Economist*, 9 février 2002 et de « Bush's testostérone » dans un article de David Plotz, « Paul Wolfowitz, Bush's testostérone man at Défense », *The Slate*, le 12 octobre 2001.

deux pays depuis si longtemps, et qu'il ne l'aurait pas mise en péril en se laissant prendre par les manœuvres françaises visant à « bordurer » les Américains en Europe ». Plus tard, en 2000, suite aux avancées de l'Europe de la Défense, Richard Perle qualifia Tony Blair de « prince des ténèbres ». Idéologue convaincu, à l'élection de George Bush, Richard Perle fut nommé président du Defense Policy Board, chargé de réfléchir aux questions stratégiques et d'aider le secrétaire à la Défense à définir à long terme la stratégie de défense des Etats-Unis⁵⁰. Au moment de sa nomination, Richard Perle était conseiller en entreprise et responsable de l'organisation des séminaires de l'American Enterprise Institute (think tank néoconservateur). Il était également proche de la droite israélienne et membre du Jerusalem Post. Très engagé, avec des idées arrêtées et sans concession, Richard Perle joua un rôle important dans la crise iraquienne et les attaques menées contre la France.

LES NEOCONSERVATEURS

L'influence des néoconservateurs fut décisive dans la décision de mener la guerre en Iraq sans le soutien de l'ONU. L'idéologie néoconservatrice était une idéologie guerrière dont le terreau fut l'anticommunisme, pendant la guerre froide, et au terme de celle-ci, la lutte contre la prolifération nucléaire et les Etats voyous. Après la première guerre du Golfe et la découverte d'armes de destruction massive dans l'arsenal iraquien, le régime de Saddam Hussein était devenu l'incarnation de la menace, pour la nouvelle génération de néoconservateurs, en lieu et place de ce qu'avait représenté l'URSS pour leurs aînés. Un des fondateurs de cette idéologie, Irving Kristol, la définissait non pas comme un mouvement, mais comme une sensibilité qui réunissait une centaine de personnes, entre Washington et New York. Les néoconservateurs sont peu nombreux et solidaires entre eux, ce qui leur permit de contrôler quelques think tanks, quelques revues, et de se placer en nombre au sein de l'administration Bush. Le courant néoconservateur émergea dans les années 60, pour se focaliser dans les années 70 contre la menace soviétique. Au cours des années Reagan, ce courant se sépara du parti démocrate pour rejoindre le parti républicain et accéder aux allées du pouvoir. Celui-ci fut réellement conquis avec l'élection de George Bush et l'arrivée de Dick Cheney à la vice-présidence.

⁵⁰ Idem, pages 43-46.

DE LA NAISSANCE DU MOUVEMENT A SON ENTREE EN POLITIQUE

L'idéologie néoconservatrice est née à New York dans les années 30, dans les alcôves de l'Université de City Collège, hautement politisée à l'époque. Cette « université du pauvre » abritait tous les jeunes intellectuels de Brooklyn, du Lower East Side et des quartiers populaires de Manhattan. La plupart étaient issus des communautés juive et irlandaise. L'Alcove 'Two' du City Collège abritait les communistes staliniens et la 'One' les trotskistes et autres communistes non staliniens. Cette dernière fut le berceau du néoconservatisme. Ses membres étaient tous affiliés à la Young People's Socialist League, elle-même liée à la IV Internationale. Les habitués de l'Alcove 'One' étaient Irving Kristol, Irving Howe, Daniel Bell, Naham Glazer, et Albert Wohlstetter. L'attachement trotskiste de ces jeunes intellectuels les avait fait évoluer de l'anti-stalinisme à l'anticommunisme. Après la grande dépression des années 30, la guerre et les années de pleine expansion, ces jeunes étudiants trotskistes devinrent professeurs et directeurs de revues. Pour la plupart membre du parti démocrate, ils participèrent à l'ascension de la grande coalition démocrate, dirigeant les Etats-Unis des années 60 et 70. Avec la guerre du Vietnam, le parti démocrate devint plus radical et social, focalisant ses critiques sur l'impérialisme américain. Refusant cette remise en cause de l'Amérique, les anciens de l'Alcôve 'One' se désolidarisèrent pour suivre l'exemple de Daniel Patrick Moynihan, membre du gouvernement, opposé à cette radicalisation du parti au pouvoir⁵¹. Ce dernier étant évincé du gouvernement, Irving Kristol l'engagea dans sa rédaction de presse 'the Public Interest', où plusieurs anciens de l'Alcôve 'One' exerçaient. Par anticommunisme, ces personnalités rejetèrent le discours anti-impérialiste de la gauche américaine. De son côté, rédacteur en chef de la revue *Commentary*, Norman Podhoretz publiait chaque mois des éditoriaux dans lesquels il dénonçait la destruction des anciennes valeurs et s'opposait à la société permissive et nihiliste, portée par la « nouvelle gauche ». Opposés à l'anti-impérialisme, ces personnalités formaient au sein du parti démocrate un courant de pensée singulier et isolé.

⁵¹ La carrière politique de Daniel Moynihan ne prendra pas fin avec son départ du parti démocrate. L'intéressé finit sénateur de New York, après avoir été nommé, par les républicains de Nixon, ambassadeur en Inde, puis par Gerald Ford, représentant des Etats-Unis à l'ONU. A cette époque, les néoconservateurs s'opposaient au front anti-impérialiste qui s'était constitué à l'ONU et qui regroupait sous la houlette de l'URSS, un grand nombre de régimes dictatoriaux. Les néoconservateurs et Daniel Moynihan dénoncèrent fermement la résolution de l'Assemblée Générale qui assimila le sionisme au racisme. En première ligne, Daniel Moynihan attaqua en public l'ONU et dénonça « l'hypocrisie de ces tyrans du tiers monde qui donnent des leçons de démocratie aux Etats-Unis ». Ses attaques antisoviétiques au sein des Nations Unies se faisant trop répétitives, Henry Kissinger, qui prônait la détente avec l'URSS, finit par le limoger de son poste d'ambassadeur.

La première cassure avec le parti démocrate est venue d'Irving Kristol. Proche de Richard Nixon et opposé à cette « nouvelle gauche », il se proclama républicain quatre ans après l'ascension de Nixon au pouvoir⁵². Ces années 70 furent marquées par la rupture des néoconservateurs avec la gauche américaine. Issus de familles pauvres et ayant réussi leur ascension sociale, ces dissidents du parti démocrate refusaient de cautionner le dénigrement de l'Amérique sévissant dans le pays. Pour exprimer leur opposition, ils décidèrent de soutenir aux primaires démocrates, le challenger et sénateur Henry « scoop » Jackson qui comptait dans les rangs de ses partisans Jeanne Kirkpatrick, Paul Wolfowitz, Richard Perle et Elliot Abrams. Henri « scoop » Jackson était un démocrate animé d'un anticommunisme farouche refusant de s'accommoder de l'existence de l'URSS et luttant contre la politique de détente des années 70. Président de la commission des forces armées, Henri « scoop » Jackson constitua autour de sa personne une équipe surnommée les « scoop troops », composée entre autres de Richard Perle et de Paul Wolfowitz. Cette « scoop troops » prôna les idées d'Albert Wohlstetter (mentor de Paul Wolfowitz et de Richard Perle) et lutta farouchement contre la ratification des traités SALT I et SALT II. Toutes ces personnalités furent membres du « Committee to Maintain a Prudent Defense Policy », auquel appartenaient Albert Wohlstetter et Paul Nitze. Ce comité deviendra le chaudron de l'idéologie néoconservatrice. Il lutta contre la ratification du traité sur l'interdiction des essais nucléaires et remporta sa première victoire en 1976, quand les positions de Paul Nitze conduisirent Gérald Ford à solliciter un réexamen de la stratégie soviétique. Sous la houlette de George Bush père (alors directeur de la CIA), deux équipes furent mises en place : une composée de fonctionnaires de la CIA et l'autre d'outsiders. Cette dernière équipe s'appela la Team B. Elle était dirigée par Richard Perle et Richard Pipes (un proche du sénateur Henry Jackson) et regroupait plusieurs néoconservateurs de la nouvelle génération dont Paul Wolfowitz et Lewis scooter Libby. Ses travaux démontrèrent que l'Union soviétique recherchait la supériorité nucléaire pour remporter une victoire. Elle démontra ainsi que l'équilibre de la terreur était une erreur stratégique. Insistant sur la persistance de cette menace, la Team B plaida pour l'abandon de la politique de détente. De l'expérience de la Team B était née la méfiance des néoconservateurs pour les opinions préétablies et leur volonté systématique de doubler les comités officiels par des cellules de réflexions clandestines, toujours en marge, soit de l'administration, soit du parti républicain (qu'ils finirent par rejoindre).

⁵² Denise Artaud, op cité, pages 34-35.

Avec la défaite du sénateur Henri Jackson et l'élection de Jimmy Carter, Paul Nitze, Norma Podhoretz, et d'autres, se réfugièrent dans la « Committee on the Present Danger », repaire de ce que l'on commençait à appeler les néoconservateurs. C'est avec l'arrivée de Ronald Reagan au pouvoir (républicain partisan de la guerre froide) que les néoconservateurs rejoignirent en nombre le parti républicain, comme l'avait fait avant eux Irving Kristol. Ce ralliement des démocrates anti-communistes au parti républicain fut l'acte de naissance du mouvement néoconservateur. Pour la première fois, l'idéologie néoconservatrice accédait aux allées du pouvoir. Daniel Moynihan fut élu sénateur en 1981. Jeanne Kirkpatrick était nommée ambassadrice auprès des Nations Unies. Paul Wolfowitz travailla au Département d'Etat avant de devenir ambassadeur en Indonésie. Richard Perle rejoignit le Département de la Défense au poste d'assistant-secretary. Elliot Abrams était nommé assistant pour les affaires interaméricaines au Département d'Etat et William Kristol (le fils d'Irving) était recruté au Département de l'éducation, avant de devenir chef de cabinet de la vice-présidence. Ces années Reagan permirent à Paul Wolfowitz et Lewis « scooter » Libby de nouer des liens étroits avec Dick Cheney et Donald Rumsfeld.

L'idéologie néoconservatrice participa à l'élaboration d'une politique ferme à l'égard de l'URSS. Ronald Reagan créa le 'National Endowment for Democracy', chargé d'aider et de financer les sociétés civiles des régimes autoritaires, et adopta la dialectique « d'empire du mal », pour qualifier l'Union soviétique. Au début des années 90, (les Etats-Unis gagnant la guerre froide), les néoconservateurs acquirent la certitude d'avoir eu raison. Dès lors, ils orientèrent la politique américaine vers un unilatéralisme à outrance et au Pentagone, Dick Cheney leur confia la rédaction de la future stratégie de défense américaine⁵³. Rédigé par les néoconservateurs, le « Defense Planning Guidance » fut publié in extremis en janvier 1993, juste avant la victoire de Bill Clinton à l'élection présidentielle. Sa rédaction fut confiée à Paul Wolfowitz, secondé par Lewis « scooter » Libby et Zalmay Khalilzad. Une première version du texte spécifia : « l'objectif des Etats-Unis est d'empêcher toute puissance hostile de dominer une région dont les ressources seraient suffisantes pour en faire une puissance globale ». Pour Lewis « scooter » Libby, l'objectif devait être de bloquer tous rivaux potentiels, pour asseoir définitivement la suprématie mondiale des Etats-Unis. Inacceptable sous cette forme, cette version fut amendée par la Maison Blanche pour devenir : « les Etats-Unis doivent empêcher toute puissance hostile de dominer une région cruciale pour leurs intérêts ». Le texte ne fit mention d'aucune action susceptible d'être menée sous l'égide de l'ONU et toute alliance y était limitée

⁵³ Ron Suskind, op cité, pages 76-77.

à des fins militaires, pour une durée temporaire. Selon ce texte, les Etats-Unis devaient mettre un terme au multilatéralisme et assumer le leadership mondial. L'idée d'un monde unipolaire dominé par les Etats-Unis commença à prendre corps dans la pensée néoconservatrice. La catégorie hétéroclite des « Etats voyous » était née⁵⁴.

L'arrivée de Bill Clinton au pouvoir conduisit les néoconservateurs à se réfugier de nouveau dans les think tanks et dans les rédactions de presse. Les plus connus de ces think tanks sont « l'American Enterprise Institute » (AEI) qui regroupe la fine fleur du néoconservatisme (l'épouse de Dick Cheney en était un membre important), et « l'Hudson Institute ». Pour les magazines, le Weekly Standard, logé dans le même immeuble que l'AEI, peut être cité, comme le « Commentary », lancé par « l'American Jewish Committee ». Le rédacteur en chef du premier est William Kristol et le directeur du second Norman Podhoretz. Plusieurs autres magazines abriteront des néoconservateurs tels que le Public Interest, le National Interest, le National Review et le New Republic.

L'IDEOLOGIE NEOCONSERVATRICE

La pensée néoconservatrice s'appuie sur une idée simple selon laquelle l'Amérique porteuse de valeurs universelles, adaptées aux aspirations et aux besoins des peuples, a une mission à accomplir. Convaincus que la promotion de la démocratie est dans l'intérêt des Etats-Unis, les néoconservateurs veulent l'imposer par la force aux régimes récalcitrants. En 1992, Elliot Abrams écrivit à propos des devoirs incombant à l'Amérique : « Une nation profondément engagée au services de règles de bonne conduite internationale et suffisamment forte pour les faire appliquer, cette nation-là, doit assumer le rôle de celui qui maintient l'équilibre. Dans le monde aujourd'hui, il n'y a qu'un seul pays qui en soit capable, les Etats-Unis ». Selon Irving Kristol et Robert Kagan, l'alternative à la domination américaine serait un monde chaotique. Lors de séminaires à l'American Enterprise Institute, Michael Ledeen affirma : « Les Etats-Unis sont une grande société révolutionnaire qui veut la révolution. Nous ne voulons pas la stabilité. Nous

⁵⁴ Charles Krauthammer, « The Unipolar Moment », *Revue Foreign Affairs*, America and the world, hiver 90-91. Cette catégorie d'Etats voyous, appelée « Rogue State » regroupait Cuba, l'Iran, l'Iraq, la Libye, la Somalie, le Yémen, le Soudan et la Corée du Nord. Cette notion de Rogue State a été abandonnée par l'administration Clinton qui lui a préféré le terme de « State of concern ». C'est avec l'arrivée de George Bush au pouvoir que les Rogue State ont réapparu. Meghan O'Sullivan, « Rogue States : les dilemmes de la politique américaine », *Politique Etrangère*, janvier 2000, pages 67-80.

voulons faire tomber tous les tyrans. Nous incarnons une vision messianique, qui s'avèrera victorieuse ». De cette vision messianique découla l'unilatéralisme américain, dénonçant les traités réduisant directement ou indirectement la puissance américaine ou lui imposant une soumission aux organisations internationales (et en particulier à l'ONU). Selon eux, puisque les Etats-Unis ont des responsabilités uniques, ils ne sont pas soumis aux mêmes obligations que les autres pays. John Bolton a affirmé qu'il n'y avait aux Etats-Unis qu'une seule source de légitimité à l'action : « la constitution », ce qui autorisait le gouvernement américain à ignorer les traités internationaux. Dès lors, l'emploi de la force à l'extérieur n'avait pas besoin d'être cautionné par l'ONU, surtout s'il pouvait être justifié par la légitime défense. De son côté, Richard Perle résuma l'unilatéralisme néoconservateur en affirmant : « En quoi le fait de s'associer aux dictatures qui peuplent l'ONU, organisation où l'on vend et achète des votes, peut-il bien accroître la légitimité de l'emploi de la force ? »⁵⁵. A l'arrivée de George Bush au pouvoir, ce mépris de l'ONU se traduisit par un déclassement de la fonction d'ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations Unies. Celle-ci perdit son statut de chargé de mission ministérielle. La nomination à ce poste de John Negroponte vint confirmer ce dédain de l'Organisation, tant la carrière de ce diplomate était entachée par son soutien à des régimes clients des Etats-Unis et violant allègrement les Droits de l'Homme⁵⁶. Dans un ouvrage intitulé « The Neoconservative Persuasion What it was, What it is », Irving Kristol écrivit « notre attitude peut être résumée par les thèses qui suivent : le patriotisme est un sentiment naturel et sain, un gouvernement mondial est une idée épouvantable, car elle peut conduire à la tyrannie mondiale. Les institutions internationales ayant cet objectif ultime doivent être regardées avec la plus profonde suspicion ». Cet unilatéralisme s'est développé et installé dans l'idéologie néoconservatrice au cours des années 90, en raison de l'avance considérable des Etats-Unis sur toutes les autres puissances. Cette avance technologique a encouragé l'unilatéralisme à outrance auquel s'associa la peur de la prolifération nucléaire de la fin de la guerre froide. Pour se prémunir du danger supposé d'une attaque nucléaire, les néoconservateurs affirmaient qu'il fallait propager la démocratie à travers le monde. L'unilatéralisme américain n'était pas un rêve impérial, mais une nécessité pour maintenir la sécurité mondiale, en lieu et place de l'ONU, inefficace et soupçonnée de vouloir limiter la puissance américaine. Les néoconservateurs estimaient que les membres du Conseil de Sécurité ne défendaient pas l'ordre international mais leurs intérêts. Pour Elliot Abrams, le leadership américain, au lendemain de la guerre froide, devait se maintenir et s'accroître

⁵⁵ Alain Franchon et Daniel Vernet, op cité, pages 38-41.

⁵⁶ Michael Mann, op cité, page 13.

parce qu'il était la condition primordiale à un monde pacifié⁵⁷. A l'approche de l'élection présidentielle de 2000, William Kristol et Robert Kagan défendirent vigoureusement la position des néoconservateurs. Dans un article du *National Interest*, ils affirmèrent « il existe aujourd'hui un danger de voir les Etats-Unis laisser l'ordre mondial qu'ils ont créé s'effondrer. Après une décennie consacrée au désarmement et à la réduction des dépenses militaires, l'Amérique court aujourd'hui le risque que dans dix ans, l'Iran, l'Iraq et la Corée du Nord la frappent avec des armes nucléaires »⁵⁸. Bien avant l'attaque du 11 septembre, les néoconservateurs identifièrent un nouvel « axe du mal », regroupant les régimes iranien, coréen et iraquien.

L'OBSESSION IRAQUIENNE DES NEOCONSERVATEURS

Depuis le début des années 90, les néoconservateurs prônaient le renversement par la force de Saddam Hussein. C'était une idée directrice de leur idéologie. Ils considéraient le régime iraquien comme un régime voyou, radical, soutenant les mouvements terroristes et disposant d'armes de destruction massive. Ils avaient cru à tort à la chute de Saddam Hussein après l'humiliation de la première guerre du Golfe. Cela ne fut pas le cas. Ni l'échec de la guerre, ni les inspections de l'ONU n'eurent raison de Saddam Hussein. L'Iraq et la ténacité du régime les préoccupaient. Ils voyaient ce pays comme un élément clé de la situation stratégique générale du Proche-Orient. Paul Wolfowitz affirma : « l'Iraq représente le type même de danger auquel les Etats-Unis vont devoir faire face dans l'après-guerre froide : une puissance régionale, libérée de la tutelle de son parrain l'URSS, et qui veut assurer sa domination alentour, aux dépens des alliés saoudiens et israéliens des Etats-Unis. Il ne faut pas seulement la contenir, il faut la défaire ». Cette position de la nouvelle génération néoconservatrice s'apparenta en tout point à la position de ses aînés sur l'URSS. La chute de l'Iraq était devenue un élément central du discours de cette nouvelle génération néoconservatrice. Si les pères du néoconservatisme prônèrent la lutte contre l'URSS, défaite sans combat, les fils prônaient la guerre contre l'Iraq, à un auditoire plus réceptif et persuadé de la victoire, après l'expérience de la première guerre du Golfe. A l'époque déjà, les néoconservateurs esquissèrent le scénario d'un Iraq stabilisé et en voie de démocratisation, devenu un élément modérateur dans la région et non plus une source de dissémination d'armes dangereuses. Selon eux, le règlement du conflit israélo-palestinien devait en être facilité. Après l'élection

⁵⁷ Elliot Abrahms, « Why America must lead », *The National Interest*, été 1992.

⁵⁸ Rober Kagan et William Kristol, « *The present Danger : Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy* », San Francisco, Encounter Books, 2000.

de Bill Clinton, Paul Wolfowitz qualifia d'erreur la décision de 1991 de ne pas aller à Bagdad et il fut rejoint sur cette idée par Dick Cheney, à l'époque président de la firme Halliburton. De 1992 aux jours précédant les attentats du 11 septembre, les néoconservateurs multiplièrent les interventions appelant au renversement du régime de Saddam Hussein. En 1996, Richard Perle, Douglas Feith et presque tous les néoconservateurs signèrent un document adressé au premier ministre israélien, dans lequel ils prônaient le renversement de Saddam Hussein⁵⁹. En 1997, David Wurmser écrivit dans le Wall Street Journal : « L'Iraq a besoin d'une révolution » et en 1998, il cosigna avec Richard Perle et Ahmad Chalabi, une lettre appelant à un soulèvement en Iraq, appuyé par les Etats-Unis. La même année, Elliot Abrams, Richard Armitage, William Kristol, Richard Perle, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, James Woolsey, Robert Zoellick et d'autres (tous présents dans l'administration Bush) adressèrent une lettre au président américain Bill Clinton, dans laquelle ils soulignaient la dangerosité de l'Iraq après qu'elle a éconduit les inspecteurs de l'ONU. Les Nations Unies ayant échoué dans leur mission, ils proposaient d'en venir « aux moyens militaires ». Fortement influencé par les auteurs de cette lettre, le Congrès adressa à son tour à la Maison Blanche, un document à la teneur similaire. Sous la pression, Bill Clinton promulgua la loi « Iraqi Liberation act », votée par le Congrès en 1998. Elle fit du changement de régime à Bagdad l'un des objectifs officiels de la politique américaine en Iraq. En 2000, convaincus que l'organisateur du premier attentat du World Trade Center, le pakistanais Youssef Ramzi (lié à Oussama Ben Laden) était un agent iraquien formé par Saddam Hussein, Paul Wolfowitz, Richard Perle et James Woolsey rédigèrent de nouveau une lettre appelant à un soulèvement en Iraq, appuyé par les Etats-Unis. Leur conviction de l'existence d'un lien entre Saddam Hussein et Al Qaeda s'appuya sur une enquête controversée de Laurie Mylroie, dans laquelle elle expliquait que Youssef Ramzi avait été entraîné et formé en Iraq⁶⁰. Lors de son arrestation, celui-ci avoua de surcroît avoir eu pour projet d'écraser un avion rempli d'explosifs sur les bâtiments de la CIA⁶¹. La seconde guerre d'Iraq ne pouvait donc pas être l'aboutissement d'un processus diplomatique engagé par des acteurs internationaux. Elle fut la concrétisation de la volonté d'un groupe d'individus ayant accédé au pouvoir avec George Bush. Décidées à mener leur guerre sans les Nations Unies, ces personnalités étaient

⁵⁹ Ce document est intitulé « A Clean break : A New Strategy for Securing the Realm ». Il a été adressé à Benyamin Netanyahou, chef du Likoud, qui venait d'être nommé premier ministre.

⁶⁰ Jean Guisnel, op cité, pages 118/119. L'auteur cite l'ouvrage de Laurie Mylroie « Study of Revenge. Saddam Hussein's Unfinished War Against America », The American Enterprise Institute, Washington 2000.

⁶¹ Bob Woodward, op cité, page 32.

dans l'attente d'une opportunité à saisir. Les attentats du 11 septembre 2001 ont été le cataclysme attendu, permettant de rallier le président américain à leur thèse guerrière.

III

UNE NOUVELLE AMERIQUE

En matière de politique étrangère, la vision isolationniste prônée par le président et Condoleezza Rice se doublait d'un unilatéralisme, inspiré par les néoconservateurs. Ces décideurs de la politique étrangère américaine étaient convaincus de la supériorité des forces armées américaines et rejetaient l'internationalisme libéral, appliqué dans les années Clinton. Ils estimaient que les Etats-Unis avaient perdu toute marge de manœuvre et jugeaient les traités internationaux trop contraignants⁶². En 2000, le sénateur républicain de l'Arizona, John Kyl affirma que les Etats-Unis avaient besoin d'une approche nouvelle en matière de sécurité nationale. Ils devaient avoir le droit d'agir de façon unilatérale pour défendre leurs intérêts. Aucun pays ne devait pouvoir exercer un droit de veto contre une décision américaine de déploiement d'une défense antimissile ou contre des mesures assurant la viabilité et la sécurité des arsenaux nucléaires⁶³. Dès sa mise en place, l'administration Bush a été peu respectueuse des conventions internationales et opposée aux consultations internationales. Cette approche unilatérale était la ligne directrice de la politique du président George Bush. Dans la plus pure tradition républicaine, le gouvernement plaça la sauvegarde des intérêts nationaux au-dessus des contraintes politiques et juridiques internationales⁶⁴. A peine installée, l'administration Bush s'engagea dans une politique de refus de toutes obligations internationales. Elle menaça de se retirer du traité antibalistique, signé avec Moscou en 1972 (traité ABM), et auquel plusieurs néoconservateurs étaient opposés. Elle refusa de participer au protocole de Kyoto, sur le réchauffement de la planète, et de prendre part au traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). Elle ne ratifia pas la convention internationale des droits de l'enfant et se retira des négociations de paix au

⁶² Jean-Yves Haine, op cité, page 274.

⁶³ Jack Mendelsohn, « Sécurité nationale et maîtrise des armements sous l'administration Bush », Politique Etrangère, N°4, 2001, page 848.

⁶⁴ Sabine Lavorel, « La politique de Sécurité nationale des Etats-Unis sous George Bush », édition Harmattan, Collection Raoul-Dandurand, pages 118-130.

Proche-Orient, empêchant tout règlement équitable du conflit⁶⁵. La principale victime de cette politique unilatérale américaine fut l'Organisation des Nations Unies, dont les néoconservateurs dénonçaient l'incompétence. Ils estimaient que seul l'usage de la force était en mesure de faire régner l'ordre et la paix dans le monde. Les Nations Unies limitaient la puissance américaine. Dès lors, l'administration Bush chercha à restreindre ou à empêcher la signature des accords onusiens. Les termes de l'accord visant à limiter le commerce des armes légères furent revus à la baisse et le traité interdisant les mines anti-personnel ne fut pas signé. Prétextant l'absence de poids réel de ces traités et s'opposant à ce qu'ils en aient, les Etats-Unis dénoncèrent ces accords qui stipulaient des inspections « in situ » des systèmes d'armement des pays signataires.⁶⁶ De son côté, en mai 2001, l'ONU exclut les Etats-Unis de la commission des Droits de l'homme, accentuant la méfiance et le dédain américain à son égard⁶⁷. C'est dans ce contexte qu'un évènement cataclysmique vint bouleverser le monde et redistribuer les cartes. La démesure des attentats du 11 septembre 2001 libéra les Etats-Unis de toute contrainte internationale, imposa aux nations et aux organisations internationales le choix d'un camp, et réduisit à néant toute idée de consensus international négocié. Le lendemain du 11 septembre, Richard Armitage, numéro deux du Département d'Etat dit à l'ambassadeur du Pakistan : « l'histoire commence aujourd'hui »⁶⁸. Pour répondre à cette attaque terroriste, les Etats-Unis décidèrent, le 17 septembre 2001, une guerre globale contre le terrorisme, avec deux fronts identifiés, l'Afghanistan et l'Iraq. George Bush se convertit au néoconservatisme et sous l'impulsion de Colin Powell et des évènements, l'ONU s'immisça dans la délicate question du terrorisme international. De leur côté, soucieux de se libérer de toute contrainte internationale, la Maison Blanche et le Pentagone réformèrent en profondeur leur stratégie militaire et leur armée, pour élaborer une « doctrine Bush », légitimiste mais contraire aux règles du droit international.

LES CONSEQUENCES DU 11 SEPTEMBRE

⁶⁵ Ron Suskind, op cité, page 71.

⁶⁶ Michael Mann, op cité, page 13 et Thom Shanker, « White House says the US is Not a Loner, Just Choisy », New York Times, 31 juillet 2001.

⁶⁷ Afsané Bassir Pour, « Les Etats-Unis perdent leur siège à la commission des Droits de l'Homme de l'ONU », Le Monde, 5 mai 2001.

⁶⁸ Alain Frachon et Daniel Vernet, op cité, page 143.

Le 11 septembre 2001, quatre avions de ligne furent détournés simultanément par des commandos suicides, pour s'écraser sur les tours du World Trade Center, sur le Pentagone et dans la banlieue de Washington. La surprise fut totale. Personne n'avait pu imaginer une telle attaque, justifiée par la haine de l'Amérique et la guerre sainte. L'administration Bush était désemparée. Ni la Maison Blanche, ni le Pentagone, ni le Département d'Etat n'étaient en mesure de comprendre, d'expliquer ou de réagir. La seule voix à apporter une explication fut celle des néoconservateurs⁶⁹. De son côté, le Conseil de Sécurité de l'ONU apporta immédiatement une réponse adaptée à la situation. Avec la formulation des résolutions 1368 et 1373, l'ONU fonda son action sur des dispositions explicites de la Charte et offrit à l'Amérique, et à l'ensemble des nations solidaires, la légitimité juridique à une guerre contre les auteurs et les complices des terroristes⁷⁰. Cette solidarité onusienne sans faille permit aux Etats-Unis de réagir, vite et fort, contre l'Afghanistan et les Talibans, avec le soutien inconditionnel de la communauté internationale. Cette réponse par les armes fut décidée par l'administration Bush les jours suivants l'attaque du 11 septembre, et sans surprise, l'Iraq fut immédiatement pris pour cible par les néoconservateurs. Seule l'incohérence de cette cible, au regard des auteurs désignés de l'attaque, conduisit le Conseil National de Sécurité à privilégier dans un premier temps le front afghan. Cependant, la décision de mener la guerre en Iraq fut prise lors de ces premières réunions du Conseil National de Sécurité de l'après 11 septembre.

LE CHOIX DE LA GUERRE CONTRE LE TERRORISME

Le lendemain de l'attentat du World Trade Center, le Conseil National de Sécurité, appelé par le président son « conseil de guerre », se réunit pour décider de la guerre. Tous les indices convergeaient vers Al Qaeda et les Talibans, mais le choix d'une guerre contre l'Afghanistan ne fut pas immédiat. Ce choix mit plusieurs jours à s'imposer. Dès la première réunion, le chef de la CIA, George Tenet, fournit des renseignements accusant Ousama Ben Laden et Al Qaeda, d'être les auteurs de l'attaque. D'après la liste des passagers, trois militants connus d'Al Qaeda étaient à bord du vol 77 d'American Air Line, ayant attaqué le Pentagone. La CIA avait signalé la présence de l'un d'entre eux, le dénommé Al-Midhar, à une réunion d'Al Qaeda en Malaisie. Selon la CIA, les membres d'Al Qaeda étaient dans l'attente d'un

⁶⁹ *Idem*, page 144.

⁷⁰ Serge SUR, « *Le Conseil de Sécurité dans l'après 11 septembre* », édition Global Understanding Series, page 13.

grand évènement et se réjouissaient du succès de l'attaque⁷¹. Ce faisceau d'indices fut confirmé le lendemain matin (au fur et à mesure de la traduction des interceptions), quand plusieurs rapports apportèrent la preuve de la culpabilité d'Al Qaeda. Responsable de l'attaque contre l'USS Cole et intime de Ben Laden, Abou Zoubeyda avait qualifié l'attaque du 11 septembre de « l'heure zéro »⁷². L'Afghanistan, les Talibans et Ousama Ben Laden étaient les responsables de l'attaque. Malgré cette certitude, à la fin de cette première réunion, Donald Rumsfeld demanda à ses pairs s'il fallait se concentrer sur Ben Laden ou sur le terrorisme au sens large. Embrayant sur cette remarque, Dick Cheney souligna l'avantage d'une guerre globale contre le terrorisme qui permettait de frapper des Etats, cibles identifiées et localisées, ce qui n'était pas le cas de Ben Laden. A l'écoute de son électorat, George Bush envisagea lui de frapper prioritairement Ben Laden, avant d'aller de l'avant⁷³... Le « conseil de guerre » réuni de nouveau en soirée, Donald Rumsfeld revint sur la question de la définition de la guerre : « Allons-nous attaquer seulement Al Qaeda ou plus largement le terrorisme en général ? ». Son souhait était d'attaquer l'Iraq et il le fit savoir : « Pourquoi n'attaquerions nous pas l'Iraq, pourquoi seulement Al Qaeda ? ». L'Etat-major militaire n'ayant aucun plan de bataille contre l'Afghanistan et ayant des difficultés à en concevoir un, Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz demandèrent que l'Iraq soit la première cible des attaques américaines. Depuis des mois, le Pentagone s'était préparé à cette éventualité et une solution militaire existait. En réalité, tous les membres du Conseil de guerre avaient en mémoire la configuration géographique de l'Afghanistan et l'échec passé de l'URSS⁷⁴. Tous étaient convaincus, y compris Colin Powell, de l'existence d'une menace iraquienne et de la nécessité à terme d'attaquer ce pays. Pour Donald Rumsfeld, l'attaque du 11 septembre offrait l'opportunité d'attaquer Saddam Hussein. Il ne fallait pas laisser passer cette occasion. Bagdad offrait de meilleures cibles que Kaboul. Convaincu que Saddam Hussein était lié d'une manière ou d'une autre à l'attaque du World Trade Center, Paul Wolfowitz soutint qu'une victoire serait plus aisée en Iraq⁷⁵. Les Etats-Unis devaient placer ce pays en haut de la liste des cibles de la « guerre contre le terrorisme ». Selon lui, l'Iraq constituait une menace plus grande pour la sécurité des Etats-Unis que l'Afghanistan. Pour tempérer ces ardeurs, Colin Powell rappela l'improbable soutien populaire à une guerre en Iraq. De son côté,

⁷¹ Bob Woodward, op cité, pages 60-61.

⁷² Idem, pages 79.

⁷³ Ibid, pages 84-85.

⁷⁴ Denise Artaud, op cité, page 51.

⁷⁵ Bob Woodward, op cité, page 85. Selon Bob Woodward, l'idée d'attaquer l'Iraq a été avancée en premier par Paul Wolfowitz et non par Donald Rumsfeld, le week-end suivant les attaques du 11 septembre.

George Bush réaffirma son souhait d'objectifs réalistes. Il voulait en priorité faire comprendre au peuple américain la nécessité de mener, étape par étape, la guerre contre le terrorisme. Une attaque immédiate contre l'Iraq rappellerait la première guerre du Golfe et brouillerait la perception de la guerre⁷⁶. Pour conclure cette première journée, le président demanda une liste d'Etats voyous à combattre, sur laquelle l'Iraq serait en bonne position.

Le jeudi 13 septembre 2001, accompagné de Cofer Black (chef du contre-terrorisme de la CIA), George Tenet exposa dans le détail un plan de bataille contre l'Afghanistan. Il proposa de soutenir financièrement et militairement l'alliance du Nord avec laquelle son agence entretenait des contacts depuis plus de quatre ans. L'idée était de positionner les équipes paramilitaires de la CIA auprès des chefs de tribus afghanes pour indiquer aux bombardiers américains les cibles à atteindre. L'association des Forces de l'Alliance du Nord à celles des forces spéciales américaines permettrait aux armes de hautes technologies américaines de venir à bout de Ben Laden et des Talibans, sans avoir à occuper l'Afghanistan. Séduit par l'originalité de cette solution et par le ton direct de Cofer Black, George Bush approuva ce plan conforme à sa préférence d'une guerre contre l'Afghanistan⁷⁷. Pour la première fois depuis l'attaque terroriste, George Bush s'entendit dire qu'il y avait un moyen d'attaquer sans attendre indéfiniment⁷⁸. De son côté, Donald Rumsfeld était furieux : le président s'engageait dans une guerre contre l'Afghanistan sans que le Pentagone ait eu le moindre plan à lui proposer. Le lendemain, au cours d'un point de presse du Pentagone et dans un nouvel effort pour inclure l'Iraq dans les cibles de la guerre contre le terrorisme, Paul Wolfowitz lança un avertissement aux Etats terroristes : « Il n'est pas uniquement question de capturer des prisonniers et de les obliger à répondre de leurs actes, mais d'éradiquer leurs refuges, d'éradiquer leur système d'entraide, de mettre fin aux Etats qui soutiennent le terrorisme ». Cette allocution fit les premiers titres de la presse américaine et souleva de nombreuses inquiétudes quant à la suite des intentions américaines⁷⁹. De leur côté, Colin Powell et le général Shelton continuèrent d'affirmer qu'une guerre contre l'Iraq fragmenterait l'opinion américaine et indisposerait les alliés américains, en raison de l'absence de preuve de l'implication de Saddam Hussein.

Le samedi 15 septembre 2001, à Camp David, le Conseil de guerre se réunit de nouveau et le directeur de la CIA remit à

⁷⁶ *Idem*, pages 93-94.

⁷⁷ *Ibid*, pages 97-98.

⁷⁸ *Ibid*, pages 100.

⁷⁹ *Ibid*, pages 109-110.

chacun des participants un dossier intitulé « Going to War » (compilation de quatre ans de travail de la CIA sur Ben Laden). La première page du document invitait à la destruction d'Al Qaeda et de son sanctuaire. Les autres pages reprenaient les options retenues et exposées précédemment. Ce document comportait une recommandation adressée au Président lui conseillant d'accorder à la CIA des pouvoirs d'exception, y compris le droit de tuer⁸⁰. L'exposé achevé, de toute évidence, la proposition de guerre de la CIA était la solution la plus élaborée, réfléchie et pertinente. Après les interventions et commentaires des uns et des autres, Colin Powell souligna les dispositions des alliés américains à poursuivre Al Qaeda mais en aucun cas à étendre la guerre à un autre Etat, ou à un autre mouvement terroriste. Interloqué par cette « ingérence des alliés », George Bush se déclara capable de mener la guerre seul et Donald Rumsfeld s'insurgea de voir les Etats-Unis ériger Ousama Ben Laden en ennemi public numéro un. Selon lui, abattre ce terroriste et ses proches ne réglerait pas le problème terroriste dans son ensemble. Diaboliser Ben Laden limitait le cadre de la guerre. S'inquiétant des risques et des conséquences d'une guerre en Afghanistan, George Bush demanda à ses interlocuteurs leur point de vue. A l'unanimité, ils dressèrent le sombre tableau d'un Pakistan déstabilisé, libérant une kyrielle de nouveaux terroristes et d'une Amérique enlisée en Afghanistan. Susceptible d'offrir des succès, en cas d'échec en Afghanistan, l'opportunité d'ouvrir un second front fut avancée et conduisit Condoleezza Rice à demander où, en dehors de l'Afghanistan, il pouvait être envisagé une campagne militaire réussie. A la satisfaction du Pentagone, la question iraquienne fut réabordée. Paul Wolfowitz saisit l'occasion pour souligner la fragilité du régime de Saddam Hussein, sa probable implication dans l'attaque du 11 septembre et la nécessité pour les Etats-Unis de l'attaquer s'ils voulaient combattre le terrorisme dans son ensemble. A l'occasion d'une pause, Dick Cheney, Lewis « Scooter » Libby et Paul Wolfowitz s'entretinrent en aparté avec le président, pour souligner la facilité d'une guerre en Iraq en comparaison d'une guerre en Afghanistan. A la reprise, l'option d'une guerre en Iraq était au cœur des préoccupations du Conseil de guerre et la guerre en Afghanistan en suspens. Face à la tournure des événements, Colin Powell révoqua le refus des alliés de suivre les Etats-Unis dans une guerre contre l'Iraq et souligna la nécessité d'apporter la preuve de l'implication de l'Iraq dans les attentats du 11 septembre. Pour l'instant, préconisa-t-il, attaquer l'Afghanistan renforçait les capacités ultérieures des Etats-Unis à poursuivre l'Iraq (s'ils pouvaient apporter la preuve de l'implication de ce pays). L'Afghanistan ainsi remise au cœur des débats, en fin de réunion, Colin Powell tenta une nouvelle fois

⁸⁰ Ibid, pages 130-134.

de décourager ses pairs d'attaquer l'Iraq. Ce pays n'ayant pas été attaqué avant le 11 septembre, pourquoi le serait-il maintenant ? Il invita l'assemblée à garder cette option ouverte, dans l'attente d'éventuelles preuves de son implication et leur déconseilla d'engager la guerre sur deux fronts simultanés. L'armée américaine était incapable d'affronter deux conflits et aucun plan de bataille concret contre l'Iraq n'avait été élaboré. Au delà des effets d'annonce, le Pentagone n'avait pas présenté de réelle stratégie sur l'Iraq. En réponse à ces propos, Donald Rumsfeld confirma la nécessité de garder l'option iraquienne ouverte, pour préserver l'idée d'une guerre contre le terrorisme et reconnut l'impréparation de l'état-major militaire, dont les options étaient vieilles de plusieurs années. Le Secrétaire à la Défense préconisa la création d'une cellule opérationnelle et la mise en place d'un contrôle étroit de l'information. Il proposa d'aborder la guerre contre le terrorisme comme une campagne politique. Il souhaitait une discipline de communication. Ceci conduisit George Bush à confier à Dick Cheney le soin de coordonner les affaires publiques, pour assurer la continuité de l'Etat et la mise en place de moyens de communication fiables. Pour conclure, Dick Cheney préconisa de tout faire pour éviter une nouvelle attaque. Les Etats-Unis devaient tirer avantage de la solidarité internationale de l'après 11 septembre, pour consolider leurs positions au Moyen Orient et dans le monde. Attaquer Saddam Hussein risquait d'aliéner ce soutien international et la légitimité de l'intervention américaine. Ayant opté pour une attaque en priorité contre l'Afghanistan, Dick Cheney exprima de vives inquiétudes sur l'Iraq et la nécessité de garder ouverte l'option d'une attaque contre ce pays. A la fin de la réunion, George Bush se retira pour réfléchir et prendre sa décision. Le 17 septembre, le Conseil National de Sécurité se réunit pour apprendre que la première vague d'assaut de la guerre contre le terrorisme serait l'Afghanistan. Concernant l'Iraq, le président déclara : « Je crois que l'Iraq est impliqué, mais je ne veux pas l'attaquer maintenant. Pour l'instant je n'ai pas de preuves ». En précisant qu'il avait du temps devant lui, George Bush demanda au Pentagone d'élaborer un plan d'attaque contre l'Iraq⁸¹.

La décision présidentielle d'une guerre globale contre le terrorisme signifia, sans avoir à le formuler, que l'Iraq serait attaqué. Tous le savaient et aucun ne briserait ce secret. George Bush avait décidé d'attaquer l'Iraq. Dick Cheney, Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz ont utilisé le 11 septembre pour encourager la guerre en Iraq et George Bush a cédé⁸². Certains d'une victoire contre l'Iraq, ce sont deux civils, Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz qui ont bataillé pour attaquer en premier ce pays, tandis que les généraux se souciaient de ne pas détériorer

⁸¹ Ibid, pages 138-166.

⁸² Scott Mc Clellan, op cité, pages 126-127.

le contexte international. Condoleezza Rice, dont le rôle en tant que conseiller pour la sécurité nationale était de concilier les positions adverses, ne pris pas position. Au final, c'est l'originalité de la stratégie de George Tenet contre l'Afghanistan qui permit de retarder la guerre contre l'Iraq. Selon Paul Wolfowitz, cette maigre victoire des réalistes fut obtenue de justesse tant les débats au sein du « conseil de guerre » avaient été partagés entre le choix des deux cibles⁸³. Ces débats ont donné corps au concept de guerre contre le terrorisme, voulu par George Bush, et ont ancré l'idée qu'il n'existait que deux cibles à cette guerre : l'Afghanistan et l'Iraq. Le seul intervenant à avoir évoqué une approche différente de cette guerre fut le Secrétaire Général de la Maison Blanche, Andrew Card qui, le 15 septembre, proposa des attaques simultanées des forces spéciales américaines partout dans le monde. Cette proposition resta inaudible tant ses interlocuteurs étaient focalisés sur la guerre contre l'Iraq. Cette dernière, validée par le Président américain comme seconde cible, il fallut mettre en place les moyens nécessaires à la victoire : préparer la propagande, l'opinion publique américaine et l'armée américaine. Ces nécessités expliquent le revirement de Dick Cheney et sa décision de maintenir la légitimité de l'action américaine en attaquant dans un premier temps l'Afghanistan. L'ingéniosité des néoconservateurs a été d'ancrer dans l'esprit de George Bush et des membres du Conseil National de Sécurité que la guerre contre le terrorisme imposait un conflit en Iraq. Sans ce second conflit, la guerre contre le terrorisme n'existait pas. Or, pour Karl Rove et la Maison Blanche, cette notion de guerre contre le terrorisme était la clé de la réélection de George Bush. Cette notion devait prendre corps et rien, à l'exception d'une attaque contre l'Iraq, ne paraissait être en mesure de lui donner vie. En martelant la nécessité d'une guerre en Iraq, les néoconservateurs ont dispensé George Bush, Colin Powell, Condoleezza Rice et les autres de réfléchir à ce que pouvait être la guerre contre le terrorisme.

Une première équipe de la CIA fut envoyée en Afghanistan, le 18 septembre 2001, et les frappes aériennes débutèrent le 7 octobre 2001. En deux mois et demi, l'ensemble du territoire afghan fut conquis, à l'exception des grottes de Shah I Kot, dernier repaire des talibans et d'Al Qaeda. Le succès de cette guerre était dû à la « Revolution in Military Affairs », c'est-à-dire à l'utilisation massive des armes de hautes technologies, prônée de longue date par Donald Rumsfeld et les néoconservateurs. Cette victoire spectaculaire encouragea les vellétés néoconservatrices et facilita la conversion du président américain. Dès le mois de janvier 2002, dans son discours sur l'état de l'Union, George Bush ouvrit deux nouveaux fronts à la guerre, celui des terroristes et celui

⁸³ Michael Mann, op cité, page 13.

des Etats voyous. La deuxième étape était en marche : la guerre contre l'Iraq.

L'APPROPRIATION PAR L'ONU DU PROBLEME TERRORISTE

Le siège des Nations Unies situé en plein cœur de New York, l'ensemble des personnels de l'Organisation internationale et des missions diplomatiques qui lui sont attachées, ont vécu sur le terrain l'horreur de l'attaque, son choc et les profondes meurtrissures qu'elle a causées. La solidarité de tous a été immédiate, comme la détermination de l'Organisation internationale à offrir au monde et aux Etats-Unis la possibilité d'une réponse par les armes à l'ignominie. La Charte des Nations Unies ne prévoyant pas ce type d'agression, le premier problème fut de qualifier les attentats. Par facilité, certains ont voulu voir dans cette attaque une simple action terroriste, c'est-à-dire criminelle, devant relever du droit commun et appeler une réponse de type judiciaire classique, avec enquête policière et identification formelle des auteurs. D'autres plus réalistes et plus nombreux y ont vu une attaque directe par des moyens non conventionnels contre un Etat, même si les auteurs étaient restés dans l'ombre et qu'aucune complicité étatique n'était établie⁸⁴. C'est sur cette base que le Conseil de Sécurité des Nations Unies se saisit de la question et adopta unanimement la résolution 1368, le lendemain de l'attaque. Cette résolution qualifiait l'attaque du 11 septembre de « menace à la sécurité internationale » et sur la base de l'article 53 de la Charte des Nations Unies, offrait à la communauté internationale « un droit inhérent à la légitime défense individuelle ou collective, conformément à la Charte ». Pour obtenir ce résultat, les membres du Conseil de Sécurité furent contraints d'interpréter et d'étendre le champ d'application de la résolution 3314 du 14 décembre 1974 qui définissait une agression comme « l'emploi de la force armée par un Etat contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre Etat ». Avec la résolution 1368, le Conseil de Sécurité reconnut les Etats-Unis

⁸⁴ Dans ce discours sur l'état de l'Union de janvier 2002, le président américain déclara entre autres : « des milliers de tueurs, passés par des camps d'entraînement, souvent soutenus par des régimes hors-la-loi, sont maintenant répandus à travers le monde comme des bombes à retardement, réglées pour exploser sans avertissement préalable » [...] « Des dizaines de milliers de terroristes sont aujourd'hui en liberté. Ces ennemis considèrent le monde entier comme un champ de bataille, et nous devons les poursuivre partout où ils se trouvent » [...] « Notre deuxième objectif est d'empêcher les régimes qui soutiennent le terrorisme de menacer l'Amérique ou ses alliés par des armes de destruction massive » [...] « Ces états et leurs alliés terroristes constituent un axe du mal qui s'arme pour menacer la paix dans le monde ».

victimes d'une agression et en situation de légitime défense⁸⁵. Il leur accorda le droit d'adopter individuellement les réactions militaires appropriées. Présidée par la France, cette séance du Conseil de Sécurité se conclut par l'intervention du Représentant français auprès de l'ONU qui affirma sa solidarité avec les Etats-Unis, dans l'action contre le terrorisme, tout en soulignant le rôle essentiel du Conseil de Sécurité dans ce domaine⁸⁶. Ce faisant, l'Organisation internationale plaça la réaction ultérieure des Etats-Unis dans le cadre de sa Charte et dans celui du Conseil de Sécurité. L'ambiguïté de la résolution 1368 reposa sur le fait qu'elle autorisait les Etats-Unis à prendre les mesures militaires leur paraissant nécessaires, sans que le Conseil ait à intervenir.

A ce stade, l'emprise du Conseil de Sécurité sur la suite des événements aurait pu rester purement symbolique. Cependant, les jours suivants, le Conseil de Sécurité prolongea et amplifia son action, avec la résolution 1373. Sur la base de la légitime défense, celle-ci organisa un véritable programme de prévention et de lutte contre le terrorisme, et appela les Etats membres à le mettre en œuvre. Avec la résolution 1368 du 12 septembre 2001, le Conseil de Sécurité affirma ne pas se mêler de la question de l'emploi de la force armée mais ne donna pas non plus d'autorisation à l'emploi de la force. Cette ambiguïté permit aux Etats-Unis d'agir comme bon leur semble et de définir seuls le format de la future coalition militaire, puisque la légitime défense pouvait être individuelle ou collective. Menée par une coalition internationale, l'intervention militaire en Afghanistan échapperait à tout contrôle du Conseil de Sécurité, même si les coalisés prirent soin, conformément à l'article 51 de la Charte, de notifier de façon générale les actions menées. Avec la résolution 1373, à l'inverse, le Conseil de Sécurité mit en place un programme extrêmement ample de mesures obligatoires pour les Etats membres, relevant pour l'essentiel du caractère civil. Certaines mesures imposaient aux Etats des modifications ou des adjonctions juridiques à leurs législations internes. D'autres appelaient à la coopération des Etats entre eux ou avec les institutions internationales appropriées, pour mieux lutter contre le terrorisme. Toutes ces mesures supposaient un encadrement

⁸⁵ Jusqu'à cette résolution 1368, dans l'esprit des Nations Unies, une agression contre une nation ne pouvait avoir qu'une origine étatique et être menée par une force armée. L'ampleur de l'attaque terroriste du 11 septembre a balayé cette notion. La résolution 1368 a établi la légitime défense alors qu'aucun Etat n'était identifié comme l'auteur, même présumé, de l'attaque.

⁸⁶ Les termes exacts de l'ambassadeur de France furent : « Oui, nous sommes aux côtés des Etats-Unis pour décider de toute action appropriée afin de lutter contre ceux qui ont recours au terrorisme, contre ceux qui les aident, contre ceux qui les protègent. Une stratégie globale s'impose. Le Conseil de Sécurité est l'organe principal chargé de la paix et de la sécurité internationale, il doit y travailler dans l'urgence » (S/PV.4370-4370 séance, CS, Cinquante sixième année).

par le Conseil de Sécurité qui créa à cet effet un comité spécial⁸⁷. Certaines de ces mesures étaient d'ordre pénal, d'autres d'ordre policier, et d'autres encore d'ordre financier. En définitive, cette résolution 1373 fut exceptionnelle par son ampleur et son impact sur le droit régalien des Etats membres des Nations Unies. De toute son histoire, y compris lors de la première guerre du Golfe ou lors de circonstance où il avait pu être décidé de mesures d'embargo, voire de blocus, jamais auparavant, le Conseil de Sécurité n'avait adopté un dispositif aussi global et aussi intrusif⁸⁸. Cette exceptionnelle bonne volonté de l'ONU et de ses Etats membres, à apporter tout leur soutien aux Etats-Unis et à la lutte contre le terrorisme international, fut le résultat direct de la diplomatie « réaliste » de Colin Powell et du Département d'Etat. Prompt à utiliser l'énorme élan d'empathie provoqué par le choc du 11 septembre, le Département d'Etat a soutenu et participé à l'élaboration de ces deux résolutions, favorisant une prise en compte du problème terroriste par l'Organisation internationale. Cette célérité de l'ONU et des personnels du Département d'Etat américain fut la première expression de la guerre larvée qui se dessinait au sein de l'administration Bush. Sans s'en rendre compte, encouragé par le Département d'Etat, le Conseil de Sécurité a involontairement privé la Maison Blanche et le Pentagone, d'une liberté de manœuvre, qu'ils jugeaient dans cette période tragique de leur histoire, vitale pour la sauvegarde des Etats-Unis. De son côté, Colin Powell espéra imposer une approche multilatérale aux futurs conflits en gestation. La conversion du président américain aux idées néoconservatrices viendra trancher la situation et redonner aux « faucons » la liberté de manœuvre qui leur avait été soustraite. Cette conversion de George Bush à une idéologie profondément hostile à l'ONU fut le point de départ de la mise à l'écart de l'Organisation

⁸⁷ La résolution 1373 créait en son point 6 : « un comité du Conseil de Sécurité composé de tous les membres du Conseil et chargé de suivre l'application de la présente résolution », auquel tous les Etats devront faire rapport des mesures qu'ils ont adoptées pour mettre en œuvre cette résolution dans leur ordre interne et organiser les coopérations nécessaires entre eux. La résolution « demande à tous les Etats de faire rapport au Comité, 90 jours au plus tard après la date de l'adoption de la présente résolution, puis selon le calendrier proposé par le comité, sur les mesures qu'ils auront prises pour donner suite à la présente résolution ».

⁸⁸ Pour donner des exemples à l'étendue de la résolution 1373, le point 1 de la résolution concerne la criminalisation de certains délits : « érigent en crime la fourniture ou la collecte délibérée par leurs nationaux ou sur leur territoire, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, de fonds que l'on prévoit d'utiliser ou dont on sait qu'ils seront utilisés pour perpétrer des actes de terrorisme ». Il prévoit aussi : « le gel des avoirs financiers ou ressources économiques des personnes qui commettent, ou tentent de commettre, des actes de terrorisme, les facilitent ou y participent ». Le point 3 évoque la collaboration internationale : « intensifier et accélérer l'échange d'informations opérationnelles » entre Etats pour réprimer le terrorisme.

internationale puis de son instrumentalisation⁸⁹.

LA CONVERSION DU PRESIDENT AMERICAIN

A son arrivée au pouvoir, le président américain prôna l'isolationnisme et la ligne de conduite dite « réaliste », défendue par Colin Powell s'appliqua à la politique étrangère américaine, sans s'imposer. Après l'inauguration de la nouvelle présidence de George Bush, la nouvelle orientation de la diplomatie américaine en Iraq amena Colin Powell à effectuer plusieurs voyages dans la région du golfe (en février 2001), pour y promouvoir des sanctions plus étroites et mieux ciblées contre l'Iraq. Colin Powell évoqua l'idée de « sanctions intelligentes » pour amener Saddam Hussein à se conformer aux décisions de l'ONU⁹⁰. Par ailleurs, confronté à un incident délicat avec Pékin (la Chine avait intercepté un avion espion et fait prisonnier l'équipage), l'attitude de la diplomatie américaine prôna l'apaisement et la négociation discrète, pour récupérer l'équipage et l'appareil. Dans les deux cas, cette diplomatie douce de Colin Powell fut l'objet de la vindicte néoconservatrice. Celle-ci évoqua une « profonde humiliation » dans la résolution du litige avec Pékin⁹¹. Quant à l'initiative tendant à améliorer les sanctions onusiennes sur le dossier iraquien, elle fut l'objet d'une vive réaction de la part du vice-président Dick Cheney et du Secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, tous deux partisans d'une option militaire⁹². La vision réaliste opposée à l'idéologie néoconservatrice, l'exécutif américain était en proie à de fortes tensions, à la survenance de l'attaque du 11 septembre 2001.

Cette attaque surprise a offert aux néoconservateurs l'opportunité de convertir à leurs idées le président américain et sa fidèle conseillère Condoleezza Rice. Les seuls à avoir imaginé et avoir affirmé que le danger de l'après guerre froide viendrait des régimes autoritaires du Proche Orient étaient les néoconservateurs. Ils avaient constaté que le terrorisme

⁸⁹ Alain Frachon et Daniel Vernet, op cité, page 151. Après les attentats du 11 septembre, Richard Perle affirma : « Les Nations Unies ont été créées après la seconde guerre mondiale pour empêcher l'invasion d'un pays par un voisin plus puissant. Mais le système des Nations Unies n'est pas adapté pour traiter des nouvelles menaces, comme le terrorisme international ».

⁹⁰ Wesley K Clark, « L'Iraq, le terrorisme et l'empire américain », édition Seuil, page 34 et Jean-Jacques Mevel, « Colin Powell, le modéré de l'équipe Bush », Le Figaro, 28 mars 2001. Colin Powell défendit l'idée que les sanctions devaient impacter l'armée et les dirigeants et non plus la population iraquienne. Cette initiative n'a pas pu s'inscrire dans la durée en raison de la crise avec la Chine et de l'opposition néoconservatrice.

⁹¹ Alain Frachon et Daniel Vernet, op cité, page 159.

⁹² Alexandre Alder, « trois visions de la puissance », Courrier International, N°159, 11-17 avril 2002.

bénéficiait d'appuis humains et financiers de la part de ces régimes et ils affirmaient la nécessité d'obtenir des « changements de régime » et de promouvoir la démocratie, pour stabiliser les régions potentiellement dangereuses. Quand survient le 11 septembre, la seule réflexion en mesure d'apporter une réponse élaborée avait été menée par les néoconservateurs. Cette réponse apparut d'autant plus crédible et adaptée que l'idéologie néoconservatrice s'était bâtie sur la notion de « surprise stratégique », une des principales préoccupations d'Albert et Roberta Wohlstetter. L'attaque du 11 septembre s'inscrivait dans la lignée des travaux de ces deux néoconservateurs. Deux mois avant les attentats, Paul Wolfowitz affirma au cours de la commémoration du soixantième anniversaire de l'attaque de Pearl Harbor : « la surprise arrive si souvent qu'il est surprenant que nous soyons encore surpris par elle »⁹³. Le 11 septembre permit aux néoconservateurs de transformer le paisible programme de politique étrangère de George Bush et de Colin Powell en une doctrine de domination militaire globale et de guerre préventive. Confronté à une crise sans précédent, le président américain trouva dans l'idéologie néoconservatrice à la fois une explication intellectuelle et une stratégie à adopter. Les conseils de l'école réaliste n'apportèrent pas de réponse globale. Les idées nouvelles vinrent des néoconservateurs qui critiquaient le statu quo onusien et le soutien aux régimes en place, quels qu'ils soient. Ils réclamaient depuis de nombreuses années, un engagement américain au Proche Orient. L'interventionnisme néoconservateur était la réponse attendue par le président américain, pour faire face à la crise du 11 septembre. De nombreux témoignages confirmèrent la conversion présidentielle aux idées néoconservatrices et le déplacement du centre décisionnel vers les collaborateurs de sensibilité néoconservatrice⁹⁴. De fait, le Département de la Défense qui abritait le plus grand nombre de néoconservateurs devint le cœur de la politique étrangère américaine, au détriment du

⁹³ James Mann, « Rise of the Vulcans. The History of Bush's war cabinet », édition Vicking, 2004.

⁹⁴ Dans leur ouvrage « L'Amérique messianique, les guerres des néoconservateurs », Alain Frachon et Daniel Vernet ont recueilli de nombreux témoignages qui illustrent la conversion de George Bush aux idées néoconservatrices. Le néoconservateur et speechwriter de la Maison Blanche, David Frum a écrit : « Bush écoute les conseillers de l'école réaliste. Cela ne lui fournit pas de réponse. Il a besoin d'idées nouvelles face à une situation nouvelle. Dans le supermarché des idées de politique étrangère sur le Proche-Orient, il va trouver celles des néoconservateurs : critique du statu quo, critique du soutien aux régimes en place quels qu'ils soient, nécessité d'un engagement américain dans la région. Il tombe sur l'interventionnisme néoconservateur. Il ne dit pas qu'il se rallie à telle ou telle école, il annonce une politique ». Un autre témoignage, celui de Tod Lindberg, responsable de la Policy Review, il affirma : « L'évènement donne aux néoconservateurs l'occasion d'exercer une influence prépondérante. Les réalistes n'avaient eux aucune explication de ce qui s'était passé ni sur ce qu'il fallait faire ».

Département d'Etat, voire du Conseil de Sécurité National⁹⁵. Sans devenir néoconservateur, George Bush adopta le discours et développa les grands thèmes de cette idéologie, dans plusieurs et importantes allocutions prononcées après le 11 septembre 2001. Le soir de l'attaque du 11 septembre, au moment de la préparation de son discours à la nation, George Bush jugea trop vague la menace selon laquelle les Etats-Unis ne feraient pas de distinction entre ceux qui planifiaient les actions terroristes et ceux qui les toléraient ou les encourageaient. Le président américain proposa le mot « héberger » pour affirmer : « Nous ne ferons pas de distinction entre ceux qui planifient ces actes et ceux qui les hébergent ». Ni Dick Cheney ni Donald Rumsfeld ne furent consultés sur cette nouvelle doctrine qui devint la « doctrine Bush ». Seule consultée, Condoleezza Rice s'était seulement interrogée sur le moment de l'annonce⁹⁶. La cible du président américain et des néoconservateurs était les Etats voyous et l'Iraq qu'ils appelaient à reconstruire pour en faire un exemple au Proche Orient. Le 29 janvier 2002, le discours sur l'état de l'Union de George Bush exprima le glissement du président vers les idées néoconservatrices. Pour la première fois, fut évoqué « l'Axe du mal » associant l'Iraq, l'Iran et la Corée du Nord, contre lequel les Etats-Unis devaient agir : « Je n'attendrai pas que des événements surviennent, alors que les dangers montent. Je ne resterai pas immobile quand le péril se rapproche. Les Etats-Unis d'Amérique ne permettront pas que les plus dangereux régimes du monde nous menacent avec les armes les plus destructrices »⁹⁷. Cette notion « d'Axe du mal » était l'idée de David Frum, en charge de la rédaction des discours de George Bush. Elle était une référence explicite à l'axe qui associait l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste au Japon durant la seconde guerre mondiale. Quelques semaines plus tard, devant l'American Enterprise Institute, le 26 février 2002, George Bush déclara « engager les Etats-Unis à réaliser cet objectif de démocratisation du monde arabe [...] c'est un présupposé méprisant de penser qu'une région entière dans le monde [...] est d'une certaine manière incapable de réaliser l'une des aspirations les plus fondamentales de la vie : la liberté ». Il déclara : « Un nouveau régime en Iraq servira d'exemple de liberté, radical et séduisant, pour les autres pays de la région ».

Les personnels de la Maison Blanche vivant en vase clos, ils ont subi et vécu ensemble le choc du 11 septembre. Ce cataclysme les a bouleversés et les a transformés. A proximité du président

⁹⁵ William Pfaff, « La diplomatie américaine aux ordres du Pentagone », Courrier International (International Herald Tribune), N°564, 23 août 2001 et Patrick Jarreau, « Comment les néoconservateurs pèsent sur la politique américaine », Le Monde, 3 octobre 2002.

⁹⁶ Bob Woodward, op cité, pages 64-65.

⁹⁷ Jean Guisnel, op cité, page 75.

américain, Condoleezza Rice subit cette transformation. Lors des réunions du Conseil National de Sécurité, elle n'a pas joué son rôle et n'a pas réellement pris parti. L'attaque du 11 septembre et la forte présence de ressortissants saoudiens dans les rangs des terroristes lui interdit de défendre l'alliance avec ce pays et de rester indifférente à la nature des régimes avec lesquels les Etats-Unis traitaient. Pourtant cette ligne de conduite avait toujours été au cœur de sa vision de la politique étrangère. Avec le 11 septembre, Condoleezza Rice réalisa que l'islam radical propagé par les Saoudiens était en partie responsable du terrorisme international venant de frapper l'Amérique. Sous le choc des attentats, l'ensemble de l'équipe Bush adopta le messianisme militant des néoconservateurs dont l'objectif était la chute du régime iraquien. Attaquer Saddam Hussein devint l'objectif de l'administration Bush, et non plus uniquement celui des néoconservateurs. Dès lors, pour atteindre cet objectif, il fallut préparer les forces armées américaines à la guerre et mettre sur pied une « doctrine légitimiste », taillée sur mesure pour la cible iraquienne. Toutes les conceptions idéologiques et stratégiques ayant été de longue date préparées et mûries par les néoconservateurs, le 11 septembre accéléra et légitima un processus qui se serait mis en place indépendamment de lui.

LA NOUVELLE POLITIQUE DE DEFENSE AMERICAINE

Cinq mois après l'attaque du World Trade Center, la planification détaillée du futur conflit en Iraq commença et l'administration Bush décida, pour atteindre cet objectif, de se doter de moyens militaires potentiellement invincibles et d'une nouvelle stratégie de défense. La Stratégie de Sécurité Nationale des Etats-Unis (National Security Strategy of the United States) fut publiée le 20 septembre 2002, un an après l'attaque du 11 septembre et cinquante cinq ans après la dernière publication d'une « Grand Strategy » américaine⁹⁸. Cette nouvelle politique de défense fut appelée la « doctrine Bush », en raison de l'élaboration d'une doctrine de « guerre préventive » sur laquelle elle s'appuyait. Elaborée sous la tutelle de Condoleezza Rice et par « l'administration parallèle » mise en place par Dick Cheney, cette nouvelle « Grand Strategy » était précédée de deux autres orientations militaires importantes, la « Quadriennal Defense Review », publiée trois semaines après le 11 septembre 2001 et la « Nuclear Posture Review », publiée le 9 janvier 2002. L'une et

⁹⁸ Wesley K Clark, op cité, pages 36-37.

l'autre étaient l'expression de la montée en puissance des forces armées américaines et du choix sans équivoque de faire usage de la force, y compris nucléaire, dans les relations internationales.

LA MONTEE EN PUISSANCE DES MOYENS MILITAIRES

Depuis la loi de programmation militaire de 1997, l'investiture d'un nouveau président américain conduit le Pentagone à réviser son dispositif militaire et à publier un document intitulé « Quadriennal Defense Review ». Le Pentagone doit y exposer les projets et la vision future de l'armée américaine, choisis par le nouveau pouvoir. Avec l'arrivée de Donald Rumsfeld au Pentagone, une véritable révolution stratégique, dans la manière d'appréhender l'usage de la force et les moyens devant être mis à la disposition des armées, fut engagée. Publiée trois semaines après les attentats du 11 septembre, la nouvelle « Quadriennal Defense Review » (QDR) témoigna de la volonté de doter les forces armées de moyens susceptibles de répondre victorieusement à tout type de menace. Sur la base d'un scénario défini en 1992, par Dick Cheney, Colin Powell et Paul Wolfowitz, la nouvelle QDR imposa de maintenir les forces armées en état de préparation et aptes à conduire victorieusement et simultanément deux guerres majeures. La réelle nouveauté de la QDR de l'après 11 septembre fut l'ambition affichée d'être capable de répondre à une agression sur le sol américain et d'occuper dans le même temps la capitale de l'adversaire pour en changer le régime. Pour la première fois, l'appréhension de la menace n'était plus fondée sur l'identification de l'adversaire et de ses zones sensibles, mais sur les capacités de combat susceptibles d'être mobilisées par l'ennemi⁹⁹. En octobre 2001, exposant au Sénat la nouvelle QDR, Paul Wolfowitz expliqua que les Etats-Unis auront assez de forces pour occuper la capitale de l'adversaire et repousser sur le sol américain les forces ennemies¹⁰⁰. Les Etats-Unis devaient être en mesure de protéger leur sanctuaire national et dans le même temps de projeter leurs capacités militaires à l'extérieur, pour contenir l'émergence d'une puissance régionale. Pour répondre à ces exigences, comme préconisé par Albert Wohlstetter, l'administration Bush engagea une réforme importante de l'appareil militaire, fondée sur le concept de « Revolution in Military Affairs » (RAM). Après le succès des frappes chirurgicales de la première guerre du Golfe et de la guerre du Kosovo, l'objectif était d'insérer massivement les nouvelles technologies dans le dispositif militaire américain. Ces technologies améliorant la détection, l'information, la communication et la précision, elles

⁹⁹ Sabine Lavorel, op cité, pages 105-106.

¹⁰⁰ Discours de Paul Wolfowitz, intitulé « Building a Military for the 21st Century », tenu devant le Sénat américain le 4 octobre 2001.

offraient la possibilité de contrôler à un niveau jamais atteint les théâtres d'opérations, tout en évitant le contact avec l'adversaire. La guerre d'Afghanistan démontra l'efficacité de ces nouveaux concepts de guerre et conforta l'administration Bush dans ses choix. Pour accroître et étendre ces transformations militaires, le plus rapidement possible, le budget du Département de la Défense fut augmenté de 15% en 2002 et de 12% en 2003, pour s'élever à près de 355 milliards de dollars. Dès le mois de décembre 2001, le gouvernement américain s'engagea dans l'acquisition de nouveaux équipements, facilitant la capacité de projection de forces armées et susceptibles d'offrir une victoire décisive¹⁰¹.

Pour compléter ce dispositif, le 9 janvier 2002, la « Nuclear Posture Review » (NPR) fut publiée. Elle poussa plus loin les ambitions militaires de l'administration Bush. Pour la première fois de l'histoire des Etats-Unis, la dissuasion nucléaire devait servir à se prémunir d'attaques chimiques, bactériologiques et d'un échec des forces conventionnelles dans la défense d'intérêts vitaux. Désormais, toute atteinte aux intérêts vitaux américains pouvait conduire ce pays à utiliser l'arme nucléaire. Autre nouveauté, la NPR considérait la Russie comme une cible des armes nucléaires de première frappe (c'est-à-dire préventive) et non plus de deuxième frappe. Cinq Etats y étaient qualifiés d'Etats voyous, l'Iran, l'Iraq, la Corée du Nord, la Libye et la Syrie, et susceptibles de faire l'objet de frappes nucléaires¹⁰². En élargissant les circonstances du recourt à l'arme nucléaire, cette nouvelle doctrine abaissa le seuil d'utilisation de ces armes. Celles-ci devinrent un moyen militaire comme les autres. La « Nuclear Posture Review » mit fin à quarante années d'efforts américains pour réduire le rôle joué par les armes nucléaires dans la sécurité internationale¹⁰³. Un document publié le 10 décembre 2002, par la Maison Blanche prévoit l'utilisation préemptive de la force armée nucléaire, contre tout ennemi disposant d'armes de destruction massive¹⁰⁴. Dans le même temps, l'idée d'une reprise des essais nucléaires fut envisagée par le Nuclear Weapons Council, dirigé par C.Aldridge Jr, sous-secrétaire à la Défense. La reprise des essais nucléaires était voulue par Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz et Richard Perle.

¹⁰¹ Pascal Riche, « Les Etats-Unis présentent un budget martial », *Libération*, 5 février 2002, Alain Frachon, « Les années Reagan Bis ? », *Le Monde*, 15 février 2002 et Donald Rumsfeld, « Transforming the Military », *Foreign Affairs*, mai-juin 2002.

¹⁰² Michael Mann, op cité, page 16.

¹⁰³ Joseph Cirincione et Jon Wolfsthal, « A change in US nuclear policy » *Carnegie Analysis*, 11 mars 2002.

¹⁰⁴ Mike Allen et Baron Gellman, « Preemptive Strikes Part of US Strategic Doctrine », *The Washington Post*, 11 décembre 2002. Ce document de six pages, évoqué par les auteurs est un extrait déclassifié de la directive présidentielle NSPD-17, signée par le président Bush en mai 2002.

Quelque mois plus tard, la proposition de budget de 2003 prévoit l'éventuelle mise au point d'une arme nucléaire d'un nouveau type dont les caractéristiques visaient explicitement l'Iraq, la Corée du nord et la Libye, et dont la conception exigeait la reprise des essais nucléaires américains. Trois laboratoires américains (Lawrence Livermore, Los Alamos et Sandia) durent se tenir prêts à reprendre les essais sous un préavis de six mois¹⁰⁵.

En conclusion, la QDR mit sur pied une nouvelle conception de la menace qui reposait sur la capacité supposée de l'ennemi (élément subjectif par définition) et non plus sur l'identification de la menace, et la NPR élargit le champ de l'usage de l'arme nucléaire. L'une et l'autre préparèrent le terrain à la future nouvelle « Grand Strategy » américaine qui validerait ces nouvelles conceptions militaires et apporterait la doctrine d'emploi, nécessaire à leur application concrète. La précédente « Grand Strategy » américaine datait de 1947. Elle était connue sous le terme de « containment » et avait été définie par George Kennan, au début de la guerre froide, et complétée par la dissuasion nucléaire à partir de 1949. Depuis la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis n'avaient connu que deux « Grand Strategy ». La première avait été conçue en 1941, avec la Charte de l'Atlantique, après l'attaque japonaise de Pearl Harbor. Elle imposait la capitulation inconditionnelle des puissances de l'Axe, leur reconstruction en Etat démocratique et l'organisation de l'ordre international d'après guerre autour des Nations Unies. La seconde était celle du « containment » qui prit fin le 20 septembre 2002, avec la publication de la « National Security Strategy »¹⁰⁶.

LA « NATIONAL SECURITY STRATEGY »

A la fin des années Reagan, les néoconservateurs avaient rédigé sous l'égide de Dick Cheney un « Defense Planning Guidance », dans lequel ils avaient jeté les bases de leur conception hégémonique et guerrière. Ce document aurait dû être le point de départ d'une nouvelle doctrine stratégique, si les républicains n'avaient pas été battus à l'élection présidentielle. C'est sur la base de ce document que Paul Wolfowitz et Condoleezza Rice conçurent la « National Security Strategy » (NSS) de 2002¹⁰⁷. Ce

¹⁰⁵ Jean Guisnel, op cité, pages 85-86.

¹⁰⁶ National Security Council, National Security Strategy of the United States, Washington, Government printing Office, septembre 2002, www.whitehouse.gov/nsc/nss. Des extraits du texte ont été publiés dans le monde du 24 septembre 2002.

¹⁰⁷ Pierre Buhler, « La guerre en Iraq : paysage après la bataille », Critique Internationale N°19, édition Presse de Science Po, page 7 et Michael Lind, « Made in Texas », Basic Books, 2003.

document fut rendu public le 17 septembre 2002, une semaine après le discours sur l'Iraq de George Bush à la tribune de l'Assemblée Générale des Nations Unies¹⁰⁸. Dans un premier temps, ce document affirmait sans équivoque l'incontestable suprématie américaine, le caractère universel des valeurs prônées par le pays et la ferme intention de dénoncer les violations des droits de l'homme, partout où elles se produisaient¹⁰⁹. Cette première partie prôna une vision optimiste du monde, dominé et protégé par les Etats-Unis : « nous œuvrons pour traduire cette période d'influence en décennie de paix, de prospérité et de liberté ». Elle évoquait le respect des Etats-Unis pour les organisations internationales et leur souhait de mettre en œuvre une stratégie globale, organisée autour de coalitions « ad hoc » avec des pays partenaires, dont les intérêts seraient pris en considération, et avec lesquels les Etats-Unis entretiendraient des consultations dans un « esprit d'humilité »¹¹⁰. En d'autres termes, cette première partie du NSS imposait l'hégémonie américaine et l'obligation pour les partenaires internationaux de choisir leur camp, s'ils désiraient être traités avec humilité. Désireuse de nouer des coalitions « ad hoc », l'administration Bush afficha son intention d'écarter - si nécessaire - les systèmes internationaux existants, même si elle affirma les respecter. La mise en concurrence de l'ONU avec des traités bilatéraux eut pour unique objectif de minimiser le poids de l'Organisation internationale, en la traitant sur un plan identique à celui de n'importe quel autre partenaire international. Pour les rédacteurs de la NSS, l'ONU n'était plus le cœur des décisions internationales, opposables à tous, y compris aux Etats-Unis, mais un outil parmi d'autres. En rabaissant l'Organisation internationale à un simple outil, l'administration Bush s'émancipa du système onusien et de ses contraintes. La seconde partie du document évoquait l'apparition du terrorisme de masse, menace majeure pour les Etats-Unis et le monde : « le péril le plus grave auquel soit confrontée notre nation est à l'intersection du radicalisme et de la technologie ». Le document souligna le souci des terroristes d'accéder à des armes de destruction massive et l'impossibilité de les contrer par une politique de « containment ». Un petit nombre d'Etat voyous, appelés « Rogue States » y était désigné comme cherchant à se doter d'armes de destruction massive et comme étant susceptibles d'en faire bénéficier les réseaux terroristes. La gravité de cette menace

¹⁰⁸ John W Dean, op cité page 214 et Lewis Gaddis, « Une grande stratégie de transformation » *Foreign Policy*, novembre-décembre 2002, page 50.

¹⁰⁹ Dans le texte, ces valeurs sont « des attributs non négociables de la dignité humaine : la règle de droit, la limitation du pouvoir absolu de l'Etat, les libertés d'expression et de confession, une justice équitable, le respect des femmes, la tolérance religieuse et le respect de la propriété privée ». La démocratie et le libre échange sont également inclus dans ces valeurs universelles.

¹¹⁰ Denise Artaud, op cité, page 70.

imposait une révision du concept de légitime défense, en vigueur dans le droit international. Le critère d'imminence d'une menace devait intégrer le caractère insaisissable de la menace terroriste. Paul Wolfowitz affirma : « nous ne pouvons pas prouver que ceci ou cela arrivera dans trois ans ou dans six ans. Mais les terroristes ont affiché clairement leurs intentions et nous avons assez d'informations sur leurs capacités [...] le 11 septembre nous a fait entrer dans un monde où la certitude est un luxe coûteux »¹¹¹. En conséquence de quoi, la NSS soulignait que la menace justifie l'action « préemptive » même s'il demeure une incertitude quant au lieu et au moment de l'action à déjouer. La menace était constituée dès qu'un « Rogue State » cherchait à acquérir des armes de destruction massive. Dans cette nouvelle doctrine, ce n'était plus uniquement l'arme elle-même qui déterminait la menace mais aussi celui qui la détenait. La nature du régime détenteur d'une arme de destruction massive était tout aussi importante que la détention de l'arme elle-même¹¹². Déterminés à agir de façon préventive, le document affirmait que les Etats-Unis chercheraient à recueillir le soutien de la communauté internationale mais qu'il se réservaient le droit d'agir seuls « alors que les Etats-Unis s'efforceront constamment d'obtenir le soutien de la communauté internationale nous n'hésiterons pas à agir seuls si nécessaire, pour exercer notre droit d'autodéfense en agissant de manière « préemptive » contre de tels terroristes, pour les empêcher de nuire à notre peuple et à notre pays »¹¹³. En définitive, cette seconde partie du document exprima la vision élargie du terrorisme telle que Dick Cheney l'avait conçue à son arrivée à la vice-présidence, en élaborant son plan de préparation domestique contre les armes de destruction massive, dans lequel le terrorisme s'était mué en une menace de prolifération d'armes de destruction massive.

A bien y regarder, la NSS était une compilation de la vision messianique de Paul Wolfowitz, exprimée pour la première fois dans le Defense Planning Guidance de 1993, et de l'obsession de Dick Cheney sur la prolifération nucléaire, évoqué dès le 8 mai 2001. La NSS ne fut pas la conséquence et la réponse aux attaques du 11 septembre 2001, comme les néoconservateurs cherchèrent à le faire croire. La seule réelle nouveauté de la NSS était l'élargissement de la notion de légitime défense à l'action préventive. Cette notion d'usage de la force de manière « préventive » ou « préemptive » fut au cœur de la « doctrine Bush ». Celle-ci remet en cause toutes les règles internationales édictées par la Charte des Nations Unies déclarant illégale la menace ou l'usage de la force « contre l'intégrité territoriale ou

¹¹¹ B.Keller, « The sunshine warrior », New York Times Magazine, 22 septembre 2002.

¹¹² Jean-Yves Haine, op cité, page 278.

¹¹³ Pierre Buhler, op cité, page 9 et Denise Artaud, op cité, page 71.

l'indépendance politique de tout Etat »¹¹⁴. Cette doctrine de l'emploi de la force par prévention fit polémique parce qu'elle permit aux Etats-Unis de s'octroyer une « légitimité nouvelle », basée sur un principe de prévention qui n'était pas codifié par la Charte des Nations Unies. Dans l'esprit des rédacteurs du NSS, ce n'était pas la question de l'usage de la force qui était prépondérant, mais celui de la légitimité¹¹⁵. La guerre en Iraq devait aider à faire réélire George Bush, comme la date de publication de la NSS devait aider à faire réélire les sénateurs républicains¹¹⁶. La future guerre d'Iraq devait revêtir les attributs de la légitimité pour satisfaire l'électorat américain. Les néoconservateurs et Dick Cheney (peut être conscients du caractère illégitime de cette guerre) s'efforcèrent de contourner cette pierre d'achoppement, en élaborant dans la NSS une doctrine large de la notion de légitime défense. Ce faisant, ils contestèrent à l'ONU, la place centrale qu'elle s'était appropriée en matière de terrorisme et s'émancipèrent de l'obligation de passer devant elle pour légitimer la guerre.

LA NOTION DE GUERRE « PREVENTIVE » ET « PREEMPTIVE »

Cette notion de guerre préventive fut « révolutionnaire ». Selon le service des études du Congrès américain, les Etats-Unis n'avaient jamais auparavant, ni mené ni élaboré une stratégie de guerre préventive et jamais « agressé militairement une autre nation avant d'avoir eux-mêmes fait l'objet d'une attaque¹¹⁷ ». Conscient du caractère litigieux de cette notion de guerre préventive, ni dans les discours du président ni dans la rédaction même de la

¹¹⁴ Ivo H. Daalder et James Lindsay, op cité, pages 125-128; Jackson Diehl, « the new Security Doctrine », International Herald Tribune, 1^{er} octobre 2002; et William Pfaff, « A radical rethink of international Relations », International Herald Tribune, 3 octobre 2002.

¹¹⁵ L'usage de la force dans les relations internationales fut à maintes reprises employé par les Etats-Unis. Ils ont bombardé la Libye en 1986, après un attentat contre des bases américaines en Allemagne. Ils ont bombardé l'Iraq en 1992, après une tentative d'assassinat contre l'ancien président Bush. Ils ont bombardé le Soudan et l'Afghanistan en 1998, après les attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et de Dar es Salam. En 1999, ils ont renversé par la force le dictateur Noriega, pour le traduire en justice, devant un tribunal américain. Jamais jusqu'à la NSS, les Etats-Unis n'avaient jamais cherché à légitimer cet usage de la force par une doctrine.

¹¹⁶ John W Dean, op cité, page 214.

¹¹⁷ Richard F Grimmett, « De l'usage américain de la force militaire préemptive : le dossier historique », document CRS (service des études du Congrès) RS21311, du 18 septembre 2002, voir usinfo.state.gov/journal/itps/1202/ijpe/pf7-Grimmett. Cette absence de précédent est contredite par Jean-Yves Haine dans son ouvrage « Les Etats-Unis ont-ils besoin d'alliés », page 279, où il évoque les initiatives au Guatemala en 1954, à Cuba en 1961 ou au Chili en 1973. Qu'il y ait ou non précédent, ce qui est essentiel, c'est que pour la première fois une doctrine sécuritaire s'est forgée autour de la notion de guerre préventive.

NSS, il n'est fait de distinction nette entre la guerre « préventive » et la guerre « préemptive »¹¹⁸. La différence est pourtant réelle car la guerre « préemptive » est perçue comme un acte de légitime défense puisqu'elle est la réaction à une menace patente (ce droit est accordé dans l'article 51 de la Charte des Nations Unies), et la guerre « préventive » comme un acte d'agression. La NSS ne fait volontairement pas la distinction pour rester dans un cadre juridique légal et légitime. La NSS précise que « la légitimité de la préemption » repose « sur l'existence d'une menace imminente, la plupart du temps une mobilisation visible de l'armée, de la marine et des forces aériennes prêtes à attaquer », pour ensuite ajouter « nous devons adapter ce concept de menace imminente aux capacités et aux objectifs de nos adversaires d'aujourd'hui » [...] « plus la menace est grande, plus l'inaction est risquée, et plus il est impérativement nécessaire d'anticiper pour nous défendre, même s'il demeure une incertitude dans le temps et dans l'espace quant à l'attaque de l'ennemi ».

La teneur des discours des uns et des autres indique cependant qu'il s'agit bien dans l'esprit des rédacteurs de la NSS d'une notion de guerre préventive. Dans un discours prononcé le 26 août 2002, devant une assemblée d'anciens combattants, le vice-président Dick Cheney déclara que l'Iraq devait être frappé avant d'acquérir des armes nucléaires¹¹⁹. L'administration Bush n'ayant pas la preuve que l'Iraq détenait des armes de destruction massive et n'ayant pas non plus la preuve de liens iraqiens avec les terroristes d'Al Qaeda, l'ambiguïté entre une guerre « préventive » et « préemptive » était nécessaire. Elle permit de pouvoir mener la guerre en Iraq en toute légitimité, sans avoir à quémander une légitimité onusienne improbable. Cet élargissement de la notion de légitime défense donna lieu à de nombreuses polémiques et interprétations. Pour de nombreux observateurs, l'utilisation de la force au titre de la légitime défense était légale seulement en cas d'attaque en cours et seulement si le Conseil de Sécurité était dans l'impossibilité de maintenir la paix. Selon l'article 39 de la Charte, en cas de menace, les Etats membres doivent dénoncer cette situation auprès du Conseil de Sécurité, qui se doit de vérifier la menace et d'y remédier si elle est avérée. L'objet de la Charte des Nations Unies étant de limiter le recours unilatéral à la coercition militaire, une riposte armée contre une menace non engagée n'est pas licite sans autorisation du Conseil de Sécurité. La résolution 487 du 19 juin condamna d'ailleurs l'action préventive d'Israël contre un réacteur nucléaire en Iraq. Une autre pierre d'achoppement de la « doctrine Bush » était qu'elle faisait abstraction des conditions d'actualité et d'imminence d'une attaque armée. En réalité, les néconservateurs avaient élaboré

¹¹⁸ John W Dean, op cité, page 213 et Denise Artaud, op cité, page 74.

¹¹⁹ Ivo H Daalder et James M Lindsay, op cité, page 127.

cette doctrine de légitime défense de façon à ce qu'elle ne puisse pas être coordonnée avec les préceptes et les règles de droit international édictés par les Nations-Unies¹²⁰. La controverse soulevée par cette doctrine de guerre préventive amena le prestigieux Brookings Institute à estimer qu'il aurait été préférable de continuer à exercer des frappes préventives quand nécessaire, plutôt que d'énoncer une nouvelle doctrine formelle et sujette à caution¹²¹. Quoi qu'il en soit, cette nouvelle doctrine ne fit l'objet d'aucune contestation officielle de la communauté internationale. Ce silence s'explique par le fait que l'article 51 de la Charte des Nations Unies ne fait pas explicitement référence à la notion de danger immédiat. Pour caractériser la légitime défense, il n'évoque qu'un droit inhérent à la légitime défense et les conditions d'application de celle-ci n'ont été édictées qu'au fur et à mesure de diverses jurisprudences, elles mêmes floues quant aux conditions exactes d'application. D'ailleurs, après le 11 septembre, le Conseil de Sécurité de l'ONU fut contraint de se livrer à une interprétation des textes, pour conférer un caractère de légitime défense à la réponse de la communauté internationale. L'ONU s'étant emparée du problème terroriste grâce à une interprétation, l'administration Bush l'en dessaisit par le même procédé. Après la catastrophe du 11 septembre, il aurait été délicat pour la communauté internationale de dénoncer le détournement de la notion de légitime défense de la NSS. Victimes de la plus grande attaque terroriste de tous les temps et passés sous la coupe des néoconservateurs, les Etats-Unis s'émancipèrent des règles du droit international pour pouvoir librement batailler en Iraq.

¹²⁰ Massimo Iovane et Francesca De Vittor, « La doctrine européenne et l'intervention en Iraq », Annuaire français de droit international XLIX, 2003, CNRS éditions, Paris, voir www.perseefr.

¹²¹ Jean Guisnel, op cité, page 76. L'auteur s'appuie sur un article de Michael E.O'Halon, de Susan E.Rice et de James B.Steinberg, « The new national security strategy and préemption », Policy Brief, décembre 2002, dans lequel les auteurs affirment : « plutôt que d'énoncer une nouvelle doctrine formelle, il aurait été préférable de continuer à réserver les frappes préventives pour quelques situations restreintes et rares, qui verraient l'inaction poser un risque sérieux de dommages irréversibles ».



L'ONU INCONTOURNABLE

La guerre décidée au lendemain de l'attaque du 11 septembre, la refonte de la stratégie militaire américaine s'élabora de façon à s'adapter à la future cible et à la nature de la future guerre. Le contenu de la NSS ne laissa aucun doute sur la nature de la future guerre : elle serait unilatérale, et les discours politiques ciblerent l'Iraq sans équivoque. Si la refonte de la doctrine militaire était engagée, plusieurs mesures concrètes devaient être initiées pour rendre possible ce projet militaire. Un plan de bataille contre l'Iraq devait être élaboré et une propagande mise en place pour faire accepter la guerre à l'opinion publique américaine. La mise en œuvre de ces deux moyens fut la pierre d'achoppement du projet néoconservateur. Pour les asseoir, le Pentagone dut s'appuyer sur diverses institutions acquises à la politique réaliste et peu favorables aux méthodes et aux ambitions néoconservatrices. Un désaccord sur la façon de conduire la guerre se mua en une lutte d'influence et en une guerre ouverte au sein de l'administration Bush, dont les conséquences conduisirent la Maison Blanche à opter pour un passage devant l'ONU. Conscient de l'obligation politique de faire adhérer l'opinion publique à la future guerre, le Pentagone mit en place un formidable outil de propagande pour vendre sa guerre. Deux entités furent créées, l'Office of Special Plan et l'Office of Strategic Influence. La première devait élaborer la matière devant servir de support à la propagande et la seconde en diffuser le contenu pour orienter, y compris par le mensonge, les médias nationaux et internationaux. Dès la mise en œuvre de leurs premières mesures, l'Office of Special Plan se heurta à l'outil de renseignement américain et l'Office of Strategic Influence à la dénonciation de sa raison d'être par les médias américains. La propagande ébranlée dans ses fondements, une lutte d'influence au sein de l'administration vint la concurrencer sur le terrain médiatique. Elaboré par les civils néoconservateurs du Pentagone, le plan de bataille contre l'Iraq achoppa en raison de l'opposition des généraux de l'Etat major militaire. Les deux parties étant peu enclines aux concessions, ces divergences se muèrent en une lutte sourde conduisant les protagonistes à exposer par voie de presse leur contentieux. Dissonantes à l'égard

du discours de propagande, ces révélations sur les dissensions internes de l'administration distillèrent le doute au sein de l'opinion publique américaine. Face à ces difficultés inattendues et pour conjurer le sort, le Pentagone décida d'accélérer le déploiement des troupes et d'engager les premiers combats. De son côté, écarté des préparatifs de la guerre, Colin Powell prit conscience de l'incapacité des généraux à imposer leurs attentes et se décida à inscrire coûte que coûte la future guerre dans un cadre multilatéral. Cette option était selon lui la seule chance de victoire de l'Amérique et elle imposait une saisine du Conseil de Sécurité. Après avoir démontré au président américain l'efficacité du Conseil de Sécurité, au printemps 2002, le secrétaire d'Etat s'efforça de convaincre George Bush d'inscrire le futur conflit dans le cadre multilatéral des Nations Unies. De son côté, l'échec de la propagande confronta la Maison Blanche à une inextricable situation avec une armée mobilisée, et engagée sur le front iraquien, et une opinion publique hostile à la guerre unilatérale. Cette conjoncture risquant d'interrompre l'effort de guerre, en août 2002, la plaidoirie de Colin Powell en faveur d'un cadre multilatéral apporta à la Maison Blanche la solution en mesure de ralentir la marche vers la guerre, le temps de la conquête de l'opinion américaine. L'ambiguïté de la décision de la Maison Blanche ne sera perçue par personne tant la légitimité de l'ONU sur le dossier iraquien était grande. Depuis la première guerre du Golfe qui avait vu Dick Cheney, Paul Wolfowitz et Colin Powell refuser d'outrepasser le mandat onusien¹²², les Nations Unies étaient prépondérantes de la problématique iraquienne. Selon l'ensemble de la communauté internationale, le statu quo du Conseil de Sécurité était préférable à toute initiative extérieure au cadre onusien. C'est ce statu quo que dénonçaient les néoconservateurs et qui les incitaient à ne pas vouloir saisir le Conseil de Sécurité. Pourtant, cette saisine était souhaitée par les alliés les plus importants des Etats-Unis. Confronté à une opinion publique hostile à la guerre, Tony Blair entendait légitimer sa décision grâce au soutien de l'ONU, tout comme l'Arabie Saoudite et la Turquie. Composées d'une population musulmane, celles-ci n'envisageaient pas de soutenir la guerre américaine contre l'Iraq si elle n'était légitimée par une résolution du Conseil de Sécurité. La saisine du Conseil de Sécurité était une attente forte des alliés des Etats-Unis. De leur côté, très tôt conscients des difficultés à venir, les néoconservateurs avaient

¹²² Alain Frachon et Daniel Vernet, op cité, page 17. A l'époque l'administration américaine refusa d'envahir Bagdad pour faire tomber Saddam Hussein. De Colin Powell à Paul Wolfowitz, tous s'étaient alignés derrière l'idée que les Etats-Unis ne devaient pas outrepasser le mandat de l'ONU. Selon Colin Powell, l'idée d'occuper un pays aussi complexe que l'Iraq, dans une région du monde où le conflit israélo palestinien n'était toujours pas résolu, était absurde. Paul Wolfowitz avait estimé que l'Iraq se cabrerait vite sous une invasion étrangère et Dick Cheney avait fait valoir la désapprobation saoudienne à une éventuelle invasion de l'Iraq.

pris depuis de longs mois les devants, pour essayer d'imposer leur point de vue au sein de l'Organisation internationale et la plier à leurs attentes. Tout un ensemble de mesures financières humaines et autres furent prises par les néoconservateurs pour éviter tout risque d'inertie en cas de saisine du Conseil de Sécurité.

LES DIFFICULTES NEOCONSERVATRICES

Décidés à contourner l'ONU pour mener seuls cette guerre, les néoconservateurs étaient limités dans leur marge de manœuvre par l'indispensable soutien populaire exigé par Karl Rove. Conscients que sans soutien populaire il n'y aurait pas de guerre en Iraq, le Pentagone mit sur pied un important outil de propagande pour imposer à l'opinion publique l'idée d'une nécessaire et indispensable guerre, pour protéger les Etats-Unis de la menace de Saddam Hussein. Pour atteindre cet objectif, il décida de créer de toute pièce la matière devant servir de support à la propagande. Pour cela, outre le soutien de la presse télévisuelle et écrite, le soutien de l'outil de renseignement américain fut indispensable tant son crédit était fort. Si dans une certaine mesure la presse fut malléable, tel ne fut pas le cas de la CIA et des autres organes de renseignement. Bien qu'habitué à se plier à la volonté politique, le bien fondé d'une guerre Iraq était ici insuffisant et les méthodes néoconservatrices inacceptables, pour contraindre ces services à obtempérer. Le contentieux inévitable, ces divergences se soldèrent par une lutte d'influence et une course contre la montre pour empêcher la guerre. De nombreux personnels de la CIA s'exprimèrent par voie de presse pour dénoncer les méthodes néoconservatrices, tandis que George Tenet, tout en imposant à la CIA de se plier aux décisions gouvernementales, n'hésita pas à s'opposer au projet néoconservateur, en cherchant la chute de Saddam Hussein afin d'éviter la guerre. L'outil de propagande récusé par la CIA et la presse indépendante, les civils néoconservateurs du Pentagone durent faire face à une seconde difficulté : l'opposition des généraux à la stratégie de Donald Rumsfeld. Finalement ce dernier imposa sa décision en engageant secrètement les combats en Iraq. La guerre mal engagée, Colin Powell entra dans la bataille politique pour obtenir un cadre multilatérale au conflit secrètement entamé. Ce faisant, sans s'en rendre compte, le Secrétaire d'Etat ouvrit la voie à l'instrumentalisation de l'ONU.

LA DIFFICILE MISE EN PLACE DE LA PROPAGANDE

Pour atteindre son objectif, l'administration Bush fit un usage intensif de la propagande et de ses corollaires : le mensonge, la pression et la manipulation de l'information. La première démarche de l'administration américaine fut de qualifier sous la même appellation « d'armes de destruction massive », les armes nucléaires, biologiques et chimiques. Aux yeux de nombreux experts, les armes chimiques et bactériologiques ne relevaient pas de cette catégorie. Leur capacité de destruction n'était pas comparable à celle de l'arme atomique. Pour le spécialiste américain Wolfgang Panofsky, la distinction entre ces deux catégories d'armes était importante¹²³. Seule l'arme atomique pouvait être qualifiée d'arme de destruction massive, pour les autres, il était plus judicieux de les qualifier « d'armes de destruction non discriminante » ou « d'armes de terreur ». Si la capacité de destruction de l'arme atomique était implacable et d'une ampleur démesurée, tel n'était pas le cas des armes chimiques et bactériologiques. Leur effet destructeur était lié à divers facteurs extérieurs (tels que les conditions météorologiques ou les moyens employés pour répandre les toxines) ayant eux-mêmes une courte durée de vie. Cette catégorie d'armes n'avait pas en soi la capacité destructrice de l'arme atomique, mais aux yeux de l'administration Bush l'amalgame était utile et nécessaire : Saddam Hussein était le seul dirigeant au monde à avoir utilisé des armes chimiques et bactériologiques contre sa population. Il fallait le souligner en amplifiant la menace, ce que fit le vice-président Dick Cheney, le 26 août 2002, en affirmant : « Saddam Hussein est un dictateur qui a déjà montré sa volonté d'utiliser des armes de destruction massive ». En septembre, l'IISS (International Institute for Strategic Studies) évoqua la mort certaine de centaines de milliers d'individus si Saddam Hussein se décidait à utiliser ses armes bactériologiques. Selon cette institution, quelques mois seulement étaient nécessaires à Saddam Hussein pour fabriquer une arme nucléaire, s'il parvenait à obtenir de l'uranium enrichi¹²⁴. Si l'administration Bush disposa du soutien de l'ensemble des médias et des Think tanks néoconservateurs, leur couverture nationale n'était pas suffisante. Il fallait s'assurer le contrôle de la presse nationale et des agences de renseignement. L'objectivité de ces dernières ne pouvait pas être mise en cause aux yeux de l'opinion publique. Or, la CIA fit preuve de résistance à l'égard du Pentagone et de la Maison Blanche. Avant les attentats du 11 septembre, elle avait souligné la dangerosité d'Al Qaeda, quand l'administration Bush voulut mettre l'accent sur la nocivité du régime iraquien, et après

¹²³ Wolfgang Panofsky, « Dismantling the concept of weapons of mass destruction », *Arms Control Today*, avril 1998.

¹²⁴ Jean Guisnel, op cité, pages 15, 16, 25 et 30.

l'attaque du 11 septembre, son directeur George Tenet convainquit le président d'attaquer l'Afghanistan, en lieu et place de l'Iraq. Pour contrôler ces différents moyens d'information, Donald Rumsfeld décida de créer une structure de désinformation, l'Office of Strategic Influence (OSI), dirigée par un de ses adjoints, le néoconservateur Douglas Feith, et un outil de renseignement et d'analyse, l'Office of Spécial Plans (OSP). Créé peu après le 11 septembre, l'OSI fut doté d'un budget de plusieurs dizaines de millions de dollars et passa un contrat de 100 000 dollars par mois avec la société de communication et de relations publiques Rendon Group. L'objectif affiché de l'OSI était de désinformer les journalistes étrangers (toutes nationalités confondues) pour favoriser l'effort de guerre de l'administration. L'existence de l'OSI fut rendue publique par le New York Times, le 19 février 2002, dans un article de James Dao et Eric Schmitt « Pentagon readies efforts to sway sentiment abroad ». Après cette révélation, une vive opposition de l'opinion publique contraignit Donald Rumsfeld à dissoudre l'OSI et à transférer le contrôle de l'information stratégique à l'US Strategic Command. Quelques mois plus tard, le 24 octobre 2002, en première page, le New York Times s'attaqua à l'OSP en l'accusant de manipuler l'information pour justifier la guerre en Iraq¹²⁵. En réponse, le 18 novembre 2002, Donald Rumsfeld déclara n'avoir dissous l'OSI que sur le papier et affirma continuer à faire chaque chose qui devait être faite¹²⁶... Outre l'exercice de la pression à l'encontre de l'outil de renseignement américain, pour qu'il produise des rapports en faveur de la guerre en Iraq, l'OSP transforma en preuves irréfutables les bribes d'informations collectées par la CIA, sur les armes de destruction massive de l'Iraq¹²⁷. Début 2002, rédigé sous la pression et le contrôle de l'OSP, un rapport de la CIA révéla que l'Iraq possédait toujours des armes chimiques et biologiques en état de fonctionner. Ce document s'appuyait sur un renseignement alarmiste du gouvernement britannique annonçant la possibilité pour la chaîne de commandement iraquien d'user de ses armes de destruction massive en moins de 45 minutes¹²⁸. Ces notes de renseignements conclurent que Saddam Hussein avait menti et qu'il cherchait à se procurer des armes de destruction massive. Quelques mois plus tard, de nombreux témoignages de membres de la CIA et des services de renseignement britanniques remirent en cause la fiabilité de ces renseignements, dénonçant une ingérence du pouvoir dans la

¹²⁵ Denise Artaud, op cité, page 118.

¹²⁶ Jean Guisnel, op cité, pages 94-95. Jean Guisnel précise que la déclaration de Donald Rumsfeld du 18 novembre 2002 n'a été reprise par aucun média américain et n'a été révélée que par l'association FAIR (Fairness and Accuracy in Reporting), le 27 novembre 2002.

¹²⁷ Alain Frachon et Daniel Vernet, op cité, page 30.

¹²⁸ Les deux rapports sont disponibles sur www.pm.gov.uk/output/Page6117.asp et www.cia.gov/cia/publications/iraqTOctT2002.htm.

rédaction de ces rapports¹²⁹. Ces révélations exposèrent au grand jour la guerre larvée que se livraient le Pentagone et la CIA. Cette confrontation conduisant les néoconservateurs à accuser la CIA de dissimuler des preuves de liens entre Saddam Hussein et Al Qaeda, dans un exercice d'équilibriste, George Tenet fut contraint de dédouaner auprès du Congrès son service et, dans le même temps, de condamner ses propres fuites dénonçant les agissements néoconservateurs. Le 7 octobre 2002, dans une réponse adressée au sénateur Bob Graham, il souligna : « Les hommes politiques, les membres du Congrès et les autres sont libres de nous demander de défendre nos assertions, et de nous poser de rudes et difficiles questions. C'est sain. Mais l'idée selon laquelle nous adapterions nos productions pour plaire à l'un quelconque de nos destinataires est simplement fautive, et intolérable au regard de notre éthique»¹³⁰. Dans ces quelques lignes, tout en affichant une solidarité gouvernementale sans faille, George Tenet mit en garde Donald Rumsfeld contre l'exaspération de la CIA et lui signifia son refus de toutes nouvelles pressions et exigences de l'OSP. Moins de deux semaines plus tard, le 24 octobre 2002, en réaction, Donald Rumsfeld révéla l'existence au sein du Pentagone du Policy Counterterrorism Evaluation Group (PCEG). Créée après le 11 septembre, cette entité était sous l'autorité de Douglas J. Feith et était composée d'une dizaine de personnes, dirigées par Abram Shulsky. Disposant de moyens informatiques importants, le PCEG bénéficiait de deux programmes reliés directement aux bases de données de la CIA et des autres agences de renseignements. Depuis des mois donc, ces programmes lui permettaient en toute discrétion d'extraire des bases de données des services américains, toutes les informations sur l'Iraq susceptibles de n'avoir pas été exploitées ou d'avoir été écartées. En d'autres termes, les bases de données des agences américaines étaient « piratées » par les civils du Pentagone¹³¹. Ne pouvant plus dès lors compter sur la coopération de l'outil de renseignement américain, l'OSP se substitua aux agences pour recueillir, transformer et diffuser sous forme de renseignement les rumeurs et les assertions, rapportées par les exilés iraqiens d'Ahmed Chalabi et de son organisation le Conseil National Iraquien (INC). Ahmed Chalabi était considéré par la CIA comme le chef inefficace d'une organisation corrompue, uniquement douée dans le lobbying et les relations publiques. La CIA réfutait à l'INC toute compétence en matière de collecte de renseignement et la Defense Intelligence Agency considérait sans valeur aucune les informations des exilés iraqiens gravitant dans cette

¹²⁹ Michael Mann, op cité, page 300.

¹³⁰ Greg Miller et Bob Drogin, « CIA feels heat on Iraq data », The Los Angeles Times, 11 octobre 2002.

¹³¹ Jean Guisnel, op cité, pages 121-122.

sphère¹³². Un haut responsable de la CIA, Vincent Cannistro affirma qu'aucune distinction n'était faite entre renseignement et propagande, et que les prétendues sources de l'INC ne faisaient que rapporter ce qu'Ahmed Chalabi souhaitait entendre. Ce dernier était un proche de Paul Wolfowitz et de Richard Perle qui affirmèrent que l'INC était la seule force capable de mener l'opposition iraquienne au pouvoir. En fait, Ahmed Chalabi était le seul membre de l'opposition iraquienne à partager la vision des néoconservateurs et, contrairement à son concurrent, le Conseil Supérieur de la Révolution Islamique en Iraq (CSRII), il plaidait pour une gestion des richesses pétrolières iraquiennes par un consortium privé de multinationales occidentales¹³³. De son côté, le CSRII souhaitait une nationalisation des ressources pétrolifères¹³⁴. Ahmed Chalabi et ses exilés fournirent donc à l'OSP les informations sur les armes de destruction massive que la CIA refusait de prendre en considération, car sujettes à caution, et issues de source refusant de passer au détecteur de mensonge. Une fois entre les mains de l'OSP, ces informations furent « travaillées » avant d'être communiquées au pouvoir et distillées auprès des journalistes, proches du Pentagone. C'est ainsi que le 8 septembre 2002, le New York Times publia un article explosif dans lequel il affirma que l'Iraq avait repris son programme nucléaire, en important des tubes d'aluminium destinés à l'enrichissement de l'uranium¹³⁵. Cette « information », associée à celles des exilés iraqiens, selon lesquelles Saddam Hussein disposait d'un arsenal d'armes de destruction massive, rendit la menace iraquienne imminente. Selon l'article, un déserteur iraquien affirmait que l'Iraq avait maintenu sa fabrication d'armes chimiques après 1991, et avait réussi à solidifier l'agent neurotoxique XV. Quatre jours plus tard, le 12 septembre 2002, s'appuyant sur le contenu de cet article, George Bush évoqua la menace iraquienne devant l'Assemblée Générale de l'ONU. Les semaines suivantes, un certain nombre d'experts dont David Albright, physicien et ancien inspecteur de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), démontrèrent que les tubes d'aluminium ne pouvaient pas être destinés à des armes nucléaires¹³⁶. Trois mois plus tard, en janvier 2003, dans l'indifférence générale, l'AIEA déclara ces tubes d'aluminium conformes et identiques à ceux habituellement employés par l'Iraq pour ses armes conventionnelles¹³⁷.

¹³² Robert Dreyfus, « The Pentagon Muzzles the CIA », *American Prospect*, volume 13, issue 22, 16 décembre 2002, www.prospect.org/print-friendly/print/V13/22/dreyfuss.

¹³³ Sheldon Rampton et John Stauder, « Une arme de persuasion massive », Collection le pré aux clercs, 2004, page 64.

¹³⁴ « Who Will Control Iraq's Oil in Futur », Intelligence Online du 27 septembre 2002.

¹³⁵ Michael R. Gordon et Judith Miller « US says Hussein intensifies quest. For A-bomb parts », The New York Times, 8 septembre 2002.

¹³⁶ Denise Artaud, op cité, pages 116-117.

¹³⁷ Sheldon Rampton et John Stauder, op cité, page 104.

Le discours de propagande néoconservatrice fut mis en place au début de l'année 2002. Si le 16 septembre 2001, Dick Cheney déclara ne détenir aucun élément sur l'implication de Saddam Hussein dans l'attaque du 11 septembre, deux mois plus tard, il annonça la possible participation de l'Iraq à l'attaque terroriste et l'existence d'un programme nucléaire iraquien¹³⁸. Dans son discours sur l'état de l'Union, le 29 janvier 2002, six semaines après la victoire de Tora Bora en Afghanistan, George Bush élargit la lutte contre le terrorisme aux Rogue States et un mois plus tard, devant l'AEI, le 26 février 2002, il engagea les Etats-Unis à réaliser l'objectif de la démocratisation du monde arabe. Condoleezza Rice annonça la nécessité d'une réponse sérieuse au maintien du programme d'armes de destruction massive iraquien et Dick Cheney suggéra la nécessité d'un soutien populaire à une éventuelle réponse militaire¹³⁹. Au même moment, les deux néoconservateurs William Kristol et Lawrence Kaplan publièrent un livre intitulé « Notre route commence à Bagdad ». Le contenu de cet ouvrage fut repris par George Bush, le 1er juin 2002, lors d'une allocution à l'Académie militaire de West Point. Ce discours fut l'occasion pour le président de présenter sa notion de « légitime défense préventive » qui serait publiée dans la NSS trois mois plus tard. Selon lui, cette notion de légitime défense était une interprétation du droit international relatif à l'usage de la force armée. Dans le même temps, d'autres discours décrivirent la future campagne militaire en Iraq comme une partie de plaisir. Devant l'AEI, le néoconservateur Newt Gingrich affirma : « L'Iraq est le pays le plus laïc du monde arabe et celui où il est le plus vraisemblable que la démocratie puisse s'installer rapidement ». Un autre haut fonctionnaire de l'administration affirma en substance : « L'Iraq dispose de la meilleure fonction publique du monde arabe. Saddam Hussein chassé, elle se remettra au travail et administrera le pays dans le calme et la sérénité qu'assurera la police, elle aussi jugée efficace et compétente ». En octobre 2002, Dick Cheney affirma : « Nos forces vont être saluées comme des forces de libération et nous trouverons sur place une classe moyenne prête à gérer le pays ». Tout au long de cette première partie de l'année 2002, les néoconservateurs s'efforcèrent de faire croire à un accueil enthousiaste de l'armée par la population iraquienne, suivi d'un retrait rapide et d'une reconstruction du pays financée par les ventes du pétrole iraquien. Un nouveau gouvernement iraquien devait rapidement être mis en place, permettant aux troupes américaines de se retirer en laissant

¹³⁸ Scott McClellan, op cité, page 136. Début décembre 2001, Dick Cheney évoqua pour la première fois la thèse d'une rencontre, en avril 2001, entre un des membres du commando, Mohamed Atta, et un haut responsable des services de renseignement irakiens.

¹³⁹ Idem, page 136.

derrière elles un régime démocratique¹⁴⁰. Pour distiller l'idée d'une insurrection populaire imminente, en mars 2002, le quotidien *The New Yorker* rapporta une tentative de sabotage, visant des raffineries et des installations pétrolières en Iraq, menée par des dissidents soutenus par l'INC d'Ahmed Chalabi. Des missiles avaient atteint le complexe pétrolier de Baiji, au nord de Bagdad, et avaient déclenché un incendie de plus de douze heures. Selon l'article, une manifestation de force des Etats-Unis déclencherait un soulèvement immédiat contre Saddam Hussein¹⁴¹. Au printemps 2002, l'administration Bush insista plus nettement sur la dangerosité de l'Iraq, coupable selon elle de posséder ou de vouloir développer des armes prohibées, par la résolution 687 de l'ONU. Lors du discours à l'Académie militaire de West Point, le 1^{er} juin 2002, George Bush laissa entendre que des armes prohibées iraqiennes auraient pu atteindre le territoire américain. Dans deux discours, les 26 et 29 août devant les vétérans des guerres étrangères, à Nashville, puis devant les vétérans de la guerre de Corée, à San Antonio, le vice-président Dick Cheney souligna la dangerosité de l'Iraq et sa détention prochaine de l'arme nucléaire¹⁴². Cette affirmation était en contradiction avec l'ensemble des positions exprimées dans les publications spécialisées : l'Iraq n'était pas en mesure d'acquérir l'arme nucléaire avant plusieurs années¹⁴³. Le 7 septembre, le président Bush évoqua un rapport publié par l'AIEA dans lequel il était mentionné que Saddam Hussein pouvait développer une arme nucléaire en six mois. En réalité, l'AIEA n'avait jamais publié un tel rapport¹⁴⁴. Au contraire, en 1998, l'AIEA avait publié un document dans lequel elle affirmait ne pas pouvoir démontrer l'élaboration par l'Iraq d'un programme nucléaire. Le démenti de l'AIEA passera inaperçu¹⁴⁵. Le 7 octobre 2002, au Cincinnati Museum Center, lors d'un discours retransmis sur toutes les chaînes de télévision nationale, George Bush affirma que l'Iraq avait reconstruit des installations sur des sites ayant fait partie du programme nucléaire. Cette affirmation était peu de temps après démentie¹⁴⁶. Lors de la même intervention, le

¹⁴⁰ Alain Frachon et Daniel Vernet, op cité, page 163.

¹⁴¹ Sheldon Rampton et John Stauder, op cité, page 64.

¹⁴² Extrait du discours du 26 août : « Il n'y a aucun doute sur l'existence en Iraq d'armes de destruction massive que Saddam Hussein est prêt à utiliser contre ses adversaires » [...] « De plus, Saddam Hussein a repris ses efforts pour acquérir l'arme atomique. Si on le laisse poursuivre cette politique, il pourra soumettre ses adversaires au chantage nucléaire. Confrontée à cette menace, les Etats-Unis n'ont d'autres choix à son égard qu'une action préemptive ».

¹⁴³ John W Dean, op cité, page 221.

¹⁴⁴ Dana Millbank, « Pour Bush, les faits sont élastiques », *Washington Post*, 22 octobre 2002.

¹⁴⁵ Sheldon Rampton et John Stauder, op cité, page 103.

¹⁴⁶ Karen D Young, « Bush évoque un danger iraquien immédiat », *Washington Post*, 8 octobre 2002 et Louis Fischer, « la décision de partir en guerre en Iraq », *Perspectives on Political Science* 32, été 2003.

président américain évoqua la détention par l'armée iraquienne d'un avion sans pilote susceptible d'être équipé d'armes biologiques et chimiques et d'être utilisé contre les Etats-Unis. En réalité, l'avion en question n'avait pas la portée suffisante pour atteindre le territoire américain. George Bush dévoila également une information recueillie auprès d'un ingénieur iraquien de haut rang selon laquelle Saddam Hussein avait ordonné, après 1998, la poursuite du programme nucléaire iraquien. La source de cette information était Khidhir Hamza, ressortissant iraquien ayant quitté ses fonctions au sein du programme nucléaire iraquien en 1991, et son pays en 1995. L'information n'était pas contemporaine des documents de l'AIEA, publiés en 1998. Source plus sérieuse, Hussein Kamel (gendre de Saddam Hussein) avait d'ailleurs discrédité Khidhir Hamza en le qualifiant de « menteur professionnel ».

En juillet 2002, cette situation de confusion et d'avis contradictoires amena le président de la commission sénatoriale du renseignement, le sénateur Bob Graham, à demander à la CIA un rapport sur les probabilités de l'utilisation par Saddam Hussein de ses armes de destruction massive. Dans sa réponse, la CIA conclut que dans un avenir proche, cette éventualité était faible. Cet avis était étouffé par l'administration Bush et la propagande sur les armes de destruction massive maintenue et amplifiée les mois suivants. Le parti démocrate étant majoritaire d'une voix au Sénat, cette propagande devait contribuer à neutraliser le Congrès américain, où, y compris parmi les républicains, tous n'étaient pas de fervents partisans de la guerre en Iraq. Un des objectifs clés de l'administration Bush était d'obtenir du Congrès qu'il lui délègue l'autorisation de déclarer la guerre.

Outre les déclarations sur le danger des armes de destruction massive, l'administration Bush évoqua à partir de l'été 2002 l'existence d'un lien entre l'Iraq et Al-Qaeda, sans jamais en apporter la preuve. Le 27 septembre, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld prétendit « Nous avons des preuves solides de la présence en Iraq de membres d'Al-Qaeda, y compris à Bagdad. Nous avons reçu des rapports, que nous considérons comme très sérieux, de contacts terroristes à haut niveau depuis dix ans, et de possibles entraînements à l'usage d'armes chimiques et biologiques »¹⁴⁷. Plus tard, dans son discours du 7 octobre 2002, au Cincinnati Museum Center, George Bush évoqua la formation en Iraq de terroristes d'Al Qaeda. Ces affirmations reposaient sur la rumeur selon laquelle les services tchèques avaient découvert que l'organisateur des attentats du 11 septembre, Mohamed Atta avait rencontré des agents de renseignement des services

¹⁴⁷ Eric Schmitt, « Rumsfeld says US have 'bulletproof' evidence of Iraq's links to Al Qaeda », *The New Yorker*, 28 septembre 2002.

iraquiens à Prague, en avril 2001. Or au moment de la déclaration de George Bush, cette rumeur avait été démentie à plusieurs reprises¹⁴⁸. D'abord par le président tchèque, Vaclav Havel qui n'avait jamais retrouvé au sein de ses services la preuve de l'existence d'une telle rencontre et ensuite par le directeur de la CIA qui avait déclaré devant le Congrès que les Etats-Unis n'étaient pas en possession d'une pareille information¹⁴⁹. Selon des fuites britanniques, cette rumeur était née d'une querelle entre les services britanniques et tchèques. Malgré ces multiples démentis, Donald Rumsfeld maintint à maintes reprises ses allégations, affirmant avoir des « preuves en béton », jusqu'au moment où, sommé de s'expliquer, il admit le peu de fiabilité de sa source¹⁵⁰.

Au début de l'automne 2002, ces discours sur la nécessité de porter la démocratie en Iraq, sur la dangerosité des armes de destruction massive et sur les liens de Saddam Hussein avec Al Qaeda ne permirent pas d'obtenir l'adhésion populaire à la guerre en Iraq. Les déclarations à l'emporte-pièce étaient contestées par les experts et les sondages montraient une opposition de l'opinion américaine à une guerre unilatérale. Si pour les néoconservateurs, cette adhésion était secondaire, pour George Bush et Karl Rove, elle était indispensable. Les sondages attestaient d'une meilleure adhésion populaire à une guerre menée sous l'égide de l'ONU¹⁵¹. Si l'opposition de la CIA, des experts et d'une partie de la presse américaine avait participé à limiter l'impact de la propagande, cet échec était aussi imputable à une lutte d'influence au sein même de l'administration Bush.

LES LUTTES INTERNES DE L'ADMINISTRATION BUSH

En janvier 2002, cinq mois après le 11 septembre, la planification détaillée de la guerre en Iraq commença. Elle s'ouvrit sur une opposition marquée et inattendue, entre le secrétaire d'Etat à la Défense et le général Tommy Franks, commandant opérationnel de l'Etat-major militaire américain. Pour le commandement américain, envisager une seconde guerre en Iraq, au moment où le pays vivait sous la menace d'une nouvelle action terroriste était inconcevable. Une Amérique engagée sur deux fronts extérieurs serait incapable de répondre à une nouvelle attaque terroriste d'envergure. Ancien chef d'Etat-

¹⁴⁸ John W Dean, op cité, page 220.

¹⁴⁹ James Risen, « Prague dément la rencontre iraquienne », New York Times, 21 octobre 2002.

¹⁵⁰ Michael Mann, op cité, page 297.

¹⁵¹ Simon Chesterman et Heiko Nitzshke, « Les Nations Unies et la « Nation indispensable » dans l'ombre de l'Iraq », Le Banquet, NR 21, 2004/2.

major interarmées, le général Henry Shelton affirma même qu'une guerre en Iraq nuirait aux efforts entrepris dans la guerre contre le terrorisme¹⁵². En fait, l'Etat-major américain redoutait un embrasement du Moyen Orient impossible à circonscrire. Pour mener la guerre, le général Tommy Franks réclama de puissantes forces terrestres. Pour les généraux les plus anciens, la conquête requerrait une centaine de milliers de soldats mais le contrôle du territoire en demandait d'avantage. Le chef d'Etat-major, le général Eric Shinseki qui avait supervisé les forces de l'OTAN dans les Balkans fit le calcul suivant : en Bosnie, pour 5 millions d'habitants, l'OTAN avait déployé une force de stabilisation de 200 000 hommes, or en Iraq, pour 25 millions d'habitants et dans un pays beaucoup plus grand, les Etats-Unis arrivaient péniblement à aligner 140 000 hommes. Il en fallait trois fois plus. Partageant ce point de vue et responsable de la préparation de la guerre, le général Tommy Franks exigea l'envoi dans la région de plus de 200 000 hommes. Opposé à cette stratégie, Donald Rumsfeld voulait mettre en application sa doctrine militaire, exposée dans la Quadriennial Defense Review, et basée sur l'usage intensif des armes de hautes technologies. Il voulait une guerre éclair et prouver que les guerres modernes pouvaient se dérouler avec peu de troupes au sol. Le secrétaire à la Défense bénéficia du soutien inconditionnel du général Wayne Downing, en poste à la Maison Blanche, et de Randy Scheunemann, spécialiste des affaires de sécurité nationale du parti républicain. En juin 2002, pour peser de tout son poids dans la lutte d'influence en cours, le général Wayne Downing démissionna de son poste au National Security Council, pour marquer son opposition aux options retenues par l'Etat-major militaire¹⁵³. De son côté, Donald Rumsfeld obtint la mise à la retraite anticipée d'un de ses principaux adversaires, le général Shinseki¹⁵⁴. Quatorze mois durant, la lutte entre civils et militaires amena le plan de bataille OPLAN1003 à faire l'objet d'incessantes remises en cause et de va-et-vient, entre le Pentagone et l'Etat-major. Fondée sur l'expérience, l'autorité des militaires professionnels était perpétuellement malmenée et désavouée, tandis qu'au Pentagone les civils entourant Donald Rumsfeld approfondissaient leur connaissance du plan et leur capacité à diriger la future guerre. Ces allers et retours incessants du plan de bataille finirent par fissurer la cohésion de l'Etat-major et par mettre à jour des différents au sein de celui-ci. L'Etat-major divisé, les civils du Pentagone s'accaparèrent le pouvoir et le contrôle de la future opération militaire. Cette prise de pouvoir fut facilitée par la propagande permanente en faveur de la guerre et l'idée avancée dans les médias, par Kenneth

¹⁵² Bradley Graham, « Officers : Iraq could drain terror war », The Washington Post, 1^{er} septembre 2002.

¹⁵³ Jean Guisnel, op cité, pages 61 et 106.

¹⁵⁴ Alain Frachon et Daniel Vernet, op cité, page 91.

Adelman, que la guerre serait une promenade de santé. Cette idée se répandant comme une traînée de poudre, au printemps 2002, le plus gradé des militaires, le président des « joint chief of staff », Richard Myers fut contraint de dénoncer publiquement la dangerosité de cette approche¹⁵⁵. Perdant le contrôle de la guerre, dans une ultime bravade contre le Pentagone, les généraux orchestrèrent, le 5 juillet 2002, une fuite dans la presse nationale. Le New York Times publia un article d'Eric Schmitt « US plan for Iraq is said to include attack on three sides », dévoilant et dénonçant les plans du Pentagone contre l'Iraq. En réaction, la semaine suivante, dans une conférence de presse, Donald Rumsfeld qualifia ces fuites d'inexcusables et menaça leurs auteurs d'emprisonnement. Plusieurs commentateurs accusèrent le New York Times d'arrogance et qualifièrent ces fuites de trahison punissable et de stupidité criminelle¹⁵⁶. A la fin de l'automne 2002, le contrôle de l'armée par les civils du Pentagone s'afficha au grand jour lors du rappel des réservistes et du déploiement des forces armées. Profitant des dissensions de l'armée, le secrétaire d'Etat à la Défense et ses proches conseillers rejetèrent la « Time-Phased Force and Deployment Data List » et sur la base de son seul ordre de déploiement, Donald Rumsfeld se mit à exercer son contrôle sur chaque unité militaire déployée et chaque mouvement de l'armée¹⁵⁷. Ce contrôle personnel étant trop chronophage en temps, très vite le secrétaire d'Etat à la Défense limita son intervention aux déploiements des unités les plus significatives. Il s'ensuivit un processus chaotique et critique pour les forces de réserves, incapables de devenir opérationnelles sans renforts matériels et humains¹⁵⁸. Qu'il soit intentionnel ou non, ce chaos dans le processus de rappel des troupes rendit impossible toute augmentation des effectifs, comme exigée par l'Etat-major. En exerçant un contrôle personnel sur le déploiement des forces et sur son rythme, Donald Rumsfeld et les néoconservateurs s'assurèrent de la bonne marche de la guerre. La main mise sur le déploiement de l'armée rendit impossible toute interférence extérieure, susceptible de vouloir l'interrompre, le ralentir ou simplement le contrôler. La situation était telle que le 18 décembre 2002, le Washington Post révéla que les deux chefs

¹⁵⁵ L'intervention de Richard Meyers eut lieu sur CNN le 5 avril 2002. Il y affirma entre autres : « On ne peut jamais dire que ce sera du gâteau. Vous avez bien vu comme cela a été difficile en Afghanistan. Tragiquement, nous avons perdu quelques vies, et c'était un pays sans organisation militaire. On ne peut pas appliquer à l'Iraq ce qui s'est produit en Afghanistan. Et je ne dirai jamais que c'est du gâteau ».

¹⁵⁶ Jean Guisnel, op cité, pages 91-92.

¹⁵⁷ Dans la préparation des conflits, ce document fixe étape par étape le déploiement des forces américaines et ce n'est qu'après son approbation par le pouvoir civil que l'armée peut procéder à la mise en alerte des troupes, à la mobilisation et au déploiement des forces, selon une succession logiques d'étapes programmées et s'enchaînant automatiquement.

¹⁵⁸ Wesley K Clark, op cité, pages 44-45.

militaires en charge de l'offensive, le patron de l'US Army et celui du Marine Corps s'étaient vigoureusement opposés à Paul Wolfowitz, à qui ils reprochaient de trop minimiser le risque d'une guerre en Iraq¹⁵⁹. L'outil militaire sous le contrôle des néoconservateurs, eux seuls pouvaient décider ou non d'interrompre la marche à pas forcés vers la guerre. Ni le soutien de Colin Powell à l'Etat-major ni son recours ultérieur à l'ONU ne pourraient plus empêcher que la guerre se fasse, à moins d'une chute prématurée du régime iraquien. Proposée par la CIA, cette option avait été retenue, très tôt après le 11 septembre, par George Bush qui avait alloué à l'Agence 250 millions de dollars pour atteindre cet objectif (en comparaison, la CIA avait dépensé en Afghanistan 70 millions de dollars). Si cette opération secrète n'avait que 20 à 30% de chance de succès, George Bush escomptait accroître grâce à elle l'apport en renseignement sur l'Iraq¹⁶⁰. La première initiative américaine contre ce pays fut donc de désinformer les responsables iraqiens pour les convaincre de faire défection et de ne pas utiliser les armes chimiques et bactériologiques supposées à leur disposition. Des journalistes et d'anciens généraux iraqiens furent mis à contribution pour diffuser ces messages, également adressés par mail, à l'ensemble des différents dirigeants iraqiens. Les généraux et les colonels iraqiens d'origine sunnite, connus pour être mécontents du régime, reçurent sur leurs messageries des mails promettant argent et protection, en échange d'un coup de force¹⁶¹. L'objectif de cette intense guerre psychologique était de précipiter un coup d'état. Dans le même temps, la CIA infiltra en Iraq des agents de renseignement, pour renouer les contacts avec les groupes dissidents, les hauts gradés et certains responsables du parti Baas. Les liens de la CIA avec ces responsables baasistes dataient des années 80. A l'époque, l'Iraq et les Etats-Unis ayant pour ennemi commun l'Iran, la CIA noua de nombreuses relations avec les différents échelons du régime de Saddam Hussein. En renouant des contacts avec les proches du dictateur, la CIA espérait renverser le régime et éviter la guerre. Opposés à cette opération de déstabilisation, les néoconservateurs multiplièrent les critiques. Richard Perle maintint qu'il n'y avait jamais eu de relations Iraq/Etats-Unis autres que celles étroitement contrôlées par Saddam Hussein. Selon lui, la CIA avait été mise hors course de manière répétée en Iraq et allait d'erreur en erreur dans ses initiatives de recrutement. Dick Cheney, Donald Rumsfeld et l'ensemble des néoconservateurs partageaient ce point vu. Pour eux, la CIA était incompétente sur l'Iraq et ses analyses ne devaient pas compter¹⁶². Au final, les faits finirent par leur donner raison. Le 29 mars 2003, un haut

¹⁵⁹ Jean Guisnel, op cité, page 150.

¹⁶⁰ Bob Woodward, op cité, pages 506-507.

¹⁶¹ Michael Mann, op cité, page 329.

¹⁶² Jean Guisnel, op cité, page 114.

responsable de la centrale déclara à la presse que toutes les tentatives de négociation et de déstabilisation de la CIA s'étaient soldées par des échecs.

De son côté, pour enrayer cette accumulation de difficultés, au printemps 2002, le Pentagone décida d'engager en Iraq ses premières actions militaires pour s'assurer d'un impossible retour en arrière. Ces initiatives militaires s'intensifièrent à la fin de l'été 2002, au moment où étaient menées à l'ONU les après négociations diplomatiques devant aboutir à la résolution 1441. Dès juin 2002, l'armée américaine commença des opérations militaires aériennes, destinées à mettre hors de combat les défenses anti-aériennes et les batteries de missiles et d'artilleries à longue portée de l'armée iraquienne. Ces bombardements ciblés permirent de détruire l'ensemble du réseau de communication et de désorganiser le commandement militaire iraquien, tout ceci à partir du milieu de l'année 2002, sous couvert de représailles contre les tentatives iraquiennes d'empêcher les vols de la coalition. Le général Wesley Clark déclarera ultérieurement que ces opérations militaires étaient des missions préalables à la « préparation du champ de bataille ». Ceci était confirmé par Dick Cheney le 16 décembre 2002. Opposé au passage devant l'ONU et pour le contrecarrer, le vice-président annonça à l'opinion publique américaine que les pilotes américains avaient commencé à attaquer les centres de direction des forces militaires aériennes et les centres de communications iraqiens. Cet aveu en pleine négociation onusienne conduisit le ministre des Affaires Etrangères russe à critiquer fermement les bombardements en Iraq¹⁶³. A l'amorce des négociations sur la résolution 1441, l'armée américaine avait déjà engagé le conflit et procédait régulièrement à des lâchers d'imprimés, à des intrusions Internet et aux brouillages des fréquences radios¹⁶⁴. Sur le plan des préparatifs terrestres, en septembre 2002, la 3^{ième} division d'infanterie de l'armée US occupa les sites d'équipement positionnés dans le désert du Koweït et commença son entraînement. En octobre, huit cargos de l'US Navy d'une capacité de 56 000 tonnes et capables de traverser la distance entre l'Iraq et les Etats-Unis en dix huit jours, commencèrent des rotations pour emporter dans le Golfe tout ce dont les combattants avaient besoin. Ces bâtiments furent accompagnés d'une noria de bateaux militaires et civils¹⁶⁵. Le 21 octobre 2002, George Bush autorisa la constitution d'une armée de plus de 5 000 exilés iraqiens et à la fin du mois de novembre 2002, les éléments du quartier général de campagne furent installés et des exercices de commandement furent menés pour affiner les plans

¹⁶³ Denise Artaud, op cité, page 122.

¹⁶⁴ Wesley K Clark, op cité, pages 39-44.

¹⁶⁵ Jean Guisnel, op cité page 145.

de la future bataille¹⁶⁶. Dans le même temps l'administration Bush demanda aux commandements militaires régionaux (STRATCOM), d'étudier la possibilité d'utiliser des armes nucléaires pour attaquer les installations souterraines et les sites de production chimique et biologique iraqiens¹⁶⁷. A partir de l'année 2003, le déploiement des troupes américaines s'accéléra avec l'annonce de l'envoi de 100 000 hommes supplémentaires, au Koweït, issus de la 1^{ère} division de cavalerie, de la 82^e division aéroportée et de la 101^e division d'assaut aéroportée. Ces troupes au sol furent complétées par l'envoi de plusieurs unités aériennes et de deux porte-avions supplémentaires avec leurs escadres de douze bâtiments. Le porte-avion Harry Trumann se trouvait en mer Méditerranée, l'Abraham Lincoln dans l'Océan indien et le Constellation dans le Golfe. A la fin de février 2003, 160 000 soldats américains étaient déployés dans le golfe. Les civils du Pentagone n'en voulaient que 60 000 et les généraux de l'Etat-major en exigeaient 200 000 à 250 000. En réalité, sur ces 160 000 soldats, les généraux ne pouvaient compter que sur 20 000 combattants réels, pour envahir un pays aussi grand que la France et comptant 25 millions d'habitants¹⁶⁸.

L'INITIATIVE DE COLIN POWELL

Pour avoir vécu la guerre du Vietnam et avoir été chef d'Etat-major lors de la première guerre du golfe, Colin Powell estimait le contrôle du terrain et la victoire finale impossibles dans de telles conditions. Exprimé dans sa doctrine, son point de vue était que seule la certitude de la victoire et une stratégie de sortie bien définie autorisaient l'entrée en guerre. Ceci imposait de mener la guerre avec des forces terrestres largement supérieures à celles de l'adversaire. La « doctrine Powell » préconisait la supériorité numérique et une prudence stratégique maximale. Certain de la victoire, Donald Rumsfeld voulait quant à lui réduire les effectifs au sol. Pétrit de certitude, depuis la victoire des armes de hautes technologies en Afghanistan, le secrétaire d'Etat à la Défense souhaitait démontrer qu'il avait transformé avec succès l'armée américaine et qu'elle pouvait se projeter victorieusement, avec peu de force, sur des théâtres de combats éloignés. Il voulait rendre caduque la « doctrine Powell », en imposant sa stratégie. Le Pentagone préparant seul et en secret la guerre, la marge de manœuvre de Colin Powell pour contrer Donald Rumsfeld fut étroite, voire inexistante. Seule une approche multilatérale de la future guerre en Iraq pouvait permettre d'imposer une stratégie militaire différente. Une implication des Nations Unies pouvait

¹⁶⁶ Denise Artaud, op cité, page 124.

¹⁶⁷ Michael Mann, op cité, page 304.

¹⁶⁸ Jean Guisnel, op cité, page 146.

élargir l'alliance autour des Etats-Unis, et apporter l'expertise de « state building » indispensable à la victoire. L'Organisation internationale était la seule à pouvoir imposer à Donald Rumsfeld « la porte de sortie » manquant à sa stratégie. En voulant impliquer l'ONU dans le futur conflit, Colin Powell ne chercha pas à éviter la guerre mais à la gagner. Ce malentendu sur ses motivations réelles accentua la crise iraquienne au sein du Conseil de Sécurité.

En ce début d'année 2002, l'Etat major militaire étant en difficulté face aux civils du Pentagone, il devint opportun au secrétaire d'Etat de démontrer l'efficacité de l'ONU et la faisabilité d'une guerre multilatérale. Les néoconservateurs divisés sur la question israélo-palestinienne et sur leur soutien à Ariel Sharon, Colin Powell profita d'une explosion de violence dans les territoires occupés, pour engager une brillante diplomatie multilatérale¹⁶⁹. A l'hiver 2002, Ariel Sharon entretint une politique de répression intransigeante à l'égard des Palestiniens. En janvier, le quartier général de l'Autorité palestinienne fut bombardé et les chars israéliens pénétrèrent en profondeur dans Ramallah. La situation dégénérant et le conflit s'intensifiant, le 7 mars, Colin Powell interpella Ariel Sharon en affirmant : « Si vous déclarez la guerre aux Palestiniens pensant que vous pourrez résoudre les problèmes en voyant combien de Palestiniens il vous est possible de tuer, je ne saisis pas à quoi cela nous avance » et le 12 mars, sur initiative américaine, le Conseil de Sécurité adopta à l'unanimité la résolution 1397 préconisant pour la première fois la création d'un Etat palestinien à côté d'Israël¹⁷⁰. Dans la foulée, le 14 mars, un proche de Colin Powell, le général Anthony Zinni se rendit en Israël pour faciliter une amorce de dialogue entre les belligérants. De son côté, en tournée dans les pays arabes de la région, Dick Cheney n'obtint pas les soutiens escomptés à la guerre en Iraq. La plupart des dirigeants arabes estimaient qu'une attaque américaine contre l'Iraq serait interprétée comme une guerre de l'Occident contre l'Islam et il leur était impossible de la soutenir, sans risquer de déstabiliser leur régime¹⁷¹. N'ayant obtenu aucun soutien, le 18 mars 2002, Dick Cheney arriva à son tour en Israël, avec la ferme intention de renforcer l'alliance avec ce partenaire, unique soutien à la future guerre en Iraq¹⁷². Cette alliance scellée, le 19 mars, l'armée israélienne annonça son retrait des territoires palestiniens de Bethléem et du nord de la bande de Gaza. Quelques jours plus tard, malgré l'absence de nombreux chefs d'Etat, le sommet de la

¹⁶⁹ Alain Frachon et Daniel Vernet, op cité, pages 167/181.

¹⁷⁰ Michael Mann, op cité, pages 131-135 et Irwin ARIEFF, « Le Conseil de sécurité de l'ONU évoque un état palestinien », Libération, 13 mars 2002.

¹⁷¹ Denise Artaud, op cité, pages 132-137.

¹⁷² Ronald Brownstein, « Les républicains de plus en plus proches d'Israël », Courrier internationale (Los Angeles Times), nr 597, du 11-17 avril 2002.

Ligue arabe adopta le plan de paix, dit « Initiative de paix arabe », concocté quelques semaines plus tôt par le prince héritier saoudien Abdallah Ben Abdel-Aziz. Ce sommet marqua un rapprochement entre l'Iraq et le Koweït, et l'adoption d'une résolution dénonçant les menaces d'agression contre les pays arabes et le refus total de frappes contre l'Iraq. Ce plan n'ayant les faveurs ni des néoconservateurs ni d'Ariel Sharon, ce dernier profita d'une vague d'attentats meurtriers pour engager, le 29 mars, l'opération « Mur de protection ». Des centaines de chars israéliens prirent d'assaut les territoires palestiniens et le quartier général du chef de l'Autorité palestinienne fut assiégé. En réaction à cette agression, dès le lendemain, Colin Powell fit adopter par le Conseil de Sécurité la résolution 1402 demandant un véritable cessez-le-feu, le retrait des troupes israéliennes des villes palestiniennes et la cessation immédiate de tous les actes de violence. Le 4 avril, une seconde résolution fut votée et, le 8 avril 2002, Colin Powell fut envoyé en Israël pour faire entendre raison à Ariel Sharon. Encouragé par son secrétaire d'Etat, George Bush demanda à Israël de mettre fin aux incursions dans les zones sous contrôle palestinien et d'amorcer le retrait des villes occupées depuis peu. Le président demanda que l'implantation israélienne dans les territoires occupés cesse¹⁷³. A son arrivée en Israël, Colin Powell eut la désagréable surprise de ne pas pouvoir s'entretenir avec Ariel Sharon. Par l'entremise des néoconservateurs, celui-ci fit pression sur George Bush et refusa de rencontrer le secrétaire d'Etat. Dans le même temps, via Condoleezza Rice, Dick Cheney et Donald Rumsfeld interdirent à Colin Powell de rencontrer Yasser Arafat. Dans l'impossibilité de rencontrer les belligérants, la mission de Colin Powell tourna au ridicule. L'hostilité des opinions publiques arabes se faisant croissante et de plus en plus violente contre l'Amérique, le secrétaire d'Etat passa outre les exigences du vice-président et rencontra à deux reprises Arafat. Dès lors, décidé à accentuer la pression et la violence contre les Palestiniens, Ariel Sharon provoqua les exactions du camp de Jénine¹⁷⁴. Abasourdi par la violence israélienne (sur insistance de Dick Cheney), George Bush décida d'abandonner son bras de fer avec le leader israélien, pour revenir à une position conforme aux attentes néoconservatrices.

Discrédité et violemment critiqué à Washington, Colin Powell était contraint d'annoncer son départ d'Israël pour un entretien avec George Bush¹⁷⁵. A son retour, un débat houleux s'engagea au sein du cabinet présidentiel. Préconisant de la cohérence dans la lutte contre le terrorisme, Dick Cheney et Donald Rumsfeld

¹⁷³ Michael Mann, op cité, pages 131-135.

¹⁷⁴ « Les morts de Jénine entravent la mission de Colin Powell », Le Monde, 13 avril 2002.

¹⁷⁵ Bob Woodward, op cité, pages 497-501.

estimèrent nécessaire que les Etats-Unis soutiennent Ariel Sharon dans sa lutte contre le terrorisme palestinien¹⁷⁶. La perspective de la guerre en Iraq justifia ce soutien à Israël, seul Etat du Moyen Orient à soutenir la future guerre¹⁷⁷. Cet argument porté à la connaissance du Secrétaire d'Etat, Colin Powell put dès lors s'immiscer dans la préparation de la guerre et ce au moment même où son Département venait de démontrer l'efficacité de la diplomatie onusienne. Jamais, le Conseil de Sécurité n'avait fait preuve d'une aussi grande homogénéité et rapidité sur ce sujet si difficile et compliqué. L'efficacité et la facilité avec laquelle Colin Powell avait obtenu le soutien des membres du Conseil de Sécurité contredisaient les positions néoconservatrices sur le danger d'un enlèvement onusien. Cette initiative permit à Colin Powell d'afficher par ailleurs sa loyauté envers la Maison Blanche quand, isolé et accablé en Israël, il se résigna à une obéissance sans concession. L'argument d'un enlèvement onusien avait perdu en vigueur et l'obéissance de Colin Powell avait rassuré George Bush sur ses intentions. A compter de ces événements, informé officiellement de la guerre en Iraq, le Département d'Etat et Colin Powell eurent toute légitimité pour interférer dans les préparatifs de la guerre. Sa première initiative fut de faire étudier tous les scénarios de guerre en Iraq et d'établir une liste des priorités. Cette tâche fut confiée à un

¹⁷⁶ Denise Artaud, op cité, pages 132-137.

¹⁷⁷ Patrick Jarreau, « M. Bush renvoie les travaux du quartet à l'après élection israéliennes », *Le Monde*, 22 décembre 2002 et Peter Slevin « Mideast Plan Not ray Bush Says », *The Washington Post*, 23 décembre 2002. Pour mettre fin à cette approche multilatérale initiée par Colin Powell, le 17 avril, le porte parole de la Maison Blanche déclara : « Le président a travaillé, travaille et continuera à travailler avec Ariel Sharon pour parvenir à la paix dans cette région. Le président pense qu'Ariel Sharon est un homme de paix ». En mai 2002, à l'intention d'Ariel Sharon, George Bush affirma : « Je ne dirai jamais à mon ami, le premier ministre, ce qu'il doit faire pour régler ses problèmes... C'est à lui de décider, en tant que représentant officiel démocratiquement élu ». Interrogé sur les exactions israéliennes en Cisjordanie, George Bush dira : « Israël a un droit de légitime défense ». Sur le plan des négociations internationales, le désengagement américain se concrétisa, le 10 avril 2002, par la création à Madrid d'un quartet, USA, ONU, Union européenne et Russie qui dilua la responsabilité américaine tout en maintenant un semblant de pression internationale sur Israël. Au cours de cette réunion, ce quartet demanda sans succès un retrait immédiat de l'armée israélienne. En juillet 2002, lors d'une nouvelle réunion du quartet, George Bush demanda l'éviction de Yasser Arafat du pouvoir, affirmant en substance la méfiance internationale à l'égard du gouvernement palestinien en formation. Les autorités palestiniennes encourageant le terrorisme, les Etats-Unis n'apporteraient pas leur appui à l'établissement d'un état palestinien, tant que ses dirigeants ne se seraient pas engagés dans la lutte contre le terrorisme. Naturellement, les représentants de la Russie, de l'Union européenne et de l'ONU marquèrent leur désaccord avec cette demande. Le 17 septembre 2002, juste après le discours de George Bush sur l'Iraq devant l'Assemblée Générale de l'ONU, le quartet adopta un vague plan en trois étapes pour pacifier les relations israélo-palestiniennes et le 20 décembre 2002, à la demande d'Ariel Sharon, George Bush s'opposa à l'adoption d'un programme plus précis, avant la tenue des élections législatives israéliennes du 28 janvier 2003.

haut fonctionnaire, Thomas Warrick qui remit quelques semaines plus tard un volumineux document intitulé « The futur of Iraq ». Il s'agissait d'une compilation de préconisations, à faire ou à ne pas faire. Il conseilla entre autres, d'empêcher l'effondrement de l'ordre public et le démantèlement de l'armée iraquienne. Malgré son objectivité et sa pertinence, « The futur of Iraq » pâtit de la vision pessimiste et désastreuse qu'il dressait de la guerre en Iraq. Obnubilée par son aventure iraquienne, l'administration Bush récusait toute approche négative de la guerre, refusant de tenir compte de tout ce qui pouvait entraver la bonne marche de celle-ci. A la Maison Blanche, Dick Cheney et Lewis « Scooter » Libby ignorèrent les mises en garde de ce document et, idem au Pentagone, où, ni Paul Wolfowitz, ni Douglas Feith, ni William Lutti, ni Abram Shulsky (qui composaient le bureau du secrétaire à la Défense) n'écoutèrent Colin Powell. Donald Rumsfeld ne lut pas le document et deux mois avant la guerre, quand le général Gardner (désigné pour gérer l'après-guerre) suggéra d'utiliser Thomas Warrick, le secrétaire d'Etat refusa cette suggestion incongrue. L'administration Bush refusant de l'entendre, à l'été 2002, Colin Powell comprit que seule une décision présidentielle pouvait imposer une approche multilatérale au futur conflit en Iraq. Colin Powell savait George Bush pétri de certitude et doublement converti, « Born again christian » depuis 1980, et néoconservateur depuis le 11 septembre 2001. N'ayant pu convaincre l'entourage présidentiel, comment pouvait-il imaginer convaincre le président américain de la contradiction qui existait dans le fait de vouloir exporter par la force la démocratie en Iraq ?¹⁷⁸ Pour arriver à ses fins, Colin Powell perçut la nécessité de nouer une réelle relation avec le président, seule capable de lui autoriser un discours direct et franc. A de multiples occasions Dick Cheney et Donald Rumsfeld avaient exprimé leurs arguments au président, lui pas. A la fin du printemps 2002, par l'intermédiaire de Condoleezza Rice, le Secrétaire d'Etat commença à demander chaque semaine des entretiens privés avec George Bush, mais ces réunions formelles ne suffirent pas à rapprocher les deux hommes. Le président restait une énigme pour Colin Powell. C'est au milieu de l'été, au hasard d'une rencontre à la Maison Blanche, qu'une longue conversation anodine permit au secrétaire d'Etat d'atténuer la distance le séparant de George Bush. Début août, les préparatifs de guerre s'intensifiant, Colin Powell se décida à lui exprimer ses convictions. Le 5 août, au soir, il obtint d'être invité en compagnie de Condoleezza Rice à un dîner à la résidence pour s'entretenir avec George Bush. Sans tergiverser, le secrétaire d'Etat dressa un tableau sombre des conséquences d'une guerre en Iraq. Il évoqua le risque de déstabilisation des alliés des Etats-Unis au Moyen Orient, les contrecoups diplomatiques et

¹⁷⁸ Alain Frachon et Daniel Vernet, op cité, page 165.

économiques de la guerre et le coût d'une occupation de l'Iraq après la victoire. Qu'advierait-il après la victoire certaine de l'Amérique ? Un général américain pourrait-il diriger un pays arabe ? Insistant sur l'après-guerre, Colin Powell s'interrogea sur la définition de la victoire et finit par affirmer : « C'est bien de dire que nous pouvons le faire unilatéralement, sauf que vous ne le pouvez pas ». Il souligna l'absence de soutien de l'Arabie Saoudite, l'imprévisibilité de Saddam Hussein capable d'attaquer Israël avec des armes de destruction massive, et l'Afghanistan, où Ben Laden restait introuvable. Intrigué par la qualité des arguments et l'engagement personnel de son interlocuteur, le président écouta et posa de nombreuses questions, encourageant son secrétaire d'Etat à aller de l'avant. Pour conclure, sachant l'inclination présidentielle à vouloir trouver des solutions, Colin Powell affirma : « Vous pouvez toujours proposer une coalition ou une action des Nations Unies pour faire ce qui doit être fait ». Après deux heures d'entretien, les Nations Unies devinrent une solution pour mener victorieusement la guerre en Iraq.

Le 14 août (George Bush en vacances), une réunion des hauts responsables s'organisa à Washington sur la guerre en Iraq. S'abritant derrière les attentes de Tony Blair (favorable à un détour par l'ONU), Colin Powell profita de cette réunion pour insister sur la nécessité de satisfaire cet allié et sur l'utilité d'une coalition internationale¹⁷⁹. Aidé par la qualité et l'accueil favorable de sa dernière prestation auprès du président, il persuada ses adversaires du peu de risque à solliciter le Conseil de Sécurité. Le président devant prononcer un discours devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, le secrétaire d'Etat proposa de mettre à profit cette occasion pour évoquer l'Iraq. Principale préoccupation de l'Amérique, ce sujet ne pouvait pas selon Condoleezza Rice ne pas être abordé lors du discours. L'Iraq devait être à l'ordre du jour de l'intervention présidentielle. Evoquant les tergiversations, les compromis et les retards d'un détour onusien, les néoconservateurs proposèrent d'évoquer les valeurs américaines, voire les problèmes du Proche Orient, sans faire mention de l'Iraq. De son côté, craignant qu'éluder la question iraquienne ne minimise la menace et son sérieux, Dick Cheney préconisa d'aborder l'Iraq via la responsabilité de l'ONU dans l'échec de ce dossier. La question si chère à Colin Powell d'une sollicitation ou non de l'ONU resta en suspens. Deux jours plus tard, le 16 août, ces hauts responsables s'entretinrent en vidéo conférence avec le président et s'entendirent tous pour réclamer un soutien de l'ONU. Colin Powell faisant remarquer qu'une guerre unilatérale en Iraq serait difficile, Dick Cheney et Donald Rumsfeld confirmèrent au président l'opportunité de passer devant l'ONU¹⁸⁰. Cette unanimité nouvelle encouragea

¹⁷⁹ Bob Woodward, *op cite*, pages 508-514.

¹⁸⁰ Steven Weisman, « A long Winding Road to a Dimomatic Dead End », New York

George Bush à décider le passage devant l'ONU.

Pendant plus de neuf mois, et durant toute la négociation onusienne, laissant croire la guerre hypothétique, l'administration Bush trompa l'opinion américaine, son allié britannique et les membres du Conseil de Sécurité. Cette lutte interne aura une autre conséquence inattendue : la décision du président américain de confier au Pentagone la gestion de l'immédiat après-guerre, contre l'avis de Donald Rumsfeld qui affirmait que l'après-guerre n'était pas du ressort de l'armée. Ce dernier n'avait qu'un souhait : « rapatrier les troupes au plus vite »¹⁸¹. Cette décision présidentielle était dictée par l'attitude trop « munichoise » du Département d'Etat. Ce dernier ayant une vision trop pessimiste de la guerre, le président jugea ne pas pouvoir lui faire confiance...

En réalité, Colin Powell avait emporté la décision parce qu'à la fin de l'été 2002, sa démarche apporta à la Maison Blanche une solution d'attente à l'insuffisante adhésion de l'opinion publique américaine à la guerre. Les divers discours, mensonges et extrapolations de la propagande n'avaient pas atteint leur objectif. Pour enrayer l'enquête parlementaire sur le 11 septembre et réajuster le discours de propagande, la Maison Blanche devait gagner du temps, tout en accentuant l'idée de l'imminence de la guerre, d'où l'intérêt nouveau porté aux arguments du Secrétaire d'Etat. Ce détour par l'ONU offrit à Karl Rove et à George Bush l'opportunité d'user de ce forum international pour accroître l'idée de la menace iraquienne et de l'urgence à agir, tout en retardant le passage à l'acte, le temps d'une refonte de la propagande. La Maison Blanche ne pouvant pas prendre le risque de mener une guerre rejetée par l'opinion américaine, le détour onusien participa à la marche vers la guerre. Condoleezza Rice, Dick Cheney et Donald Rumsfeld en étaient pleinement conscients¹⁸². Le soutien ou non de l'ONU importait peu à la Maison Blanche et au Pentagone. C'est à l'autonome, au retour de congés du président et après la saisine de l'ONU que Colin Powell comprit la futilité de son initiative et le peu d'impact de ses arguments. La Maison Blanche et le Pentagone n'entendaient pas s'engager dans une guerre multilatérale. Les arguments de Colin Powell en faveur d'un cadre multilatéral, seul susceptible d'accroître les effectifs et d'offrir la victoire, furent acceptés par George Bush pour d'autres raisons.

Times, 17 mars 2003.

¹⁸¹ Alain Frachon et Daniel Vernet, op cité, page 189. L'échec de l'après-guerre a mis un terme aux ambitions néoconservatrices de propager la démocratie à travers le Grand Moyen Orient et conduisit ces derniers à accuser Donald Rumsfeld d'être à l'origine du fiasco de l'après-guerre et de leur échec. Dans un entretien au Nouvel Observateur, en novembre 2003, Bill Kristol dira « la gestion de Donald Rumsfeld a été calamiteuse ».

¹⁸² Scott Mc Clellan, op cité, pages 119-121.

La Maison Blanche devait réorganiser sa propagande et inscrire sa démarche dans le cadre onusien, si elle voulait mener sa guerre. La décision de passer par l'ONU n'a pas été dictée par un souci de légitimité. Cette décision fut le fruit d'un concours de circonstance et d'un calcul politicien. Il a fallu qu'une guerre larvée entre deux courants s'envenime pour que l'ONU soit saisie. Pourtant, depuis la première guerre du Golfe, l'ONU était au cœur de la problématique iraquienne et indissociable de celle-ci. Le pétrole iraquien était sous contrôle onusien et le pays sous le joug des sanctions du Conseil de Sécurité. La légitimité de l'ONU à traiter de la question iraquienne était incontestable et l'ensemble de la communauté internationale s'accordait sur ce point, y compris les alliés les plus fidèles des Etats-Unis. La légalité et la légitimité de la guerre étaient inconcevables hors cadre onusien. Cependant, c'est une guerre unilatérale qui avait été décidée par l'administration Bush au lendemain du 11 septembre 2001. Le passage devant le Conseil de Sécurité était une diversion pour mieux atteindre cet objectif.

UNE ETAPE ONUSIENNE INDISPENSABLE

Si les motivations de l'administration Bush de passer devant l'ONU étaient contestables, de nombreux éléments plaidaient en faveur d'une participation de l'Organisation à toute initiative ayant trait à l'Iraq. Depuis plus de douze années, les Nations Unies avaient traité tous les soubresauts de la situation iraquienne et l'Etat iraquien demeurait sous le joug de plusieurs résolutions onusiennes. Au fil des ans, l'ONU était devenue un élément de la vie quotidienne iraquienne et, sans le vouloir, permettait au régime de Saddam Hussein d'apparaître en acteur diplomatique de la scène internationale. Légitime par l'ancienneté de son implication, l'ONU l'était aussi aux yeux de nombreux alliés des Américains, britanniques en tête, pour qui une action militaire sans soutien onusien était une erreur. Indispensables au déploiement militaire américain, la Turquie et l'Arabie Saoudite demandaient une plus grande implication des Nations Unies dans le scénario qui se dessinait. Sans ce soutien, il leur était difficile de participer à l'action militaire envisagée par les Etats-Unis. L'Organisation internationale était de fait incontournable et les néoconservateurs en étaient pleinement conscients, d'où leurs multiples initiatives pour organiser la légalité d'une guerre unilatérale dans la NSS et ensuite pour réduire et contraindre la pesanteur onusienne, en cas d'un détour éventuel par le Conseil de Sécurité. Colin Powell l'emportant finalement, l'administration Bush n'hésita pas à

organiser une immense opération d'espionnage à l'encontre des Nations Unies et des représentations diplomatiques des Etats membres.

L'ONU AU CŒUR DE LA PROBLEMATIQUE IRAQUIENNE

En envahissant le Koweït en août 1990, l'Iraq ouvrit une nouvelle page de sa longue histoire. Immédiatement saisi, le Conseil de Sécurité de l'ONU vota plusieurs résolutions, dont les résolutions 661 du 6 août 1990 et 665 du 25 août 1990. Elles instituaient un système de sanctions globales et organisaient un embargo sous contrôle militaire de l'Iraq, pendant que les Etats-Unis gelaient les avoirs iraquiens et koweïtiens. Les négociations s'étaient engagées sous de mauvais auspices, Saddam Hussein exigeant d'être traité sur un pied d'égalité avec la première puissance mondiale et entendant inclure dans les discussions la question palestinienne. Ces exigences étant jugées irrecevables, une ultime rencontre eut lieu, à Genève, le 19 janvier 1991, entre le secrétaire d'Etat James Baker et le ministre des Affaires Etrangères iraquiennes, Tarek Aziz. Ces pourparlers donnèrent le temps aux Etats-Unis de réunir une coalition de 27 pays et d'obtenir de l'ONU, la résolution 678 du 29 novembre 1990, autorisant le recours « à tous les moyens nécessaires » au cas où l'Iraq ne se serait pas retiré du Koweït le 15 janvier 1991. Saddam Hussein ne s'exécutant pas, la guerre débuta le 17 janvier et permit la libération du Koweït en quelques jours. Cette guerre s'était effectuée sous le contrôle du Conseil de Sécurité mais pas sous son autorité. Aucune responsabilité effective n'avait été attribuée au comité d'Etat-major de l'ONU. Vaincu, Saddam Hussein se résigna à accepter un régime de sanctions draconiennes, imposant la destruction de son arsenal militaire, en préalable à toute levée d'embargo. La résolution 687 du 3 avril 1991 établit une zone démilitarisée, sous contrôle d'une force de paix (la MONUIK), à la frontière entre l'Iraq et le Koweït, et la résolution 688 du 5 avril 1991 institua deux zones d'interdiction de vols, au nord et au sud de l'Iraq¹⁸³. La résolution 687 soumit l'Iraq à un régime coercitif à vocation permanente (en termes de désarmement) et à un ensemble de restrictions en matière économique, doublé d'un contrôle total du commerce du pétrole. Les paragraphes 11 et 12 de la résolution instituèrent le contrôle

¹⁸³ Ces zones d'interdiction étaient appelées « Porvide Comfort », au nord du 36^{ième} parallèle et « Southern Watt » au sud du 32^{ième} parallèle. Cette dernière sera étendue ultérieurement au 33^{ième} parallèle par décision unilatérale des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Outre la mise en place de ces zones d'interdiction de vols, la résolution 688 était surtout l'expression de la condamnation de la communauté internationale des crimes du régime iraquien contre ses populations civiles kurdes et chiites.

des violations par l'Iraq de ses engagements, au titre du Traité de non-prolifération, ratifié par l'Iraq en octobre 1969. La mise en œuvre des mesures liées au désarmement fut confiée à l'AIEA, pour le volet nucléaire, et à l'UNSCOM (Commission spéciale des Nations Unies) pour le volet balistique, biologique et chimique. Outre le contrôle des ventes de certains matériaux à l'Iraq, les inspecteurs onusiens furent autorisés à se déplacer sur l'ensemble du territoire iraquien, à consulter tout document et à auditionner toute personne susceptible de les aider. De 1991 à 1998, ils organisèrent deux cent cinquante inspections (cinq cents selon l'Iraq) et installèrent tout un arsenal de systèmes de surveillance automatique sur les sites suspects¹⁸⁴. A leur grande surprise, ils découvrirent un arsenal de 16 mille bombes conventionnelles, de 110 mille roquettes et obus d'artillerie et de 75 missiles de type SCUD, susceptibles de transporter des matières chimiques ou biologiques. A grand renfort de publicité, ces armes touchées par l'embargo furent détruites à la dynamite et enterrées dans des fosses. Ces succès laissèrent croire à la communauté internationale que d'immenses progrès avaient été accomplis en Iraq, mais Saddam Hussein avait pris soin de dissimuler aux inspecteurs une somme considérable de documents ayant trait à son programme d'armement. Ces dossiers contenaient les informations techniques des armes chimiques et biologiques iraqiennes, et l'état d'avancement des tentatives d'acquisition de l'arme nucléaire. Ils furent découverts grâce à la défection, en 1995, du gendre de Saddam Hussein, Hussein Kamal, responsable pendant dix ans des programmes de développement des armes de destruction massive du régime iraquien. L'intéressé avait fui l'Iraq pour la Jordanie, emportant dans ses valises les précieuses informations, communiquées aux envoyés spéciaux de l'ONU¹⁸⁵. Elles révélèrent l'existence de plusieurs filières iraqiennes de production d'uranium enrichi, utilisant chacune des procédés différents¹⁸⁶. Impressionnés par le contenu de ces documents et l'étendue de la dissimulation

¹⁸⁴ Jean Guisnel, op cité, page 11.

¹⁸⁵ Shyam Bhatia et Daniel McGrory, « Brighter than the Bagdad Sun. Saddam Hussein's Nuclear Threat to the United States », Regnery Publishing, Washington, 2000, pages 265-281.

¹⁸⁶ Jean Guisnel, op cité, page 27. L'auteur s'appuie sur l'article de Joseph Cirincione, John B. Wolfsthal et Miriam Rajkumar, « Dealy Arsenals. Tracking Weapons of mass Destruction », Carnegie Endowment for International Peace, Washington, 2002, page 274. Marié à une fille de Saddam Hussein, le général Hussein Kamel Hassan avait été ministre de l'industrie et de l'industrialisation militaire, et à ce titre responsable de l'ensemble des programmes d'armement nucléaire, biologique et chimique. Après la guerre, il avait été nommé ministre de la Défense et avait dirigé la répression contre la rébellion kurde et l'insurrection des chiites du sud de l'Iraq. Le 8 août 1995, il quitta l'Iraq pour la Jordanie avec sa femme et ses enfants et des dizaines de milliers de documents. Après avoir été entendu à Amman par les inspecteurs de l'ONU et les services de renseignement américains, en février 96, il rejoignit Bagdad où il fut assassiné avec son frère et sa famille.

iraquienne, l'UNSCOM redoubla d'efforts et renforça ses contrôles. L'année 1995 fut aussi marquée par le vote au Conseil de Sécurité de la résolution 986 du 14 avril 1995, créant le programme « pétrole contre nourriture ». La catastrophe humanitaire provoquée par l'embargo imposa à la communauté internationale de rechercher une solution susceptible d'aider l'Iraq, sans avoir à assouplir ses mesures draconiennes. La résolution 986 offrit à l'Iraq la possibilité de vendre du pétrole pour financer l'achat de fournitures humanitaires. Ce programme permit de surveiller les exportations pétrolières iraqiennes et de veiller à l'utilisation des fonds au profit de la population iraquienne. Dans un premier temps, prenant son peuple en otage, Saddam Hussein refusa d'appliquer ces mesures, provoquant une explosion de la mortalité infantile. Pris au piège, l'ONU accepta quelques concessions et un mémorandum d'accord fut signé le 20 mai 1996. Saddam Hussein y obtint de pouvoir choisir ses futurs clients et les sociétés chargées de lui fournir les produits humanitaires. L'exécution du programme ne commença qu'en décembre 1996. Un fond spécial de l'Organisation internationale fut ouvert pour recueillir le produit des ventes du pétrole et pour régler les achats alimentaires de l'Iraq. Cependant, une faille du système permit à Saddam Hussein de bénéficier de dessous de table et d'organiser une contrebande de pétrole avec ses pays voisins, Emirats Arabes Unis, Jordanie, Syrie, Turquie et Iran. Malgré les demandes répétées du lobby pétrolier américain pour le retour du pétrole iraquien sur le marché international, l'administration américaine refusa de lever les sanctions, pour mettre fin à ces abus. En fait depuis 1991, les Etats-Unis attendaient d'une application stricte et durable des sanctions onusiennes, la chute de Saddam Hussein. En 1994, le secrétaire d'Etat, Warren Christopher affirma que le respect inconditionnel des résolutions de l'ONU entraînerait la chute du régime de Saddam Hussein. Les sanctions économiques devaient conduire au soulèvement de la population iraquienne et les conséquences humanitaires des sanctions importaient peu¹⁸⁷. Désapprouvée par les autres membres permanents du Conseil de Sécurité, cette politique d'endiguement n'aboutit pas aux résultats escomptés et provoqua une situation réprochée par tous : ni un changement de conduite ni un changement de régime¹⁸⁸. Les acteurs de la communauté internationale étaient lassés de ces années d'embargo et de l'entêtement américain. Par ailleurs, la manne financière issue des détournements conduisit les économies jordanienne, syrienne et turque à dépendre du non respect de l'embargo. Conscient de ces dysfonctionnements, le Conseil de Sécurité resta paralysé par le désaccord de ses membres. Aux Etats-Unis, pour rompre cette paralysie, les néoconservateurs firent voter la loi « Iraq Liberation Act » et

¹⁸⁷ Michael Mann, op cité, page 311.

¹⁸⁸ Kenneth Pollack, « The Threatening Storm : The Case for Invading Iraq », page 106.

amenèrent la politique américaine « d'impeachment » à laisser place à une politique unilatérale et agressive. Fin 1997, le renforcement des inspections à la suite de la défection de Kamel Hussein et les tensions provoquées par les violations de l'embargo conduisirent à une nouvelle crise aiguë. Conscient de la volonté américaine d'user des sanctions pour provoquer sa chute, Saddam Hussein refusa la poursuite des inspections, jugeant suicidaire de continuer à accepter des mesures dont l'objectif était sa perte. Le 16 décembre 1998, les inspecteurs de l'UNSCOM durent renoncer à leur mission et quittèrent l'Iraq. Dans son rapport de fin de mission, le Brésilien Celson Amorin précisa avoir vérifié la destruction de 88 000 obus chimiques et de 4000 tonnes de « produits précurseurs » mais ne pas avoir retrouvé toutes les armes¹⁸⁹. Selon lui, l'arsenal de Saddam Hussein avait été dans sa quasi-totalité démantelé et rien ne permettait d'affirmer la possession par l'Iraq d'armes de destruction massive. En juillet 2002, un des principaux contrôleurs de 1991 à 2002, Scott Ritter, écrivit dans le Boston Globe que les inspections avaient été couronnées de succès et qu'elles avaient permis l'élimination de 90 à 95% des armes prohibées¹⁹⁰. Après le départ des inspecteurs, la discorde entre les membres permanents du Conseil de Sécurité s'afficha au grand jour. Pour les Etats-Unis et le Royaume-Uni, la violation de la résolution 687 remettait en vigueur la résolution 678 qui autorisait les acteurs internationaux à recourir à la force. Pour la France et les autres membres permanents, les violations de l'Iraq devaient être préalablement constatées et qualifiées par le Conseil de Sécurité. Sans déboucher sur une crise ouverte, cette controverse contribua au gel de la situation. En représailles à l'attitude iraquienne, les Etats-Unis et l'Angleterre lancèrent les opérations « desert strike » et « desert fox », sans l'autorisation du Conseil de Sécurité. Les inspections ne reprenant pas à l'issue des bombardements, la résolution 1284 du 17 décembre 1999 créa la COCOVINU, en lieu et place de l'UNSCOM, sans obtenir de l'Iraq qu'elle puisse mener de nouvelles inspections. Au sein du Conseil de Sécurité, la Chine et la Russie s'opposaient à la politique iraquienne des Etats-Unis, trop éloignée du cadre de l'Organisation internationale. En 2000, la France et la Russie furent soupçonnées de transgresser l'embargo et la Chine construisit pour l'Iraq un réseau de communication par fibre optique, susceptible de profiter à l'armée iraquienne. A la lassitude internationale s'ajouta une inquiétude réelle sur l'impact de l'embargo sur la population iraquienne. Le programme « pétrole contre nourriture » n'avait pas permis de résoudre la délicate question de la mortalité infantile. L'UNICEF estimait à plus d'un demi-million le nombre d'enfants de moins

¹⁸⁹ Jean Guisnel, op cité, page 17 et 18. Le rapport de l'UNSCOM peut être consulté sur www.un.org/Depts/unmovic/documents/AmorimF.PDF.

¹⁹⁰ Sheldon Rampton et John Stauder, op cité, page 101.

de cinq ans morts en Iraq, entre 1991 et 1998. En signe de protestation, les démissions de hauts fonctionnaires au sein de l'ONU se succédèrent sans que cela ne change rien au statu quo imposé par le Conseil de Sécurité¹⁹¹. Les Etats-Unis reprochaient à l'ONU son inaction qui sapait le processus d'endiguement qu'ils s'efforçaient d'appliquer et ils refusaient dans le même temps toutes solutions onusiennes, allant vers un changement de conduite à l'égard de l'Iraq. Une ultime tentative pour faire plier Saddam Hussein, par un régime de contrainte internationale ciblée et renforcée, fut menée avec l'adoption de la résolution 986 allégeant les sanctions civiles et créant une liste de biens sujets à examen (« Goods Review List»). La résolution 1284 du 17 décembre 1999 clarifia ensuite les conditions exactes de ces suspensions¹⁹². Seule une politique de « sanctions intelligentes » devait permettre de sortir de l'ornière le dossier iraquien. En mai 2002, soutenant cette solution, Colin Powell fit adopter par le Conseil de Sécurité la résolution 1409. Celle-ci autorisait l'importation en Iraq d'un grand nombre de produits de consommation courante, mais en usant de leur droit de veto les Etats-Unis interdirent l'importation de tous matériels suspectés d'un double usage, civil et militaire. L'entêtement américain perdurait. Jusqu'à la résolution 1409, et malgré l'impasse apparente du dossier, l'ONU était donc demeurée au cœur du problème iraquien et incontournable aux yeux des différents acteurs internationaux. Cette prise en charge par l'ONU de la question iraquienne légitimait et renforçait les demandes des alliés des Américains, sur lesquelles s'appuya Colin Powell pour convaincre George Bush de soulever la question de la guerre en Iraq devant le Conseil de Sécurité.

L'ATTENTE DE LEGITIMITE ONUSIENNE DES ALLIES

Le principal allié des Etats-Unis était la Grande-Bretagne. Celle-ci participa aux frappes militaires sur le sol iraquien et aligna sa position sur celle de son partenaire américain. Depuis 2002, les discours de Tony Blair reprenaient les thèmes majeurs de ceux de Georges Bush : démocratisation du Moyen Orient et nécessité d'une intervention militaire en Iraq¹⁹³. La Grande-

¹⁹¹ En octobre 1998, l'Irlandais Denis Halliday, coordinateur de l'ONU pour les affaires humanitaires en Iraq mit en garde l'Organisation internationale sur les effets désastreux de l'embargo et remit sa démission. Son successeur, Hans von Sponeck fit de même le 31 mars 2000 et pour les mêmes raisons, Jutta Burghardt, directrice pour l'Iraq du Programme Alimentaire Mondiale (PAM) demandera à être relevée de ses fonctions.

¹⁹² Françoise Michaud-Sellier et Alexandra Novoselof, « Le désarmement de l'Iraq entre 1998 et 2001 : l'impasse de la communauté internationale », Annuaire français de droit international, vol 46, 2003, pages 594-612.

¹⁹³ Voir le discours du 7 avril 2002, celui de la conférence TUC de Blackpool du 10

Bretagne était l'allié indéfectible et indispensable des Américains, mais le premier ministre britannique était confronté à une opinion publique très hostile à la guerre. Pour contourner cet écueil et s'assurer un avenir politique, Tony Blair souhaita avec insistance une légitimité onusienne. Colin Powell, partageant le même souhait, la Grande-Bretagne crût que le passage devant l'ONU était une étape diplomatique indispensable à la coalition avant le recours à la force armée. Si la Grande-Bretagne était décidée à mener la guerre, y compris sans le soutien de l'ONU, le recours à l'Organisation internationale était dans son esprit « l'infime dernière chance » à tenter avant d'engager la guerre. Cette position correspondait à la vision française qui n'envisageait pas la guerre sans une négociation diplomatique préalable. Tony Blair crut partager avec les Etats-Unis ce point de vue quand Colin Powell obtint de George Bush de passer devant le Conseil de Sécurité. En janvier 2003, Tony Blair affirma à la conférence du Foreign Office : « le choix des Etats-Unis de recourir à l'ONU sur la question iraquienne a été une étape vitale... ». Il n'en était rien. George Bush avait simplement cherché à gagner du temps. Sans l'insistance britannique, intelligemment relayée par Colin Powell, et l'échec de la propagande de son administration, celle-ci n'aurait pas imaginé utiliser l'ONU pour favoriser sa marche vers la guerre. Pour convaincre son opinion publique de la légitimité de celle-ci, elle se serait appuyée sur la légitimité conférée par la « National Security Strategy » et sur son interprétation de la résolution 687, voire même sur la résolution 1368, si elle avait pu prouver l'existence d'un lien entre l'Iraq et Al Qaeda. Ces possibilités dispensaient George Bush de rechercher un aval onusien. Cette divergence d'interprétation sur le rôle de l'ONU apparaîtra plus nettement au moment d'occuper l'Iraq. Lors du sommet de Belfast du 8 avril 2003, dans une déclaration commune de George Bush et de Tony Blair, les deux hommes se prononcèrent avec une certaine ambiguïté en faveur d'un « rôle vital » de l'ONU, dans la gestion de l'après-guerre. Pour les Américains, seule une action humanitaire était attendue de l'ONU. Pour les Britanniques, cette dernière devait s'engager dans des travaux de State Building¹⁹⁴. Si la Grande-Bretagne acceptait de laisser ses troupes positionnées en Iraq, elle attendait des Nations Unies qu'elle coordonne le régime intérimaire de l'après-guerre, ce que refusaient les Etats-Unis.

La Grande-Bretagne n'était toutefois pas le seul allié dont les Etats-Unis avaient besoin. La Turquie et l'Arabie Saoudite étaient nécessaires à une bonne conduite des opérations. Au moment de la saisine du Conseil de Sécurité de l'ONU, des inconnues

septembre 2002, la déclaration sur l'Iraq à la Chambre des communes le 18 mars 2002, et l'article sur le Moyen Orient du 10 avril 2002. Ces discours sont tous disponibles sur le site du gouvernement britannique : www.pm.gov.uk.

¹⁹⁴ Serge Sur, op cité, page 16.

demeuraient sur le déploiement des troupes américaines en Iraq, en raison de l'incertitude du soutien de ces deux pays. Les négociations piétinant, une légitimité onusienne pouvait aider les Américains à emporter l'adhésion de ces deux alliés. Le soutien de la Turquie aurait permis le déploiement des forces américaines par la partie orientale de son territoire, et offert la possibilité d'attaquer l'Iraq par le nord. Ce scénario écartait le risque de la formation d'un Etat kurde indépendant dans le nord et facilitait une prise de contrôle rapide des champs pétrolifères de la région de Kirkouk. De là, il devenait aisé d'attaquer les régions de Bagdad et de Tikrit, où Saddam Hussein bénéficiait de soutiens. Depuis la première guerre du Golfe, la Turquie était devenue un allié favorisé des Etats-Unis. En 1998, contrainte de dévaluer sa monnaie, la Turquie avait obtenu du FMI un prêt de 16 milliards de dollars, grâce aux pressions américaines¹⁹⁵. En 2003, lors de la crise iraquienne, c'était le double de cette somme que les Etats-Unis étaient prêts à lui remettre en échange de sa participation à la guerre. Si 90% de la population turque était opposée à la guerre, des négociations secrètes étaient menées par l'ambassade américaine avec le gouvernement turc. Ces négociations se présentaient sous de mauvais auspices : un nouveau gouvernement turc (avec à sa tête Recep Erdogan) venait d'arriver au pouvoir, la plupart des hauts gradés de l'armée avaient été remplacés à l'automne 2002, et le pays était engagé dans une longue et épuisante négociation pour accéder à l'Union européenne. Ces conditions rendaient incertain le soutien de la Turquie à la guerre. De plus, ce pays s'inquiétait du manque de soutien de l'ONU à l'entreprise américaine. Décidé en septembre 2002, le passage devant l'ONU réconforta ce partenaire et participa à la bonne marche des discussions en cours entre les deux Etats. Pourtant, après une longue négociation et une surenchère financière, le parlement turc refusa à l'Amérique le soutien de la Turquie. Ironie du sort, la crise aiguë du Conseil de Sécurité entre la « veille Europe » et les Etats-Unis, sur la question d'une deuxième résolution, encouragea le vote négatif du parlement turc. Ce dernier n'avait pas voulu déplaire à son opinion publique, témoin de la désapprobation onusienne et elle-même opposée à la guerre. Après le lancement de l'opération « Iraqi Freedom », le gouvernement turc accepta d'ouvrir son espace aérien, tout en continuant de refuser le déploiement de troupes américaines sur son sol. Celles-ci dans l'impossibilité d'attaquer l'Iraq par la Turquie, l'ultramoderne 4^{ième} division d'infanterie, encalminée dans ses navires de transport au large des côtes turques, ne participa pas aux premières et décisives semaines de combats. Pour sa part, l'Arabie Saoudite était importante pour ses ports maritimes et son espace aérien. Les ports saoudiens offraient une possibilité de transit à un plus

¹⁹⁵ Michael Mann, op cité, page 110.

grand nombre de troupes et d'intendance, et l'usage de son espace aérien démultipliait les possibilités d'opérations aériennes dans l'ouest de l'Iraq¹⁹⁶. Les Saoudiens recherchaient le juste compromis, entre une opinion publique opposée à la guerre, une forte présence américaine sur son sol, et la nécessité de pérenniser leur traditionnel soutien à la politique américaine dans la région. Après quelques échanges acerbes, au plus fort des négociations, l'Arabie Saoudite finit par accepter de laisser l'armée américaine utiliser son espace aérien et les quartiers généraux qu'elle avait installés sur son territoire. L'usage des ports maritimes lui resta cependant interdit. L'Arabie Saoudite ne permit pas non plus aux Américains de déployer de grandes forces terrestres sur son sol. Facilitée et encouragée par la crise iraquienne au sein de l'ONU, la défection inattendue de ces deux alliés contraignit les forces terrestres américaines à se déployer par le goulot d'étranglement de Koweït City, dont la capacité portuaire ne permit pas de recevoir par jour plus de 15 à 20% des besoins matériels d'une seule division. Ce déploiement de l'ensemble des forces américaines positionnées dans la région, par le seul port de Koweït City présenta au final les mêmes inconvénients qu'un déploiement de l'armée depuis les Etats-Unis ou l'Europe¹⁹⁷. En conclusion, en septembre 2002, qu'elle y soit favorable ou non, le passage devant l'ONU s'imposa à la Maison Blanche comme la solution idoine pour répondre aux nombreuses difficultés s'accumulant sur le chemin de la guerre. Si les néoconservateurs ne souhaitaient pas ce détour onusien, ils s'y préparèrent et engagèrent avec l'Organisation internationale une lutte souterraine destinée à la contraindre et à la contrôler.

LES AGISSEMENTS NEOCONSERVATEURS CONTRE L'ONU

Consciente de l'importance de l'ONU sur la scène internationale, et décidée à en atténuer l'impact, l'administration Bush prépara très tôt le terrain onusien pour s'assurer une meilleure emprise sur l'Organisation. Outre d'importantes pressions financières, elle développa une politique de déstabilisation des hauts responsables onusiens n'ayant pas ses faveurs. Menées en interne et légitimées par sa qualité de membre permanent, ces démarches américaines s'intégrèrent dans un système classique de lobbying étatique. Celui-ci était intrusif mais compréhensible et toléré par les autres Etats. Par contre, au moment de la crise, la limite de l'ingérence légale fut franchie par les partisans de la guerre avec la mise en place d'une importante opération d'espionnage. Un certain seuil de

¹⁹⁶ Wesley K Clark, op cité, page 49.

¹⁹⁷ Idem, pages 50-51.

moralité ayant été franchi, cette opération fut rendue publique par une fuite dans la presse.

L'Organisation internationale dépendant directement des membres qui la composent, le financement des Etats est déterminant pour son bon fonctionnement. Or, depuis plusieurs années, l'ONU était dans une situation financière précaire et de nombreux Etats ne s'acquittaient pas, ou que partiellement, de leurs contributions obligatoires au budget ordinaire, ou à celui des opérations de maintien de la paix. A la fin des années 90, les Etats-Unis devaient à l'Organisation un peu plus d'un milliard et demi de dollars. A la fin de l'année 2003, cette somme atteignit les deux milliards de dollars, ce qui fit des Etats-Unis le premier débiteur de l'ONU. A eux seuls, au 31 décembre 2003, les Etats-Unis cumulaient 45% des dettes dues au seul titre des opérations de maintien de la paix¹⁹⁸. Cette situation était volontaire et procédait d'une politique financière destinée à mettre l'Organisation sous tutelle. En demeurant le premier débiteur de l'ONU, l'administration Bush mettait l'ensemble du système onusien en difficulté et limitait le champ d'intervention des Nations Unies et de ses organisations affiliées. Contraintes de réduire leurs activités, ces organisations perdaient du poids politique, économique ou diplomatique sur leurs zones d'action, souvent zones de crise, où elles étaient susceptibles de s'opposer aux ambitions américaines. Manquant de moyens financiers, elles laissaient le champ libre à la première puissance mondiale pour imposer son point de vue sur le terrain. Confronté à un nombre de plus en plus croissant de crises, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés vu son budget 2002, amputé de 92 millions de dollars, au moment où l'armée américaine préparait son intervention en Iraq. Cette pression financière s'exerça aussi en sens inverse. Les jours suivants les attentats du 11 septembre 2001, soucieux d'obtenir le plus large soutien possible à ses projets de représailles militaires, les Etats-Unis annoncèrent à l'ONU le règlement d'une partie de leur dette, par un versement de 586 millions de dollars. Ce qu'ils firent par tranche jusqu'au moment de la crise onusienne, où n'obtenant pas de l'Organisation le soutien et les facilités escomptés, le Congrès américain décida de geler le paiement de la troisième tranche d'arriérés, prévue pour 2003. Son montant s'élevait à 244 millions de dollars¹⁹⁹. Parallèlement à ces rétorsions financières, l'administration Bush usa de son pouvoir d'influence pour évincer les fonctionnaires internationaux, jugés rétifs à sa politique iraquienne. Le meilleur exemple de cette politique fut le

¹⁹⁸ Le montant de la dette globale américaine de la fin des années 90 a été annoncé par l'association canadienne pour les Nations Unies et repris en septembre 99, dans une publication interne à l'Organisation, intitulée « Liaison ». Pour le reste, les données sont issues du rapport de la cinquième commission, 41^{ème} séance du 4 mai 2004.

¹⁹⁹ Jean-Loup Izambert, op cité, pages 26-29.

sort réservé au ressortissant brésilien et directeur général de l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC), José Mauricio Bustani. Ce dernier s'entêta à persuader Bagdad de signer la Convention sur l'interdiction des armes chimiques pour qu'une estimation crédible de l'arsenal iraquien puisse être établie. Bien entendu, les néoconservateurs s'opposaient à ce projet qui risquait d'annihiler leurs efforts vers la guerre. Soucieux de préserver son indépendance et celle de son organisation, Mauricio Bustani protégea son personnel des intimidations et des ingérences américaines et, ultime affront, réclama d'inspecter les usines chimiques américaines²⁰⁰. Dès sa nomination au poste de sous-secrétaire d'Etat pour la sécurité internationale et le contrôle des armes, John Bolton contacta le brésilien, pour l'inviter à nommer d'avantages de représentants américains aux postes clés de l'OIAC. Mauricio Bustani refusant, le 2 mars 2002, John Bolton se déplaça à la Haye, pour demander la démission de l'intéressé. Les Etats-Unis exigèrent son départ de l'OIAC avant la réunion du conseil des directeurs du lendemain et son expulsion immédiate des Pays-Bas. Demandant des explications, Mauricio Bustani s'entendit répondre par John Bolton : « C'est votre style de gestion qui ne plaît pas »²⁰¹. Cette éviction du directeur de l'OIAC fut le fruit d'un important travail de lobbying et de pression de l'administration Bush, auprès des différents Etats membres de cette organisation. L'indice le plus significatif de ce travail de sape fût l'attitude de l'Etat de Kiribati, au moment du vote. Pays signataire de la convention sur l'interdiction des armes chimiques, Kiribati n'avait jamais payé ses cotisations. Lors de l'Assemblée générale extraordinaire de l'OIAC, son délégué commença par payer les dettes de son pays et, à la surprise générale, vota de façon décisive en faveur de l'éviction de Mauricio Bustani. Ce haut responsable onusien ne fut pas le seul à devoir subir le courroux américain. En avril 2002, le commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme, Mary Robinson subit un sort identique. Connue pour sa forte opposition à la peine de mort, Mary Robinson s'était fait remarquer par George Bush quand, gouverneur du Texas, il exécuta un prisonnier noir. Mary Robinson adressa au futur président américain, une lettre peu diplomatique dans laquelle elle rappela que cette exécution bafouait les principes internationaux acceptés par tous et le désir de la communauté internationale de voir abolir la peine de mort. Le cas de Mary Robinson fut géré par les Etats-Unis d'une pierre deux coups. Ils obtinrent le soutien du Brésil à l'éviction de Mauricio Bustani, en promettant d'appuyer la candidature du ressortissant brésilien, Viera di Mello, au poste de Haut Commissaire des Nations Unies au Droit de l'Homme, en lieu et place de Mary Robinson, objet de

²⁰⁰ Any Bourrier, « Putsh chimique à l'américaine », *Le Monde Diplomatique*, juillet 2002, disponible sur www.mondediplomatique.fr/2002/07/bourrier/16647.

²⁰¹ Jean-Loup Izambert, op cité, page 45.

leur disgrâce²⁰². L'administration Bush aurait aussi, sans succès, cherché à évincer Hans Blix, directeur de la commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (COCOVINU), en qui elle n'avait aucune confiance. N'ayant pu l'écarter, au plus fort de la crise iraquienne, l'intéressé fut l'objet d'une campagne de dénonciation de la part des journaux néoconservateurs. Ils le présentèrent comme l'homme de Paris et argueront du fait que Rolf Ekeus (un autre Scandinave) aurait été beaucoup plus dur avec le régime iraquien que ne l'était Hans Blix²⁰³. Terje Roed Larsen, médiateur pour l'ONU des négociations d'Oslo et Peter Hansen, commissaire général de l'Office des Nations Unies pour l'assistance aux réfugiés palestiniens auraient eux aussi subi de fortes pressions de l'administration américaine²⁰⁴. Ces jeux de chaises musicales et d'influence ne suffisant pas aux néoconservateurs pour s'assurer le contrôle de l'Organisation internationale, leur détour onusien fut accompagné d'une opération d'espionnage d'une envergure exceptionnelle, requérant la participation du MI6. L'affaire s'ébruita en janvier 2003, quand une interprète des services de renseignements anglais, Katharine Gun, prit connaissance d'une note signée et transmise aux autorités anglaises par Frank Koza, le chef de la section « Cibles Régionales » de la National Security Agency (NSA), en charge de l'espionnage électronique. En substance, ce service demandait l'aide de son correspondant pour espionner plusieurs délégations diplomatiques auprès de l'ONU. Choquée de cette initiative, Katharine Gun, communiqua ce courrier au journal anglais « The Observer » qui le publia le 2 mars 2003. Ce document soulignait que la NSA avait organisé une opération dirigée contre les membres du Conseil de Sécurité de l'ONU, pour les neutraliser dans les négociations en cours sur l'Iraq. Les Etats-Unis cherchaient à connaître : les intentions de vote des uns et des autres sur les projets de résolution, les arguments de négociation, et le jeu des alliances entre les différentes parties. La mission de la NSA était de rechercher tout élément susceptible de donner l'avantage à l'alliance anglo-américaine. Le document précisait que la partie américaine souhaitait relancer ses efforts vers les membres non permanents du Conseil de Sécurité, tels que l'Angola, le Cameroun, le Chili, la Bulgarie et la Guinée, et apporter une attention particulière aux communications professionnelles et domestiques des membres de l'ONU, afin d'y repérer toute information intéressante concernant les délibérations, débats et votes en cours. La NSA y affirmait avoir une bonne couverture des activités diplomatiques au sein de l'ONU, y compris parmi les pays ne siégeant pas au Conseil de Sécurité. Dès la publication de cette note, Katherine Gun fut

²⁰² Alexandre Cockburn, « L'ONU a la botte des USA », Revue de Politique Virtuelle, www.elencontre.org/fr/article.php3?id_article=445.

²⁰³ Stanley Hoffman, op cité, page 85.

²⁰⁴ Any Bourrier, op cité supra, référence 86.

licenciée, arrêtée et incarcérée. Un an après la crise, pour étouffer l'affaire et garder secrète cette opération, le gouvernement britannique la libéra en toute discrétion le 25 février 2004. La responsabilité de plusieurs ministres du gouvernement de Tony Blair fut impliquée dans cette affaire « d'écoutes illégales » et le gouvernement britannique ne put pas se permettre, un an après une guerre contestée, de faire face à un nouveau scandale. Dès le lendemain de la libération, un ancien membre du cabinet de Tony Blair et ministre démissionnaire, Clare Short accusa les services de renseignement américains et anglais d'avoir espionné le Secrétaire Général de l'ONU. Interrogé par la BBC, elle déclara : « Oui, absolument, le bureau de Kofi Annan, Secrétaire Général de l'ONU, a été espionné à plusieurs reprises ». L'ancien ministre précisa avoir vu des retranscriptions de conversations de Kofi Annan. Ces propos confirmèrent l'opération d'espionnage révélée, dix mois plus tôt, par la publication de la note de la NSA et donnèrent une idée de l'envergure qu'elle avait prise. L'affaire fut particulièrement grave. Par son ampleur, cette opération avait violé le traité de Vienne de 1946, signé par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, qui protège les Nations Unies de toute violation de son extraterritorialité, de toute perquisition et de n'importe quel autre moyen d'interférence. Dans le cas présent, le bureau de Kofi Annan avait été espionné, comme plusieurs missions diplomatiques auprès de l'ONU. Tout ceci en parfaite illégalité au regard des législations nationales des pays ayant mené l'opération, et en total violation des traités internationaux. Interrogé par la BBC, Tony Blair ne démentit pas l'accusation d'espionnage, préférant à chaque fois affirmer ne pas vouloir « commenter les opérations des services de sécurité » et juger « profondément irresponsables » les déclarations de Clare Short. L'affaire ne connût aucun autre développement d'autant que la principale victime, c'est-à-dire l'ONU, fit savoir par son directeur de la communication, Edward Mortimer qu'elle en restait là²⁰⁵.

S'il n'était pas souhaité par les néoconservateurs, le détour onusien de la Maison Blanche fut préparé et l'emprise américaine sur l'Organisation internationale ne laissa pas présager de la future crise.

²⁰⁵ Jean-Loup Izambert, op cité, pages 285-287 et Rolf Ekeus, «Intelligence support for weapons inspectors in Iraq», Carnegie Endowment for Peace Institute, août 2002, page 17.

IV

LE PASSAGE DEVANT L'ONU

A l'été 2002, l'énorme travail de propagande de l'administration Bush conduisait huit Américains sur dix à croire que Saddam Hussein soutenait les organisations terroristes, neuf sur dix à le croire en possession d'armes de destruction massive et une petite majorité à le croire impliqué dans l'attaque du 11 septembre. Dans le même temps, le soutien à l'action du président américain était tombé de 90% à 60% et le soutien de l'opinion américaine à la guerre en Iraq était d'une très faible majorité. Les luttes intestines de l'administration avaient exposé à l'opinion publique certaines réticences à la guerre et limité l'impact de la propagande. Cet échec se conjugua avec un dynamisme nouveau de l'opposition démocrate, après qu'un certain nombre de révélations sur les attentats du 11 septembre eut été faites. Pour contrer cette perte de vitesse, la Maison Blanche décida de revoir sa propagande et d'alimenter l'idée d'une guerre en Iraq inévitable et nécessaire, d'où la décision de passer devant l'Organisation internationale des Nations Unies. Ce choix amplifia la menace iraquienne et laissa croire à la recherche d'une solution diplomatique. Pour la Maison Blanche, l'adoption d'une résolution du Conseil de Sécurité favorisa l'adhésion du Congrès et de l'opinion publique américaine à la guerre²⁰⁶. La saisine de l'ONU eut des conséquences inattendues. L'entêtement de Colin Powell à vouloir obtenir coûte que coûte un premier résultat positif a conduit les membres du Conseil de Sécurité à adopter une résolution 1441 consensuelle et ambiguë. La négociation fut difficile mais le résultat obtenu concluant pour toutes les parties. Souhaitée par tous, l'ambiguïté de la résolution 1441 permit aux différents protagonistes d'interpréter le texte selon leur vision et de rigidifier leur position sur cette interprétation. Sans l'adoption de cette résolution, le passage devant l'ONU aurait pu s'enliser, permettre un dialogue et définir les bases d'une intervention militaire sous mandat onusien. Mais la pugnacité de Colin Powell à vouloir enregistrer une avancée onusienne a desservi au final son objectif. Sur la scène internationale, trop consensuelle, la résolution offrit à la Maison Blanche la légitimité attendue et aux acteurs internationaux l'opportunité de rester saisis du dossier iraquien. En apportant un semblant de légitimité, la résolution 1441 marqua le point de départ de l'adhésion de l'opinion

²⁰⁶ Scott Mc Clellan, op cité, pages 120, 121 et 138.

américaine à la guerre. Celle-ci légitimée par la résolution, le scepticisme de l'opinion américaine laissa place à un sentiment patriotique, réceptif à la propagande, et exacerbé par la radicalisation de l'opinion internationale contre la guerre. Les partisans de la paix se cristallisèrent eux sur leur opposition à la guerre. Cette réaction épidermique des acteurs internationaux anéantit tout espoir d'une prise en charge par l'ONU du futur conflit iraquien. Colin Powell comprit trop tard que la saisine du Conseil de Sécurité n'était pas l'expression d'une adhésion de Georges Bush à ses idées mais une solution à des considérations politiques propres à la Maison Blanche. En acceptant le détour par l'ONU, George Bush eut la lucidité de mettre au service de ses intérêts, l'image et le réalisme de Colin Powell²⁰⁷. Persuadé d'obtenir le soutien de la communauté internationale, le Secrétaire d'Etat ne réalisa que l'ambiguïté de la position américaine interdisait toute convergence des acteurs internationaux à ses attentes. Contraint à une ligne de conduite trop étroite, sa marge de manœuvre fut trop faible pour compenser et atténuer les réticences provoquées par l'attitude de l'administration Bush.

L'AMBIGUITE COMME OUTIL DE PERSUASION

Dicté par des impératifs de temps, un besoin d'adhésion populaire et des préoccupations de politique interne, le détour par l'ONU ne pouvait pas aboutir à une réelle négociation internationale. Le discours du président américain devant l'Assemblée Générale de l'ONU exprima toute l'ambiguïté et la méfiance de l'administration Bush envers l'Organisation internationale. Ce flou fut volontaire. Il laissa planer le doute sur les objectifs de l'administration américaine et sur la décision du président de mener ou non la guerre en Iraq. L'approche multilatérale ayant les faveurs de l'opinion américaine et du Congrès, il fallut crédibiliser cette option sans l'ancrer dans les esprits ni s'y enfermer. Le discours à l'Assemblée Générale de l'ONU fut destiné non pas à l'auditoire international mais à l'Amérique. George Bush voulait obtenir du Congrès l'autorisation de déclencher la guerre et crédibiliser ses arguments auprès de son électorat. A aucun moment, les membres du Conseil de Sécurité de l'ONU n'ont eu le sentiment d'être saisis par la partie américaine pour résoudre de concert l'épineux et persistant problème du désarmement iraquien. Malgré cela, la communauté internationale s'accorda à résoudre la question iraquienne pour

²⁰⁷ Denise Artaud, op cité, page 122.

effacer toute discorde avec les Etats-Unis, victimes du 11 septembre. Une solution consensuelle fut donc immédiatement recherchée par les membres du Conseil de Sécurité, pour préserver la prédominance onusienne sur le dossier iraquien tout en satisfaisant le partenaire américain. Cette illusion d'une participation onusienne amena le Congrès américain à céder ses prérogatives en matière de déclaration de guerre et permit à la Maison Blanche de réorganiser et de renforcer son outil de propagande.

L'AMBIGUÏTE DU DISCOURS PRESIDENTIEL DEVANT L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ONU

Après l'accord présidentiel de saisir l'ONU, le Département d'Etat informa la communauté internationale de cette décision, accueillie avec satisfaction. Persuadées toutes deux d'avoir participé à ce choix, la France et la Grande-Bretagne se livrèrent une amicale compétition médiatique, pour s'octroyer les bénéfices de ce succès. Dans une interview au New York Times, le président français annonça même ne pas exclure le recours à la force et proposa l'idée de deux résolutions successives, pour faire plier Saddam Hussein. Cet enthousiasme fut de courte durée. A l'issue du discours présidentiel devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, les acteurs internationaux déchantèrent. Comme l'avait souhaité Dick Cheney, le discours du 12 septembre 2002 donna l'opportunité à George Bush d'exposer, au plus grand nombre, l'ensemble des assertions et des mensonges confectionnées par la propagande américaine et de se livrer à une critique du Conseil de Sécurité, tout en le saisissant de la façon la plus ambiguë qui soit.

Quelques semaines avant le discours, les 26 et 27 août 2002, Colin Powell fut confronté à une nouvelle volte-face déconcertante de Dick Cheney. Après avoir accepté le passage devant l'ONU, dans un discours tenu à Nashville devant les vétérans de guerre, le vice-président s'opposa violemment au retour devant les Nations Unies et critiqua l'incapacité des inspections onusiennes à mettre fin aux agissements de Saddam Hussein. Dick Cheney déclara : « les risques qu'il y a à ne pas agir sont encore plus grands que ceux qu'entraîneraient une action ». Les grandes lignes de ce discours étaient reprises par le New York Times du 27 août 2002 et le lendemain, en Californie, Donald Rumsfeld déclara : « Je ne sais pas combien de pays vont participer à l'évènement qui fait dire au président qu'il y a plus de risques à ne pas agir que le contraire ». Pour Colin Powell, il n'y avait aucun doute, les deux hommes appelaient à une guerre unilatérale en Iraq et laissaient entendre qu'il s'agissait d'une

décision présidentielle. Resté attaché à la ligne de conduite fixée par le président, dans un excès de colère, le Secrétaire d'Etat affirma à l'intention des néoconservateurs : « Dick Cheney parle comme si le président avait déjà décidé de faire la guerre. Allons-nous le laisser faire ? ». Colin Powell menaçait-il de se désolidariser en dévoilant la duplicité de l'administration présidentielle ? Peu importe, la réaction néoconservatrice fut immédiate. D'anciennes déclarations du secrétaire d'Etat, vantant l'utilité et l'intérêt des inspections onusiennes furent publiées et comparées aux déclarations inverses de Dick Cheney, réputé appliquer à la lettre les décisions de George Bush. Aux yeux de l'opinion publique, cette manœuvre fit de Colin Powell un dissident, opposé aux décisions « dites présidentielles », et déporta le débat sur l'impérative solidarité gouvernementale à laquelle Colin Powell apparaissait se soustraire. L'accusant de déloyauté, plusieurs éditoriaux demandèrent l'éviction ou la démission du Secrétaire d'Etat, devenu la bête noire de l'administration Bush et de sa propagande. Pour contrer cette tourmente médiatique, le 2 septembre, Colin Powell demanda au président une confirmation de sa décision et l'obtint, sans un certain scepticisme de George Bush. Le 6 septembre, au cours d'une réunion du Conseil National de Sécurité, présidée par Dick Cheney, celui-ci affirma redouter un enlèvement onusien et refusa de solliciter l'Organisation internationale. Selon lui, le discours présidentiel devait dénoncer les infractions de Saddam Hussein, la menace qu'il faisait peser sur le monde et annoncer la possibilité d'une action unilatérale américaine. Pour Colin Powell, cette idée était inacceptable et contraire à la décision de George Bush. Il fallait saisir les Nations Unies et la seule façon de le faire était de solliciter une résolution. Campant sur sa position, Dick Cheney réfuta les arguments du Secrétaire d'Etat. Le lendemain, devant fixer le contenu de son discours, George Bush se laissa convaincre par Dick Cheney et Donald Rumsfeld de l'inutilité de saisir l'ONU. Le bilan désastreux des résolutions antérieures et l'attitude de Saddam Hussein plaident contre toute nouvelle sollicitation de l'ONU. Quelques jours plus tard, le discours rédigé, son contenu s'avéra être une critique acerbe de l'Organisation, sans approche constructive. Colin Powell le faisant remarquer, pour modérer leur diatribe, les conseillers décidèrent d'y inclure une sollicitation en demandant simplement à l'Organisation internationale d'agir... Colin Powell avait gagné. L'avant veille du discours, en étudiant la dernière mouture du texte, Colin Powell y constata l'engagement de George Bush à travailler avec les Nations Unies « pour affronter notre défi commun » mais aussi la disparition de toute référence à une sollicitation de l'Organisation internationale. Le secrétaire d'Etat l'évoquant dans la réunion du Conseil National de Sécurité, Dick Cheney confirma son refus de demander une nouvelle résolution à l'ONU de crainte qu'un rejet du Conseil de Sécurité annihile les

efforts américains vers la guerre. Les Etats-Unis « menacés » par les armes de destruction massive de Saddam Hussein, le vice-président refusait de prendre le risque de ne pas pouvoir agir. Le lendemain, veille du discours, accompagné de Condoleezza Rice, Colin Powell s'entretint de nouveau avec George Bush et emporta une nouvelle fois la décision présidentielle de saisir l'ONU. Le président américain ordonna l'insertion en page 8 de son discours, d'une phrase précisant qu'il travaillera avec le Conseil de Sécurité pour prendre les « résolutions nécessaires ». Pourtant, le lendemain, au moment de son intervention devant l'Assemblée Générale de l'ONU, arrivé à la page 8, George Bush n'évoqua aucune demande de résolution et continua sa déclaration sans solliciter l'Organisation. La modification de la veille n'avait pas été apportée sur la copie du prompteur... Seul un sursaut de dernière minute du président, réalisant qu'il n'avait pas sollicité l'ONU, l'amena en fin de discours à improviser maladroitement ces quelques mots « Nous travaillerons à prendre les résolutions nécessaires avec le Conseil de Sécurité des Nations Unies »²⁰⁸.

Cette sollicitation in extrémis apparut d'une ambiguïté totale à l'ensemble des acteurs internationaux. Elle intervint après un discours critique et va-t-en guerre, et laissa penser à une ultime tentative de l'administration Bush de laisser une dernière chance au Conseil de Sécurité de l'ONU. S'agissait-il d'une dernière chance de démontrer que l'ONU pouvait aboutir par des voies non guerrières et coercitives au désarmement effectif de l'Iraq ou d'une dernière chance de soutenir la volonté américaine de recourir à la guerre, pour éliminer le régime de Saddam Hussein ? Tout au long de son discours, George Bush évoqua l'appétit « sans fin » de l'Iraq pour les bombes nucléaires. Sur un ton alarmiste, il informa la communauté internationale de l'acquisition par Saddam Hussein de milliers de tubes d'aluminium extra dur, « employés pour enrichir l'uranium servant à la fabrication des armes nucléaires »²⁰⁹. La menace iraquienne des armes de destruction massive fut présentée comme une atteinte directe à la sécurité des Etats-Unis et des Etats de la région du Golfe²¹⁰. Le président américain dénatura dans ses propos les constatations des inspecteurs des Nations Unies, en transformant en menace extrême des conclusions sur l'existence d'un danger mineur²¹¹. Sans apporter aucune preuve nouvelle, il affirma l'existence de lien entre l'Iraq et les groupes terroristes, sous entendu Al Qaeda²¹². Pour conclure, George

²⁰⁸ Bob Woodward, op cité, pages 528-535.

²⁰⁹ Sheldon Rampton et John Stauber, op cité page 103.

²¹⁰ Gabrielle Lafarge et Alexandra Novosseloff, « L'ONU et la crise iraquienne : d'une impasse à l'autre », Annuaire français de relations internationales, volume 5, 2004, pages 253-257.

²¹¹ John W Dean, op cité, page 223.

²¹² Serge Sur, op cité, page 66.

Bush critiqua et accabla le Conseil de Sécurité le qualifiant d'« irrevelant », avant de le saisir²¹³. En tenant de tels propos, George Bush plaça l'Iraq dans la situation d'un pays ayant manqué de se conformer à toutes les résolutions en vigueur depuis 1991, sans jamais explicitement évoquer les dites résolutions. Le discours dénonça les violations de l'Iraq mais insinua seulement l'éventualité de la réactivation de la résolution 678, contenant une autorisation du recours à la force en cas de violation par l'Iraq de ses obligations. Cette absence d'évocation formelle des résolutions antérieures permit aux néoconservateurs de se prémunir d'une réelle saisine du Conseil de Sécurité²¹⁴. Pour les membres du Conseil de Sécurité, l'ambiguïté du discours présidentiel était la conséquence des différentes interprétations de la résolution 687. Cette divergence stérilisait l'action du Conseil, depuis des années. Pour les Américains et les Britanniques, seul un changement de régime en Iraq pouvait lever la résolution 687, alors que jamais aucune résolution onusienne n'avait comporté une telle condition. Celle-ci aurait dissimulé sans la formuler une invasion militaire dans le but de renverser un régime étranger. L'ambiguïté s'accrut quand le président demanda que soient appliquées toutes les résolutions du Conseil de Sécurité, pour l'élimination des armes de destruction massive, tout en avertissant qu'au cas où l'ONU ne soutiendrait pas les Etats-Unis, pour atteindre cet objectif, « passer à l'action deviendrait inévitable ». George Bush mit-il en demeure l'ONU de suivre la position américaine de contraindre l'Iraq à se plier aux résolutions du Conseil de Sécurité et quel était pour lui le contenu des résolutions onusiennes ? Le président se contenta d'affirmer « il ne doit pas y avoir de doute sur les objectifs des Etats-Unis. Les résolutions du Conseil de Sécurité seront appliquées. Les exigences justes de paix seront satisfaites, ou l'action sera inévitable. Et un régime qui a déjà perdu sa légitimité perdra également son pouvoir ». Pour conclure, George Bush s'engagea à participer aux travaux du Conseil de Sécurité, sans indiquer de date butoir, mais en précisant que sa patience n'était pas infinie et qu'une action unilatérale était possible²¹⁵.

Ne pouvant pas accepter une telle attitude, de nombreux pays au premier rang desquels la France décidèrent d'engager les négociations en opposant aux Etats-Unis la lettre des résolutions précédentes évoquant la preuve du désarmement iraquien, sans jamais évoquer de changement de régime. Cette opposition ouvrit le premier round des négociations de la résolution 1441. Avec le recul, de toute évidence, ce discours présidentiel s'adressa à l'opinion publique américaine. Il reprit toutes les digressions

²¹³ Idem, page 16.

²¹⁴ Voir le discours sur www.whitehouse.gov/news/releases/2002/09/print/20020912-1.

²¹⁵ Denise Artaud, op cité, page 122.

exposées dans les divers discours antérieurs, et leur donna une dimension nouvelle. Jusque-là exposée devant des auditoires favorables et nationaux, la propagande de l'administration Bush s'internationalisa à la tribune de l'Assemblée Générale de l'ONU. Se faisant, elle se drapa d'une véracité implicite, personne n'imaginant que le mensonge puisse être porté à un tel niveau de diffusion. Pour la première fois, de simples probabilités, avis et expressions vagues, à force d'être réitérés, se transformèrent en faits. En janvier 2004, le contenu de ce discours fut l'objet d'une enquête de la fondation Carnegie pour la paix internationale qui conclut que l'argumentaire américain développé sur la scène internationale était dans son ensemble sujet à caution²¹⁶. Selon cette étude, le fait de réunir en une seule et même menace « d'armes de destruction massive », des armes nucléaires, chimiques et biologiques était une distorsion de la réalité, à laquelle s'ajouta une surévaluation volontaire de la menace de l'arsenal iraquien et la reprise en boucle de rumeurs et de mensonges, présentés comme des renseignements. Engageant un processus de négociation diplomatique, ce discours posa un problème de fond, dépassant le simple cadre de l'interprétation des résolutions. Processus par lequel les nations cherchent à résoudre leurs différends de manière pacifique, la diplomatie prit ici une autre signification, elle devint un processus par lequel les Etats-Unis tentaient de faire pression sur d'autres nations pour soutenir une action guerrière²¹⁷.

LA MONTEE EN PUISSANCE DE LA PROPAGANDE AMERICAINE

Dès l'été 2002, la Maison Blanche comprit qu'elle ne pourrait pas laisser le Pentagone développer et gérer seul la propagande de guerre, et décida de la création du « White House Iraq Group », chargé de coordonner le marketing de la guerre²¹⁸. Si cette prise de conscience intervint relativement tôt, l'urgence de cette nécessité n'apparut à l'administration Bush qu'après le discours onusien du président. Développé devant l'Assemblée des Nations Unies, l'argumentaire sur les armes de destruction massive avait été immédiatement confronté à l'opposition des experts de l'AIEA et de nombreux hauts fonctionnaires américains. Signé par David Albright, expert de l'AIEA, un article contradictoire sur les armes de destruction massive iraquiennes fut publié par le Washington Post, dans les semaines suivants le discours présidentiel, et en octobre, le groupe de presse « Knight Ridder » publia un second

²¹⁶ Joseph Cirincione, Jessica T.Mathews et George Perkovitch, « WMD in Iraq / Evidence and Implication », Fondation Carnegie pour la paix internationale, janvier 2004, étude disponible sur le site www.ceip.org/files/Publications/IraqReport3.asp

²¹⁷ Sheldon Rampton et John Stauber, op cité, page 147.

²¹⁸ Scott McClellan, op cité, page 142.

rapport dénonçant les assertions de George Bush. Ces documents mirent en exergue la profonde division de la communauté du renseignement concernant l'armement iraquien et l'arsenal nucléaire de ce pays. A la mi-octobre, ces prémices de contestations furent reprises par plusieurs journaux d'envergure nationale dont le Washington Post, le Wall Street Journal et USA Today. Une polémique embryonnaire sur l'intérêt d'entrer en guerre et sur l'argumentaire des armes de destruction massive se développa au cœur de l'Amérique. Les spécialistes du renseignement accusèrent les civils du Pentagone de modifier leurs rapports pour conforter leur position, contraire à la leur estimant Saddam Hussein suffisamment « endigué ». Pour finir, le 24 octobre 2002, le New York Times ouvra sa première page sur une mise en cause de l'Office Special Plan (OSP)²¹⁹. Dans un tel contexte de dénonciation et de suspicion, les sondages confirmèrent l'affaiblissement de l'adhésion populaire à une intervention militaire en Iraq²²⁰. L'ambiguïté du discours de George Bush et la polémique naissante accentuèrent l'absence de soutien populaire. L'urgence de revoir l'outil de propagande néoconservateur devint patente. Celui-ci devait retrouver un nouvel essor, se renforcer et s'internationaliser. En parallèle à l'argument sur les armes de destruction massive, la Maison Blanche décida d'adopter un nouvel argument, axé sur la démocratisation du Moyen Orient et la libération du peuple iraquien²²¹. Au moment de l'adoption de la résolution 1441 et immédiatement après l'élection législative de mi-mandat, les fonctionnaires de la Maison Blanche commencèrent à travailler avec une nouvelle entité, présentée comme un nouveau mouvement d'opposition iraquien, le Committee for the Liberation of Iraq (CLI). Ce comité travaillait en étroite collaboration avec le très néoconservateur American Enterprise Institute (AEI)²²². L'objectif énoncé de ce comité était « de promouvoir la paix dans la région du Golfe, et une politique de liberté et de sécurité internationale en remplaçant le régime de Saddam Hussein par un gouvernement démocratique qui respecte les droits du peuple iraquien et cesse de menacer la communauté internationale »²²³. En fait, le CLI était une association créée de toutes pièces par la Maison Blanche, pour promouvoir la nouvelle propagande de la guerre en Iraq. Elle ne comportait aucun Iraquien dans ses rangs et était dirigée par un ancien officier de renseignement de l'US Army, Bruce P. Jackson. Celui-ci avait fait carrière dans

²¹⁹ Denise Artaud, op cité, page 118.

²²⁰ Sheldon Rampton et John Stauber, op cité, page 68.

²²¹ Scott McClellan, op cité, page 131.

²²² « CLI Confirms Iraqi Declaration « Clearly Non-Compliant » », US Newswire du 19 décembre 2002 et « CLI Affiliation », sur www.endthewar.org.

²²³ Il s'agit ici des propres termes de la déclaration de la mission du CLI. Voir www.liberationiraq.org.

l'industrie de l'armement et dans la finance²²⁴. Le CLI comptait dans ses rangs l'ancien secrétaire d'Etat de Ronald Reagan, George P.Schultz, l'ancien adversaire de Bush aux primaires républicaines, le sénateur John McCain, le sénateur démocrate Bob Kerrey, l'ancien speaker républicain de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, le général d'aviation Buster Glosson, l'ancien adjoint de Condoleezza Rice au National Security Council, le général Wayne Downing, et le républicain Randy Scheunemann²²⁵. La préoccupation première du CLI était de promouvoir la guerre en Iraq, pour favoriser l'industrie de l'armement américain. Son nouvel argumentaire de propagande s'articula autour de la libération du peuple iraquien et transforma la guerre en une croisade contre la tyrannie. Les membres du CLI rendaient compte de leur activité à Condoleezza Rice et à son adjoint Stephen Hadley. Selon le New York Times, du 15 novembre 2002, les membres du CLI reçurent de Condoleezza Rice les fonds destinés à financer, à travers tout le pays, les contacts avec les journalistes et l'organisation de dîners entre les représentants de l'administration et les responsables éditoriaux. Le CLI tint des conférences à travers tout le pays et obtint de nombreuses retombées médiatiques. Ses représentants furent interviewés sur MSNBC et Fox News, et des articles furent publiés dans le Washington Post et le New York Times. Les membres du CLI déclarèrent souhaiter le renversement de Saddam Hussein que les inspecteurs de l'ONU aient ou non trouvé des armes de destruction massive en Iraq. Reprenant la position du gouvernement américain, le CLI déclara sur son site Internet que le problème en Iraq n'était pas juste les armes de Saddam Hussein mais Saddam Hussein lui-même. Le 6 novembre 2002, devant le National Endowment for Democracy, le président Bush martela : « Est-ce que les peuples du Moyen Orient ne peuvent pas accéder à la liberté ? Est que des millions d'hommes, de femmes et d'enfants sont condamnés au nom de l'histoire ou de la culture à vivre sous le despotisme ? Seraient-ils les seuls à ne connaître jamais la liberté, à n'avoir jamais exercé de choix ? Je ne le crois pas ». Le président ajouta : « L'établissement d'un Iraq libre au cœur du Proche Orient sera un évènement majeur dans la révolution démocratique globale ». Personne ne pouvant parler mieux que le peuple iraquien des sévices de Saddam Hussein, l'INC et l'Iraq Public Diplomacy Group (IPDG) devinrent les porte-parole de la souffrance du peuple iraquien et les premiers partisans de la guerre en Iraq. Leur mission était de reconquérir l'élan perdu par la propagande. Ils devaient par leur action aider à reconquérir l'opinion américaine et préparer le terrain politique de la guerre. De son côté, l'Iraqi Public Diplomacy Group du Département d'Etat organisa des formations en communication médiatique, au profit

²²⁴ Jean Guisnel, op cité, pages 103-104.

²²⁵ Idem, page 106.

des nombreux dissidents iraqiens, pour qu'ils aident l'administration Bush à diffuser le message sur la nécessité de renverser Saddam Hussein. Une grande partie de l'opposition iraquienne exilée reçut cet entraînement destiné à rentabiliser au mieux ses futures prestations télévisuelles et à la former à la rédaction de discours et d'articles de presse. Selon le témoignage au Los Angeles Times, d'un membre du Département d'Etat, l'idée était de mettre cette opposition iraquienne en première ligne pour qu'elle touche les esprits et le cœur du public américain, à travers des témoignages et des anecdotes sur l'horreur du régime iraquien. Au-delà des conseils, le Département d'Etat dicta le contenu et le sens des messages à véhiculer. Le besoin de démocratie, d'élections libres et la libération du peuple iraquien devaient être évoqués par les opposants iraqiens²²⁶. A partir de l'automne 2002, la propagande néoconservatrice décrivit les crimes de Saddam Hussein de façon particulièrement parlante et insista, non plus uniquement sur les armes de destruction massive, mais aussi sur les bienfaits humanitaires d'une intervention militaire en Iraq. Il fallait libérer le peuple iraquien du tortionnaire Saddam Hussein et promouvoir la démocratie dans cette partie du monde. La cause néoconservatrice se fit juste et devint conforme au style et aux principes américains. Il s'agissait de défendre la patrie menacée par les armes du régime iraquien et de réformer l'ordre mondial en libérant le peuple iraquien²²⁷. Après s'être appuyé sur ses propres think tanks et publications, puis sur l'ensemble de l'opposition iraquienne, l'administration Bush mit au service de sa cause un certain nombre de grandes organisations dont le Center for Strategic and International Studies (CSIS), le Washington Institute for Near East Policy (WINEP) et le Middle East Forum. Toutes ces organisations spécialisées dans les relations internationales et le Proche Orient étaient liées les unes aux autres et toutes clientes de la très puissante société de relations publiques, Benador Associates. Spécialisée dans le placement d'experts en terrorisme et sur le Proche Orient, cette société assura la couverture médiatique de ces organisations et permit à leurs experts de participer aux grands débats, aux journaux télévisés, et aux tribunes libres des quotidiens de la presse écrite. A lui seul, le site Internet de Benador Associates répertoriait une douzaine de personnalités ayant joué un rôle majeur dans la diffusion de la propagande de l'administration Bush. Parmi ces experts, peuvent être cités : Max Boot, rédacteur en chef au Wall Street Journal, réputé pour être un redoutable polémiste, Arnaud de Borchgrave, rédacteur en chef au Washington Times et responsable du Global Organized Crime Project au CSIS, Alexandre M. Haig Jr, ancien secrétaire d'Etat sous Donald Reagan et membre du WINEP, Charles Krauthamer,

²²⁶ Sheldon Rampton et John Stauber, op cité, pages 67-68.

²²⁷ Stanley Hoffman, op cité, page 96.

chroniqueur au Washington Post et au Weekly Standard, Michael A Ledeen, membre de l'AEI et Judith Miller, journaliste au New York Times²²⁸. L'ensemble de ces personnalités délivra avec conviction à l'opinion publique américaine la nécessité d'une nouvelle architecture du Moyen Orient qui passait par l'élimination du régime de Saddam Hussein. Cette nouvelle palette de moyens et ce réaménagement du discours permirent à l'administration Bush de circonscrire la polémique sur les armes de destruction massive et d'atteindre son objectif en s'appuyant sur l'imaginaire et les peurs des citoyens américains qui, sondages après sondages, associèrent Saddam Hussein aux attentats du 11 septembre²²⁹. A l'automne 2002, 60% des Américains étaient persuadés que Saddam Hussein était lié aux attentats du 11 septembre²³⁰. Fin 2002 début 2003, le président américain usa habilement, selon son auditoire, des différentes raisons justifiant la guerre. Cela l'amena à utiliser tantôt la libération du peuple iraquien et la démocratisation du Proche Orient, tantôt la menace des armes de destruction massive ou les liens supposés avec les groupes terroristes²³¹. Le 19 décembre 2002, conformément à la loi « Iraq Liberation Act » de 1998, la Maison Blanche accorda 92 millions de dollars à une assistance militaire aux Iraquiens exilés et le Département d'Etat publia deux rapports, « De la peur de la liberté » et « Une population réduite au silence », qui mirent en exergue les exactions de Saddam Hussein à l'encontre de son peuple. Le même mois, à Londres, sur initiative de Zalmay Khalizad (ambassadeur spécial de l'administration américaine auprès des « Iraquiens libres »), un congrès réunit plus de trois cents exilés, issus d'une cinquantaine de partis et groupuscules, pour dénoncer le régime iraquien²³². A partir de février 2003, l'opinion publique américaine étant de plus en plus sensible à l'idée de libérer le peuple iraquien, l'objectif du renversement du régime iraquien n'était plus justifié que par les atrocités commises par Saddam Hussein²³³. La Maison Blanche demanda aux employés fédéraux d'évoquer une « guerre de libération » et de qualifier les forces

²²⁸ Sheldon Rampton et John Stauber, op cité, pages 70-71.

²²⁹ Le débat dans la presse sur la réalité de la menace posée par les armes de destruction massive est resté limité. Les journalistes refusèrent de croire à une malhonnêteté de la Maison Blanche et ceux qui purent l'imaginer firent l'objet de fortes pressions. D'abord de la part de l'administration Bush qui récompensa par des « fuites » les journalistes favorables à sa politique et qui ignora les autres, ce qui remit en cause leur capacité de publication, ensuite de la part de l'opinion publique elle-même, qui au fil de son adhésion à la guerre accusa les rédactions « contestatrices » de saper le patriotisme américain dès qu'elles s'aventuraient dans une remise en cause des déclarations de l'administration Bush.

²³⁰ Dana Milbank et Claudia Deane, « les liens de Hussein avec le 11 septembre restent présents à biens des esprits », Washington Post, 6 septembre 2003.

²³¹ Alain Frachon et Daniel Vernet, op cité, pages 29-30.

²³² Gabrielle Lafarge et Alexandra Novosseloff, op cité, pages 235-262.

²³³ Stanley Hoffman, op cité, page 89.

paramilitaires iraqiennes « d'escadrons de la mort »²³⁴. Ce succès croissant de la propagande américaine se conjuga avec ce qui était présenté par le pouvoir comme un succès diplomatique : l'adoption de la résolution 1441, par le Conseil de Sécurité de l'ONU. Sa rédaction laissant place à diverses interprétations possibles, l'administration Bush s'appuya sur cette résolution pour convaincre son opinion publique de la légitimité de l'intervention en Iraq.

LE TRANSFERT AU PRESIDENT DE L'AUTORISATION DE DECLARER LA GUERRE

Si le passage devant l'ONU aida à convaincre l'opinion publique américaine, il n'en était pas moins indispensable, à un second objectif de l'administration Bush : le transfert des pouvoirs du Congrès à George Bush. Le Congrès américain étant seul habilité à déclarer la guerre, l'administration Bush souhaita s'emparer de cette prérogative pour s'assurer le contrôle et la réalisation de la guerre. Pour atteindre cet objectif, au début de septembre 2002, George Bush réunit les chefs de file du Congrès pour leur exprimer son attente d'une résolution du Congrès l'autorisant à déclarer une action militaire en Iraq. Sans exposer ses motivations, il leur laissa entendre qu'il présenterait bientôt des renseignements nouveaux, concernant les capacités nucléaires du régime iraquien²³⁵. Immédiatement, plusieurs sénateurs démocrates et personnalités politiques de premier plan exprimèrent des doutes sur les motivations réelles de la guerre et attaquèrent violemment la politique de George Bush. Face à cette opposition, le 3 octobre 2002, le président convoqua une seconde fois les chefs de file du Congrès, pour leur fournir de « nouvelles informations ». Selon celles-ci, le régime de Saddam Hussein disposait de chercheurs et d'installations permettant de fabriquer des armes nucléaires et cherchait aujourd'hui les matériaux nécessaires à leur confection²³⁶. Pour conclure, George Bush laissa entendre encore une fois qu'il ferait ultérieurement de plus amples révélations. Ce qu'il ne fit jamais. Peu de temps après, il organisa à l'extérieur du Congrès une réunion discrète avec soixante sénateurs républicains à qui il confia sous le sceau du secret que Saddam Hussein possédait des armes chimiques et biologiques, en mesure d'atteindre la Côte Est des Etats-Unis, grâce à des avions sans pilote²³⁷. Ceci était faux, mais tenu en

²³⁴ Sheldon Rampton et John Stauber, op cité, page 149.

²³⁵ Elisabeth Bumiler, « Le président va demander l'assentiment du Congrès pour une action en Irak », New York Times, 3 octobre 2002.

²³⁶ David E.Sanger, « Manœuvrer vers une guerre préemptive », New York Times, 28 septembre 2002.

²³⁷ John Mc Carthy, « Des sénateurs avaient été avisés que des armes iraqiennes

dehors du cadre de l'Assemblée parlementaire, ce mensonge ne pouvait pas être retenu dans le cadre d'une procédure d'« impeachment ». L'éventualité d'une guerre en Iraq faisant polémique, le Congrès décida de requérir une « National Intelligence Estimate » sur la question des armes de destruction massive. Il souhaita savoir si oui ou non, le régime de Saddam Hussein représentait une menace imminente pour les Etats-Unis. Jugement collectif de toutes les agences de renseignement américain sur une question précise, la NIE est un document classifié, fiable et objectif. Pourtant, celui rédigé, en octobre 2002, à la demande du Congrès, sur les armes de destruction massive, s'intitula « L'Iraq continue son programme d'armes de destruction massive » et indiqua que ce pays cherchait à se procurer avec insistance de l'uranium et du concentré d'uranium. Si trois pays africains y étaient cités comme fournisseurs potentiels, l'élément d'accusation principal était une tentative iraquienne d'achat d'uranium auprès du Niger²³⁸. Ce renseignement était faux et l'administration Bush le savait. Elle avait pris le risque de mentir aux parlementaires, pour emporter leur soutien. Quatre jours avant le vote du Congrès, le 7 octobre 2002, le président tint le discours de Cincinnati, véritable réquisitoire contre l'Iraq, alimenté d'informations fausses et de demi-vérités. Il y affirma s'adressant autant aux élus qu'aux électeurs américains, et à l'ONU : « Nous savons que l'Iraq et les réseaux terroristes ont un ennemi commun, les Etats-Unis » [...] « Nous savons que l'Iraq et les terroristes entretiennent des contacts privilégiés, depuis une dizaine d'années. Certains dirigeants terroristes ont fui l'Afghanistan pour se réfugier en Iraq. Parmi eux un important responsable qui a reçu des soins médicaux à Bagdad, cette année, et qui était associé à la préparation d'attentats chimiques et biologiques. Nous avons appris que l'Iraq a formé des terroristes à fabriquer des bombes, des poisons et des gaz mortels », et enfin « Nous savons qu'après le 11 septembre, le régime de Saddam Hussein a célébré dans l'allégresse les attentats terroristes en Amérique »²³⁹.

Le même jour, le président de la commission du renseignement, le sénateur Bob Graham reçut une lettre de George Tenet qui sans les nier ne confirmait pas les liens de Saddam Hussein avec Al Qaeda. Cette lettre souligna la faiblesse des renseignements de la CIA et minimisa la possibilité d'une attaque terroriste iraquienne sur le sol américain²⁴⁰. En réalité, la popularité croissante du président américain et l'approche des élections de mi-mandat interdirent aux sénateurs toutes velléités

pouvaient toucher les Etats-Unis », Florida Today, 17 décembre 2003.

²³⁸ Scott McClellan, op cité, pages 4-5 et pages 169.

²³⁹ George Bush, « discours à la Nation sur l'Iraq depuis Cincinnati, Ohio », Weekly Compilation of Presidential Document, 14 octobre 2002, page 1716.

²⁴⁰ Jean Guisnel, op cité, pages 120-121.

d'opposition à George Bush. Ils ne pouvaient pas prendre le risque de contrarier leur électorat. De son côté, ne pouvant pas communiquer aux sénateurs la preuve de liens entre l'Iraq et Al Qaeda, ni leur mentir sans être sommé de s'expliquer ou de le prouver, George Bush contourna l'obstacle en s'adressant à la nation tout entière. Par des allégations et des affirmations successives, il créa artificiellement dans son discours un lien entre Saddam Hussein et Al Qaeda. La veille du vote du Congrès, le seul sénateur à réagir était Robert Byrnes, élu de Virginie Occidentale. Il interrogea ses pairs sur les questions fondamentales soulevées par l'exigence présidentielle. En substance, le sénateur déclara : « Pourquoi vouloir le vote d'une résolution qui transmettra au président le pouvoir constitutionnel du Congrès de déclarer la guerre ? Sommes-nous trop faibles pour résister aux demandes d'un président déterminé à mettre la volonté collective sous son joug ? Est-il prêt à déclencher la guerre puisque comme il l'a clairement indiqué dans le National Security Strategy, il est décidé à lancer des actions préemptives et préventives ?²⁴¹

La résolution du Congrès fut votée le 11 octobre 2002, par 296 voix pour et 133 contre, à la Chambre des représentants et 77 pour et 23 contre au Sénat. La résolution 114 du Congrès autorisa le président à employer la force des Etats-Unis de la manière qu'il estimait appropriée et nécessaire pour défendre la sécurité nationale des Etats-Unis contre la menace continue provoquée par l'Iraq et pour faire respecter par la force toutes les résolutions du Conseil de Sécurité concernant l'Iraq²⁴². Cette résolution comportait un certain nombre de réserves. Le Congrès soumit son accord à la condition expresse que le président américain ait formellement établi la persistance de la menace iraquienne, l'impossibilité de la circonscrire par la diplomatie, et sa corrélation avec les attentats du 11 septembre²⁴³. Cet agrément sans précédent du Congrès fut soumis à une détermination formelle de George Bush devant être remise au Congrès, soit avant le recours à la force, soit dans les quarante-huit heures suivant l'intervention militaire. Dans cette détermination, le président américain devait répondre par écrit aux conditions expresses formulées par le Congrès. En d'autres termes, le président américain devait apporter la preuve des allégations lui ayant permis de développer son argumentaire en faveur de la guerre. Pour plus de précaution, le Congrès débuta

²⁴¹ Denise Artaud, op cité, page 121.

²⁴² Résolution du Congrès américain H.J.RES.114 « Authorization for Use of Military Force Against Iraq Resolution of 2002 », disponible sur www.broadband-span.org. Voir également Jim Vandejei et Juliet Eilperin, « Le Congrès vote la résolution sur l'Iraq : une majorité écrasante donne à Bush autorité pour attaquer unilatéralement », Washington Post, 11 octobre 2002.

²⁴³ John W Dean, op cité, page 227.

sa résolution par une déclaration préliminaire comportant plus de vingt-trois « attendu que ». Il s'agissait de clauses « précatives », sans effet juridique contraignant, ne faisant pas partie du dispositif effectif de la résolution, et n'ayant pas donné lieu à débat. Fortement divisé sur la possession ou non par l'Iraq d'armes de destruction massive et sur le danger réel d'une transmission de celles-ci à des terroristes, le Congrès s'appuya sur l'argumentaire présidentiel, formulé dans les « attendus que », pour justifier sa décision exceptionnelle de lui transmettre le pouvoir de déclarer la guerre. Ces attendus n'étaient ni des faits, ni des conclusions entérinées par le Congrès, ils étaient la simple expression du cheminement ayant conduit ces élus au vote de la résolution 114²⁴⁴. Pour finir, incapable de se prononcer sur la menace réelle de l'Iraq, le Congrès confia le soin à l'ONU de résoudre cette épineuse question et en dernier recours, le soin au président américain, de réduire par la force cette menace si son lien avec une entreprise terroriste était avéré.

LA RESOLUTION 1441 ET LE RETOUR EN IRAQ DES INSPECTEURS

L'ambiguïté du discours présidentiel jeta une réelle inquiétude sur les membres du Conseil de Sécurité. La volonté américaine d'user de la force ayant été fermement exprimée, le Conseil n'avait pas d'autre choix pour éviter la guerre que de quitter le statu quo dans lequel il s'était figé depuis plusieurs années. Les événements du 11 septembre et la détermination américaine interdirent toute résistance aux exigences américaines. La conciliation devant être de mise, le Conseil de Sécurité accepta pour la première fois de reconnaître et de qualifier les violations iraqiennes passées, en échange de la mise en œuvre d'inspections intrusives et du maintien de son pouvoir décisionnel. Compte tenu de leur interprétation des résolutions antérieures, la résolution 1441 fut une réelle victoire pour les Etats-Unis puisqu'elle légitima la guerre. A contrario, pour les partisans de la paix, elle retarda la guerre et mit en œuvre un

²⁴⁴ Parmi les « attendus que » de la résolution 114, peuvent être cités entre autres :
- le huitième « attendu que le régime iraquien actuel a fait montre de sa capacité et de sa volonté d'utiliser des armes de destruction massive contre les autres Nations et son propre peuple »,
- le treizième « attendu que la menace que le régime iraquien actuel soit employé ces armes pour lancer une attaque surprise contre les Etats-Unis ou ses forces armées, soit les fournisse à des terroristes internationaux susceptibles de le faire, ainsi que l'ampleur considérable des dommages qu'il résulterait pour les Etats-Unis et leur citoyens de pareille attaque se combinent pour justifier une action de la part des Etats-Unis afin de se défendre ».

processus d'inspections susceptible de résoudre en douceur le désarmement iraquien. Les inspecteurs retournèrent donc en Iraq avec une palette de moyens étendue et la ferme intention de désarmer Saddam Hussein. Ces inspections ayant de grandes chances de démontrer l'inexistence des armes de destruction massive plutôt que l'inverse, les Etats-Unis imposèrent à l'Iraq de faire la preuve de son désarmement et s'engagèrent dans la dénonciation systématique du comportement iraquien et des résultats des inspections.

L'ADOPTION DE LA RESOLUTION 1441

La négociation onusienne s'engagea dans un contexte particulier. La décision de mener la guerre était prise depuis de longs mois quand les Etats-Unis s'engagèrent dans le processus de négociation en tenant leur décision secrète. Dans l'ignorance de cette décision et trompés par la saisine du Conseil de Sécurité, les membres permanents se montrèrent conciliants et ouverts au compromis. Soucieuse de préserver l'homogénéité occidentale la France s'engagea dans la négociation avec l'espoir réel d'une solution en deux temps : une première étape destinée à désarmer l'Iraq, et en cas d'impossibilité, une seconde pour contraindre ce pays par une action militaire²⁴⁵. Cette solution française sembla être une alternative suffisamment intéressante pour être défendue par quelques compromis. Tel fût le cas, avec d'autant plus de naïveté, que les Britanniques et les Français considèrent comme une victoire le simple fait que les Etats-Unis s'asseyent à la table des négociations. La seconde particularité de cette négociation fut l'exigence d'action imposée à l'ONU par les Etats-Unis, unique superpuissance et victime des attentats du 11 septembre. A défaut d'une action réelle du Conseil de Sécurité, le président américain l'avait annoncé, les Etats-Unis iraient mener la guerre en Iraq, avec une coalition de volontaires. La partie américaine ne cacha pas qu'une action militaire de grande envergure s'imposait, et qu'elle pouvait être menée sans l'autorisation spécifique du Conseil de Sécurité. Menacé d'être écarté du dossier iraquien, pour l'éviter, le Conseil de Sécurité dut quitter le statu quo dans lequel il s'était confortablement figé. Dernière particularité de la négociation, la préparation de la partie américaine. Bien qu'opposés au détour par l'ONU, les néoconservateurs s'étaient préparés à cette échéance, en écartant le directeur de l'OAIC et en nommant au Département d'Etat, John Bolton, sous-secrétaire d'Etat pour la sécurité internationale et le contrôle des armes. Spécialistes des

²⁴⁵ Cette solution française avait été directement inspirée par le président français, Jacques Chirac qui l'avait appelée « un plan à deux étages », avec un vote pour les inspections et un vote pour les hostilités.

questions d'armement nucléaire et du problème iraquien, les néoconservateurs entendirent mener la négociation onusienne sur le terrain du désarmement. Cette approche n'était pas la plus pertinente mais inscrivit la négociation dans la lignée des précédentes résolutions sur l'Iraq. Après le 11 septembre, les pourparlers auraient pu s'ouvrir sur la base de la résolution 1368 du 12 septembre 2002 qui dégagait de nouveaux champs au recours à la force et abolissait la problématique de l'interprétation des résolutions précédentes²⁴⁶. Seulement voilà, spécialistes du désarmement, les néoconservateurs maîtrisaient cette problématique mieux que quiconque et entendaient rester sur ce terrain familier. Trompé sur les finalités de la démarche américaine et mis sous pression par Washington, le Conseil de Sécurité fut confronté à une diplomatie américaine acharnée à vouloir obtenir la rupture du statu quo et l'autorisation d'user de la force. Après une longue et une âpre négociation, la résolution 1441 fut votée à l'unanimité et instaura un système d'inspections drastiques, de tous les sites sensibles et stratégiques du territoire iraquien²⁴⁷. Peu importe comment, l'objectif était de trouver les armes de destruction massive et de procéder à leur neutralisation²⁴⁸. Son application devait être immédiate et menée avec un respect scrupuleux et tatillon²⁴⁹. En d'autres termes, le Conseil de Sécurité quitta son statu quo et passa à l'action pour

²⁴⁶ Serge Sur, op cité, page 66.

²⁴⁷ Dans son paragraphe deux, la résolution décidait « d'accorder à l'Iraq une dernière possibilité de s'acquitter des obligations en matière de désarmement qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil » et « d'instituer un régime d'inspections renforcé dans le but de parachever de façon complète et vérifiée le processus de désarmement établi par la résolution 687 et les résolutions ultérieures du Conseil ». Ces conditions d'accès annulaient les dispositions spéciales prévues par le mémorandum de 1996 et 1998, passés avec l'UNSCOM et fixant les règles d'accès aux sites sensibles et présidentiels. Dans son paragraphe cinq, la résolution fixait le cadre de ces nouvelles clauses d'inspections intrusives et renforcées : « l'accès immédiat, sans entrave, inconditionnel et sans restriction à la totalité des zones, installations, équipements et moyens de transport qu'elles souhaitent inspecter, le gel des sites en cours d'inspection par suspension de tout mouvement aérien ou au sol sur décision immédiate; l'organisation d'entretiens y compris à l'extérieur du territoire iraquien de scientifiques et de personnalité liés au développement des programmes d'armes de destruction massive ». Ces nouvelles clauses s'inscrivaient de surcroît dans un calendrier très serré. Bagdad avait sept jours pour accepter la résolution et ses inspections, et devait fournir au plus tard le 8 décembre 2002, sa déclaration préalable sur ses programmes proliférant et activités connexes.

²⁴⁸ Ghaleb Bencheikh, « Une position française imperturbable et courageuse », La Revue internationale et stratégique, NR 53, printemps 2004 : Après la guerre en Iraq : l'image de la France dans le monde ».

²⁴⁹ Dans son paragraphe quatre, la résolution « décide que de fausses informations ou omissions dans les déclarations soumises par l'Iraq en application de la présente résolution et le fait à tout moment de ne pas se conformer à la présente résolution et de ne pas coopérer pleinement dans sa mise en œuvre constitueront une nouvelle violation patente des obligations de l'Iraq et seront rapportés au Conseil aux fins de qualifications ».

rester saisi de la question iraquienne. Insuffisant pour les partisans de la guerre, ce premier compromis se doubla d'une seconde concession destinée à répondre à l'exigence britannique d'obtenir une autorisation de recours à la force armée. Pour la première fois, le Conseil de Sécurité accepta de qualifier l'attitude iraquienne de violation de la résolution 687, ce qui dans l'interprétation anglo-américaine levait cette résolution et réactivait la résolution 678, autorisant les Etats « coopérant avec le Koweït » à recourir à la force²⁵⁰. Ce dernier point était important pour l'opinion publique britannique qui exigeait une autorisation du Conseil de Sécurité pour recourir à la force armée. L'interprétation anglaise était formulée par l'Attorney General Lord Goldsmith pour qui la résolution 687 sur les conditions de cessez-le-feu avait seulement suspendu et non pas abrogé l'autorisation de recourir à la force armée de la résolution 678. Les infractions iraquiennes étant qualifiées, l'autorisation de l'usage de la force armée par la résolution 678 redevint selon lui opérante²⁵¹. D'ailleurs la résolution 1441 menaçait l'Iraq de graves conséquences en cas d'inexécution de ses obligations en matière de désarmement. Ces concessions faites, pour rester saisi de la problématique iraquienne, le Conseil de Sécurité imposa à la partie américaine que la résolution 1441 stipule que les éventuelles futures violations soient qualifiées par le Conseil de Sécurité. Les faits de violations nouveaux devaient être rapportés par les responsables des inspections, chargés de présenter des rapports réguliers sur l'évolution de leurs activités. Il résultait de cette disposition qu'une qualification faisant internationalement autorité ne pouvait provenir que du Conseil de Sécurité et de lui seul²⁵². Pour plus de précaution, le Conseil de Sécurité finit la résolution par la formule « décide de rester saisi de la question... ».

La résolution 1441 était un compromis ambigu, juridiquement favorable à la partie américaine, notamment dans la version anglaise du texte. Le paragraphe 1 de cette version

²⁵⁰ Dans son paragraphe un, la résolution 1441 « décide que l'Iraq a été et demeure en violation patente de ses obligations en vertu des résolutions pertinentes, notamment de la résolution 687, en particulier en ne collaborant pas avec les inspecteurs des Nations Unies et de l'AIEA, et en ne prenant pas les mesures exigées aux paragraphes 8 et 13 de la résolution 687 ». Si la qualification des violations était une étape importante, rien dans la résolution 687 ne permettait toutefois de considérer qu'il existe une automaticité du recours à la force dès lors qu'il y a qualification. Dans l'esprit onusien, cette qualification devait être accompagnée d'une autorisation spécifique de recourir à la force.

²⁵¹ O.Corten « Opération Iraqi freedom : peut-on admettre l'argument de l'«autorisation implicite» du Conseil de Sécurité », RDBI, 2003, page 225. Cette interprétation anglaise achoppe sur le fait que la résolution 678 évoque « les Etats coopérant avec le Koweït » ce qui rend inopérant l'utilisation de cette résolution comme fondement juridique à une action militaire dépourvue de tout lien avec la libération du Koweït.

²⁵² Serge Sur, op cité, page 91.

évoquait volontairement le terme de « material breach », pour faire référence à l'article 60 de la convention de Vienne relatif à la suspension ou à l'extinction d'un traité, en cas de « material breach » (violations substantielles) par l'une des parties. Considérée comme un traité d'armistice, la résolution 687 était dès lors, pour la partie anglo-américaine, déchue en raison de cette évocation de « violations substantielles » et la résolution 678 remise automatiquement en vigueur. De son côté, la version française n'évoquait que des « violations patentes » de l'Iraq à ses obligations²⁵³. Cette suspension du cessez-le-feu en raison des « violations substantielles » trouvait une autre légitimité dans le paragraphe 2 de la résolution, dans lequel le Conseil de Sécurité concédait à l'Iraq une dernière opportunité pour exécuter ses obligations. Si la qualification des violations iraqiennes pouvait apparaître comme une autorisation implicite du Conseil de Sécurité de recourir à la force, tel n'était pas vraiment le cas. La question de l'automaticité de ce recours restait en suspens. En introduisant des réserves, le Conseil de Sécurité restait saisi de la question iraquienne et n'autorisait pas dans le texte de la résolution l'action militaire. L'esprit de la résolution 1441 était d'agir en deux temps. L'utilisation de la force ne pouvait être autorisée qu'après un éventuel nouveau manquement iraquien. Cette approche en deux temps défendue par la France fut explicite dans les discours des Représentants des différents Etats du Conseil de Sécurité, à défaut de l'être dans le texte de la résolution²⁵⁴. Seul le discours de la partie américaine laissa planer un doute. Les Etats-Unis divisés, les uns voulant revenir devant le Conseil de Sécurité, les autres s'assurer une totale liberté de manœuvre, l'ambassadeur auprès de l'ONU, John Negroponte ouvrit le vote de la résolution 1441 par cette déclaration : « la présente résolution ne contient pas de « détonateur caché » ou d' « automaticité » concernant le recours à la force. En cas de nouvelle violation iraquienne, rapportée par la COCOVINU, l'AIEA ou par un Etat membre, la question reviendra au Conseil pour y faire l'objet d'un débat, comme le stipule le paragraphe 12. La résolution indique clairement que tout non respect par l'Iraq est inacceptable et que l'Iraq doit être désarmé. Et d'une manière ou d'une autre, l'Iraq sera désarmé. Si le Conseil de Sécurité n'agit pas de façon résolue en cas de nouvelle violation de la part de l'Iraq, cette résolution n'empêche aucun Etat membre d'agir pour se défendre contre la menace que représente l'Iraq, d'appliquer les résolutions pertinentes de l'ONU et de protéger la paix et la sécurité mondiale ». Avec cette déclaration ambiguë, en cas d'échec d'une seconde résolution autorisant le recours à la force, les Etats-Unis s'octroyaient la possibilité d'agir sur la base d'une éventuelle autorisation

²⁵³ Philippe Weckel, « L'usage déraisonnable de la force », Revue Général de Droit International Public, 2003, page 385.

²⁵⁴ O.Corten, op cité pages 205-247.

implicite donnée par la résolution 1441. Ce qu'ils firent. La victoire de l'administration Bush fut d'avoir pu, par la tromperie et la pression, imposer au Conseil de Sécurité la levée du statu quo et d'avoir réussi à inverser le confort des positions. La levée du statu quo s'exprima clairement dans la logique de la résolution 1441 qui n'était plus une logique de simples inspections. La résolution 1441 permit de réactiver et de renforcer le régime d'inspections coercitives, dans le but de réaliser le désarmement requis et d'en assurer la vérification. Au-delà, dans son paragraphe treize, la résolution avertissait l'Iraq que s'il ne coopérait pas pleinement et inconditionnellement à cette entreprise, il s'exposerait à de « graves conséquences »²⁵⁵. Les graves conséquences évoquées étaient indiscutablement le recours à la guerre, comme significations non équivoques. La résolution représentait une réelle rupture avec les résolutions précédentes dont la résolution 1284, mais ne s'en détachait pas entièrement. Elle inversait juste la logique en posant un ultimatum à l'Iraq et en lui faisant porter la charge de la preuve, alors que la résolution 687 la faisait porter au Conseil de Sécurité. Jusqu'à la résolution 1441, la partie anglo-américaine dut justifier ses actions militaires en Iraq par une interprétation tendancieuse de la résolution 687. Avec la résolution 1441, l'inverse se produisait. En inscrivant des réserves pour rester saisi du dossier iraquien, le Conseil de Sécurité endossa l'inconfort d'une position ambiguë au regard de ses décisions précédentes. Pour la partie américaine, cette résolution 1441 régla une fois pour toute la question de la légalité internationale de la future intervention militaire. Si cette légalité suffit pour convaincre l'opinion publique américaine, la résolution 1441 ne régla pas pour autant la question de la participation ou non de l'ONU, à la guerre ou à l'après-guerre. Elle laissa Colin Powell et la partie britannique sur leurs fins, puisque l'un et l'autre souhaitaient une position claire du Conseil de Sécurité, sur son soutien ou non à l'action militaire.

LES DIFFERENTES INTERPRETATIONS DE LA RESOLUTION

Résultat d'un compromis, la résolution 1441 comprenait de telles ambiguïtés que sa lecture autorisait chaque partie à y lire ce qu'elle souhaitait. D'un côté, elle répondait aux attentes des Européens et des Russes qui souhaitaient une nouvelle consultation de l'ONU, avant tout recours à la guerre, et de

²⁵⁵ Serge Sur, « La résolution 1441 du Conseil de sécurité dans l'affaire iraquienne : un destin manqué », édition Dalloz, 27 mars 2003, pages 835-837. La résolution précise que le Conseil de Sécurité « rappelle, dans ce contexte, qu'il a averti à plusieurs reprises l'Iraq des graves conséquences auxquelles celui-ci aurait à faire s'il continuait à manquer à ses obligations ».

l'autre, son libellé était tel, que les Etats-Unis pouvaient se considérer investis d'une autorité suffisante pour recourir à la guerre sans nouvelle résolution²⁵⁶. Colin Powell a immédiatement vu dans cette résolution le triomphe de l'ambiguïté, jugeant cela préférable à un échec définitif²⁵⁷. L'ambiguïté de la résolution avait l'avantage de laisser la porte des négociations ouverte à un second round, au cours duquel, il caressait l'espoir d'une adhésion de la communauté internationale à sa position. Après tout, la France n'était pas opposée à l'idée d'une guerre en cas d'échec des inspections. Les néoconservateurs avaient, eux, obtenu de l'ONU ce qu'ils attendaient. Ils considéraient pouvoir mener la guerre sans seconde résolution. La résolution 1441 ne contenait aucune obligation de revenir devant le Conseil de Sécurité et les violations anciennes de Saddam Hussein étaient qualifiées. N'ayant aucune confiance en Saddam Hussein, les Etats-Unis considéraient la résolution 1441 comme un moyen de démontrer les violations du pouvoir iraquien, soit par son refus de coopérer soit parce qu'il disposait d'armes ou de programmes prohibés par la résolution 687, l'un ou l'autre justifiant le recours à la guerre. Pour eux, le régime coercitif des inspections était tel qu'il interdirait à Saddam Hussein de répondre à ses obligations. Ces procédures d'inspections étaient transitoires et vouées à l'échec. La résolution 1441 était la première étape du changement de régime en Iraq et une seconde résolution était utile, mais non indispensable²⁵⁸. Selon leur interprétation, les inspections coercitives relevaient d'une vérification positive, imposant à l'Iraq l'obligation de démontrer formellement qu'il respectait ses obligations internationales de ne pas détenir d'armes ou de programmes prohibés. Cette position présumait l'Iraq fautive et rendait quasi impossible la démonstration inverse. Le soupçon tenait lieu de preuve²⁵⁹. Le président George Bush ayant par ailleurs précisé « qu'il ne pouvait y avoir de violation mineure » se posa la question du seuil de déclenchement de la qualification de « violation patente », conduisant à la guerre²⁶⁰. Pour les Etats-Unis, la constatation des violations était tellement objective et évidente que chaque Etat pouvait y procéder, y compris par ses propres moyens, et disposait d'un droit automatique de recours à la force, au nom des précédentes résolutions onusiennes. Du côté français, la résolution 1441 était une occasion inespérée de tester un mécanisme d'inspections internationales, pouvant servir à

²⁵⁶ Wesley K Clark, op cité, page 42.

²⁵⁷ Stanley Hoffman, op cité, page 83.

²⁵⁸ Cette position de l'administration américaine fut clairement exprimée par le président George Bush, lors d'une allocution devant le New Sec Chairman Swon-In, le 18 février 2003.

²⁵⁹ Serge Sur, op cite, pages 68-70.

²⁶⁰ Patrick Jarreau, « Le « oui » de Bagdad ne convainc pas Washington », Le Monde, 14 novembre 2002.

d'autres cas que celui de l'Iraq. La France considérait que la résolution imposait un retour devant le Conseil de Sécurité avant tout recours à la force. Elle laissait l'opportunité de résoudre pacifiquement le différend. En aucun cas, la résolution n'était pour elle et ses partenaires un mandat pour la guerre²⁶¹. La France espérait avec ces inspections coercitives relancer la procédure des inspections onusiennes, récusée de plus en plus souvent par les Etats-Unis²⁶². Pour la France, l'Iraq devait bénéficier d'une présomption du respect de ses obligations, à l'exception de l'hypothèse où ses violations étaient démontrées. Cette position était clairement exprimée par le président Jacques Chirac, lors d'un entretien accordée à TF1 et à France 2, le 10 mars 2003²⁶³. C'était la transposition naturelle de la présomption d'innocence du droit pénal interne et l'application du principe de droit international, suivant lequel les Etats sont présumés appliquer de bonne foi leurs obligations internationales à défaut de la preuve contraire, qui incombe à celui qui l'avance²⁶⁴. Pour le camp de la paix, la résolution 1441 était une étape. Elle permettait l'enclenchement d'un nouveau processus d'inspection qu'il fallait mener à son terme, avant d'engager une nouvelle action. Au lieu de décider de la reprise des hostilités, la résolution 1441 concédait à l'Iraq « une dernière possibilité » de se conformer à ses obligations. Par ailleurs, rien dans le texte ne précisait que les « graves conséquences » auxquelles s'exposait l'Iraq étaient une autorisation du Conseil de Sécurité d'utiliser la force armée. La menace n'était qu'implicite. Il n'y avait pas dans la résolution 1441, ni dans la résolution 687, d'automaticité du recours à la force. La procédure des inspections ne laissait aucune possibilité, à aucun Etat, d'apprécier unilatéralement les rapports des inspecteurs. Le Conseil de Sécurité devait qualifier les violations nouvelles et sur cette base autoriser spécifiquement l'emploi de la force armée. Il y avait incompatibilité de cette procédure avec une quelconque action militaire unilatérale n'ayant pas fait l'objet d'entretiens préalables au sein du Conseil de Sécurité. Concernant la notion de « violation patente », du côté onusien, Hans Blix considéra que seuls les manquements les plus graves pouvaient constituer une « violation patente » et pour le soutenir, Kofi Annan affirma qu'il ne fallait pas définir un

²⁶¹ Stanley Hoffman, op cité, page 262.

²⁶² Serge Sur, op cité page 68.

²⁶³ Le président français déclara : « il faut que les inspections nous disent : nous pouvons continuer et dans un délai que nous estimons à quelques mois nous aurons achevé notre travail et l'Iraq sera désarmé, ou alors qu'ils disent et qu'ils viennent dire au Conseil de Sécurité, nous ne sommes pas en mesure d'atteindre notre objectif, nous ne pourrions pas garantir le désarmement de l'Iraq. Cas auquel, il appartiendra au Conseil de Sécurité et à lui seul de décider ce qu'il convient de faire. Mais dans ce cas naturellement, hélas, la guerre deviendrait inévitable ».

²⁶⁴ Idem, page 69. Concernant la question des vérifications positives et négatives, voir du même auteur « Vérification en matière de désarmement », recueil des cours de l'Académie de droit international de la Haye, 1998, Tome 273, pages 13-102.

« seuil de déclenchement » trop bas. Il insista sur la nécessité de la preuve du caractère délibéré des omissions. Cependant, ni le président de l'UNMOVIC, ni celui de l'AIEA, principaux concernés, n'étaient autorisés à statuer en la matière²⁶⁵.

Ces multiples interprétations furent le reflet d'une position internationale éparpillée par l'absence de réelle tentative diplomatique, pour régler le problème des armes illégales de Saddam Hussein. L'ensemble des discussions onusiennes avait eu pour unique objet de tenter, par un effort collectif, d'éviter une invasion unilatérale de l'Iraq. Le soutien ou non de l'ONU à la guerre américaine dépendrait de l'attitude de Saddam Hussein à se plier à la résolution 1441 et de l'élimination préalable de toutes solutions pacifiques. Contraint, Saddam Hussein se soumit à la résolution en laissant les inspecteurs de l'ONU revenir sur son territoire, pour mener leur travail de désarmement. La réelle coopération du régime iraquien montrerait l'efficacité de ce mécanisme novateur d'inspections coercitives et son intérêt pour l'Organisation internationale.

LA MISE EN ŒUVRE DES INSPECTIONS COERCITIVES

Le seul point de convergence des différents protagonistes au sujet de la résolution 1441 était qu'elle écartait pour un temps l'entrée en guerre. Il était clairement et explicitement offert à l'Iraq « une dernière possibilité de s'acquitter de ses obligations de désarmement », avant de subir une nouvelle invasion américaine. N'ayant d'autres choix que d'accepter ces conditions draconiennes, le 13 novembre 2002, deux jours avant la date limite, Saddam Hussein accepta sans condition la reprise des inspections sur le sol iraquien²⁶⁶. Pour éviter toute échappatoire, l'Iraq fut contraint de se conformer à un calendrier très serré. Elle devait fournir pour le 8 décembre 2002, une déclaration préalable sur ses programmes proliférant et activités connexes, et dans l'intervalle, avoir favorisé les premières inspections²⁶⁷.

²⁶⁵ Gabrielle Lafarge et Alexandra Novosseloff, op cité, pages 235-262.

²⁶⁶ En réalité, suite à une initiative des Etats voisins et du Secrétaire Général de l'ONU, Saddam Hussein avait donné son accord de principe à la reprise des inspections « sans conditions », par lettre adressée au Secrétaire Général de l'ONU, dès le 16 septembre 2002. Les modalités des inspections avaient été négociées à Vienne, en octobre 2002, entre les autorités iraquiennes et l'UNMOVIC et l'AIEA. De plus, si les inspections de la commission onusienne s'étaient interrompues en 1998, celle de l'AIEA avaient perduré. Des contrôles réguliers étaient menés par celle-ci en territoire iraquien, après notification et acceptation préalable des autorités iraquiennes.

²⁶⁷ La déclaration préalable iraquienne devait aider les inspecteurs à dresser un état des lieux et Hans Blix à présenter sous soixante jours un premier rapport au Conseil de Sécurité. Cette déclaration était nécessaire puisque l'UNSCOM avait interrompu ses activités de terrain le 31 octobre 1998, et que l'UNMOVIC n'avait jamais pu les

Le retour effectif des inspecteurs internationaux s'effectua le 26 novembre 2002 et, comme l'escompta la partie américaine, s'engagea mal. Cantonnée, depuis plus de trois ans, à un travail d'analyse et d'inventaire, l'UNMOVIC était une structure embryonnaire, sans personnel, seulement capable de déployer des équipes logistiques réduites. L'objectivité du travail de la commission précédente ayant fait l'objet de critiques américaines, l'UNMOVIC s'interdit de surcroît de recruter son personnel auprès des inspecteurs aguerris des précédentes vérifications. Dans l'urgence, elle recruta plus de 260 nouveaux inspecteurs, de plus de soixante nationalités différentes. Plus de la moitié de ces effectifs ne connaissait pas le terrain iraquien et n'était pas des spécialistes des armes de destruction massive. Les inspections étant menées conjointement avec les personnels de l'AIEA (rôlés depuis 1991 aux mentalités et au terrain iraquien), des tensions naquirent entre les deux groupes d'inspecteurs, opposés sur les méthodes de travail. Au final trop peu nombreux, au regard des exigences de surprises et de simultanités des inspections intrusives, les inspecteurs se sentirent « doublés » par la partie iraquienne et estimèrent certains sites, « préparés » et « nettoyés » avant leur arrivée. Conjugué à la configuration du territoire iraquien, où les déplacements sont longs et compliqués, ce problème d'effectifs contraignit les inspecteurs à travailler dans un périmètre géographique concentré aux alentours de Bagdad.

De son côté, le régime iraquien remit le 8 décembre 2002, sa déclaration préalable. Immédiatement interceptée par la partie américaine (sous prétexte de vouloir la photocopier dans un environnement favorable), la déclaration iraquienne fut détenue plusieurs jours par la seule administration Bush. Quatre exemplaires « allégés » furent ensuite remis aux membres permanents du Conseil de Sécurité. Beaucoup plus tard, les dix autres membres non permanents obtinrent une version d'un millier de pages, exemptes de « toutes informations sensibles »²⁶⁸. La déclaration iraquienne était en fait un document de 12 000 pages, pour une grande partie rédigée en arabe, contenant peu d'informations nouvelles au regard des connaissances des inspecteurs et de la liste des « questions non résolues », dressée par ces derniers. Dans l'urgence le régime iraquien avait compilé l'intégralité des déclarations passées et divers autres documents, tous précédemment communiqués à l'UNSCOM. Insatisfaisante et incomplète, cette déclaration était jugée douteuse. Le 27

reprendre.

²⁶⁸ Jean-Loup Izambert, op cité page 36. La résolution 1441 prévoyait que la déclaration préalable iraquienne serait remise à tous les membres du Conseil de Sécurité et que seule l'ONU serait habilitée à l'expurger des éventuelles « informations sensibles ».

janvier 2003, ces insatisfactions et ces mécontentements conduisirent Hans Blix, dans son premier rapport devant le Conseil de Sécurité (retransmis en direct sur la chaîne CNN), à souligner une coopération iraquienne incomplète, intégrale sur la forme, aucune obstruction n'ayant été rencontrée et les modalités intrusives respectées, mais limitée au regard de la coopération active attendue. Selon lui, l'Iraq n'avait pas permis aux inspecteurs de trouver « la preuve » de la destruction des armes chimiques et biologiques²⁶⁹. Cette approche souligna le choix d'Hans Blix d'appliquer, à ce stade des inspections, la logique de vérification positive, prônée par les Etats-Unis. A l'opposée, le directeur de l'AIEA, Mohamed El-Baradei appliqua une approche de vérification négative, déclarant qu'il n'y avait pas de preuve de la reprise d'un programme d'armes nucléaires²⁷⁰. Observant ces « premiers manquements », dès la mi-décembre, les autorités américaines exprimèrent publiquement leur scepticisme sur la déclaration préalable iraquienne. Le lendemain du premier rapport des inspecteurs au Conseil de Sécurité (le 28 janvier), George Bush tint son discours annuel sur l'état de l'Union dans lequel il reprit l'ensemble de l'argumentaire de propagande, légitimé cette fois par les résultats peu encourageants des premières inspections onusiennes²⁷¹. Au cours de ce discours, George Bush demanda un changement de régime en Iraq. Au même moment, condamnant ce premier rapport des inspecteurs onusiens, le général iraquien Amir Al-Saadi affirma qu'il était difficile « de prouver l'inexistence de choses qui n'ont jamais existé ou n'existent plus »²⁷². Les semaines suivantes ne permirent pas de découvrir, sur les sites contrôlés (dont les coordonnées avaient été communiquées par les services de renseignements américains), la moindre présence d'armes de destruction massive ou de programmes prohibés. Le 14 février, un second rapport fut présenté au Conseil de Sécurité. Seules quelques petites quantités de munitions vides de leur substance chimique ayant été découvertes, Hans Blix se déclara dans l'impossibilité d'avancer aucune « preuve flagrante » de l'existence d'armes interdites et souligna l'amorce d'une coopération active de la partie iraquienne. Saddam Hussein avait autorisé l'accès aux domiciles et aux enceintes privées (notamment les palais présidentiels), les entretiens avec des personnalités iraquiennes, et apporté des preuves de la destruction d'armes interdites. Il avait accepté la destruction de ses missiles Al Samoud en gage de bonne volonté, ces derniers n'étant pas touchés par les interdictions²⁷³. Si elle ne pouvait pas annoncer la fin de ses

²⁶⁹ le rapport de Hans Blix du 27 janvier 2003 est disponible sur le site « UN News Center ».

²⁷⁰ Denise Artaud, op cité, page 128.

²⁷¹ « Problems found in Iraq's report », The Washington Times, 17 décembre 2002.

²⁷² Denise Artaud, op cité, page 128.

²⁷³ D'une portée inférieure à 150 km, ces missiles n'étaient pas concernés par les

inspections, l'UNMOVIC déclara celle-ci proche. De son côté, Mohamed El-Baradei annonça qu'il ne restait plus que quelques points techniques à régler et qu'aucune question de désarmement ne restait en suspens. Ce second rapport fut marqué par les tensions croissantes au sein du Conseil de Sécurité, entre la France et l'Amérique. Un troisième rapport d'inspection fut remis le 7 mars 2003, dans lequel Mohamed El-Baradei déclara n'avoir détecté aucun signe de reprise d'activité nucléaire, tandis qu'Hans Blix souligna l'existence d'incertitudes et la nécessité de prolonger, cette fois de plusieurs mois, les inspections²⁷⁴. Modératrice la France proposa immédiatement une prolongation des inspections de 120 jours, tandis que Colin Powell refusa de croire au désarmement de l'Iraq par les inspections. Selon lui, il était confronté à « un catalogue de non coopération » de la part de l'Iraq. Dans l'intervalle, le 24 février 2003, la partie américaine déposa un projet de deuxième résolution, autorisant la guerre en Iraq. Un dernier rapport de vérification fut remis au Secrétariat Général de l'ONU, en juin 2003, après l'intervention américaine en Iraq. Cette intervention militaire ne permit pas non plus, après plusieurs semaines de maîtrise du territoire iraquien et la saisie d'archives, d'apporter la preuve de la détention par l'Iraq d'armes illégales.

En définitive, les inspections conduites par l'AIEA et la commission spéciale n'ont pas pu établir de violation ni de défaut de coopération manifeste de l'Iraq, tandis que les multiples accusations américaines s'avèrent toutes sujettes à caution, d'où d'ailleurs l'absence de communication de celles-ci à l'UNMOVIC, pour vérification. La décision de mener la guerre en Iraq fut donc une double transgression des procédures édictées par la résolution 1441. Il y a eu défaut d'information de l'UNMOVIC et absence de qualification des manquements de la partie iraquienne²⁷⁵. La guerre en Iraq était donc illégale aux yeux de la seule résolution 1441. Dans une violente critique à l'encontre des Etats-Unis et de la Grande Bretagne, Hans Blix accusa ces deux pays d'avoir planifié la guerre et « fabriqué » des preuves contre l'Iraq, pour justifier leur campagne militaire. Il déclara : « Il existe des preuves indiquant que cette guerre a été planifiée longtemps à l'avance. Cela fait naître des doutes quant à

interdictions de la résolution 687. Cependant, la découverte d'installations surdimensionnées pour les accueillir jetait des doutes sur les intentions iraquiennes d'où le souhait de l'UNMOVIC de les démanteler (et de les détruire) et l'accord de Saddam Hussein.

²⁷⁴ Concernant les inspections, voir l'ouvrage d'Hans Blix, « Disarming Irak », 2002 et le 13ième et dernier rapport trimestriel de la COCOVINU (S/2003/580) remis le 30 mai 2003, au secrétariat général de l'ONU.

²⁷⁵ Serge Sur, op cité, pages 92 et « Hans Blix affirme que Washington et Londres ne consultent ni n'informent les experts en désarmement de l'ONU », Le Monde, 3 juin 2003.

l'attitude américaine envers les missions d'inspections ». Selon lui, la question des armes de destruction massive aurait pu être résolue par les inspections onusiennes²⁷⁶. Confirmant indirectement cette accusation, Paul Wolfowitz affirma après la guerre : « les armes de destruction massive ont surtout servi à convaincre l'opinion publique de la nécessité de la guerre ».²⁷⁷

²⁷⁶ Mikhael Mann, op cité, page 300.

²⁷⁷ Brian Urquhart, « Hidden Truths », New York Review Book, 25 mars 2004.



LA CRISE ONUSIENNE

La crise onusienne fut la conséquence de l'entêtement de Tony Blair et de Colin Powell à vouloir une autorisation explicite de l'ONU, et de la volonté affirmée des néoconservateurs de contraindre la communauté internationale à choisir un camp. Fort des succès militaires en Afghanistan, de l'autorisation du Congrès, du récent engouement des électeurs pour la guerre et du succès de la résolution 1441, les néoconservateurs choisirent de pousser leur avantage sur la scène internationale, pour convertir à leur cause de futurs alliés ou quitter au plus vite l'ONU. La force pour seule doctrine, ils exigèrent des acteurs étatiques qu'ils se déclarent pour ou contre les Etats-Unis, sans autres alternatives. Les mécanismes onusiens faisant du Conseil de Sécurité l'enceinte idéale pour contraindre les Etats à se déterminer, les néoconservateurs acceptèrent le projet de seconde résolution, pour compter leurs soutiens. L'adoption d'une seconde résolution devait exprimer le soutien de la communauté internationale à leur doctrine guerrière ou, en cas d'échec, l'incapacité de l'Organisation internationale à résoudre les nouveaux enjeux internationaux. Quel que soit le résultat, ils tiraient avantage de la situation. Guidés par un souci de légitimité et une croyance en l'ONU, Tony Blair et Colin Powell estimèrent eux qu'une deuxième résolution était nécessaire et indispensable, tant la résolution 1441 était ambiguë et insatisfaisante. Le Secrétaire d'Etat américain espéra obtenir de l'ONU la capacité de vaincre en Iraq et Tony Blair la conciliation de son opinion publique, toujours hostile à la guerre. Ils escomptaient lever les réticences du Conseil de Sécurité, puisque sur le principe une seconde résolution était aussi souhaitée par la France qui avait proposé d'agir en deux temps. De son côté, en ce début d'année 2003, celle-ci prit conscience de la duplicité de la démarche américaine, diversion destinée à gagner du temps et à satisfaire l'allié britannique. Jusque-là favorable à une position médiane, peu éloignée de la vision britannique [faisant du soutien onusien un préalable à la guerre], cette prise de conscience conduisit la diplomatie française à durcir sa position. Décidée à ne plus se laisser berner, la France invita les Etats-Unis à mener « leur guerre » sur la base de leur seule interprétation de la résolution 1441. Elle mit en garde les Etats-Unis de ne pas chercher un soutien plus explicite avec une seconde résolution. Incapable d'appréhender à sa juste valeur la détermination

française et pour la première fois, unie vers un même objectif, l'administration Bush déposa un projet de seconde résolution et engagea des pourparlers internationaux. Jugé prématuré au regard des résultats des inspections en Iraq, ce projet de seconde résolution devint la pierre d'achoppement du processus onusien. L'engagement personnel du président français et de son premier ministre Dominique de Villepin donna une ampleur nouvelle aux négociations. L'engagement des chefs d'Etats amplifia la crise, transformant l'Organisation internationale en une tribune où chacun chercha à convaincre l'opinion internationale et les nations du bien fondé de sa position. Pris entre le marteau et l'enclume, membres non permanents du Conseil de Sécurité, plusieurs Etats d'importance secondaire s'engagèrent dans une troisième voie, susceptible de répondre aux attentes des principaux protagonistes de la crise. Soulevant plus de mécontentement que d'adhésion, irritant les néoconservateurs et privant la France de toute marge de manœuvre, cette initiative fut réduite à néant, et ses auteurs « dispersés ». Au final, contraints par l'active diplomatie du gouvernement français (crédibilisée par la menace d'un veto), les Etats-Unis retirèrent leur projet de résolution et engagèrent la guerre sans le soutien onusien. Précédée de quelques jours par le discours sur l'état de l'Union, l'extraordinaire mise en scène de l'intervention de Colin Powell devant le Conseil de Sécurité permit à la Maison Blanche de remporter la victoire la plus importante à ses yeux : celle de l'opinion publique américaine. Persuadée de la détention par l'Iraq d'armes de destruction massive et du bien fondé de la guerre, l'opinion américaine offrit un soutien inconditionnel à son président et à son administration tandis qu'une propagande efficace rendit la France et l'ONU responsables de l'incapacité de la communauté internationale à combattre le terrorisme. Voulu par la Maison Blanche, l'instrumentalisation de la tribune onusienne transforma dans l'imagerie américaine une guerre illégitime en un acte de patriotisme et de bravoure présidentiel.

LA CONQUETE DE L'OPINION PUBLIQUE

L'idée d'une seconde résolution avait toujours été prônée par les partisans de la paix et correspondait à l'esprit de la résolution 1441. La pierre d'achoppement fut la volonté affichée des néoconservateurs de contraindre les acteurs internationaux à voter une seconde résolution explicite, sans attendre le résultat des inspections coercitives menées en Iraq. Celles-ci ayant plus de chance de prouver l'inexistence d'armes de destruction massive que l'inverse, les néoconservateurs voulurent accélérer et

contraindre le processus onusien. Ils attendirent de la communauté internationale qu'elle se plie à leur volonté où que leurs opposants s'engagent ouvertement dans une crise grave, préjudiciable aux Nations Unies. Colin Powell et Tony Blair espérèrent que l'appréhension de cette crise contraindrait les nations au consensus. C'était ne pas tenir compte de l'impatience néoconservatrice et de l'orgueil français. Prenant conscience tardivement de la duplicité américaine, les dirigeants français durcirent leurs positions au moment où, à la Maison Blanche, Karl Rove et Georges Bush estimèrent le moment venu de frapper un grand coup auprès de l'opinion publique. Les troupes étaient mobilisées, les combats secrètement engagés et l'opinion américaine enfin réceptive à la propagande. Forte du succès du détour onusien où, à son corps défendant, l'ONU s'avéra une excellente tribune de désinformation, la Maison Blanche décida de pousser son avantage en demandant à Colin Powell d'exposer l'argumentaire américain au Conseil de Sécurité. Une semaine avant cette intervention, George Bush profita de son discours sur l'état de l'Union pour développer un argumentaire va-t-en guerre et inviter l'opinion publique à se tourner vers le Conseil de Sécurité, où Colin Powell devait apporter les « preuves » des propos avancés. Le calendrier de cette mise en scène provoqua un élan national en faveur de la guerre et dispensa l'administration Bush de toute légalité internationale. La propagande américaine avait atteint son apogée, grâce à la caisse de résonance de l'institution onusienne.

DE L'INCOMPREHENSION AU DESACCORD DE LA FRANCE

Après l'adoption de la résolution 1441, la position de la France était particulière. Elle ne récusait pas le recours à la force, mais le subordonnait à trois conditions : qu'il soit le dernier recours possible, que les violations de l'Iraq soient explicites et qu'il résulte d'une décision du Conseil de Sécurité²⁷⁸. Soucieuse de rester un allié fidèle du partenaire américain, en décembre 2002, un haut responsable militaire français se rendit à Washington pour assurer les Américains du soutien militaire de la France et communiquer à l'Etat-major le nombre des effectifs français susceptibles d'être envoyés en Iraq. La France souhaitait désarmer l'Iraq, si possible en faisant l'économie d'une guerre. Tenus dans l'ignorance du choix de la guerre, les membres du Conseil de Sécurité (Britanniques y compris) crurent que les Etats-Unis voulaient sincèrement discuter et écouter leurs alliés. L'insistance de Colin Powell à obtenir le soutien de l'Organisation internationale renforça cette croyance, au moment même où la

²⁷⁸ Serge Sur, op cité, page 74.

perception de la France sur la politique américaine s'amointrit. Ambassadeur de France à New York, Jean David Levitte fut nommé à Washington, où un intérim était installé dans l'attente de son arrivée. Cette situation empêcha la France d'appréhender les changements en cours dans la capitale où le Pentagone dictait la politique étrangère, en lieu et place du Département d'Etat, alors qu'à New York, Colin Powell restait l'interlocuteur unique de l'Organisation internationale et des partenaires européens. Ce flottement dura quelques semaines, jusqu'au début du mois de janvier, où l'incompréhension qui en résultait contraignit Jean David Levitte à préciser dans le *New York Times* que la France était un allié des Etats-Unis et qu'elle ferait tout pour le rester²⁷⁹. La France croyait sincèrement pouvoir solutionner la problématique iraquienne par les mécanismes onusiens, d'où son souci de prolonger de plusieurs semaines l'affectation de Jean David Levitte à New York. Cette croyance dans la possibilité d'une prolongation des mécanismes onusiens était partagée par le partenaire britannique. Le 7 janvier 2003, Tony Blair évoqua l'attachement américain à une négociation onusienne, lors d'un discours à la Conférence du Foreign Office. De leur côté, les néoconservateurs s'impacientaient et s'inquiétaient d'une érosion de l'adhésion populaire en cas d'enlisement onusien. En novembre 2002, il était toujours impossible de donner la date de lancement des opérations et les sondages laissaient apparaître une toute petite majorité en faveur de la guerre. Cette avance était trop faible. Seule l'imminence du conflit était susceptible de provoquer une réelle vague de soutien. Pour la provoquer, les néoconservateurs décidèrent de spéculer sur les difficultés qu'il y aurait à combattre pendant la saison chaude, et finirent par ancrer l'idée de l'existence d'une date butoir (à la deuxième quinzaine de mars 2003), au-delà de laquelle les troupes américaines ne seraient plus opérationnelles. L'idée était saugrenue - la première guerre du Golfe avait prouvé le contraire - mais relayée par les médias, elle s'enracina dans les esprits au point de contraindre Colin Powell à intervenir, sans grand succès, en affirmant qu'il n'y avait pas de date butoir à l'opération militaire²⁸⁰.

Quelques jours plus tard, le 20 janvier 2003, à l'issue d'une réunion du Conseil de Sécurité sur le terrorisme, où il avait été entendu que l'Iraq ne serait pas abordé, Dominique de Villepin profita de la question d'un journaliste pour exprimer devant la presse le refus de la France de soutenir une intervention militaire en Iraq. Cette déclaration faite, le ministre français rejoignit Colin Powell à la résidence de l'ambassade de France où, dans l'ignorance des propos tenus par son hôte, le chef de la diplomatie américaine l'attendait pour un déjeuner ministériel.

²⁷⁹ Stanley Hoffmann, op cité, pages 23-25 et pages 84-85.

²⁸⁰ Wesley K Clark, op cité, page 46.

Arrivé sur place, abordant naturellement la question iraquienne, Dominique de Villepin se heurta à la désapprobation et à l'irritation de Colin Powell. La question iraquienne ne devant pas être abordée, ce dernier n'accepta pas qu'elle le soit. Réitérant la position de son pays, il compara le cas iraquien à celui du Panama où, après une intervention militaire américaine décriée, la communauté internationale s'était réjouie de la chute du dictateur²⁸¹. Irrité Colin Powell finit par quitter ses interlocuteurs en affirmant d'un ton abrupt qu'ils sous-estimaient la détermination américaine à mener la guerre. Cet échange fit réaliser à Dominique de Villepin que la guerre en Iraq était décidée et qu'elle aurait lieu²⁸². Après le retour de son ministre en France, pour dissiper tout malentendu, Jacques Chirac envoya à Washington son conseiller diplomatique, Maurice Gourdault-Montagne, pour rencontrer Condoleezza Rice à la Maison Blanche et Paul Wolfowitz au Pentagone. Pour la France, il s'agit de s'assurer de la position exacte du partenaire américain. De ces entretiens, l'émissaire français rapporta une « position claire » de l'administration américaine : une action militaire est nécessaire pour résoudre la crise iraquienne, à moins que Saddam Hussein ne soit renversé où qu'il quitte le pays²⁸³. Dans le même temps, pour en finir plus rapidement avec les négociations en cours à l'ONU, l'ambassadeur américain, John Negroponte informa son nouvel homologue français, Jean Marc de la Sablière que la décision de la guerre était prise de longue date. Pour les Etats-Unis la phase onusienne était close. Le projet de seconde résolution était une manœuvre pour satisfaire Tony Blair et obliger les membres du Conseil de Sécurité à un choix explicite²⁸⁴. Furieux d'avoir été berné pendant plusieurs mois, l'Élysée adapta son langage et se rapprocha des positions pacifistes du partenaire allemand²⁸⁵. Cette évolution de la position française fut adoptée officiellement à l'occasion du

²⁸¹ Heralod Munoz, « *A solitary war* », édition Fulerum, 2008, page 196.

²⁸² Discussion le 4 mai 2010 avec l'ambassadeur de France auprès de l'ONU, Gérard Araud, ancien Directeur des Affaires Stratégiques de Sécurité et de désarmement du Quai d'Orsay de 2002 à 2003 .

²⁸³ Heraldo Munoz, op cité, page 13.

²⁸⁴ Stanley Hoffmann, op cité page 25.

²⁸⁵ Le discours est disponible sur le site du ministère des Affaires Etrangères allemand : www.auswaertiges-amt.de. Le 20 janvier 2003, le ministre des Affaires Etrangères allemand, J.Fisher tint un discours devant le Conseil de Sécurité dans lequel il exprima une position très pacifiste concernant l'Iraq. Il avait entre autres déclaré : « Nous sommes très inquiets des risques considérables et imprévisibles que représenterait pour la lutte contre le terrorisme une frappe militaire dirigée contre le pouvoir à Bagdad... Outre les conséquences fatales pour la stabilité à long terme de la région tout entière, nous redoutons aussi les effets négatifs éventuels d'une frappe militaire sur l'alliance contre le terrorisme. Voici essentiellement pourquoi nous refusons toute action militaire [...] notre combat doit être légitimé par le droit international. Il doit respecter le droit national et international, les droits de l'homme et la Charte des Nations Unies ». (S/PV4688).

40ième anniversaire du traité de l'Elysée, le 22 janvier 2003. A l'issue du conseil des ministres franco-allemand, le président français et le chancelier allemand insistèrent sur leur communauté de vue à propos du dossier iraquien. Dans l'après-midi, lors de la réunion à Versailles des députés français et allemands, Jacques Chirac déclara : « le seul cadre d'une solution légitime est celui des Nations Unies. La France et l'Allemagne, en présidence successive du Conseil de Sécurité, mènent une concertation étroite et exemplaire pour donner toutes ses chances à la paix [...] la guerre n'est pas inévitable [...] il est urgent que l'Europe s'impose comme un acteur international. Elle est aujourd'hui un exemple pour tous ceux qui refusent la fatalité de la guerre ». Pour sa part, Gerhard Schröder insista sur le fait que les Etats membres du Conseil de Sécurité devaient assumer « leur responsabilité vis-à-vis de la paix et de la sécurité internationale »²⁸⁶. Dès lors, le débat de l'après résolution 1441 se focalisa sur le mécanisme des inspections coercitives et leur capacité à certifier que l'Iraq ne possédait pas d'armes prohibées. Les inspections pouvaient apporter des éléments de réponse. Le 27 janvier, le ministre français des Affaires Etrangères, Dominique de Villepin affirma dans une interview accordée au Monde : « La France a deux convictions : la première, c'est que l'option des inspections n'a pas été conduite jusqu'à son terme et peut apporter une réponse efficace à l'impératif de désarmement de l'Iraq. La deuxième, c'est qu'un usage de la force serait si lourd de conséquences pour les hommes, pour la région et pour la stabilité internationale qu'il ne saurait être envisagé qu'en dernière extrémité [...] il y a une alternative à la guerre : désarmer l'Iraq par les inspections »²⁸⁷. Pour les Etats-Unis et leurs alliés, la réponse était négative. Les inspections n'étaient qu'une procédure transitoire, vouée à l'échec. Pour la partie américaine la question centrale était jusqu'à quand devait on attendre pour constater l'échec du processus et passer à la coercition armée. Pour Karl Rove et la Maison Blanche, la réponse était le printemps 2003. Au-delà, l'échéance de l'élection présidentielle de 2004 devenait trop proche pour se risquer à entrer en guerre²⁸⁸. Le 27 janvier 2003, la principale conclusion du rapport d'Hans Blix souligna l'incapacité des inspections coercitives de la résolution 1441 à confirmer ou infirmer l'existence d'armes de destruction massive.

²⁸⁶ Serge Sur, op cité, page 75.

²⁸⁷ Claire Tréan, « Pour la France, rien ne justifie un débat à l'ONU sur le recours à la force », Le Monde, 27 janvier 2003.

²⁸⁸ Alain Frachon et Daniel Vernet, op cité, page 188.

L'APOGEE DE LA PROPAGANDE AMERICAINE

Le discours sur l'état de l'Union est l'évènement politique annuel américain le plus médiatisé et attirant la plus grande audience. C'est l'unique moment de l'année où le président américain touche l'ensemble des couches de la population américaine. Selon l'article II, section 3 de la constitution américaine, le président donne « au Congrès information sur l'état de l'Union ». Le discours se tient dans la Chambre des représentants, en présence des juges de la Cour suprême, du corps diplomatique, du cabinet du président et des membres des deux chambres. C'est un moment solennel, diffusé en direct par de nombreuses chaînes américaines. Ce 28 janvier 2003, le cœur du discours présidentiel fut la crise iraquienne. Décidé à conquérir l'opinion publique américaine, George Bush consacra la plus grande partie de son allocution à développer l'argumentaire en faveur de la guerre, n'hésitant pas à recourir à une succession de mensonges pour atteindre son objectif. En introduction de son plaidoyer, le Président américain dénonça la menace que faisant peser, sur les Etats-Unis et le monde, les régimes hors-la-loi cherchant à posséder ou possédant des armes nucléaires, chimiques et biologiques et susceptible de les utiliser, soit pour exercer un chantage, soit pour se livrer à des actes terroristes, faisant des milliers de victimes. Dans ce cadre, poursuivit-il, l'ONU a donné il y a trois mois sa dernière chance à Saddam Hussein de se débarrasser de ses armes interdites mais celui-ci a montré un mépris total des Nations Unies et de l'opinion mondiale. Sur un ton péremptoire et affirmatif, George Bush développa un argumentaire destiné à prouver la détention et la capacité de l'Iraq à produire des armes biologiques et chimiques. Citant un rapport de l'UNSCOM de 1999, il affirma, qu'à cette date, les Nations Unies avaient conclu que Saddam Hussein disposait de composants pour des armes biologiques en quantité suffisante pour fabriquer plus de 26 000 litres d'anthrax et qu'il disposait de suffisamment d'éléments pour produire plus de 38 000 litres de toxine botulinique, pouvant causer la mort de plusieurs millions de personnes par arrêt respiratoire. Pour ces deux produits, affirmait-il, Saddam Hussein ne s'était jamais expliqué et n'avait jamais prouvé leur destruction. Dans les faits, la réalité était différente. Le rapport de l'UNSCOM s'avéra plus mesuré, évoquant des estimations et non des faits. L'Iraq ne s'était pas expliqué de façon vérifiable sur la présence d'un minimum de 2160 kilogrammes de matériaux précurseurs, et rien n'indiquait que ceux-ci permettent la production de 26 000 litres d'anthrax. Idem pour la toxine botulinique, selon le rapport de l'UNSCOM, seules les estimations des inspecteurs évoquaient la possibilité de produire 38 000 litres de cette substance. En réalité, selon les rapports des inspecteurs, l'Iraq détenait de quoi

produire 19 000 litres. Citant plus loin ses services de renseignement, George Bush estima à 500 tonnes les capacités de production de Saddam Hussein en matière de gaz sarin, gaz moutarde et agents neurotoxique VX. En pareille quantité, ces produits chimiques pouvaient tuer un nombre incalculable de gens. Il déclara : « Il suffirait d'une fiole, d'une boîte, d'une caisse, introduite sur notre territoire pour déclencher une horreur comme nul n'en a connue »²⁸⁹. En réalité, la CIA émit de nombreuses réserves et n'évoqua qu'en termes de probabilité la production des gaz mortels²⁹⁰. Evoquant les munitions capables de délivrer des agents chimiques, dont l'existence était niée par Saddam Hussein, George Bush affirma que l'Iraq en possédait 30 000 et seize d'entre elles venaient d'être découvertes par les inspections en cours. Qu'en était-il des 29 984 munitions prohibées restantes ? En réalité, ce chiffre de 30 000 munitions chimiques était une invention de la Maison Blanche. Dans le rapport de l'UNSCOM de 1999, comme dans le rapport de la CIA de 2002, il était spécifié que l'ONU avait procédé à la destruction de plus de 40 000 munitions chimiques (y compris les roquettes, obus d'artillerie et bombes aériennes) dont 28 000 chargées. Seules les estimations les plus hautes firent état de 15 000 obus d'artillerie - et non de 30 000 - susceptibles de ne pas avoir été inspectés. Plus loin, s'appuyant sur les déclarations de trois transfuges, George Bush affirma que l'Iraq disposait de plusieurs laboratoires mobiles d'armes biologiques conçus pour produire des armes bactériologiques et échapper aux inspecteurs de l'ONU. Saddam Hussein n'avait jamais rendu compte de ces installations, ni prouvé qu'il les avait détruites. En réalité, deux laboratoires de ce type furent localisés par la CIA mais les scientifiques irakiens affirmèrent qu'ils étaient destinés à la production d'hydrogène pour des ballons-sondes. Plus tard, le Département d'Etat reconnut infondée cette assertion sur la découverte de laboratoires mobiles²⁹¹. S'appuyant sur des rapports dont l'objectivité ne pouvait être démentie, toutes ces assertions et déclarations trompeuses devaient persuader l'opinion américaine de la détention par Saddam Hussein d'armes biologiques et chimiques. Au-delà de la bataille des données chiffrées, l'élément le plus accablant fut qu'au moment de ce discours, George Bush fit volontairement abstraction de renseignements capitaux recueillis en 1995, à la défection de Kamel Hussein. En charge du programme de développement des armes de destruction massive pendant dix ans, le gendre de Saddam Hussein avait affirmé aux inspecteurs de l'UNSCOM et de l'AIEA que l'Iraq avait secrètement détruit, à l'issue de la première guerre du Golfe, tous ses stocks d'armes

²⁸⁹ Bob Woodward, op cité, page 544.

²⁹⁰ Voir rapport de la CIA, « Le programme iraquien d'armes de destruction massive », sur www.cia.gov/cia/reports/iraq-Oct-2003.

²⁹¹ John W Dean, op cité, pages 305-313.

biologiques, chimiques et tous ses vecteurs. Moins d'un mois après le discours de Colin Powell devant l'ONU, le reporter John Barry publia dans le Newsweek le procès-verbal de la déposition de Kamel Hussein devant les inspecteurs Nikita Smidovich de l'UNSCOM et Mauricio Ziffero de l'AIEA. Kamel Hussein y affirma que « les armes avaient été détruites secrètement pour cacher leur existence aux inspecteurs, dans l'espoir de pouvoir reprendre un jour leur production, une fois les inspections terminées ». Ce défecteur ayant été auditionné par la CIA, ces renseignements étaient en possession de l'administration Bush et des services britanniques. Ils étaient de surcroît recoupés. Déserteur et compagnon de Kamel Hussein, un aide de camp iraquien avait livré les mêmes informations²⁹². Prolongeant son discours, le président américain accusa l'Iraq d'essayer de se procurer l'arme nucléaire. Rappelant un rapport de l'AIEA des années 90, confirmant l'existence d'un programme nucléaire iraquien, George Bush déclara que le gouvernement britannique avait la preuve que Saddam Hussein avait cherché récemment à se procurer des quantités significatives d'oxyde d'uranium au Niger (500 tonnes). Or affirma-t-il, la CIA sait que Saddam Hussein a cherché à se procurer des tubes d'aluminium renforcés destinés à la production d'armes nucléaires... Evoquée lors de son intervention du 14 septembre 2002, devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, ces faits avaient été depuis infirmés par une enquête de l'AIEA qui avait conclu le 20 janvier 2003 (soit huit jours avant le discours sur l'état de l'Union) que ces tubes d'aluminium étaient destinés à des roquettes conventionnelles et aucunement liés à un programme nucléaire. Concernant l'évocation du rapport de l'AIEA, George Bush omit de préciser que la source des renseignements était l'Iraq qui

²⁹² Sheldon Rampton et John Stauber, op cité, pages 98-100. Ci-joint une retranscription des passages clés du procès-verbal d'Hussein Kamel :

- Smidovich (à propos des armes biologiques) : Les armes et les agents ont-ils été détruits ?

- Kamel : Tout a été détruit

- Smidovich : Avant ou après le début des inspections ?

- Kamel : Après les visites des équipes d'inspections. Vous avez un rôle important en Iraq. Vous ne devez pas vous sous-estimer. Vous êtes très efficaces en Iraq.

Interrogé par Smidovich sur l'emploi d'agents neurotoxiques mortels XV, Kamel répond : Ils ont été intégrés aux bombes lors des derniers jours de la guerre Iraq/Iran. Mais ils n'ont pas été utilisés et le programme a été stoppé. Pendant l'opération Tempête du désert, il n'y avait aucune intention d'employer des armes chimiques tant les forces adverses étaient écrasantes [...] nous avons donné des instructions pour ne pas produire des armes chimiques. Je ne me rappelle pas qu'il y eût une reprise de fabrication d'armes chimiques avant la guerre du Golfe. Peut être y avait-il une petite production, mais il n'y avait eu aucune décision prise pour employer des armes chimiques. Nous avons réalisé que si nous utilisions les armes chimiques, les représailles seraient nucléaires [...] toutes les armes chimiques ont été détruites. J'ai ordonné la destruction de toutes les armes chimiques [...] toutes les armes chimiques, nucléaires et les missiles ont été détruits.

coopérait à l'époque à contre cœur. En 1998, l'AIEA avait conclu ses inspections en affirmant « rien n'indique que l'Iraq ait atteint les objectifs de son programme nucléaire, et rien n'indique non plus qu'il lui reste les possibilités physiques de produire des quantités significatives de matériaux nucléaires utilisables à des fins d'armement ». L'affirmation de l'existence d'un programme nucléaire iraquien était fondée en 1990 et inexacte en 1998, au moment du retrait d'Iraq des inspecteurs onusiens. L'élément nouveau de la propagande américaine fut l'affirmation selon laquelle l'Iraq avait cherché à se procurer de l'uranium enrichi au Niger. Quelques semaines après le discours, une enquête de l'AIEA prouva que les documents ayant servi de base à ce renseignement étaient des faux. La Maison Blanche le savait au moment du discours présidentiel. Intrigué par ce renseignement, Dick Cheney avait fait dépêcher au Niger, un spécialiste de l'Afrique, l'ancien ambassadeur Joe Wilson. Sur place, l'intéressé avait découvert la supercherie et en avait informé ses commanditaires. La dénonciation de ce mensonge de George Bush aboutit quelques mois plus tard à l'affaire Plame, du nom de l'épouse de Joe Wilson, dont l'appartenance à la CIA fut révélée pour contrer le témoignage de son époux²⁹³. Pour conclure son intervention, citant de multiples et diverses sources, George Bush affirma que Saddam Hussein aidait et protégeait des terroristes, y compris des éléments d'Al Qaeda. Sur cette dernière assertion, il invita le peuple américain et les millions de téléspectateurs à se tourner, le 5 février 2003, vers le Conseil de Sécurité des Nations Unies, où Colin Powell apporterait la preuve de ses propos. Sa dernière phrase mit en garde le Conseil de Sécurité en réaffirmant la position américaine : « Nous consulterons le Conseil de Sécurité, mais qu'il n'y ait pas de quiproquo : si Saddam Hussein ne désarme pas... nous conduirons une coalition pour le désarmer »²⁹⁴. Délivrée dans le cadre très solennel de la Chambre des représentants et en présence de l'ensemble de l'élite politique et administrative du pays, la propagande de l'administration Bush ne laissa plus aucun doute à l'opinion publique américaine sur la véracité des faits communiqués. L'annonce que les preuves seraient

²⁹³ Idem, page 104. A la suite du témoignage de Joe Wilson, le sénateur démocrate Henry Waxman adressa une lettre à la Maison Blanche dans laquelle il souligna que la CIA avait signalé en 2001 que les documents évoqués étaient faux. Henry Waxman écrivit dans sa correspondance : « il apparaît que vous-même, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld et des hauts fonctionnaires du Département d'Etat, avez cité ces documents décrivant les démarches réalisées par l'Iraq pour obtenir de l'uranium d'un pays africain, comme des éléments prépondérants de votre cause contre l'Iraq. Cela alors que des agents des services secrets avaient jugé ces mêmes « preuves flagrantes » comme plus qu'incertaines. Si c'est vrai, cela est profondément inquiétant. Cela signifierait que votre administration a demandé au Conseil de Sécurité de l'ONU, au Congrès américain et au peuple américain de croire une information que vos propres experts et votre entourage savaient ne pas être vraie ».

²⁹⁴ Heraldo Munoz, op cité, page 32.

divulguées devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies, en présence des autorités politiques de l'ensemble des nations décupla le bien fondé de la cause américaine. La bataille de la conquête de l'opinion américaine était gagnée.

Le 5 février 2003, Colin Powell présenta au Conseil de Sécurité les preuves annoncées par George Bush. Quelques jours plus tôt, le Conseil de Sécurité décida d'ouvrir au public et à la presse cette intervention exceptionnelle du Secrétaire d'Etat. Seuls les représentants des membres du Conseil de Sécurité étaient en droit d'intervenir, à l'exception de la délégation iraquienne, laissée libre de s'exprimer. Le jour dit, la salle du Conseil de Sécurité fut affublée de grands écrans diffusant tout au long du discours, les « preuves en images » et les messages destinés à convaincre l'auditoire. Les quinze membres du Conseil de Sécurité étaient représentés par leur ministre respectif des Affaires Etrangères. Kofi Annan était assis à la droite de la table, aux côtés des trois ministres, français, chinois et chilien. Colin Powell débuta son discours en citant Hans Blix et Al Baradei selon lesquels l'Iraq n'avait pas encore démontré son réel engagement à se désarmer comme il le lui avait été demandé. Le Secrétaire d'Etat rappela qu'il avait fallu quatre années pour que l'Iraq admette qu'il avait produit quatre tonnes d'agent neurotoxique mortel VX. Se fondant sur des conversations téléphoniques, sur des images satellites projetées sur les écrans géants et sur des témoignages recueillis sur le terrain, Colin Powell accusa l'Iraq de cacher des armes de destruction massive. Présentées comme ayant été prises avant le retour des inspecteurs onusiens, six photographies satellites montrèrent le nettoyage des sites, opéré par les Iraquiens. Un enregistrement sonore d'écoutes téléphoniques témoigna d'une conversation, tenue la veille du retour des inspecteurs, entre deux hauts responsables iraquiens. Cette conversation témoigna, selon lui, de la dissimulation et du déplacement d'armes prohibées. Les enregistrements diffusés à l'auditoire démontrèrent le trafic d'archives et de documents officiels iraquiens. Colin Powell affirma que Saddam Hussein s'efforçait de soustraire ses scientifiques aux interrogatoires des inspecteurs et qu'il existait des laboratoires d'armes biologiques mobiles. Il conclut cette partie en affirmant la détention par Saddam Hussein d'armes chimiques et en soulignant l'absence de preuve attestant l'abandon des programmes nucléaires iraquiens. Pour finir, il précisa que l'ensemble des faits et des conclusions qu'il venait de communiquer avait été recueilli auprès de sources solides. Il n'y avait pas d'assertions... Six mois après ce discours, en août 2003, après une analyse minutieuse des propos tenus, Charles Handley, de l'Associated Press, démontra le caractère mensonger

ou sans fondement des arguments développés²⁹⁵. Les photographies satellites des « véhicules de décontamination » étaient celles de camions citernes transportant de l'eau. Les cassettes audio des « conversations accablantes » s'avèrent invérifiables et la traduction d'une des trois erronée. Les documents « classés secrets » retrouvés dans l'appartement d'un physicien nucléaire iraquien dataient des années 80 et les lance-roquettes armés d'ogives biologiques, cachées dans les palmeraies, ne furent jamais retrouvés, comme les 25 000 litres d'anthrax évoqués. De surcroît, trois semaines avant l'invasion américaine, les inspecteurs de l'ONU reçurent des échantillons de sol prouvant que les Iraquiens avaient détruit leurs stocks et une liste de témoignages le confirmant. La cassette vidéo montrant un mirage F1 iraquien vaporisant une simulation d'anthrax datait d'avant la première guerre du Golfe, comme les images des quatre réservoirs présentés comme disparus. Ces réservoirs et le mirage F1 avaient été détruits de longue date, comme une grande partie des quatre tonnes de gaz neurotoxiques VX. Tout cela sous la surveillance des inspecteurs de l'ONU. Pour ce qui restait des gaz neurotoxiques, un rapport britannique révéla qu'ils avaient perdu de leur toxicité et aucune information fiable n'est jamais venue confirmer la détention par l'Iraq de 500 tonnes d'agents chimiques. Ceux-ci ne furent jamais retrouvés. Concernant l'ogive de 122MM trouvée par les inspecteurs de l'ONU et présentée par George Bush et Colin Powell comme la partie émergée de l'iceberg, l'un et l'autre omissent de préciser que l'ogive était vide. Aucune autre ogive ne fut jamais retrouvée. L'annonce de la détention par Saddam Hussein d'armes chimiques et de son intention d'en faire usage fut une pure et simple allégation comme l'affirmation que l'Iraq n'avait jamais abandonné son programme nucléaire. Les inspecteurs de l'ONU n'ont jamais trouvé le moindre indice d'un nouveau programme nucléaire iraquien. Si l'affaire de l'uranium nigérien ne fut pas évoquée par Colin Powell, celui-ci affirma que selon de multiples sources, l'Iraq cherchait à se procurer des « aimants » pour traiter de l'uranium. Après contrôle des experts de l'ONU, comme pour les tubes d'aluminium, il s'avéra que ces aimants étaient destinés à un usage légitime²⁹⁶. Concernant les laboratoires mobiles, un an après son intervention, Colin Powell reconnut ces renseignements peu fiables et les attribua à la CIA²⁹⁷.

Après la communication de ces « preuves » de la détention d'arme de destruction massive, Colin Powell déclara : « ce que je veux porter à votre attention aujourd'hui, c'est la connexion, éventuellement bien plus sinistre, qui existe entre l'Iraq et le

²⁹⁵ Charles J Hadley, « le plaidoyer pour la guerre en Iraq s'effondre six mois plus tard », Associated Press, 10 août 2003.

²⁹⁶ John W Dean, op cité, page 232.

²⁹⁷ New York Times, 3 avril 2004 et CNN.com, 3 avril 2004.

réseau terroriste Al Qaeda. L'Iraq héberge aujourd'hui un réseau terroriste meurtrier, dirigé par Abou Moussab Zarkaoui, partenaire et collaborateur d'Oussama Ben Laden et des lieutenants d'Al Qaeda [...] ces partisans d'Al Qaeda, basés à Bagdad coordonnent à présent les mouvements de personnes, d'argent et de ravitaillement à leur entrée en Iraq et à l'intérieur du pays pour son réseau et ils opèrent maintenant librement dans la capitale depuis plus de huit mois ». Ces affirmations reposèrent sur le témoignage d'un membre d'Al Qaeda (capturé quelques mois après le 11 septembre) affirmant que l'Iraq avait entraîné des terroristes à l'utilisation des armes de destruction massive. Ces révélations étaient contestées par d'autres prisonniers d'Al Qaeda et un rapport de la CIA mit en doute leur fiabilité²⁹⁸. Donald Rumsfeld lui-même avait précédemment admis que cette source n'était pas digne de confiance. Pour accréditer son propos, Colin Powell signala que Zarkaoui avait subi une intervention chirurgicale à Bagdad, avant de rejoindre le groupe djihadiste Al-Ansar, en territoire kurde²⁹⁹. Ces renseignements furent communiqués quelques semaines plus tôt, par un prisonnier torturé en Jordanie. Avant ces aveux, Zarkaoui était un parfait inconnu et ne figurait sur aucune liste des hommes recherchés pour terrorisme. Autre contradiction, le responsable d'Al-Ansar, le mollah Krekar fut un ennemi de longue date de Saddam Hussein, ce qui tendit à démentir le lien supposé entre le leader iraquien et Zarkaoui³⁰⁰.

Destinées à conquérir l'opinion publique américaine, ces deux interventions bâtirent avec succès une illusion de légalité pour un éventuel usage préventif de la force. Cet amalgame d'assertions, de faux renseignements et de mensonges emporta le soutien populaire américain, sans conquérir l'opinion internationale, y compris britannique. A contrario, il accentua le fossé séparant les partisans de la guerre et les partisans de la paix, et radicalisa l'opposition de ces derniers. L'opinion américaine conquise, fin janvier 2003, l'administration Bush rejeta la proposition de la France de s'abstenir de chercher une seconde résolution. Bénéficiant du soutien de nombreux partenaires européens, l'administration Bush fut persuadée de pouvoir obtenir les neuf voix nécessaires à la majorité du Conseil de Sécurité. Le sursaut de la France et le durcissement de sa position apparurent à ses yeux secondaires.

²⁹⁸ Denise Artaud, op cité, page 132.

²⁹⁹ Jean Guisnel, op cité, page 117. Ce groupe Al-Ansar était composé de cent cinquante « Arabes » venus d'Afghanistan après l'éviction des talibans, et d'une centaine de Kurdes iraniens. Exilés dans les montagnes kurdes, ces combattants étaient introuvables. Leur existence comme leur dangerosité étaient affirmées principalement par le chef du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) Massoud Barzani.

³⁰⁰ Michael Mann, op cité, page 293.

LE PROJET DE SECONDE RESOLUTION

Le 7 février 2003, le président George Bush confirma l'intention américaine de faire voter une seconde résolution et la détermination américaine d'agir, avec ou sans le soutien du Conseil de Sécurité³⁰¹. Les Etats-Unis se présentèrent donc devant le Conseil de Sécurité avec la ferme volonté d'obtenir une seconde résolution et de compter leurs partisans. Peu soucieux d'engager de réels pourparlers multilatéraux, ni d'écouter ses partenaires, le Département d'Etat engagea la négociation sans aucune marge de manœuvre, imposant au Conseil de Sécurité de se plier ou de se désunir. Dictés par l'intransigeance américaine, ces deux seuls choix possibles conduisirent in fine à une désagrégation de l'unité du Conseil de Sécurité.

Une première mouture d'un projet de seconde résolution fut déposée le 24 février 2003, par les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Espagne, lors d'une réunion fermée. L'objectif du texte était d'apporter à la partie britannique un semblant de cadre juridique légal, susceptible de répondre aux attentes de l'opinion publique anglaise, encore et toujours opposée à la guerre. Le texte était relativement laconique. L'introduction dit en substance que l'Iraq avait déposé une déclaration contenant de fausses informations, des omissions, et qu'elle avait échoué dans l'obligation qui lui était faite d'appliquer la résolution 1441³⁰². Le seul paragraphe faisant référence à l'autorisation de l'usage de la force affirma simplement « l'Iraq a manqué de saisir la dernière chance qui lui était offerte dans la résolution 1441 »³⁰³. En déposant cet avant-projet de résolution, l'ambassadeur américain justifia cette seconde résolution par l'échec de la résolution 1441 à désarmer de l'Iraq. Selon lui, l'Iraq n'avait pas activement et honnêtement coopéré avec l'UNMOVIC et l'AEIA. Ce pays devait démontrer qu'il ne détenait pas d'armes de destruction massive. L'ambassadeur finit son propos en se lamentant que l'Iraq n'ait pas su tirer

³⁰¹ Le texte de cette intervention « world can rise to this moment » est accessible sur le site internet www.whitehouse.gov/news/release/2003/02.

³⁰² Les termes précis de ce projet de seconde résolution sont : « L'Iraq a fait une déclaration dans le cadre de la résolution 1441 comprenant de fausses informations et une omission et n'a pas réussi à s'adapter et à coopérer complètement dans le cadre de la mise en oeuvre de cette résolution ».

³⁰³ Serge Sur, op cité page 75. Ce projet de seconde résolution du 24 février 2003 disposait in fine : « Considérant la menace que le non-respect par l'Iraq des résolutions du Conseil de Sécurité et la prolifération d'armes de destruction massive et de missiles à longue portée font peser sur la paix et la sécurité internationale, résolu à assurer la pleine application de ses décisions et à rétablir la paix et la sécurité internationale dans la région, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, décide que l'Iraq n'aura pas saisi la dernière possibilité qui lui était offerte par la résolution 1441. Décide de demeurer saisi de la question ».

avantage de la dernière chance qui lui était offerte. N'évoquant pas l'usage explicite de la force, cette première mouture laissa libre cours à l'interprétation susceptible d'en être faite par les différentes parties. Sous cette forme, les partisans de la guerre espèrent voir la France accepter le texte et le voter. A cette date, George Bush, Condoleezza Rice et Colin Powell restaient persuadés que le président français se rallierait à leur position³⁰⁴. Abusée pendant plusieurs mois par la duplicité américaine, sans surprise mais avec détermination, la France refusa de soutenir cette seconde résolution. Le lendemain du dépôt du projet de seconde résolution, considérant la violation par l'Iraq de ses obligations non démontrée, la France s'opposa à toute nouvelle résolution. A cette occasion, le président Jacques Chirac fit connaître son intention, le cas échéant, d'exprimer cette opposition. En d'autres termes, sans en citer le mot, il laissa entendre son intention d'user de son droit de veto. Cette décision voua à l'échec les intentions et les attentes des partisans de la guerre. Peu enclins à se laisser dicter leur conduite par la France, les partisans de la guerre décidèrent de maintenir leur projet et de l'étoffer d'éléments plus contraignants. La diplomatie française voulant user de son droit de veto, ils décidèrent de contourner l'écueil en se contentant à minima de la majorité au sein du Conseil de Sécurité. L'objectif n'étant plus l'adoption d'une seconde résolution, les Etats-Unis et leurs partenaires déposèrent officiellement le 7 mars 2002 un texte plus contraignant. Cette fois, le projet de résolution évoqua un ultimatum par lequel le Conseil de Sécurité « décide que l'Iraq n'aura pas saisi la dernière possibilité qui lui était offerte par la résolution 1441 à moins que, le 17 mars, ou avant cette date, il soit conclu que l'Iraq a fait preuve d'une coopération entière, inconditionnelle, immédiate et active conformément à ses obligations en matière de désarmement [...] et qu'il remet à l'UNMOVIC et à l'AIEA toutes les armes et tous les vecteurs, systèmes et structures d'appui interdits par la résolution 687, avec tous les renseignements relatifs à la destruction antérieure de ces éléments ». Cette proposition de résolution fut déposée au moment où les premiers rapports des inspections de vérification signalèrent des progrès dans l'attitude iraquienne. Ce projet de résolution exprima ouvertement l'emprise des néoconservateurs sur la politique étrangère américaine et la date du 17 mars devint un point non négociable pour les Etats-Unis. Sous cette forme, le projet était l'expression de l'échec de Colin Powell, à rallier la France à la cause américaine. Trois jours après le dépôt du second projet, la France annonça sans équivoque, par la voix de son président Jacques Chirac que « quelles que soient les circonstances, la France votera non »³⁰⁵. Dès cette annonce, une formidable course

³⁰⁴ Heraldo Munoz, op cité, page 63.

³⁰⁵ Brian Knowlton, « France promises 'no' vote », International Herald Tribune, 11 mars 2003 et Claire Tréan, « la guerre contre l'Iraq se fera sans le feu vert des Nations

contre la montre s'engagea entre la France et les Etats-Unis pour rallier à leur cause les membres indécis du Conseil de Sécurité. Pour les Etats-Unis, une majorité de neuf voix en faveur de la guerre pouvait la légitimer et discréditer dans le même temps l'enceinte onusienne, incapable de voter une résolution voulue par le plus grand nombre, du fait d'un veto de l'un de ses membres. Du côté français, la diplomatie française était soucieuse de ne pas user de son droit de veto contre ses partenaires occidentaux, ce qui la conduisit à menacer sans sourciller de l'utiliser tandis qu'en coulisse, elle fit tout son possible pour ne pas avoir à exercer cette menace. Pour éviter l'usage du veto, il fallait s'assurer que les Etats-Unis n'aient pas les neuf voix nécessaires à la majorité pour les contraindre à retirer leur projet. Cet objectif de la diplomatie française fut atteint, non sans mal, le 17 mars 2003 (date de l'ultimatum mentionné dans la proposition de seconde résolution). A cette date, n'ayant pas réussi à convaincre un nombre suffisant de membres, les partisans de la guerre retirèrent leur projet, sans le soumettre au vote du Conseil de Sécurité. Comme l'avait envisagé la France, ce retrait arrangea toutes les parties. Le passage au vote aurait officialisé les divisions du Conseil, contraint la France à user de son droit de veto et pour les Etats-Unis réduit à néant la légitimité apportée par la résolution 1441. La mise au vote, sans la majorité des neuf voix, était suicidaire pour les Etats-Unis et leur coalition. Un rejet de la résolution les aurait contraints à déclarer une guerre en violation d'une décision du Conseil de Sécurité³⁰⁶. L'acharnement français évita donc de transformer le Conseil de Sécurité en une chambre d'enregistrement des décisions américaines et de voter une résolution dont l'objectif - un changement de régime - était incompatible avec les dispositions de la Charte des Nations Unies³⁰⁷.

Unies », *Le Monde*, 11 mars 2003.

³⁰⁶ Jean-Louis Turlin, « Fin de partie agitée au siège des Nations Unies », *le Figaro*, 18 mars 2003.

³⁰⁷ Philippe Weckel, « L'usage déraisonnable de la force », op cité, pp 390-400 et F.Nguyen-Rouault, « l'intervention armée en Irak et son occupation au regard du droit international » *Revue Général de Droit International Public*, 2003, page 837. Selon les auteurs, une résolution du Conseil de Sécurité autorisant explicitement la force aurait été dans ce contexte illégal. Pour P Weckel, elle aurait été illégale parce que le pouvoir discrétionnaire dont jouit le Conseil de Sécurité en vertu du chapitre VII de la Charte lui impose le respect du principe de nécessité et du caractère raisonnable de ses décisions. Or dans le cas iraquien, les mesures coercitives du Conseil de Sécurité n'auraient pas été indispensables au maintien de la paix et de la sécurité internationale. Pour F Nguyen-Rouault, une seconde résolution destinée à modifier de façon radicale le gouvernement iraquien aurait été contraire aux limites imposées par l'article 2 paragraphe 7 de la Charte des Nations Unies qui stipule « Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale... ».

LA CRISE DIPLOMATIQUE

La bataille de la propagande remportée, l'administration Bush décida de soumettre au Conseil de Sécurité son projet de seconde résolution. Rassérénée par la victoire de sa propagande et persuadée de la pusillanimité des membres du Conseil de Sécurité, elle ne prit pas la mesure de l'hostilité à laquelle elle était confrontée. Encouragé par le consensualisme de la résolution 1441 et le soutien, quelque peu contraint, de plusieurs Etats africains et européens, George Bush accepta, fin janvier 2003, de satisfaire Tony Blair et Colin Powell en sollicitant une nouvelle résolution. Annoncée le 7 février, cette décision donna lieu à l'ouverture d'une intense et complexe négociation, menée non plus par les diplomates mais par les différents chefs d'Etat et de gouvernements, siégeant au Conseil de Sécurité. En l'espace de quelques jours, toutes ces autorités politiques se trouvèrent impliquées dans une crise internationale d'envergure, contraintes de soutenir ou non la position américaine. Sans jamais se désolidariser de son partenaire, la Grande-Bretagne chercha à convaincre l'Amérique de s'inscrire dans un cadre multilatéral tandis qu'opposée à la guerre, la France ne se résolut pas à exercer son droit de veto, contre son partenaire transatlantique. Dictée par la « contrainte transatlantique », l'attitude ambiguë de la Grande-Bretagne et de la France permit in fine à l'administration Bush de mener sa guerre, sans avoir à obtenir l'adhésion de la communauté internationale ce qui était son intention initiale. La bataille diplomatique ne permit pas à la Grande-Bretagne d'obtenir le vote d'une seconde résolution mais en raison de l'attitude de la France, elle ne permit pas non plus au Conseil de Sécurité de s'exprimer sur la guerre. La démesure de l'affrontement imposa le statu quo autour de la consensuelle ambiguïté de la résolution 1441, autorisant implicitement l'unilatéralisme américain. Placés au cœur de la négociation, le Chili et le Mexique furent l'objet de toutes les convoitises et de toutes les pressions. Pour s'extirper de ce piège, ces deux pays adoptèrent un projet alternatif, expression d'une position médiane. Consensuel, celui-ci eut pour objet de préserver le dialogue et le cadre multilatéral de la négociation, en retardant l'échéance imposée par l'administration Bush. Associée à la menace d'un veto français, cette initiative permit aux indécis d'éviter à avoir à se prononcer sur leur soutien à la guerre, et au final contraignit l'administration Bush de retirer son projet de seconde résolution. Le détour par l'ONU étant arrivé à son terme, pour amoindrir l'impact de l'échec diplomatique et décrédibiliser l'enceinte onusienne, la propagande américaine se déchaîna contre les Nations Unies et la France, responsables de la

paralysie de la communauté internationale et de l'incapacité des nations à répondre à la menace iraquienne.

LA BATAILLE DIPLOMATIQUE

Le retrait du projet de seconde résolution fut acquis après une âpre bataille diplomatique dont l'enjeu fut la conquête des membres indécis du Conseil de Sécurité. Composé de quinze membres, celui-ci vit ses cinq membres permanents divisés. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne étaient partisans de l'usage de la force, et la France, la Russie et la Chine affichaient une attitude plus modérée et attentiste. Ce désaccord conduisit à la création de deux camps. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Espagne composèrent celui de la guerre, rejoint plus tard par la Bulgarie. Celui de la paix fut composé de la France, de la Chine, de la Russie, de l'Allemagne et ultérieurement de la Syrie. Six membres non permanents restèrent à convaincre, le Chili, le Mexique, le Pakistan, la Guinée, l'Angola et le Cameroun. Après de multiples interventions, pressions et annonces, le 14 février 2003, une réunion du Conseil de Sécurité amena les différents protagonistes à officialiser leurs positions respectives. Cette réunion entérina la division du Conseil de Sécurité et le plongea dans la tourmente. S'ensuivirent de longues tractations et l'amorce d'un double langage de la diplomatie anglo-saxonne. En coulisse, appuyée par Colin Powell, la diplomatie britannique afficha une modération et une ouverture au dialogue, en décalage avec la fermeté et les exigences de la Maison Blanche. Cette dissonance offrit l'opportunité, aux six membres non permanents restant à convaincre, de se réfugier derrière l'indécision et un projet alternatif permettant de surseoir aux exigences de la Maison Blanche. Si cette indécision joua en faveur des partisans de la paix, les jours suivants, la multiplicité d'intérêts divergents imposa à la France d'annoncer, le 10 mars 2003, qu'elle ferait l'usage de son droit de veto. Cette annonce accula la diplomatie britannique à soutenir une guerre unilatérale qu'elle ne souhaitait pas. Pour éviter l'échéance de la guerre, celle-ci s'engagea donc dans diverses manœuvres et ouvertures diplomatiques au risque de déplaire à son partenaire américain. Seule la crainte d'une rupture de la relation transatlantique conduisit finalement Tony Blair à se ranger derrière l'unilatéralisme américain. De son côté, inquiète et réticente à user de son droit de veto, la diplomatie française mit tout en œuvre pour empêcher les Etats-Unis de rassembler une majorité de membres derrière leur projet. La France batailla pour contraindre ses alliés à retirer leur projet. Ce faisant, elle interdit au Conseil de Sécurité de se prononcer contre la guerre. Cette attitude amplifia l'ambiguïté et l'imbroglio de la négociation.

* LE CONSEIL DE SECURITE DANS LA TOURMENTE

Début 2003, décidé à employer tous les moyens pour contraindre ses partenaires, le Département d'Etat demanda aux pays africains signataires de l'African Growth and Opportunity Act de respecter une clause de cet accord, interdisant aux bénéficiaires de s'opposer à la politique étrangère des Etats-Unis. Cette exigence conduisit un grand nombre d'Etats africains à s'aligner derrière les Etats-Unis et à accentuer la pression sur les trois « africains » indécis, membres non permanents du Conseil de Sécurité³⁰⁸. Plus tard, le 30 janvier, huit pays européens signèrent une déclaration de soutien aux Etats-Unis, publiée dans le Times³⁰⁹. Le 4 février, une nouvelle déclaration commune était signée par le groupe dit « groupe de Vilnius », composé cette fois de dix-huit pays européens³¹⁰. Ces Etats acceptaient de mettre à la disposition des forces américaines, leurs espaces aériens, leurs infrastructures, et d'envoyer des officiers de liaison au centre de commandement américain, et pour quelques-uns, d'envoyer des effectifs dans le Golfe³¹¹. Fort de ces soutiens internationaux, le 31 janvier, George Bush informa Tony Blair qu'une seconde résolution serait déposée après que Colin Powell a apporté au Conseil de Sécurité les preuves dont l'Amérique disposait. Le soir même, le président américain déclara dans une conférence de presse : « Si les Nations Unies décident d'adopter une seconde résolution, ce serait un nouveau signal montrant que nous essayons de désarmer Saddam Hussein ». L'intervention de Colin Powell au Conseil de Sécurité marqua le

³⁰⁸ Michael Mann, op cité, page 111.

³⁰⁹ Ces huit pays européens sont : la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, le Danemark, la Pologne, la Hongrie et la République tchèque. Cette déclaration affirmait : « Nous savons que le succès dans la lutte quotidienne contre le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive exige le maintien d'une détermination sans faille et d'une ferme cohésion internationale de la part de tous les pays pour qui la liberté est le bien le plus précieux [...] le régime iraquien et ses armes de destruction massive représentent une menace claire pour la sécurité mondiale. Les Nations Unies l'ont reconnu expressément [...] la combinaison des armes de destruction massive et du terrorisme suppose une menace aux conséquences incalculables [...] il est essentiel que le Conseil de Sécurité maintienne sa crédibilité en assurant la pleine efficacité de ses résolutions. Si elles ne sont pas respectées, le Conseil de Sécurité perdra sa crédibilité et la paix mondiale en pâtira. Nous sommes convaincus que le Conseil de Sécurité sera à même d'assumer ses responsabilités ».

³¹⁰ Ce « groupe de Vilnius » se constituait des huit pays de l'Union européenne signataires de la déclaration du 30 janvier, auxquels s'ajoutaient la Lettonie, l'Estonie, la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, l'Albanie, la Croatie et l'ancienne république ex-yougoslave de Macédoine.

³¹¹ Voir la page du site du Département de la Défense US : <http://www.defenselink.mil/news/jan2003/t01232003-tO122sdfpc.html>. Ce soutien européen se conjugua avec les propos musclés de Donald Rumsfeld, du 22 janvier, qualifiant la France et l'Allemagne de veille Europe contre la nouvelle Europe, celle des nouveaux membres européens de l'OTAN.

point de départ des tractations américaines. Ce jour là, le vice-président Dick Cheney téléphona à Jose Edouard Do Santos, président angolais, pour le convaincre de soutenir la position américaine. Deux jours après, la France et l'Allemagne adoptèrent une position commune et, le 7 février, George Bush annonça sa décision de déposer une seconde résolution. En réaction, le 10 février, la Russie se rallia à la position franco-allemande et pour contrer l'initiative de Dick Cheney, Jacques Chirac téléphona à Jose Edouardo Dos Santos pour discuter avec lui de la position américaine. A New York, la France et l'Allemagne soumièrent au Conseil de Sécurité un document de travail, dans lequel elles envisageaient d'augmenter le nombre des inspecteurs et de déployer des observateurs militaires en Iraq. Le lendemain, apprenant l'entretien de Jacques Chirac avec Dos Santos, George Bush prit part aux tractations en appelant à son tour le président angolais. Au sein de l'OTAN, rejointes par la Belgique, la France et l'Allemagne opposèrent leur veto à une initiative pour préparer la défense de la Turquie, en cas d'attaque iraquienne. Les trois partenaires jugèrent prématuré et nuisible aux négociations onusiennes que l'Alliance Atlantique s'inscrive dans une « logique de guerre ». Le 13 février, le chancelier allemand affirma au Bundestag : « Nous faisons notre devoir envers la paix et envers le désarmement pacifique de l'Iraq [...] avec la France, la Russie et d'autres partenaires le gouvernement allemand fait tout son possible en faveur d'un règlement pacifique. C'est possible, et nous nous battons pour cela [...] on ne peut pas se tromper en déployant d'importants efforts en faveur de la paix [...] Cette opinion est partagée par une majorité de membres du Conseil de Sécurité de l'ONU »...

Le lendemain, 14 février 2003, l'ensemble des membres du Conseil de Sécurité se réunit pour écouter le deuxième rapport d'Hans Blix soulignant une amorce de coopération active de la part de Saddam Hussein. Réunis pour la première fois, depuis leurs prises de position respectives, les membres du Conseil de Sécurité profitèrent de cette rencontre pour se livrer à une foire d'empoigne et afficher leur profonde division. Sous les applaudissements du public, le ministre français des Affaires Etrangères, Dominique de Villepin déclara « personne ne peut affirmer aujourd'hui que le chemin de la guerre sera plus court que celui de la paix. Personne ne peut affirmer non plus qu'il pourrait déboucher sur un monde plus sûr, plus juste et plus stable. Car la guerre est toujours la sanction d'un échec [...] dans ce contexte, l'usage de la force ne se justifie pas aujourd'hui. Il y a une alternative à la guerre : désarmer l'Iraq par les inspections. De plus, un recours prématuré à l'option militaire serait lourd de conséquences [...] je voudrais dire que rien, à aucun moment, au sein de ce Conseil de Sécurité, ne sera le fait de la précipitation, de l'incompréhension, de la suspicion ou de la peur. Dans ce

temple des Nations Unies, nous sommes les gardiens d'un idéal, nous sommes les gardiens d'une conscience. La lourde responsabilité et l'immense honneur qui sont les nôtres doivent nous conduire à donner la priorité au désarmement dans la paix »³¹². Comme alternative à la guerre, la France suggéra un renforcement des inspections, des surveillances aériennes et une amélioration de la coopération entre les services de sécurité et les inspecteurs onusiens. De son côté, la Russie préconisa de prolonger les inspections et souleva l'idée de la création d'une liste détaillée des problèmes à résoudre. L'idée était de confronter la coopération iraquienne à des critères spécifiques d'évaluation, les plus objectifs possibles. Jusque-là silencieuse, la Chine se prononça en faveur d'une prolongation des inspections, sans réel espoir de voir cette mesure aboutir à une solution politique. Les inspections jugées suffisamment intrusives et les inspecteurs en nombre suffisant, Colin Powell refusa de renforcer les équipes et les procédures. Rien ne justifiait à ses yeux une prolongation des inspections. Il déclara « La conformité c'est une chose, mais le temps va passer et nous continuerons à dire que nous n'obtenons pas le niveau de conformité que nous attendons ». De son côté, le secrétaire des Affaires Etrangères britannique, Jack Straw souligna son scepticisme sur l'utilité des interrogatoires des scientifiques iraqiens et sur leur apport à la problématique des armes de destruction massive. Il rappela qu'en 1991, sans grand succès, l'ONU avait donné 90 jours à l'Iraq pour désarmer et qu'elle ne le fit pas complètement. Une véritable menace de guerre suivie d'une action en Iraq était selon lui un signal fort pour l'ensemble des menaces de prolifération nucléaire.

Ces divergences étant affichées, les huit membres indécis du Conseil de Sécurité devinrent l'enjeu des tractations à venir. Si une seconde résolution devait être votée, elle devait être approuvée par neuf voix sur quinze, en l'absence de veto. Les indécis comptant deux pays sud-américains, la position des huit risquait d'être fortement influencée par ces deux pays issus du giron américain. Si tous deux s'opposaient à la guerre, il deviendrait difficile pour le Pakistan et l'Angola de la soutenir. L'importance de l'enjeu amena le président du Chili, Ricardo Lagos, et le président du Mexique, Vincent Fox, à s'accorder sur une position commune. Soucieux d'atténuer la pression américaine et de ménager leur opinion publique, ils refusèrent de prendre position, préférant soutenir un projet commun de « seconde résolution intermédiaire ». Le lendemain de la réunion du 14 février, des millions de personnes descendirent dans la rue, y compris à Manhattan, pour soutenir les partisans de la paix. Au sein de l'Union européenne, le 16 février, la Belgique rejoignit officiellement la position franco-allemande et le

³¹² Voir <http://2villepin.free.fr/index.php/2007/02/14-discours-de-dominique-de-villepin-a-l-onu-le-14-février-2003>.

lendemain, celle-ci sembla l'emporter au Conseil extraordinaire européen du 17 février 2003. Affirmant la prédominance du Conseil de Sécurité pour résoudre la question iraquienne et leur soutien aux inspections des Nations Unies, les quinze présentèrent une union de façade³¹³. Ce consensus éclata quelques jours plus tard, le 24 février, lorsque réunis à Bruxelles, les ministres européens des Affaires Etrangères ne parvinrent pas à se mettre d'accord sur l'utilité d'une nouvelle résolution. Le Conseil de Sécurité ouvertement divisé, le 18 février, George Bush réaffirma l'intention des Etats-Unis de continuer à coopérer avec les Nations Unies et rappela qu'à ses yeux le soutien de l'Organisation internationale n'était pas indispensable³¹⁴. Ce même jour, Tony Blair contacta le président mexicain Vicente Fox pour lui exposer la position britannique. Selon lui, la prolongation des inspections étaient un succès de la diplomatie britannique qu'il fallait soutenir en laissant sur les épaules de Saddam Hussein l'obligation de prouver sa bonne foi. S'appuyant sur la dernière intervention de Hans Blix, Vicente Fox rappela quant à lui que l'Iraq se conformait à la résolution 1441. Il fallait selon lui accorder du temps aux inspections. Le président mexicain préconisa avant tout l'unité du Conseil de Sécurité. Expression des difficultés à venir, ces différentes prises de positions amenèrent Tony Blair et Colin Powell à adopter en privé et en dehors de l'enceinte onusienne un langage plus pondéré et conciliant que celui de la Maison Blanche.

* LA DOUBLE DIPLOMATIE DES PARTISANS DE LA GUERRE

Parallèlement à ces tractations, Colin Powell invita « pour dialoguer », les ministres des Affaires Etrangères des dix membres non permanents – et eux seuls – à une réunion informelle et privée. Celle-ci eut lieu à l'hôtel Waldorf Astoria Towers de New-York. A la surprise générale, bien qu'initiée par le Secrétaire d'Etat américain, cette réunion fut présidée par le ministre des Affaires Etrangères britannique, Jack Straw. Après avoir remercié ses convives, Colin Powell évoqua la mise en place par Washington d'une assistance humanitaire pour la population iraquienne et l'intention des Etats-Unis d'exercer leur leadership

³¹³ Serge Sur, op cité, page 80. Les conclusions du Conseil européen extraordinaire du 17 février 2003 affirmaient : « Nous tenons à ce que les Nations Unies demeurent au centre de l'ordre international. Nous reconnaissons que c'est au Conseil de Sécurité qu'il incombe au premier chef de traiter du désarmement de l'Iraq. Nous déclarons soutenir sans réserve le Conseil dans l'exercice de ses responsabilités [...] la guerre n'est pas inévitable. La force ne devrait être utilisée qu'en dernier recours. Il appartient au régime iraquien de mettre un terme à cette crise en se conformant aux exigences du Conseil de Sécurité. Nous réaffirmons que nous soutenons pleinement le travail que mènent actuellement les inspecteurs des Nations Unies. Il faut leur donner le temps et des ressources dont le Conseil de Sécurité estime qu'ils ont besoin ».

³¹⁴ Cette allocution présidentielle du 18 février a été faite au New Sec Chairman Sworn In.

en menant une action militaire contre Saddam Hussein et non contre le peuple iraquien. Washington, affirma-t-il, ne voulait pas voir durer son intervention militaire, et ferait juste ce qui était nécessaire à la victoire, à la reconstruction et au développement économique de la région. A l'issue de cette intervention, le ministre allemand, Joschka Fischer demanda à Colin Powell s'il était possible, comme l'avait demandé la Russie, de définir des éléments objectifs capables de mesurer la coopération de Saddam Hussein. Seul représentant déclaré du camp de la paix, le ministre allemand invita les partisans de la guerre à faire un effort pour élaborer des critères concrets d'évaluation de l'avancement des futures inspections. Au lieu de rejeter l'idée, Colin Powell se contenta d'une réponse évasive de bon augure. A partir de ce moment, plusieurs membres non permanents commencèrent à évoquer le terme de « benchmark », pour illustrer cette idée de critères d'évaluation de la coopération iraquienne. Désirant maintenir l'unité du Conseil, plusieurs ministres retinrent cette nécessité de critères objectifs, comme un préalable à toute avancée. Le jugement sur l'application ou non de la résolution 1441 devait être déterminé par ces critères. Pour conclure la réunion, Colin Powell insista sur la nécessité de maintenir la pression sur l'Iraq, pour voir Saddam Hussein se conformer aux inspections ou quitter le pays³¹⁵.

De son côté, le 21 février 2003, la Maison Blanche contacta le Chili pour le convaincre de se rallier à sa position. Bénéficiant d'une relation amicale avec un conseiller de Ricardo Lagos, Condoleezza Rice l'appela pour lui communiquer la pensée de la Maison Blanche et l'informa du coup de fil à venir de George Bush. Confirmant la volonté américaine de présenter une seconde résolution, Condoleezza Rice demanda au Chili de ne pas la renvoyer et de ne pas s'y opposer : « nous souhaiterions que nos amis soient avec nous et qu'au moment du vote, ils ne se contentent pas de s'abstenir ». En réponse, Heraldo Munoz souligna les doutes de son pays à l'égard de la future résolution et l'opposition de son président à l'idée d'abandonner si vite la voie diplomatique. Celui-ci croyait préférable de donner plus de temps aux inspections des Nations Unies et estimait qu'une guerre en Iraq éroderait la coalition en Afghanistan et la guerre contre le terrorisme. Interrogée sur la position des pays arabes, Condoleezza Rice souligna leur accord pour mettre fin au problème iraquien et conclut l'entretien par l'affirmation que les Etats-Unis iraient faire la guerre en Iraq, avec ou sans le soutien du Conseil de Sécurité³¹⁶. Le lendemain, sans plus de succès, George Bush tint le même langage à Ricardo Lagos.

Tandis que la Maison Blanche s'entretenait avec le Chili, à New

³¹⁵ Heraldo Munoz, op cité, page 40.

³¹⁶ Idem page 9.

York, le 21 février, la diplomatie britannique organisa une nouvelle réunion privée à la mission diplomatique mexicaine, avec les ambassadeurs des dix membres non permanents et en l'absence de toute représentation américaine. Un envoyé britannique, Sir Jeremy Greenstock, informa les dix ambassadeurs présents que Londres avait convaincu Washington d'introduire une seconde résolution alors que la capitale américaine y était initialement réticente. Cette « initiative britannique », affirma-t-il, était l'expression de la volonté britannique d'autoriser de plus longs débats et de laisser la question iraquienne entre les mains et sous le contrôle des Nations Unies. Pour conclure, l'émissaire britannique affirma aux dix indécis que l'empressement américain de mener au plus vite la guerre était lié au soutien populaire récemment obtenu par l'administration Bush et à son incertitude quant à la pérennité de ce soutien³¹⁷. Ce même jour, le premier ministre espagnol José Aznar s'envola pour les Etats-Unis et, persuadé de pouvoir influencer Vincente Fox, décida d'une escale au Mexique, où confronté à une presse et à une opinion publique hostile à la guerre, le président mexicain ne put lui faire que mauvais accueil³¹⁸. Cette initiative fut un échec cuisant pour José Aznar. A l'issue de la rencontre, un communiqué de Vincente Fox réaffirma à la presse la position mexicaine « non à la guerre, non à l'unilatéralisme et oui au renforcement du rôle du Conseil de Sécurité. Et avant toute chose, le Mexique décide seul du chemin à prendre ». Cette déclaration faite, le Mexique resta dans le camp des indécis n'osant toujours pas se prononcer contre son partenaire américain. Echaudé par cet échec, durant son week-end au sein de la famille Bush, José Aznar conseilla au président américain de ne pas déposer de seconde résolution, la coalition n'en ayant pas réellement besoin³¹⁹.

Du côté des partisans de la paix, le vendredi 21 février fut marqué par une rencontre à la Maison Blanche, entre l'ambassadeur de France, Jean David Levitte et le conseiller adjoint de Condoleezza Rice. A la demande du président français,

³¹⁷ *Ibid* page 50.

³¹⁸ La presse mexicaine exprima toute sa colère dans le week-end. Le journal « La Jornada's » dessina en première page José Aznar, caricaturé en Franco et le journal « El Universal » rédigea une chronique sur la visite inopportune du « proconsul ». Les leaders politiques mexicains dénoncèrent eux aussi cette visite, comme la communauté espagnole au Mexique. Une manifestation eut également lieu devant les locaux de l'ambassade espagnole. L'ambassadeur du Mexique auprès de l'ONU affirma plus tard à la presse qu'en fait José Aznar voulut apporter le vote mexicain sur un plateau au ranch de la famille Bush. En réalité, José Aznar pensa convaincre Vincente Fox (en raison de leur appartenance commune à un parti de centre droit) et n'avait pas réalisé l'interprétation « néocolonialiste » pouvant être faite de son initiative. De son côté, Vincente Fox estima ne pas avoir besoin d'intermédiaire pour dialoguer avec l'Amérique du Nord.

³¹⁹ Heraldo Munoz, *op cité*, page 63.

Jean David Levitte insista pour que les Etats-Unis abandonnent tout projet de seconde résolution, en raison des dégâts qu'il pourrait provoquer sur les relations transatlantiques³²⁰. Déterminée à s'opposer aux Etats-Unis, la France souhaita que son partenaire (au nom de l'entente franco-américaine) se dispense de cet affrontement, en s'abstenant de déposer un projet de seconde résolution.

Malgré ces multiples réticences, le lundi 24 février, les partisans de la guerre déposèrent un avant-projet de seconde résolution, dont le contenu illustra les échecs rencontrés jusque-là par la diplomatie américaine et l'espoir de voir la France, in fine, accepter une seconde résolution, tout aussi ambiguë que la première. Dès le lendemain, un mémorandum franco-germano-russe fut déposé. Il proposa un renforcement des inspections sur la base d'un programme de travail clair, soumis aux inspecteurs à partir du 1^{er} mars et jusqu'au 27 mars. Il n'évoqua pas de terme à la durée des inspections onusiennes et affirma dans sa conclusion : « Dans ces circonstances, nous ne laisserons pas voter une seconde résolution autorisant l'usage de la force. La Russie et la France, comme membres permanents du Conseil de Sécurité assumeront leur responsabilité sur ce point ». Il était clair que la possibilité d'un double veto était évoquée à travers ces lignes. A Paris, le président Jacques Chirac exprima à la radio son opposition à une seconde résolution, laissant entendre un possible usage de son droit de veto, sans en prononcer le mot. A compter de ce moment, la presse américaine se déchaîna contre la France, responsable à ses yeux de complaisance à l'égard de l'Iraq et d'obstruction au sein du Conseil de Sécurité. Jusqu'à cette menace de veto français, la diplomatie des partisans de la guerre avait été dissonante, avec d'un côté un discours déterminé et guerrier à la Maison Blanche et de l'autre un Département d'Etat et une diplomatie britannique plus modérés et pacifiques. Si dans les réunions publiques du Conseil de Sécurité, Colin Powell s'était montré intransigent, en réunion privée des ministres des Affaires Etrangères, il n'avait pas rejeté les propositions du camp de la paix allongeant les délais de négociation. Plus surprenant, il avait évoqué « l'espoir américain d'éviter la guerre », en contraignant Saddam Hussein à renoncer au pouvoir. Pour la diplomatie britannique, Sir Jeremy Greenstock avait annoncé aux ambassadeurs des dix indécis le prolongement des inspections onusiennes et la versatilité de l'opinion américaine d'où l'impatience de la Maison Blanche. En d'autres termes, il avait appelé à demi-mot au prolongement des négociations, dans l'espoir d'un étiolement du soutien populaire américain. L'annonce d'un possible veto français mit fin à cette dissonance de la diplomatie anglo-américaine. Bernée depuis

³²⁰ Philippe Boulet-Gercourt, op cité, page 236.

plusieurs mois par les Etats-Unis, la France n'avait plus confiance en la coalition et n'était plus en mesure d'appréhender la « subtilité » de cette diplomatie britannique menée auprès des non permanents. Peut-être perçus par la diplomatie allemande, ces appels officieux du partenaire britannique étaient restés inaudibles pour la diplomatie française.

Le jeudi 27 février, Jacques Chirac et Ricardo Lagos s'entretenaient longuement au téléphone. Jacques Chirac insistait pour savoir si le Chili s'abstiendrait ou non, le président chilien lui demanda de clarifier préalablement sa décision sur l'usage ou non de son droit de veto : « Mr le président, pour moi m'abstenir équivaut à voter contre les Etats-Unis, pour vous si vous vous abstenez, cela signifie que vous votez pour George Bush. Il est évident que pour moi le coût est beaucoup plus important que pour vous. Je voudrais savoir avec certitude si oui ou non vous utiliserez votre veto ». Dès le lendemain, Jacques Chirac demanda à son ambassadeur auprès de l'ONU de provoquer une réunion d'urgence avec l'ambassadeur chilien et le samedi 1er mars, Jean-Marc de la Sablière délivra à son homologue chilien le message présidentiel selon lequel la France était déterminée à user de son droit de veto contre toute seconde résolution. A l'issue de cette réunion, le président français demanda à Dominique de Villepin d'employer dans le week-end le mot « veto », évité jusqu'à présent. A la fin du week-end, dans une conférence de presse tenue en Algérie, le ministre déclara que la France ferait usage de son droit de veto contre toute seconde résolution. Du côté des partisans de la guerre, cette annonce française vint conclure une semaine désastreuse pour la diplomatie américaine. La Maison Blanche avait envoyé Colin Powell en Chine et son sous-secrétaire d'Etat, John Bolton, à Moscou, pour convaincre ces pays de s'éloigner de la position française. Le ministre des Affaires Etrangères russe, Ivan Ivanov, les ayant précédé en Chine, les deux pays s'étaient mis d'accord et sur la base de cette entente rejetèrent les arguments américains. Pour conclure la semaine, le parlement turc refusa son soutien au déploiement des troupes américaines dans le Golfe. L'impatience américaine augmenta d'un cran.

Les deux camps cristallisés sur leur position, la pression s'accrut sur les huit membres indécis. La Bulgarie rejoignit les partisans de la guerre et la Syrie, les partisans de la paix. Six pays restèrent à conquérir, le Cameroun, le Pakistan, la Guinée, l'Angola, le Mexique et le Chili. Conscients de leur situation délicate, le Mexique et le Chili décidèrent d'accroître leurs contacts avec les différents camps et de fédérer les six indécis sur leur projet de résolution alternative. Le 4 mars, à l'occasion du déjeuner mensuel du Secrétaire Général de l'ONU avec les membres du Conseil de Sécurité, Kofi Annan encouragea cette

initiative, affirmant qu'à sa connaissance l'Iraq collaborait de mieux en mieux avec les inspecteurs et demanda aux ambassadeurs présents : « Je vous presse tous de trouver un point d'accord. Je ne suis pas naïf, mais il est clair que nous devons vraiment dialoguer. Je suis prêt à démarcher chacun de vous pour trouver une solution qui permettrait le désarmement pacifique de l'Iraq »³²¹.

Le 5 mars, dans une déclaration commune, les trois ministres des Affaires Etrangères, français, allemand et russe annoncèrent leur refus d'une seconde résolution, sans évoquer clairement leur recours au droit de veto. Les trois ministres soulignèrent la coopération encourageante de l'Iraq et l'invitèrent à accentuer ses efforts pour aider les inspecteurs à accomplir leur mission. Le lendemain, veille d'une nouvelle réunion du Conseil de Sécurité (au cours de laquelle Hans Blix devait remettre un troisième rapport), George Bush organisa un prime time télévisuel de cinquante minutes, à l'occasion duquel il affirma ne pas vouloir laisser le peuple américain à la merci d'un dictateur iraquien et de ses armes de destruction massive. Dans le même temps, Tony Blair se rendit au Chili pour essayer de convaincre Ricardo Lagos de soutenir la future résolution anglo-américaine. Présentant la décision américaine d'une nouvelle résolution comme une importante concession faite à l'Angleterre, Tony Blair refusa l'échec et compta sur l'appui chilien. En réponse, Ricardo Lagos déclara : « Tony la route la plus courte entre Londres et Santiago, au cas où tu ne le saurais pas est Moscou ». Seul un revirement de la position de Vladimir Poutine en faveur d'une seconde résolution était susceptible d'entraîner ces deux pays dans le camp de la guerre³²². Cette réponse laissant ouverte la possibilité d'une décision chilienne en faveur de la guerre, le ministre britannique dépêcha secrètement au Chili son conseiller en Affaires Etrangères, Sir David Manning, pour maintenir la pression sur Ricardo Lagos. Cette amicale pression britannique fut doublée d'une menace américaine de surtaxe à l'importation³²³. Au final, ni l'une ni l'autre ne permirent d'infléchir le refus chilien de soutenir la résolution anglo-américaine. Cette semaine du 3 au 8 mars fut l'occasion pour Tony Blair d'envoyer en catimini sa ministre adjointe des Affaires Etrangères, Valérie Amos, en Afrique, pour y rencontrer les responsables du Cameroun, de la Guinée et de l'Angola.

Le vendredi 7 mars, une nouvelle réunion du Conseil de Sécurité eut lieu pour discuter de la crise en Iraq. Il s'agit de la troisième réunion au niveau ministériel en moins d'un mois. Colin Powell, Jack Straw et Dominique de Villepin étaient dans l'assistance.

³²¹ Heraldo Munoz, op cité, page 46.

³²² Idem, page 51.

³²³ Jean Loup Izambert, op cité, page 287.

Dans la salle du Conseil, 232 sièges étaient réservés au public et 118 à la presse ou aux membres de l'ONU. Au cours de cette session, Hans Blix et Al Baradei signalèrent la destruction des missiles Samoud 2 et les bonnes dispositions iraquiennes à coopérer. Al Baradei donna son point de vue sur les tubes d'aluminium et authentifia comme faux les documents selon lesquels Saddam Hussein avait cherché à se procurer de l'Uranium en Afrique. Après trois mois d'inspections intrusives, la conclusion de son rapport était qu'aucune preuve ou élément de suspicion n'avait été trouvé concernant une relance du programme nucléaire iraquien. De son côté, Colin Powell remit en cause la coopération iraquienne et conclut son intervention en affirmant que la coopération iraquienne se faisait à contrecœur. Il considéra ce qu'il venait d'entendre comme un catalogue de non coopération. Les inspecteurs ne pouvaient pas jeter un œil sous toutes les pierres et tous les bords de route pour trouver des preuves. Le Conseil de Sécurité, affirma-t-il, ne devait pas laisser l'Iraq se débarrasser du fardeau des preuves. Il rejeta les conclusions d'El Baradei sur les tubes d'aluminium et critiqua les conclusions du rapport qui sous-entendaient que l'Iraq n'avait pas de programme nucléaire. Au regard des progrès limités des inspections, Colin Powell appela le Conseil de Sécurité à faire usage de la force, en votant à très court terme une seconde résolution qu'il déposa officiellement le jour même. Le texte de cette résolution comportait une nouveauté : l'instauration d'un ultimatum avec une date butoir au 17 mars 2003. Cet ultimatum était la réponse américaine à la menace du veto français. Ayant opté pour une sortie de crise rapide, la Maison Blanche ne chercha plus l'adoption d'une seconde résolution mais une simple majorité de façade, d'où l'introduction dans le texte de cette date butoir. Colin Powell avait perdu la partie au sein de son camp. L'ONU ne participerait pas à la guerre... Dans un discours moins tranché qu'à l'accoutumée, le ministre allemand Joschka Fischer reconnut l'insatisfaisante coopération iraquienne au regard des exigences des Nations Unies, tout en soulignant son amélioration dans les récents jours. Ceci prouvait l'existence d'une alternative à la guerre et la possibilité d'un désarmement pacifique. De son côté, la France adopta un ton incisif affirmant qu'il y avait des preuves significatives d'un réel désarmement dans les deux derniers rapports. Dominique de Villepin conclut : « Pourquoi devrions-nous souhaiter procéder par la force à tout prix quand nous pouvons le faire pacifiquement. La guerre est une reconnaissance d'échec, ne nous laissons pas aller à nous résigner à l'irréparable ». Le ministre français proposa trois initiatives issues du mémorandum du 25 février : une hiérarchisation des questions en suspens sur la base d'un programme de travail en concordance avec la résolution 1284, la rédaction d'un rapport de progression toutes les trois semaines, et la mise en place d'un calendrier d'application de ce programme

de travail. Il termina son intervention en affirmant que la France ne pouvait pas accepter un ultimatum tant que les rapports des inspecteurs témoignaient de progrès en terme de coopération : « en tant que membre permanent du Conseil de Sécurité, nous n'accepterons pas qu'une résolution autorisant un usage automatique de la force soit adoptée ». La Russie souligna la mise en place, pour la première fois depuis de nombreuses années, d'un réel programme de désarmement en Iraq et affirma être fermement en faveur d'un prolongement et d'un renforcement des activités d'inspections et de leur nature intrusive. De son côté, le ministre chinois, Tang Jiaxuan pointa du doigt la première avenue de New York, pour évoquer les nombreuses manifestations contre la guerre. Il n'y avait aucune raison que les gouvernants restent indifférents à ces exigences. La Chine n'avait aucune raison de fermer la porte à la paix et n'était pas favorable à une nouvelle résolution, particulièrement si elle autorisait l'usage de la force. Pour finir et faire progresser la réunion, le ministre britannique Jack Straw souligna qu'il s'agissait d'un défi à l'expérience passée, de proposer le maintien des inspections en Iraq sans fixer de terme à celui-ci, comme le préconisait le camp de la paix. Ces propositions ne pouvant pas aboutir au désarmement volontaire de l'Iraq, la Grande-Bretagne soumit un amendement à la résolution américaine, offrant à Saddam Hussein la possibilité d'éviter la guerre à la condition de reconnaître à la télévision iraquienne être en possession d'armes de destruction massive, d'autoriser vingt scientifiques et leurs familles à être interrogés en dehors d'Iraq et de se défaire de ses stocks et de ses capacités de production d'armes biologique et chimique. L'ensemble de ces mesures devait être accompli dans les dix jours. A défaut, l'Iraq serait considéré comme ayant échoué à saisir sa dernière opportunité et le 17 mars, le Conseil de Sécurité pourrait conclure que Saddam Hussein n'avait pas répondu aux exigences imposées. Si elle avait le mérite d'ouvrir un mince espace de négociation, cette proposition britannique était considérée comme un préambule à la guerre. Pourtant, peut-être initiée sans l'aval américain, elle était une ouverture au dialogue. L'adoption d'une seconde résolution étant devenue impossible, un enlisement des négociations n'aurait pas été pour déplaire à la Grande-Bretagne. L'intervention de Jack Straw était un appel aux partisans de la paix, déguisé en un ensemble de mesures répondant aux exigences du partenaire américain. Dans son introduction, le ministre britannique indiqua à la France la voie à prendre : fixer une date à la fin des inspections onusiennes. A la sortie de la réunion, Dominique de Villepin assura au ministre des Affaires Etrangères chilien que les Etats-Unis n'avaient pas les neuf voix nécessaires au vote. Le Cameroun refusait de soutenir la seconde résolution et il était peu probable que la Guinée l'accepte. Selon lui, il n'y aurait pas un veto mais trois, avec celui de la Russie et peut être celui de la

Chine. Pour conclure son aparté, Dominique de Villepin laissa entendre que la France était ouverte à toute résolution alternative qui ne serait pas un ultimatum. Ce message était retransmis dans la journée au Mexique. Le lendemain, Dominique de Villepin s'envola pour une tournée africaine destinée à convaincre les trois Etats africains indécis de ne pas soutenir la résolution anglo-américaine. Ce déplacement marqua la rupture entre la France et les Etats-Unis. Cette initiative française risquant de priver les Etats-Unis de la majorité des neuf voix, ce voyage était une trahison aux yeux des Américains. Pourtant, du côté français, cette initiative avait pour seul objet de préserver la relation transatlantique en évitant d'avoir à faire usage de son droit de veto contre son partenaire américain.

* LES ATERMOIEMENTS BRITANNIQUES ET LE PARADOXE FRANCAIS

Le 9 mars, Jacques Chirac s'entretint avec Vincente Fox qui l'informa de la position mexicaine et des travaux en cours en vue d'une résolution alternative. Après les propos de Dominique de Villepin, Vincente Fox souhaita savoir avec certitude si la France ou un autre membre permanent pourrait faire usage de son droit de veto. Pour le président mexicain, la recherche d'un compromis n'avait aucun sens si dans le même temps la France annonçait son intention de faire usage de son droit de veto. Si tel était le cas, l'échec de la seconde résolution serait imputé à la France et non à ceux qui se seraient abstenus. Auquel cas, le choix de l'abstention apparaissait plus pertinent au Chili et au Mexique. Il les dispensait d'une confrontation dangereuse avec les Etats-Unis, tout en satisfaisant leur opinion publique. Immédiatement, Jacques Chirac s'opposa à cette posture sud-américaine. Elle ne renforçait pas le camp de la paix, n'interdisait pas aux Etats-Unis d'obtenir une majorité de voix et acculait la France à devoir faire usage de son droit de veto, ce dont elle souhaitait se dispenser. Les deux présidents n'arrivant pas à s'entendre, cette conversation entérina le désaccord entre la France et les deux Etats sud-américains. Le lendemain de cet entretien, Jacques Chirac intervint sur France 2 et TF1, et exprima la volonté de la France de faire usage de son droit de veto : « ma position est que quelles que soient les circonstances, la France votera non parce qu'elle considère ce soir qu'il n'y a pas lieu de faire une guerre pour atteindre l'objectif que nous nous sommes fixés, c'est-à-dire le désarmement de l'Iraq »³²⁴. Furieux de cette annonce télévisée, Tony Blair déclara : « C'est vraiment insensé de faire ça en ce moment de l'histoire du monde. Les personnes qui devraient

³²⁴ L'intervention présidentielle est disponible sur le site de la présidence de la République www.elysee.fr. Quelques jours plus tard, en guise d'explication pour les partenaires sud-américains, Dominique de Villepin déclara en parlant des démarches sud-américaines et du projet de résolution alternative « les six indécis ne sont pas autorisés à dicter la politique du Conseil de Sécurité ».

s'employer à renforcer les institutions internationales sont occupées à les saper et à faire les imbéciles [...] « C'est irresponsable »³²⁵. La position française clairement exprimée, Tony Blair perdit tout espoir de voir voter une seconde résolution. Désormais seul en lice, le premier ministre britannique était confronté à deux alternatives : éviter la guerre en enlisant les négociations ou attirer à sa position les six indécis. L'une et l'autre imposèrent un dialogue étroit avec les six indécis. Les partisans de la paix n'ayant rien concédé lors de la réunion du 7 mars, le premier ministre britannique décida d'encourager l'initiative sud-américaine et de décrédibiliser le veto français, en incitant ces deux Etats à la prudence. Pourquoi les Chiliens et les Africains devraient-ils prendre le risque de voter pour la guerre aux Nations Unies si la France assure que leur vote ne sera pas compté. Pour discréditer la menace française, sans réussir à susciter la polémique, il qualifia le veto français de « veto déraisonnable ». Après l'intervention télévisée de Jacques Chirac, les partisans de la guerre firent feu de tout bois. Tony Blair téléphona à Ricardo Lagos pour évoquer les différentes propositions et l'informer d'un appel à venir de George Bush. Quelques heures plus tard, le président américain s'entretint avec son homologue chilien. Il lui affirma qu'il détenait huit votes solides en faveur de la seconde résolution et qu'il lui en fallait un neuvième... celui du Chili. Doutant de ces affirmations, mais soucieux de ne pas polémiquer avec son puissant voisin, Ricardo Lagos s'évertua à persuader George Bush de ne pas chercher un second vote si aucun consensus n'était obtenu. En réponse, George Bush affirma : « il est temps de passer au vote. Nous avons trop longtemps débattu ». Pour le président américain, les progrès des inspections onusiennes étaient illusoires. Ils étaient le simple résultat de la pression exercée par l'armée américaine déployée dans le golfe. Il ne pouvait plus maintenant laisser ses troupes sans agir. Ricardo Lagos évoquant son projet de résolution alternative, George Bush répondit : « il n'y a plus le temps, lundi prochain tout sera fini ». Pour conclure la conversation, le président américain demanda à son interlocuteur quel sera son vote. S'abritant derrière l'amendement britannique de la réunion du 7 mars et la possibilité de prolonger les négociations, Ricardo Lagos répondit qu'il lui était pour l'instant impossible de voter « oui ». Cette conversation terminée, Tony Blair téléphona au président Chilien pour en connaître la teneur. Apprenant le détail de celle-ci, il proposa à son interlocuteur : « disons que nous allons vers ta résolution alternative, de combien de voix disposes-tu parmi les six voix indécises ? ». Ricardo Lagos en disposait de deux sûres – le Mexique et le Pakistan – mais n'avait aucune idée de la position des trois pays africains, excepté l'affirmation du président américain selon

³²⁵ Peter Stothard, « 30 jours au cœur du système Blair : Downing Street en guerre », édition St Simon, 2003, page 35.

laquelle ces trois pays voteraient en faveur de la seconde résolution. Si tel était le cas, affirma-t-il, « J'imagine que vous pourrez les apporter avec vous sur notre résolution intermédiaire ». A l'issue de ces échanges et au regard des propos de Tony Blair et de George Bush, il apparut possible que le Mexique ou le Pakistan ait décidé - in fine - de soutenir le camp de la guerre, puisque celui-ci revendiquait huit voix. Une coordination avec le Mexique devint essentielle pour le Chili. A défaut d'un veto d'un des cinq grands, le Chili ne pouvait pas voter en faveur de la guerre et voir le Mexique s'abstenir, et inversement, il ne pouvait pas non plus s'abstenir si les partisans de la guerre disposaient réellement de huit voix dont celle du Mexique.

Après sa conversation avec Ricardo Lagos, le président américain téléphona à Vladimir Poutine pour essayer de le convaincre de soutenir la seconde résolution. La veille, l'ambassadeur américain à Moscou avait alerté le pouvoir russe que les liens avec Washington pourraient souffrir si Moscou utilisait son veto contre la seconde résolution. L'ambassadeur américain avait affirmé à ses interlocuteurs qu'il y avait aux yeux des Américains une grande différence entre un veto russe et une abstention. Il devint évident que les Etats-Unis essayaient de circonscrire l'opposition à la guerre au seul veto français, dont la crédibilité était remise en cause par leur propagande.

Dès le 12 mars, le Pakistan devint la clé du succès américain. Ce jour là, George Bush téléphona à Pervez Musharraf pour lui demander son soutien. Très précautionneusement, ce dernier informa son partenaire américain qu'il était avec le Chili et le Mexique en quête d'une solution alternative, à la proposition britannique avancée le 7 mars au Conseil de Sécurité³²⁶. Deux jours après cette conversation, George Bush autorisa la suspension de toutes les sanctions imposées au Pakistan et obtint du Congrès qu'il approuve un ensemble d'aides financières en faveur de ce pays. Cette nouvelle promesse d'aide américaine spécifiait un allègement de la dette pakistanaise d'un milliard de dollars et l'octroi de 104 millions de dollars d'aides directes pour l'économie et le secteur militaire. Le fait est qu'au moment de ces nouvelles promesses, l'administration Bush n'avait toujours pas exécuté les promesses faites dix-huit mois plus tôt, en échange du soutien pakistanais à une intervention en Afghanistan³²⁷. Pour gommer cette indélicatesse et concrétiser sa parole, une première tranche de l'aide financière (proposée dix huit mois plus tôt) était versée au Pakistan. Ce passage à l'acte n'eut aucun impact. Le Pakistan refusa de se prononcer en faveur de la guerre. Cet échec américain fut le résultat d'une trop longue

³²⁶ Heraldo Munoz, op cité, page 67.

³²⁷ Michael Mann, op cité, page 112.

politique de promesses jamais respectées, faites à de trop nombreux pays, depuis la première guerre du Golfe.

Au même moment, l'impatience néoconservatrice face aux attermolements britanniques monta d'un cran. Paul Wolfowitz appela à une invasion urgente de l'Iraq et dans une déclaration publique, le Secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld déclara : « si les Anglais n'arrivaient pas à résoudre leur dissension concernant l'Iraq, les Etats-Unis pourraient y aller sans eux ». Cette déclaration mit le feu aux poudres entre les deux partenaires. Pour l'entourage de Tony Blair, il s'agit d'une opportunité inespérée de se désolidariser de George Bush et de laisser l'Amérique mener seule sa guerre. S'il pouvait accepter une rupture avec la France, le premier ministre britannique ne pouvait pas historiquement et politiquement envisager un tel scénario avec l'Amérique. Refusant de céder sur cette question, Tony Blair demanda au ministre de la Défense britannique d'exiger - au-delà des excuses - une clarification des insinuations américaines. Deux coups de fils de George Bush furent nécessaires pour excuser Donald Rumsfeld qui selon le président américain « essayait juste de rendre service ». Ayant perdu tout espoir d'une seconde résolution légitimant l'usage de la force, Tony Blair se plia dès lors à la décision américaine d'obtenir une simple majorité, afin d'éviter une rupture diplomatique avec cet allié historique³²⁸. Le paradoxe français vint là encore empêcher cette option anglo-saxonne de se réaliser.

Le lendemain 13 mars, la France, la Russie et la Chine déclarèrent publiquement, puis en consultation fermée, qu'elles rejetaient les dix jours d'ultimatum et l'usage automatique de la force, évoqués dans l'amendement britannique au projet de seconde résolution. Aucune concession n'était faite par le trio sur une éventuelle date de fin des inspections. L'Allemagne ne prit pas part à cette déclaration conjointe. La veille, lors d'un dîner avec Tony Blair, Gerald Schröder affirma le refus de l'Allemagne de participer à une alliance anti-américaine³²⁹. A trois jours du sommet des Açores, le projet de seconde résolution n'ayant plus de chance d'aboutir, l'Allemagne se désolidarisa de la France. Le 14 mars, après le refus des partisans de la paix, les Britanniques firent une seconde proposition d'amendement en six points, dans laquelle ils proposèrent de supprimer plusieurs paragraphes du projet de résolution. Ce projet fit l'objet d'un entretien téléphonique entre Jacques Chirac et Tony Blair, au cours duquel le président français maintint sa fermeté et sa détermination³³⁰. Cette nouvelle proposition britannique fut rejetée par plusieurs délégations, y compris celle du Chili, en raison du maintien de

³²⁸ Peter Stothard, op cité, pages 45-47.

³²⁹ Idem page 72.

³³⁰ Ibid page 95.

l'usage automatique de la force. Dans le même temps, sans tenir compte de l'initiative britannique, George Bush téléphona aux présidents angolais, guinéen et camerounais, pour gagner leur soutien. Volontairement ou non, au même moment, le président sud-africain demanda à ces trois interlocuteurs de s'aligner sur la position de l'Union africaine, contre la guerre en Iraq. De son côté, le président chilien s'entretint à plusieurs reprises avec Jacques Chirac pour le convaincre que la proposition française du 7 mars, sans « deadline » était une erreur. Elle interdit toute possibilité de compromis à la Grande-Bretagne pourtant soucieuse de prolonger la négociation. Le lendemain, la Maison Blanche rejeta le projet chilien de résolution alternative et débloqua les fonds pour le Pakistan. Le 15 mars, la veille du sommet des Açores, Tony Blair et Ricardo Lagos s'entretinrent au téléphone. Tony Blair affirma son regret de voir la proposition chilienne rejetée alors qu'elle était très proche des propositions britanniques et souligna son incapacité à rechercher un ultime compromis, sans se défausser aux yeux des Américains³³¹. Pour clore l'entretien, Ricardo Lagos demanda à Tony Blair d'informer les participants du sommet des Açores que l'initiative chilienne avait été conduite en toute sincérité et dans un esprit constructif³³². Ce même jour (une fois la proposition chilienne rejetée par les Etats-Unis), Jacques Chirac téléphona à Tony Blair pour lui assurer que la France ne cherchait pas à s'opposer à la Grande-Bretagne et lui proposer un ultime compromis, en amendant la proposition franco/germano/russe d'un délai de trente jours, à l'issue duquel les inspections devaient avoir apporté une réponse au désarmement de l'Iraq. Cette ultime initiative française fut interprétée comme une dernière tentative pour gagner du temps et diviser les partisans de la guerre. Conscient que toute nouvelle proposition de négociation serait perçue par la Maison Blanche comme inamicale et destinée à retarder la guerre, Tony Blair se résigna à ne pas donner suite à l'initiative française. Le lundi 17 mars, en réunion fermée du Conseil de Sécurité et en présence de Kofi Annan, l'envoyé britannique, Sir Jeremy Greenstock informa les membres du Conseil de Sécurité de la décision des partisans de la guerre de retirer leur projet de seconde résolution. Il conseilla aux Nations Unies de suspendre les inspections et de retirer son personnel d'Iraq, tandis que John Negroponte se lamenta que le projet de seconde résolution ait eu pour seul effet la formulation d'une menace de veto³³³.

La France avait atteint son objectif d'éviter à user de son droit de veto contre ses partenaires, mais son intransigeance avait peut-être laissé échapper une alternative à la guerre. La menace

³³¹ Ibid, pages 94-95.

³³² Heraldo Munoz, op cité page 59.

³³³ Idem, page 72.

d'un veto français n'ayant pas suffi à modérer les ardeurs américaines, l'échec du projet de seconde résolution était imputable à l'intense et peu coutumière diplomatie française, contre les souhaits de ses deux alliés occidentaux. Là où, ces derniers souhaitaient qu'elle exprime son appartenance au camp occidental (en s'abstenant de saborder leurs initiatives diplomatiques), la France jugea préférable d'essayer d'éviter d'user de son droit de veto, en manœuvrant contre ses partenaires habituels. Cette politique française fit le jeu des néoconservateurs, impatients de rompre les négociations onusiennes et de mener la guerre. Cette inflexibilité positionna la France en leader de l'opposition contre la guerre alors qu'elle s'évertuait à protéger sa relation transatlantique, quitte à empêcher le Conseil de Sécurité d'avoir à se prononcer contre la guerre (et peut-être dès lors à l'éviter). Comble du paradoxe, la Grande-Bretagne semble avoir été le seul membre permanent à avoir eu en ligne de mire pour souci d'éviter un conflit sans mandat onusien. Pour contourner l'intransigeance américaine et française, la diplomatie britannique s'est tournée vers l'Amérique latine et les indécis du Conseil de Sécurité. Consciente que l'impatience de l'administration Bush était liée à la précaire adhésion de l'opinion publique américaine à la guerre, elle informa les non permanents de cette situation et les encouragea à rechercher des solutions médianes, susceptibles de contraindre l'administration Bush à prolonger les négociations. Ce faisant, elle offrit au Chili, au Mexique et aux autres indécis l'opportunité d'échapper à la pression américaine, mais priva la France de toute marge de manœuvre. La recherche d'un éventuel compromis devint la marotte des six indécis, guidés en sous main par la Grande-Bretagne. De son côté, échaudée par la duplicité américaine, la France ne put courir le risque d'infléchir sa position, pour laisser se négocier un compromis inspiré et souhaité par la Grande-Bretagne. Après avoir cherché sans succès à prendre sous son aile l'ouverture chilienne, Jacques Chirac dut attendre le rejet de celle-ci par les Américains, pour soumettre à son tour une ultime et trop tardive proposition. La guerre aurait pu être évitée si la diplomatie de Tony Blair avait été logique avec ses propres aspirations. Au lieu de refuser une guerre sans l'aval onusien, la Grande-Bretagne choisit d'user de la diplomatie pour obtenir l'autorisation de mener une guerre. Cette incohérence venant se superposer à l'ambiguïté américaine, ce choix s'avéra contre-productif. Sans les démarches britanniques vers les six indécis, ces derniers n'auraient pas pu échapper à la pression américaine et la majorité des neuf voix aurait été atteinte et la seconde résolution adoptée, à moins d'un veto français. La Grande-Bretagne voulut éviter une guerre unilatérale sans jamais se désolidariser de son partenaire américain. Cet alignement l'a conduit à l'impasse tout en emmurant la France dans une opposition radicale. En définitive,

la lutte entre Colin Powell et les néoconservateurs conduisit la France et la Grande-Bretagne à choisir deux chemins distincts pour concrétiser une idée identique : pas d'usage de la force sans aval préalable du Conseil de Sécurité. La responsabilité de Colin Powell est ici importante. Tenu dans le secret de la décision de la guerre, sa « duplicité contrainte » a ancré la Grande-Bretagne dans le camp américain tandis qu'au même moment les agissements néoconservateurs ont rejeté la France dans le camp de l'opposition à la guerre. Malgré une bonne volonté commune, séparées, ces deux puissances n'ont jamais pu se rejoindre. L'intransigeance américaine et les manœuvres néoconservatrices dressèrent un rideau de fer entre ces deux partenaires européens. Le manque de courage de Tony Blair, l'orgueil français et le poids pour chacun d'eux de la relation transatlantique laissèrent l'administration Bush libre de réaliser sa guerre. Une adhésion française à la proposition chilienne ou un ultime compromis anglais aux partisans de la paix aurait effrité le soutien populaire américain à la guerre et contraint l'administration Bush à respecter le cadre onusien des négociations.

LES INITIATIVES POUR PRESERVER LA PAIX

La proposition chilienne fut l'initiative pour la paix la plus importante. Menée par un membre du Conseil de Sécurité, transparente et légitime, elle s'inscrit dans le cadre des négociations en cours et fut une parfaite démonstration d'une volonté de dialogue et de compromis. Elle avait été cependant précédée par une initiative canadienne qui portait en germe les idées reprises et développées par le Chili. Le 3 mars, le représentant du Canada auprès des Nations Unies, Paul Heinbecker rencontra à la mission mexicaine les dix membres non permanents du Conseil de Sécurité pour leur soumettre le contenu d'un document que le premier ministre canadien, Jean Chrétien, avait négocié avec Tony Blair, Jacques Chirac, Vincente Fox et Ricardo Lagos. Ce document reprit la notion de « benchmark » et l'idée d'une « deadline ». L'objectif principal était d'établir des priorités sur ce que les Iraquiens devaient accomplir dans le délai imposé. L'initiative canadienne prit la forme d'une note informelle, dans laquelle le Canada observa que les deux camps s'entendaient sur l'idée d'une « deadline », pouvant être fixée au 28 mars et devant être précédée d'un emploi du temps imposé aux procédures de désarmement. Non membre du Conseil de Sécurité, le Canada ne put aller au-delà de ce qu'il avait accompli. Cette initiative eut le mérite de rapprocher la France et la Grande-Bretagne, tout en bâtissant un socle de travail pour le Chili et ses futurs partenaires. Malheureusement, ces derniers ne

bénéficièrent pas de l'impartialité présumée du Canada.

Le 27 février, l'ambassadeur du Chili, Juan Gabriel Valdès, et celui du Mexique, Adolfo Aguilar Zinser, rencontrèrent Hans Blix, pour étudier avec lui les alternatives de paix susceptibles de répondre à la guerre. Evoquant la future initiative canadienne, les deux ambassadeurs affirmèrent qu'aucun consensus ne sera obtenu autour de ce projet, s'il n'était pas fait mention d'une très courte « deadline » ou d'une clause automatique d'usage de la force. De son côté, Hans Blix souligna avoir eu l'intention de mentionner dans son futur rapport un programme de mesures spécifiques (répondant à l'ensemble des questions de désarmement en suspens) et s'être vu opposé par la coalition un refus catégorique et une interdiction formelle d'ouvrir le débat. Informés de son intention, les Etats-Unis, les Britanniques et les Espagnols lui interdirent de l'évoquer, ne serait-ce qu'oralement au sein du Conseil de Sécurité. Pour conclure, Hans Blix affirma s'inquiéter des motivations réelles des Anglo-américains concernant la future seconde résolution et avoua s'en être ouvert à Kofi Annan.

Après le dépôt de la seconde résolution et l'amendement britannique, le président chilien se concentra sur cette ouverture diplomatique de Tony Blair, sans s'appesantir sur le contenu de la proposition. Ricardo Lagos se persuada qu'au-delà de son contenu l'amendement britannique était une tentative de prolongation de la négociation. Dès lors, il demanda à son ambassadeur à New-York d'explorer une alternative aux propositions britanniques, en coordination étroite avec le Mexique et les derniers indécis. L'ouverture de ces pourparlers conduisit ces six pays à refuser de s'exprimer sur leur intention de vote et interdit aux Etats-Unis de pouvoir compter à l'avance les voix susceptibles d'approuver la seconde résolution. Le 8 mars, les ambassadeurs de ces six pays (Chili, Mexique, Guinée, Cameroun, Angola et Pakistan) se rencontrèrent au cours d'un petit déjeuner à l'hôtel Berkman, pour discuter du contenu du texte alternatif, susceptible d'être déposé par la mission chilienne. La proposition de texte devait reprendre l'idée de mesures concrètes, spécifiques et déterminées, devant être accomplies par l'Iraq dans des termes plus flexibles que ceux offerts par les Britanniques. Le lendemain, l'ambassadeur de Guinée informa la France et la Grande-Bretagne que les six indécis préparaient un texte, et le 10 mars, le président chilien téléphona à Hans Blix qui lui confirma ne pas avoir trouvé d'armes de destruction massive et avoir besoin de plus de temps pour les vérifications. Ricardo Lagos chercha à obtenir d'Hans Blix des garanties sur la certitude de la viabilité d'un programme de mesures spécifiques accompagnées d'un terme, que les six indécis pourraient soumettre au Conseil de Sécurité dans un

projet de résolution alternatif. Ricardo Lagos expliqua à Hans Blix que le projet chilien allongeait de dix jours l'ultimatum de la seconde résolution anglo-américaine et qu'il transformait l'obligation qui était faite à Saddam Hussein de s'adresser à la télévision, en une simple correspondance à adresser au Secrétaire Général des Nations Unies et au président du Conseil de Sécurité. Dans cette correspondance, l'Iraq devait autoriser l'UNMOVIC et l'AIEA à détruire, sans délai, toutes les armes prohibées et substances interdites, y compris la documentation s'y référant. Le courrier devait souligner une complète volonté iraquienne de répondre et de résoudre immédiatement toutes les questions en suspens. Pour conclure, Ricardo Lagos souligna l'absence d'usage automatique de la force dans sa proposition. Interrogé sur le temps nécessaire aux inspecteurs pour remplir ce programme, Hans Blix demanda un délai de 40 jours, puis de 30 jours, pour n'obtenir que trois semaines. Le 13 mars, le projet de résolution chilien s'enrichit des contributions des cinq autres Etats et prit la forme d'une proposition offrant un délai supplémentaire, tout en restant très proche des amendements britanniques. Le lendemain matin, réunis à la mission chilienne pour discuter du texte final, les numéros deux de ces six ambassades furent invités, à leur grande surprise, par leurs ambassadeurs respectifs à rompre les discussions et à quitter les lieux au plus vite ! Informé de la tenue de cette réunion de finalisation du texte, John Negroponte avait téléphoné à l'ambassadeur mexicain pour le mettre en garde contre tout projet alternatif de seconde résolution. Les Etats-Unis assimilaient ce geste à une action inamicale destinée à les isoler au sein du Conseil de Sécurité. De son côté, Colin Powell avait contacté les ministres des Affaires Etrangères des six pays, pour délivrer la même mise en garde. Sur cette menace, la réunion des indécis fut immédiatement interrompue et l'initiative chilienne mort-née. Face à la pression américaine, le Mexique et l'Angola se désolidarisèrent des pourparlers, affirmant qu'il s'agissait d'une « proposition chilienne », et le soir même, isolé, Ricardo Lagos décida de rendre public son projet alternatif, et vingt minutes plus tard, les Etats-Unis le rejetèrent. Selon la Maison Blanche et son porte-parole Ari Fleischer, la proposition chilienne était un faux départ. Aucune prise en considération formelle de cette proposition ne fut jamais initiée. Saddam Hussein disqualifia lui aussi cette initiative affirmant que le Chili ne connaissait rien à la situation en Iraq et qu'il était au service des besoins diaboliques des Etats-Unis.

Dans un cadre hors onusien, quelques initiatives de paix furent menées en secret et en parallèle des négociations onusiennes. Confrontés à des opinions arabes très hostiles à la guerre, et à un partenaire américain demandeur et exigeant, la Turquie et l'Arabie Saoudite essayèrent très tôt d'éviter un conflit

armé en Iraq. En relation de longue date avec Qusai, le fils de Saddam Hussein, les services secrets saoudiens envisagèrent avec lui la possibilité d'un exil pour son père, en échange d'une immunité judiciaire. Tenue secrète, cette négociation se serait poursuivie jusqu'au jour de l'invasion iraquienne. Une première rumeur de son existence courut au sein des Nations Unies, début février, après que le 30 janvier 2003, le ministre des Affaires Etrangères saoudien Saoud Al Faisal eut rencontré George Bush, après avoir rencontré Jacques Chirac et Tony Blair. Pendant quelques jours, l'enceinte du Conseil de Sécurité bruissa d'une rumeur sur une éventuelle résolution offrant à Saddam Hussein l'immunité pour ses crimes de guerre en échange de son exil. Interrogé sur l'existence de ces pourparlers, le ministre égyptien des Affaires Etrangères nia toute participation de son pays à ce plan d'exil, tandis que le ministre des Philippines, Blas Oppler, confirma l'existence d'une initiative arabe encourageant Saddam Hussein à abandonner le pouvoir et à quitter son pays³³⁴. La veille de l'invasion américaine, plusieurs appels à l'exil confirmèrent l'existence probable de ces pourparlers. Le président des Emirats Arabes Unis appela publiquement Saddam Hussein à l'exil et le 19 mars, le roi de Bahrein offrit au leader iraquien l'asile dans une île du Golfe. Dans le week-end du 16 et 17 mars, George Bush et Dick Cheney proposèrent, eux aussi, à Saddam Hussein de choisir entre l'exil et la guerre, en employant la formule « flight or fight ». En fait, ce n'est qu'à l'automne 2007, qu'un mémo secret du gouvernement espagnol confirma l'existence de cette négociation secrète. Ce mémo relata une conversation secrète entre George Bush et José Aznar, datée du 22 février 2003, et dans laquelle le président américain affirmait que les autorités égyptiennes étaient en discussion avec Saddam Hussein : « Il semble que Saddam Hussein ait la volonté de partir en exil s'il est autorisé à prendre avec lui un milliard de dollars et toutes les informations disponibles sur les armes de destruction massive ». Toujours selon cette même conversation, Mouammar El Kadafi aurait affirmé à Silvio Berlusconi que Saddam Hussein voulait partir³³⁵.

DENIGRER LA FRANCE ET L'ONU

A l'apogée de la propagande, l'opinion publique américaine se laissa porter par les discours guerriers et la fermeté de l'administration Bush. Plus l'imminence de la guerre se concrétisa, plus l'opinion se souda derrière son administration et ses GI impatients d'en découdre avec l'Iraq. L'opinion américaine

³³⁴ Ashraf Khalil, « Arabes nations Deny Exile Proposal Brewing for Hussein », Chicago Tribune, 11 janvier 2003.

³³⁵ Heraldo Munoz, op cité, page 41.

accepta sans aucun esprit critique toutes les assertions officielles, sans s'interroger sur l'existence de preuves. Le contrôle des médias et de l'opinion permit à l'administration Bush d'éclipser une nouvelle fois le débat international naissant, après l'intervention de Colin Powell au Conseil de Sécurité. Alors que la communauté internationale apporta des preuves de mensonge et démontra la faiblesse de l'argumentation américaine, l'Amérique se focalisa sur un autre thème, distillé par les néoconservateurs et destiné à couper court à toutes velléités internationales de contrecarrer la guerre en Iraq. Au plus fort de la crise, le directeur du Conseil de Défense américain, Richard Perle, se lança dans une dénonciation virulente et systématique de l'Organisation internationale. Le 21 mars 2003, il publia un article dans "The Guardian", intitulé « Thank God for the Death of the UN - Its abject failure gave us only anarchy. The world needs order », dans lequel il dénonça l'échec chronique des Nations Unies à faire respecter ses propres résolutions. Selon lui, les Etats-Unis partaient en Iraq avec une coalition de volontaires qu'il qualifiait de seule alternative à « l'anarchie mondiale résultant de l'échec abject des Nations Unies ». Le même jour, dans une intervention au Defense Forum Fondation (DFF), il poursuivit dans la même veine, encourageant la communauté internationale à repenser ses structures de sécurité. Si la Charte des Nations Unies pouvait être amendée pour prendre en compte ces nouvelles menaces, les acteurs internationaux pouvaient aussi se passer des Nations Unies et trouver de nouveaux cadres d'accord de sécurité. Ces propos s'inscrivirent dans la continuité de ses déclarations précédentes. En septembre 2002, il avait qualifié les Nations Unies « d'irrélevant »³³⁶. De son côté, David Gelernter dans le Weekly Standard écrivit : « Le problème de l'Amérique n'est pas l'organisation du monde, c'est les Nations Unies. Cette organisation ne convient pas [...] il est temps maintenant de commencer à penser à l'après Nations Unies, pas simplement parce que les Nations Unies ont échoué en Iraq, mais parce que nous avons maintenant une remarquable opportunité de le faire ». L'auteur proposa une nouvelle organisation articulée autour de l'Amérique, de la Grande-Bretagne et de la Russie et à laquelle les démocraties pourraient être candidates pour être des membres juniors³³⁷. Ces déclarations déportèrent le débat national sur le poids, le rôle, l'utilité et la crédibilité des Nations Unies, détournant l'opinion américaine du débat sur les preuves et les mensonges de l'administration Bush. La question d'une réforme de l'Organisation internationale était soulevée et ne cesserait plus d'être évoquée jusqu'à nos jours. Cette disqualification de l'Organisation s'accompagna d'une campagne

³³⁶ Lors de l'allocution devant la « House Armed Services Committee, United States of America House of Representatives », le 26 septembre 2002.

³³⁷ David Gelernter, « Replacing the United Nations », the Weekly Standard, 17 mars 2003.

de dénigrement violente et sans états d'âme du partenaire français. Distillée par des voies officielles et discrètes, cette propagande accusa sans discernement la France d'anti-américanisme, source de son opposition à la guerre au sein du Conseil de Sécurité. Tous les médias américains audio-visuels, écrits, comme les forums internet se mirent à lapider la France, sans chercher à comprendre les raisons réelles de son opposition à la guerre. Ayant peu apprécié les démarches de la diplomatie française auprès des pays membres non permanents du Conseil de Sécurité, la presse américaine accusa la France d'absence de solidarité et d'opposition stérile, au moment où les Etats-Unis considéraient leur intérêt et leur sécurité nationale menacés. La politique française dans le conflit israélo-palestinien vint s'agglomérer au problème iraquien pour, dans un amalgame douteux, reprocher à la France un antisémitisme, fondement de sa politique au Moyen et Proche Orient. Plus largement, la France devint un ennemi des Etats-Unis, suspecté de vouloir bâtir une Europe forte pour quitter le giron américain et lui faire concurrence³³⁸. Dans un article intitulé « The Axis of Petulance », du Washington Post du 1^{er} mars 2002, Charles Krauthamer écrivit contre la France et les Européens : « Nos élégants cousins européens sont horrifiés. Ce sont les Français qui ont commencé [...] Ils considèrent comme un manquement aux bonnes manières le fait d'appeler le mal par son nom. Ils préfèrent s'en accommoder. Ils ont acquis beaucoup d'expérience dans ce domaine, en s'accommodant à merveille de l'Allemagne nazie en 1940. Nous sommes dans une guerre de légitime défense. C'est aussi une guerre pour défendre la civilisation occidentale. Si les Européens refusent de considérer qu'ils participent à cette lutte, libres à eux. [...] Nous leur permettrons de tenir nos manteaux, mais pas de nous lier les mains »³³⁹. Dans le Wall Street Journal du 18 mars 2003, Paul Johnson écrivit un article intitulé « Au revoir petite France », dans lequel il prétendit que la France était une nation secondaire qui paralysait le Conseil de Sécurité, imposant aux Etats-Unis de le contourner par des coalitions ad hoc. Le Congrès américain n'échappa pas à ce sentiment généralisé anti-français puisque le lendemain de l'intervention de Jacques Chirac sur l'usage de son droit de veto, les parlementaires proposèrent de rebaptiser les « french fries », en « freedom fries ». Commencée en 2002, cette campagne de propagande anti-française dura jusqu'au printemps 2003 et contraignit l'ambassadeur de France à Washington, Jean-David Levitte à rédiger une lettre de protestation adressée à la Maison Blanche, au Département d'Etat, au Pentagone, au Congrès et à la presse américaine. Dans ce courrier, l'ambassadeur français dénonça les fausses informations véhiculées contre la France par la presse américaine : « Je veux attirer votre attention sur la

³³⁸ Serge Sur, op cité, pages 81-83.

³³⁹ Michael Mann, op cité, page 22.

nature troublante, et même inacceptable, de cette campagne de désinformation visant à salir l'image de la France et à tromper le public.[...] Les plus sérieuses de ces affirmations partagent les caractéristiques suivantes : elles diffusent des informations fausses et s'appuient toutes sur des informations citant des responsables anonymes de l'administration [...] Les méthodes utilisées par ceux qui propagent cette désinformation n'ont pas de place dans les relations entre amis et alliés, qui peuvent être en désaccord sur des questions importantes mais ne doivent pas s'engager dans le dénigrement et le mensonge »³⁴⁰. L'orchestration par les néoconservateurs de cette campagne de dénigrement permet de détourner l'attention de l'opinion publique américaine des manquements de l'administration Bush, tout en reléguant au second plan le caractère illégal et injuste de la guerre, refusée par le Conseil de Sécurité. Ceci ne fut pas sans conséquences³⁴¹.

³⁴⁰ Dans sa lettre, l'ambassadeur de France reprinted des exemples concrets contenus dans des articles de la presse américaine, comme le New York Times, le Washington Post et le Washington Times. La lettre de l'ambassadeur est disponible sur le site de l'ambassade de France aux Etats-Unis www.info-France-usa.org/news/statmnts/2003/levitte. Le Monde a publié un article sur cette question le 16/05/03, intitulé « La France a dénoncé une campagne de désinformation « inacceptable » aux Etats-Unis ».

³⁴¹ Pour l'impact de cette propagande et ses conséquences économiques sur la France voir le compte rendu de la visite à Washington, New-York et Boston d'une délégation du groupe interparlementaire France-Etats-Unis du 7 au 13 septembre 2003, sur le site du Sénat.

VI

LES CAUSES ET LES CONSEQUENCES DE CETTE CRISE

La décision américaine de partir en guerre en Iraq sans seconde résolution du Conseil de Sécurité entraîna une désagrégation inattendue du système international. L'affrontement diplomatique entre les partenaires du camp occidental se propagea au cœur des plateformes multilatérales les plus influentes. Prises en otage d'un conflit qui les dépassait, ces organisations révélèrent leur impuissance commune. Les Etats de l'Union Européenne en quête d'une politique de défense se divisèrent et la montée en puissance de l'OTAN implosa en raison de la division de ses membres. Incapable d'empêcher la guerre, le Conseil de Sécurité devint la cible de toutes les critiques, puisqu'il était le seul dénominateur commun au mécontentement de l'ensemble des acteurs internationaux. Sa paralysie et l'usage de ses résolutions antérieures conduisirent un nombre important de protagonistes à dénoncer la prédominance de l'ONU sur les relations internationales. La « faillite » du Conseil de Sécurité devint celle des Nations Unies et de la paix dans le monde. De nouveaux acteurs internationaux émergèrent avec l'ambition de se substituer à l'Organisation internationale tandis qu'une réforme de l'ONU était envisagée au moment où nombre d'Etats voyous étaient en droit de se libérer des contraintes internationales pour engager des conflits frontaliers. En quelques mois, le monde avait glissé dans une zone de turbulence où l'unilatéralisme américain était devenu une réalité inquiétante pour la paix internationale. La fausseté et la mauvaise foi de l'argumentaire américain jetèrent le doute sur les intentions réelles des Etats-Unis et sur la pérennité de leur nouvel ordre mondial. Entre les mains de l'administration Bush, la guerre était devenue un outil de politique intérieure, légitimé par l'attaque du 11 septembre. Encore fallait-il qu'il y ait corrélation entre la guerre et les attentats du World Trade Center. Cette corrélation n'existait pas dans le cas iraquien. Le choix d'attaquer l'Iraq était le résultat d'une accumulation d'intérêts divers convergeant vers l'Iraq, et antérieurs au 11 septembre. L'administration Bush dut construire de toutes pièces cette corrélation, en usant du mensonge et de la propagande. Si la crise du Conseil de Sécurité révéla la duplicité de l'argumentaire américain, elle n'éclaira pas les acteurs internationaux sur les raisons du choix iraquien. Une

chape de plomb se posa sur les motivations réelles de la guerre en Iraq. La réélection de George Bush, l'essoufflement de l'unilatéralisme et la distance prise avec les événements finirent par consumer la curiosité portée sur ces motivations. Celles-ci étaient diverses et résultaient d'une convergence d'intérêts dont les multiples acteurs appartenaient tous à l'administration Bush. Electorales, idéologiques et financières, ces motivations contestables bénéficièrent de la propagande de guerre et de la campagne présidentielle pour se diluer et se soustraire à la curiosité médiatique. Pour réussir ce coup de force, l'administration Bush n'hésita pas à agir dans l'illégalité, ce qui la contraignit au fil des mois et des années suivantes à gérer une succession d'affaires générées par les mensonges et les agissements destinés à cacher l'incongruité de la guerre en Iraq.

LES BOULEVERSEMENTS INTERNATIONAUX

Depuis sa création, le Conseil de Sécurité était considéré par l'ensemble des nations comme l'organe international investi « de la responsabilité principale », en matière de paix et de sécurité internationale. En charge de la sécurité collective, le Conseil de Sécurité dispose de moyens et de pouvoirs décisionnels importants qui lui confèrent un devoir de maintien de l'ordre international, en lieu et place de toute autre autorité. Si chaque Etat est maître d'assurer sa sécurité, la Charte des Nations Unies propose une sécurité égale pour tous les Etats et une limitation radicale de l'usage de la force. C'est cette croyance des nations en une sécurité collective en mesure de les protéger qui a été brisée par l'intervention militaire américaine en Iraq. En agissant comme ils l'ont fait, les Etats-Unis ont récusé « la responsabilité principale » incombant au Conseil de Sécurité en matière de paix et de sécurité internationale³⁴². Ils ont violé l'article 39 du chapitre VII de la Charte qui énonce que le Conseil de Sécurité - et lui seul - constate l'existence d'une menace contre la paix, d'une éventuelle rupture de paix ou d'un acte d'agression, et décide des mesures à prendre, y compris militaires, sans qu'il ne soit jamais question de mesures préventives. Pour certains, le concept américain de guerre préventive niait les principes de la Charte et relevait d'une volonté de déstabilisation de l'ONU, de démantèlement de ses fondements et de mise en cause du droit international³⁴³. L'Organisation internationale était devenue un outil à la disposition de l'administration américaine pour agir à

³⁴² Serge Sur, op cité, pages 10 et 85.

³⁴³ Jean-Loup Izambert, page 292.

sa guise sur la scène internationale. Aucun Etat ne pouvant plus se sentir protégé par l'ONU, son autorité pouvait être contestée et sa place centrale remise en cause par les Etats et les organisations internationales concurrentes. La légitimité de l'Organisation internationale n'était cependant pas atteinte, grâce au refus de la France de laisser l'hyper-puissance américaine obtenir une seconde résolution. Cette résistance française laissa la porte ouverte à une possible amélioration du système et à une éventuelle réforme de l'ONU. Sur un autre registre, elle conscientisa l'opinion publique internationale sur son devoir de peser sur les acteurs internationaux. Dans le même temps, le refus américain de s'appuyer sur l'OTAN marginalisa l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, véritable « bras armé du monde occidental ». De son côté, écartée et épargnée par la crise iraquienne, l'Union Européenne profita de ces déséquilibres internationaux pour relancer sa Politique Européenne de Sécurité et de Défense. Les instances internationales en charge de la paix et de la sécurité collective n'ayant pu surmonter les divisions atlantiques, l'Europe prit conscience de ses lacunes en matière de sécurité internationale.

L'ONU REMISE EN CAUSE ET CONCURRENCE

La décision de la France de s'opposer, y compris en usant de son droit de veto, à une seconde résolution conduisit les Etats-Unis et la Grande-Bretagne à s'appuyer sur les résolutions existantes pour légitimer leur intervention en Iraq. Ce faisant, la coalition américaine contraignit les inspections de la résolution 1441 à s'interrompre et les membres du Conseil de Sécurité à constater leur impuissance à s'opposer à la volonté américaine. Le détour de l'administration Bush par l'Organisation internationale apparut avoir été un jeu de dupes et le Conseil de Sécurité un simple instrument entre les mains des Etats-Unis, eux-mêmes insatisfaits de leur échec diplomatique. Cet état de fait amena l'ensemble des observateurs et des acteurs de la scène internationale à réagir et à agir pour comprendre les raisons de cet échec, ses conséquences et les solutions à adopter pour éviter qu'une telle situation puisse se renouveler.

* L'ILLEGALITE DE LA GUERRE ET LA MISE EN CAUSE DES NATIONS UNIES.

La majorité des juristes internationaux condamna l'illégalité de la guerre³⁴⁴. Le professeur de droit public, Alain Pellet, qualifia l'intervention américaine de « guerre d'agression »³⁴⁵. Partageant

³⁴⁴ « des juristes en droit international dénoncent l'illégalité de la guerre », *Le Monde*, 19 mars 2003.

³⁴⁵ Pierre Buhler, « la guerre d'Iraq : paysage après la bataille », *Critique Internationale*

ce point de vue, le professeur américain de droit international, Thomas Franck, s'interrogea, dans *Le Monde* du 2 avril 2003, sur le devenir des Nations Unies. Il écrivit : « La Charte des Nations Unies est-elle devenue un chiffon de papier ? ». De façon générale, les arguments utilisés par les coalisés pour justifier leur décision soulevèrent de nombreuses préoccupations parce qu'ils annonçaient la fin du régime international limitant l'utilisation de la force armée. Le professeur italien, Beneto Conforti, douta même, au regard du comportement des Etats, de l'existence réelle de normes juridiques internationales limitant le recours à la force³⁴⁶. A contrario, professeur américaine de l'Université de Princeton, Anne-Marie Slaughter, qualifia la guerre « d'illégale mais légitime ». Elle partit du postulat que l'ONU approuverait a posteriori l'intervention américaine, au fur et à mesure des découvertes d'armes de destruction massive en Iraq. Pour légitimer l'attitude américaine et justifier la capacité de l'Organisation internationale à s'adapter, elle invoqua la flexibilité, voulue par les rédacteurs de la Charte, qui entendaient que l'ONU soit une institution aussi politique que juridique. Selon elle, les pratiques devaient évoluer sans amendements formels pour que ce qui est légitime devienne légal. Au-delà de ce débat sur la légalité de la guerre, d'autres juristes américains profitèrent de cette contorsion du droit international pour affirmer la fin de la légitimité et de la légalité de l'ONU. Professeur de droit international à l'Université de Georgetown, Anthony Clark Arend, affirma que la Charte des Nations Unies était morte dans la pratique. Partant de ce postulat, la « doctrine Bush » de préemption ne violait pas à ses yeux la pratique des Etats³⁴⁷. Dans la même veine, Michael Glennon de la Tufts University affirma : « La Charte des Nations Unies a subi le même sort que le Pacte Briand-Kellog, ce traité de 1928 par lequel chacun des grands pays qui allaient ensuite combattre pendant la seconde guerre mondiale s'étaient solennellement engagés à ne pas recourir à la guerre comme instrument de politique nationale. Désormais, aucun Etat rationnel ne se bercera d'illusions en pensant que la Charte des Nations Unies assure sa sécurité ». Directeur de l'Académie internationale pour la paix, David Malonne, estima que : « Le Conseil de Sécurité était probablement blessé à mort par les USA, quant à sa centralité vis-à-vis de l'usage de la force dans le monde, tout en continuant à leur être utile, pour la gestion des conflits dont ils ne veulent pas assurer le leadership, mais dans lesquels ils souhaitent continuer de paraître engagés »³⁴⁸. Cette impuissance du Conseil de Sécurité à

N°19.

³⁴⁶ Beneto Conforti "The Doctrine of "Just War" and Contemporary International Law", *The Italian Yearbook of International Law*, 2003.

³⁴⁷ Clark Arend, « International law and the preemptive use of military force », *The Washington Quaterly*, printemps 2003.

³⁴⁸ Pierre Buhler, op cité supra, référence 4.

s'imposer face aux Etats-Unis conduisit les auteurs les plus pessimistes à considérer la décision américaine comme l'acte de décès du droit international ou du moins de la limitation juridique de l'utilisation de la force armée. A contrario, pour certains, comme Serge Sur, professeur à l'Université Panthéon Assas, la crise induite par la fermeté française eut le mérite de préserver une certaine loyauté internationale et l'intégrité du Conseil, en refusant d'en faire un simple instrument de la puissance américaine³⁴⁹. Selon Mickael W Doyle, « la performance du Conseil de Sécurité à propos de l'Iraq fut à la fois et dans des proportions égales, une énorme déception et un gigantesque soulagement. Cela décevait tous les espoirs de voir ce forum international essentiel pour la politique multilatérale réussir une politique commune viable, mais dans le même temps cela prouvait, à la surprise d'un grand nombre, qu'il ne se laissait ni intimider ni acheter par aucune puissance, qu'elle soit permanente ou « hyper »³⁵⁰. A ces critiques de juristes s'ajoutèrent les critiques de l'administration Bush qui accusèrent l'ONU d'avoir manqué à ses responsabilités et prédirent la faillite de l'Organisation. Le Congrès américain demanda une réforme de l'Organisation internationale et la menaça de diminuer de moitié les financements accordés, si elle ne se pliait pas à ses critères³⁵¹. De graves accusations furent par ailleurs portées par l'ancien coordinateur humanitaire de l'ONU en Iraq, Hans von Sponeck qui accusa le Conseil de Sécurité d'être responsable d'un désastre humanitaire en Iraq. Informé de la situation sur le terrain et des actions militaires menées par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, le Conseil de Sécurité avait selon lui toléré cette instrumentalisation anglo-américaine, destinée à défendre des intérêts bilatéraux. L'application abusive des résolutions 687 et 1284 ayant conduit à un désastre humanitaire, le Conseil de Sécurité était coupable d'avoir voté la résolution 1441 en pleine conscience de l'usage inapproprié qui en serait fait³⁵². Ancien responsable du programme iraquien pour les Nations Unies, Denis Halliday accusa le Conseil de Sécurité de s'être corrompu en devenant un instrument des Etats-Unis. Il lui reprocha de n'avoir jamais entrepris aucune tentative pour résoudre pacifiquement la crise iraquienne³⁵³. Certains think tanks

³⁴⁹ Serge Sur, op cité, page 79.

³⁵⁰ Cité par David M. Malone et Sebastian von Einsiedel, « Engaging the United States in the UN security Council », dans un ouvrage de Graham F Walker : « Independance in an Age of Empire : Assessing Unilateralism and Multilateralism », Halifax, Centre for Foreign Policy, 2004, page 368.

³⁵¹ Lakhdar Brahimi, « L'ONU survivra-t-elle en 2034 », Politique Etrangère, D'hier à demain : penser l'international 1936-2006, édition Armand Colin, page 778.

³⁵² Hans von Sponeck, « L'attitude de l'ONU avant et après l'invasion de l'Iraq en 2003 », Horizons et débats, www.horizons-et-debats.

³⁵³ Dennis Halliday, « L'ONU est un instrument des Etats-Unis », voir www.archivesolidaire.org.

évoquèrent l'illégitimité du Conseil de Sécurité, depuis qu'en décembre 1991, la Russie s'était imposée en son sein, en lieu et place de l'ex-URSS et en violation de l'article 4 de la Charte, relative à la procédure d'adhésion aux Nations Unies, et de la résolution A/C.1/212 de l'Assemblée générale de 1947. Ces règles interdisant d'appliquer le principe de la succession d'Etats à la condition de membre de l'ONU, ce coup de force de la Russie avait autorisé, selon eux, les autres membres à user du Conseil de Sécurité au profit de leur intérêt personnel. Depuis, celui-ci n'avait plus cessé de glisser vers l'illégitimité s'octroyant de façon arbitraire des pouvoirs contraires aux lois internationales³⁵⁴.

L'expression de ces mécontentements éclaira l'opinion publique internationale et les nations sur la situation prédominant au sein du Conseil mais ne le disqualifia pas ni ne le discrédita. Paralysé, affaibli et dans l'impossibilité de se régénérer, le Conseil de Sécurité devint une instance à suppléer ou à seconder. Son incapacité à régir seul les problèmes du monde était patente. Une réforme s'imposait. Dans l'attente de celle-ci, pour renforcer le système international affaibli par la paralysie de son pilier central, la communauté internationale chercha à faire émerger de nouvelles entités pour résoudre les crises en cours ou à venir.

* LA PRISE DE CONSCIENCE DE L'OPINION INTERNATIONALE

Fortement mobilisée lors de la crise iraquienne et choquée par l'injustice de la guerre, l'opinion publique internationale décida d'incarner les valeurs des Nations Unies en s'organisant et en s'imposant dans l'espace international. Cette communauté universelle vint au secours du droit international, en dénonçant la décision américaine d'attaquer l'Iraq³⁵⁵. Les simples citoyens, les instances religieuses, les parlements nationaux, les syndicats, les partis politiques, les ONG, tous prirent part au débat en tant que conscience sociale et politique de la communauté universelle. Dans tous ces organes, des arguments techniques et juridiques furent avancés sur la licéité de l'utilisation de la force, sur les

³⁵⁴ « La réforme des Nations Unies », Critiques et proposition de l'Association américaine de juristes (AAJ) et du Centre Europe-Tiers monde (CETIM) juin 2005. A titre d'exemple, les auteurs citent la création des tribunaux « ad hoc » pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, alors que la création de tribunaux internationaux n'entre pas dans les attributions du Conseil de Sécurité. De même avec la résolution 687 sur l'Iraq, le Conseil de Sécurité s'octroie des pouvoirs judiciaires en condamnant l'Iraq à payer des indemnités, en lieu et place de la Cour internationale de justice. Les résolutions 1368 et 1373 sont également sujettes à caution, selon les auteurs, puisque le Conseil de Sécurité y modifie la notion de légitime défense pour justifier les bombardements en Afghanistan. Autre exemple, la résolution 1483 qui octroie aux Etats occupant l'Iraq le contrôle de l'économie et de l'avenir politique de l'Iraq en violation de la 3^{ème} section du Titre III de la 4^{ème} Convention de Genève.

³⁵⁵ Edgard Morin, « La guerre d'Iraq et la société-monde », Les Cahiers de l'Orient, 2003, page 77.

conséquences de l'agression et son impact sur le Conseil de Sécurité. Deux courants distincts se mirent en place, employant l'un et l'autre des méthodes différentes pour des objectifs similaires. Le mouvement altermondialiste choisit de s'imposer dans les instances de négociation des grandes organisations internationales onusiennes, ou dans les délégations des Etats participant à ces négociations. A Cancun, en septembre 2003, le mouvement altermondialiste apporta pour la première fois une assistance technique précieuse aux délégations des pays les moins avancés. Après cet acte fondateur, les entités de ce mouvement furent de plus en plus consultées par les organisations internationales, régionales ou par les gouvernements. Issue de la « société civile globale », la seconde voie empruntée par l'opinion publique internationale prit le chemin de la contestation active en organisant des contre sommets, lors des réunions des principales institutions multilatérales. L'objectif de cette « société civile globale » était de contraindre les grandes institutions multilatérales et les grands acteurs économiques à se soumettre aux principaux textes des Nations Unies, en matière de droit du travail, d'environnement, de santé et de justice sociale. Ce mouvement exigea que les textes onusiens prévalent sur les normes commerciales, le droit de la concurrence et la logique du profit. N'ayant pu empêcher la seconde guerre d'Iraq, cette opinion publique internationale s'organisa pour devenir un réel contre-pouvoir s'appuyant sur les textes des Nations Unies. L'ONU incapable d'imposer ses valeurs et ses principes, cette société civile globale les avait reprises à son compte pour incarner « les peuples » du préambule de la Charte des Nations Unies : « Nous peuples des Nations Unies »³⁵⁶. Au moment où la norme internationale apparut gravement menacée, l'opinion publique internationale vint exprimer une « *opinio juris* » confirmant l'illicéité de la guerre³⁵⁷.

* L'ECHEC DE LA MISE EN CONCURRENCE DES NATIONS UNIES

De leur côté, l'ensemble des Etats membres de l'ONU s'intéressa à l'idée d'une régionalisation des problèmes de sécurité. Le chapitre VIII de la Charte reconnaissant le rôle des régions en matière de paix et de sécurité et les articles 52 et 53 stipulant la possibilité de créer des agences pour mettre en œuvre des mesures coercitives, l'UA, l'OSCE et d'autres organisations à vocation régionale pouvaient localement se substituer à l'ONU en matière de sécurité. En 1992, l'Agenda pour la paix des Nations Unies mit en exergue la possibilité d'un partage du travail entre l'ONU et les autres Organisations. Malheureusement, les intérêts

³⁵⁶ Eddy Fougier, « Le mouvement alter mondialiste : l'ONU concurrencée ? », Questions internationales, Nr 11 janvier février 2005.

³⁵⁷ Massimo Iovane et Francesca De Vittor, « La doctrine européenne et l'intervention en Iraq », Annuaire français de droit international XLIX – 2003 – CNRS Edition, Paris.

et la vision sécuritaire de ces organisations divergeaient de fait de ceux de l'ONU. En Afrique de l'Ouest, la création de l'Union africaine accentua l'indépendance de ce continent vis-à-vis de l'ONU et dépouilla cette dernière de son autorité sur l'ECOMOG³⁵⁸. En Europe, l'OSCE apparut peu homogène, manquant de moyens et d'universalité. Elle pâtit de la défiance des Etats d'Europe centrale (lui préférant l'OTAN) et de la réticence de ses membres, souhaitant la cantonner au maintien d'un simple dialogue de sécurité générale. Dans ces conditions, elle ne put pas être une alternative au Conseil de Sécurité. La seule alternative à l'ONU aurait pu être l'OTAN mais l'Alliance Atlantique fut disqualifiée par le refus des Etats-Unis de l'utiliser pour mener la guerre en Iraq. Les expériences de la Bosnie puis du Kosovo démontrèrent sa faible légitimité pour « légaliser » une intervention militaire internationale³⁵⁹. Sans l'adoption de la résolution 1244 par l'ONU, l'intervention militaire au Kosovo n'aurait pas été légitimée³⁶⁰. Une autre alternative aurait pu émerger avec le G8. Composé des puissances les plus influentes de la scène internationale et enceinte de concertation, celui-ci s'était peu à peu investi dans les questions de sécurité, et inspira le volet politique de la résolution 1244 qui reprit l'intégralité de sa déclaration finale. Sans outil militaire, sans cadre institutionnel et sans pouvoir décisionnel, cette incursion du G8 dans le domaine de la sécurité collective ne fut que factuelle. Aucune organisation ne sembla être en mesure de pouvoir suppléer ou concurrencer l'ONU. Sans écarter la nécessité d'une régionalisation des problèmes de sécurité, les échecs et les limites des incursions des institutions internationales dans le domaine sécuritaire attestèrent du rôle primordial de l'ONU et de la nécessité d'engager une réforme de celle-ci prenant en compte le niveau régional. L'ONU et les Etats qui la composent ne pouvaient plus seuls résoudre tous les problèmes, mais aucune organisation existante n'était en mesure de se substituer au Conseil de Sécurité. Bénéficiant de l'universalité de la Charte des Nations Unies, d'une expérience unique en matière de maintien de la paix, et de moyens juridiques et administratifs exceptionnels, le Conseil de Sécurité était la seule instance en mesure d'intervenir avec efficacité et légitimité partout où cela était nécessaire, et avec le soutien du plus grand nombre, que ce soient les Etats, les ONG ou les autres organisations internationales. Extrêmement souple, flexible, peu regardant sur la centralité des décisions, le Conseil de Sécurité fit preuve d'une adaptabilité unique, sachant se doter de moyens judiciaires, administratifs ou opérationnels quand cela était nécessaire. Il

³⁵⁸ Jacques Ténier, « Universalisme et régionalisme : les chemins du partenariat », Questions internationales, Nr 11 janvier-février 2005.

³⁵⁹ Serge Sur, « L'affaire du Kosovo et le droit international : points et contre points », op cité, pages 289-290.

³⁶⁰ Serge Sur, op cité, page 125-127.

était l'outil indispensable des Nations mais sa paralysie sur le dossier iraquien imposait une réforme fondamentale et une révision de la Charte.

* LA NECESSITE D'UNE REFORME DU CONSEIL DE SECURITE

Depuis sa création, le Conseil de Sécurité ne connut qu'une seule authentique modification, en 1965, quand son nombre de membres non permanents passa de six à dix. Ses autres évolutions le conduisirent à s'adapter à la réalité extérieure, sans induire de révision de la Charte. En 1971, l'Assemblée Générale substitua la Chine continentale à Taiwan, et en 1992, une réunion solennelle des chefs d'Etats et de gouvernements des membres du Conseil substitua la Russie à l'URSS. Antérieurement, la Cour Internationale de Justice reconnut l'existence d'une coutume internationale en affirmant que l'abstention n'équivalait pas à l'exercice du droit de veto, ce qui était contraire à la lettre de l'article 27 paragraphe 3 de la Charte. Si tout le monde s'accorda à dire qu'une réforme de l'Organisation était indispensable, le consensus ne fut jamais obtenu. En 1992, Boutros Boutros-Ghali lança un premier cycle de réformes, en faisant adopter une résolution créant un « groupe de travail à composition non limitée » et chargé d'étudier la question de la réforme du Conseil de Sécurité. Ces travaux permirent un accord provisoire sur les questions annexes, sans résoudre les problèmes de l'élargissement du Conseil et du droit de veto. En 1997, Kofi Annan réaborda le sujet avec un panel de personnalités de haut niveau, chargé d'étudier « les menaces, les défis et les changements » auxquels était confrontée l'Organisation. Ce panel mit plus de dix ans à rédiger son rapport final. Au fil des ans, la question de la réforme de l'Organisation internationale se mua en un « serpent de mer », tant les divergences semblaient insurmontables. La crise iraquienne et son cortège de mécontentements eurent le mérite de réaffirmer le consensus autour de la nécessité d'une réforme. Deux principales problématiques devaient être résolues : celle de l'égalité de tous les membres de l'Organisation et celle de l'élargissement du Conseil de Sécurité. Prônant « l'égalité souveraine de tous ses membres », l'ONU bâtit son Conseil de Sécurité sur l'inégalité juridique de ses membres, avec d'un côté les membres permanents disposant d'un droit de veto et de l'autre les non permanents, sans droit de veto et élus pour une période de deux ans par l'Assemblée Générale. Une inégalité de fait s'était aussi constituée au sein du Conseil puisque son centre de gravité se positionna outre atlantique. Or, la crise iraquienne venait de corriger ce déséquilibre, en fissurant gravement le camp occidental. Cette disparité au sein du Conseil de Sécurité se doubla d'une inégalité au sein des Nations Unies, entre les membres de l'ONU et ceux du Conseil de Sécurité. En 1945, le

Conseil de Sécurité représentait 21,56% du nombre total d'Etats membres, en 1965 13%, pour de nos jours ne représenter que 7,85%. Sur 191 Etats membres, seuls quinze font partie du Conseil de Sécurité. L'élargissement de celui-ci devint donc une nécessité pour renforcer sa légitimité et son autorité. Une représentation plus régionale aurait offert par ailleurs une capacité nouvelle à répondre aux conflits régionaux. En toute logique, cet élargissement aurait dû toucher en priorité les membres permanents et par corrélation les membres non permanents. Cette hypothèse retenue, la problématique du choix des nations amorça les difficultés. Plusieurs Etats revendiquèrent en toute légitimité leur accession au statut de membre permanent, tel que l'Allemagne et le Japon, importants contributeurs financiers. De leur côté, les pays en développement refusèrent d'accroître le déséquilibre outre atlantique, et la France comme l'Angleterre n'envisagèrent pas d'abandonner leur siège au profit de l'Union européenne. L'approche régionale milita par ailleurs pour l'attribution de sièges de membre permanent à l'Afrique, à l'Asie et à l'Amérique latine. Si le Brésil pouvait prétendre représenter son continent, il était le seul pays lusophone de la région, et le Mexique et l'Argentine le talonnaient dans ses ambitions. Idem pour le continent africain, le Nigéria était le pays le plus peuplé mais l'Afrique du sud et l'Egypte le concurrençaient. Pour ce qui était de l'élargissement des membres non permanents, ceux-ci subissant une forte pression des membres permanents, de nombreuses nations semblèrent opposées à l'accroissement du nombre des non permanents, évoquant un risque accru de blocage³⁶¹. Quelles que soient les difficultés à surmonter, un élément resterait prépondérant : l'attitude et les attentes des Etats-Unis. Première puissance mondiale et premier contributeur de l'Organisation internationale, du positionnement de ce pays sur la scène internationale dépendrait l'avenir de l'Organisation. Or, au moment même où l'administration Bush déstabilisait les Nations Unies, Washington insista sur le poids de l'Organisation et la nécessité de règles internationales en interpellant l'Iran sur ses programmes présumés de fabrications d'armes nucléaires. Les Etats-Unis proclamèrent que le Conseil de Sécurité était l'instrument le plus important pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale, et que l'Iran devait « comme tous les autres pays » respecter ses décisions. Conscients du caractère transnational de nombreux problèmes internationaux, les Etats-Unis n'entendirent pas devoir les affronter seuls et acceptèrent sur ces questions l'implication de l'ONU. Il devint évident que du devenir de la superpuissance américaine dépendra le poids et le rôle futur des Nations Unies. Une prépondérance incontestée des Etats-Unis conduirait le droit international à devenir un

³⁶¹ Edouard Dufour, « La réforme du Conseil de Sécurité en débat », Questions internationales Nr 11, janvier / février, 2005, page 45.

instrument d'opportunité pour l'hyper-puissance et les institutions internationales à devenir quasi inexistantes. A contrario, un affaiblissement de l'hégémonie américaine offrirait la possibilité à l'ONU de se renforcer et de se réformer selon les attentes de la communauté internationale.

LA REDISTRIBUTION DE LA POLITIQUE SECURITAIRE OCCIDENTALE

Au moment de la crise iraquienne, la sécurité européenne s'articulait autour de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et de la mise en place de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense de l'Union Européenne. Expression d'une velléité d'autonomie européenne en matière de sécurité et de Défense, la PESD connut quelques difficultés dans les négociations d'intégration à l'Union Européenne des dix futurs membres issus d'Europe de l'Est. Les frontières de ces pays marquant la fin du futur espace européen et le contact avec la Russie, ces derniers estimèrent le concept de sécurité européen insuffisant pour les protéger. Dès 1999, des accords appelés « Berlin + » aplanirent ces craintes, articulant et délimitant le futur système de défense européen avec celui de l'OTAN. La dernière réelle pierre d'achoppement de « Berlin + » était la question de la création d'un quartier général européen autonome, impliquant la fin de la suprématie américaine sur la sécurité européenne. Ce quartier général européen était voulu par la France et l'Allemagne qui entendaient pouvoir mener des opérations propres, mais aussi par l'Espagne et l'Italie qui refusaient de se subordonner aux deux premières en acceptant d'utiliser leurs quartiers généraux³⁶². De leur côté, pendant ces mêmes années, les Etats-Unis tentèrent sans succès de transformer l'OTAN en une organisation de sécurité collective et non plus en une simple organisation de légitime défense. Cet échec les amena, après l'attaque du 11 septembre, à préférer agir seuls ou avec une coalition ad hoc. Les Etats-Unis refusèrent la proposition de l'Alliance Atlantique de mettre en œuvre l'article 5 du Traité et n'entendirent plus avoir à supporter des contraintes de délibérations ou de décisions collectives. Pour les néoconservateurs et Donald Rumsfeld, l'OTAN n'était plus indispensable pour mener une intervention militaire commune. Elle n'était qu'un panier dans lequel ils pouvaient puiser des alliés pour former des coalitions ad hoc. Tout au plus, l'OTAN pouvait servir de base arrière, même si c'était en Roumanie et en Bulgarie (toutes deux non membres de l'OTAN) que les Etats-Unis envisageaient de créer leurs futures bases militaires. Cette approche fut un tournant majeur dans la vision stratégique

³⁶² Ulrike Guerot, « Les relations de sécurité entre l'Europe et les Etats-Unis : crise où progrès », Défense nationale et sécurité collective, février 2005.

américaine. Pour la première fois, l'Europe apparut ne plus être un problème stratégique pour les Etats-Unis, ni même un acteur susceptible de les aider à solutionner leur nouvelle préoccupation stratégique³⁶³. Aux yeux de l'administration Bush, seule la volonté européenne de demeurer sous la protection américaine donnait une raison d'être à l'OTAN et ceci devait avoir un prix, celui de l'obéissance et de la fidélité aux Etats-Unis. Telle était la situation au moment de la crise iraquienne.

A l'amorce des difficultés au sein du Conseil de Sécurité, la coalition anglo-américaine engagea des initiatives en direction des pays européens, membres ou non de l'Union, pour obtenir leur adhésion à la guerre. Dès le 30 janvier, huit pays européens dont trois futurs membres de l'Union Européenne signèrent une tribune dans le *Time* dans laquelle ils affirmèrent : « Nous savons que le succès dans la lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive exige le maintien d'une détermination sans faille et d'une ferme cohésion internationale de la part de tous les pays pour qui la liberté est le bien le plus précieux [...] Le régime iraquien et ses armes de destruction massive représentent une menace claire pour la sécurité mondiale. Les Nations Unies l'ont reconnu expressément [...] La combinaison des armes de destruction massive et du terrorisme suppose une menace aux conséquences incalculables [...] Il est essentiel que le Conseil de Sécurité maintienne sa crédibilité en assurant la pleine efficacité de ses résolutions. Nous ne pourrions pas tolérer qu'un dictateur viole systématiquement ces résolutions. Si elles ne sont pas respectées, le Conseil de Sécurité perdra sa crédibilité et la paix mondiale en pâtira. Nous sommes convaincus que le Conseil de Sécurité sera à même d'assumer ses responsabilités ». Quelques semaines plus tard, la coalition anglo-américaine réussit à diviser l'Europe en obtenant le soutien de dix-neuf Etats européens dans sa « coalition of willing »³⁶⁴. Beaucoup estimèrent que cette division marquait la fin des accords de « Berlin + » et portait un coup d'arrêt à la PESD. Entre la France et les Etats candidats à l'Union Européenne, l'incompréhension était totale et une réelle irritation opposa le couple franco-allemand à l'Espagne et à l'Italie. Le succès de la

³⁶³ Stanley Hoffmann, op cité, page 148.

³⁶⁴ Serge Sur, « Le Conseil de Sécurité dans l'après 11 septembre », page 78. Il s'agissait d'une coalition d'Etats favorables à une intervention en Iraq, constituée par les Etats-Unis. Elle regroupait : l'Afghanistan, l'Albanie, l'Angola, l'Australie, la Bulgarie, la Colombie, le Costa-Rica, le République tchèque, le Danemark, la République dominicaine, le Salvador, l'Erythrée, l'Estonie, l'Ethiopie, la Géorgie, le Honduras, la Hongrie, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Koweït, la Lettonie, le Lituanie, la Macédoine, les Iles Marshall, la Micronésie, la Mongolie, les Pays-bas, le Nicaragua, la Palau, le Panama, les Philippines, la Pologne, le Portugal, la Roumanie le Rwanda, Singapour, la Slovaquie, les Iles Salomon, la Corée du sud, l'Espagne, Tonga, la Turquie, l'Ouganda, l'Ukraine, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et l'Ouzbékistan.

division européenne ne suffisant pas, Donald Rumsfeld et les néoconservateurs entreprirent de tester le loyalisme de l'OTAN, en demandant à celle-ci d'organiser la défense de la Turquie, dans le cas hypothétique où une fois ralliée à la coalition, elle serait attaquée par l'Iraq. Décidés à ouvrir un second front militaire en Iraq, via la Turquie, cette initiative vers l'OTAN participa aux efforts américains pour obtenir et contraindre le soutien turc. Par la seule volonté américaine, la Turquie se trouva donc engagée dans une négociation atlantique sur sa sécurité, sans avoir tranché la question de son soutien ou non à l'intervention américaine en Iraq³⁶⁵. Le 12 février 2003, rejointes par la Belgique, l'Allemagne et la France s'opposèrent à la préparation de la défense de la Turquie. Cette demande d'assistance était, selon elles, une couverture pour une opération offensive qu'elles ne soutenaient pas. Affirmant qu'une telle démarche engagerait l'OTAN dans une « logique de guerre », ces trois pays opposèrent leur veto à l'envoi en Turquie d'avions de surveillance, de batteries antimissiles et d'unités spécialisées dans la guerre bactériologique et chimique. Suite à ce refus d'accéder sans condition à la demande d'assistance, le Conseil de l'Atlantique Nord se divisa et la solidarité atlantique éclata³⁶⁶. Au cours de ces événements, pour la première fois depuis cinquante trois ans, un membre de l'organisation, la Turquie, invoqua officiellement l'article 4 du traité, pour ouvrir d'urgence une consultation. Selon cet article, les membres de l'organisation devaient se consulter lorsque, selon l'opinion de l'un ou l'autre de ses membres, il apparaissait que l'intégrité territoriale, l'indépendance politique ou la sécurité de l'une ou l'autre des parties était menacée³⁶⁷. Pour la première fois aussi, la procédure de silence, mode habituel d'obtention du consensus, était violée à plusieurs reprises³⁶⁸. Finalement, le 16 février, l'Allemagne accepta qu'une aide militaire destinée à protéger la Turquie soit mise en place, non pas par l'Alliance atlantique proprement dite, mais par son Comité militaire, auquel la France n'appartenait pas³⁶⁹. En échange de cette concession, le Comité des plans de Défense dut déclarer « continuer à soutenir les efforts des Nations Unies dans la recherche d'une solution pacifique à la crise »³⁷⁰. La crise iraquienne avait réussi l'exploit de diviser l'Alliance atlantique, ce que l'Union soviétique chercha sans succès quarante ans durant. Cette division fut le résultat de l'unilatéralisme américain et de sa conception instrumentale des organisations internationales. Basée sur la recherche de coalitions, le chantage et la subordination, cette nouvelle

³⁶⁵ Stanley Hoffmann, op cité, page 91.

³⁶⁶ Jean-Yves Haine, op cité, pages 283-289.

³⁶⁷ Serge Sur, op cité, page 128.

³⁶⁸ Jean-Yves Haine, op cité, pages 283-289.

³⁶⁹ Stanley Hoffman, op cité, page 91.

³⁷⁰ Serge Sur, op cité, page 128.

diplomatie américaine était en opposition radicale avec la politique consensuelle primant au sein de l'Alliance atlantique³⁷¹. L'organisation était devenue une victime collatérale de la crise iraquienne du fait de la provocation américaine³⁷². Quelques semaines après cet affrontement diplomatique et l'intervention militaire américaine en Iraq, le 29 avril 2003, le front anti-guerre européen (la France, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg) se réunit à Tervuren pour relancer l'initiative de défense européenne. Réponse du berger à la bergère, il s'agit d'une provocation des partisans de la paix aux précédentes provocations américaines. Ce faisant, les membres du sommet de Tervuren prirent le risque de mettre un terme définitif aux accords franco-britanniques de Saint-Malo, qui, quelques années plus tôt, furent à l'origine de la création de la PESD. La déclaration finale de Tervuren évoqua sans ambiguïté la question d'un quartier général européen. Il s'agissait là pour les Américains d'une violation nette des accords de « Berlin + »³⁷³. Deux mois plus tard, le Haut Représentant de l'Union Européenne pour la politique extérieure, Javier Solana, rédigea un texte intitulé « Une Europe sûre dans un monde meilleur » et donna un cadre d'action stratégique commun aux Européens. Consciente de la gravité de la menace que constitua l'amalgame entre prolifération nucléaire et terrorisme, l'Union Européenne entendit y faire face en privilégiant le droit international et une approche globale avec des solutions politiques, militaires et économiques³⁷⁴. Si l'Union Européenne prit conscience de la nécessité de se doter d'une stratégie de sécurité et de défense propre, qu'en était-il de la Grande-Bretagne ? Après plusieurs mois d'occupation de l'Iraq et l'inexistence d'armes de destruction massive démontrée, Tony Blair accepta de se joindre à la France et à l'Allemagne, pour décider de la création d'une cellule de planification opérationnelle européenne, rattachée au Secrétariat général du Conseil de l'Union. La PESD fut donc relancée sur les bases de la déclaration de Tervuren et en juin 2004, les conclusions du Conseil européen évoquèrent « un centre d'opérations capable de planifier et de conduire des opérations relevant de l'éventail des missions envisagées dans le traité ». Ces avancées significatives étaient le résultat du retour de la Grande-Bretagne dans le giron européen.

UN MONDE PLUS DANGEREUX

Le choix américain d'une guerre unilatérale en Iraq fut la

³⁷¹ Jean Yves Haine, op cité, pages 283-289.

³⁷² Stanley Hoffman, op cité, page 91.

³⁷³ Ulrike Guérot, op cité.

³⁷⁴ Jean-Yves Haine, op cité, pages 283-289.

première illustration de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie américaine, contenue dans le National Security Strategy. Il exprima la vision du nouvel ordre mondial de la première puissance militaire et économique du monde. Celle-ci entendit défendre ses intérêts par la force, partout où cela s'avèrerait nécessaire. Le recours à la force armée changea d'ampleur. De l'intervention militaire ponctuelle, les Etats-Unis passèrent à l'intervention massive de leurs forces armées, pour changer un régime ou occuper un territoire. Tous les Etats jugés terroristes et susceptibles de disséminer des armes de destruction massive durent s'attendre à des représailles d'une telle ampleur que leur survie était en jeu. Cette première mise en œuvre de la guerre préventive, ou de la guerre par choix, bouleversa les préceptes des relations internationales, appliquées depuis la fin de la seconde guerre mondiale. La recherche de la paix par le consensus, le dialogue multilatéral et la tolérance idéologique laissa place à la menace et à un ordre coercitif et arbitraire, imposé par les Etats-Unis à l'ensemble des nations soumises à leur suprématie militaire et technologique. Le choix de la guerre comme moyen de politique nationale remit en cause la Charte des Nations Unies et le pacte Briand-Kellog interdisant aux nations le recours à l'agression armée. Inégalitaire et guerrière par essence, cette conception des relations internationales suscita suspicion et méfiance. Les Etats-Unis imposaient les nouvelles règles mais s'y soustrayaient, pour devenir une nation au dessus des lois qu'elle édictait et imposait aux autres Etats³⁷⁵. Dans la même veine, quelques mois après l'intervention militaire en Iraq, l'administration Bush se mit à menacer l'Iran et la Syrie, jugés complices de l'insurrection iraquienne. Jugée plus faible et plus fragile, la Syrie subit l'arbitraire de la nouvelle politique américaine. Le président Bush affirma qu'il était temps pour ce pays de changer, d'interdire à la rébellion iraquienne de pénétrer sur son territoire, de la financer et de renoncer aux armes chimiques en sa possession. Des membres de son administration affirmèrent que les trafics entre la Syrie et l'Iraq avaient atteint des niveaux inacceptables, violant les résolutions de l'ONU. L'un d'eux déclara : « tous les regards sont fixés sur la Syrie et ce qu'elle va faire maintenant sera déterminant » tandis qu'un autre conclut : « Voici l'occasion de prouver ce qu'est un Etat voyou. Ne pas agir, ce n'est pas seulement laisser faire, c'est aussi être complice, l'heure H a sonné ». Dans le prolongement de ces menaces directes, des membres du Congrès américain proposèrent un décret « Syrian Accountability » pour imposer des sanctions radicales contre la Syrie. La pression américaine sur la Syrie et l'Iran devint telle que la Grande-Bretagne fut contrainte de se désolidariser en affirmant par l'entremise de son ministre des Affaires Etrangères, Jack Straw, qu'elle n'avait rien à voir

³⁷⁵ Serge Sur, op cité, pages 87-89.

avec les menaces américaines. L'Angleterre annonça même un assouplissement de ses contrôles sur les exportations civiles et militaires vers l'Iran, « démocratie naissante, contre laquelle elle n'avait aucune raison d'agir ». De son côté, face à la démesure de la menace américaine, la Syrie se plia et donna des gages de sa bonne volonté³⁷⁶. Une telle conception des relations internationales portait en elle de multiples causes de désordre international. Plus agressive que pacificatrice, sa mise en œuvre provoqua des réticences et des réactions, opposées aux objectifs à atteindre. Brutale, injuste et démesurée, la menace américaine incita les puissances régionales à se protéger de ce danger en relançant leur programme nucléaire, ce que firent l'Iran et la Corée du Nord. L'une et l'autre profitèrent des déséquilibres internationaux, de l'affaiblissement de l'ONU et de l'enlèvement américain en Iraq pour imposer aux négociations internationales (destinées à les désarmer), les acteurs, le rythme et le contenu de celles-ci. Les Etats-Unis propageant une idéologie guerrière, libérée de toute contrainte internationale, le danger était de voir de nombreux Etats belliqueux profiter de l'affaiblissement des instances internationales, pour se lancer à leur tour dans des conflits inégaux et localisés contre des voisins plus faibles. Suivant l'exemple américain, Israël attaqua le Liban pour combattre le Hezbollah et la Russie la Géorgie, pour protéger une minorité russophone. Au Moyen Orient, le risque de conflits localisés s'accrut par ailleurs considérablement : pour abolir la menace des armes de destruction massive, l'Amérique y avait provoqué une prolifération d'armes conventionnelles³⁷⁷. Une nouvelle ère dans la course aux armements s'était ouverte au cœur d'une communauté internationale ayant perdu ses repères.

La décision de la guerre fut prise contre l'avis de nombreux alliés arabes des Etats-Unis. Tous s'accordèrent à dire qu'une telle guerre aurait pour conséquence une recrudescence de l'islamisme radical et du terrorisme. Le roi Abdallah de Jordanie affirma qu'une guerre en Iraq « ouvrirait la boîte de Pandore dans tout le Moyen Orient » et « déstabiliserait les intérêts stratégiques américains au Moyen Orient », en morcelant le front contre le terrorisme. Peu après le 11 septembre, le président Mubarak avertit George Bush que « toute offensive impliquant un pays du Moyen Orient aurait de graves conséquences dans l'ensemble de la région ». L'Arabie Saoudite s'inquiéta, elle, des répercussions de la guerre sur la crédibilité américaine. Plus direct et

³⁷⁶ Michael Mann, op cité, page 353.

³⁷⁷ Idem, page 308. Pour s'attacher le soutien du Bahreïn, les Etats-Unis ont livré à ce pays des radars et des missiles de pointes tandis qu'ils livraient quatre cents missiles Hellfire et seize hélicoptères Apache au Koweït, quatre vingt quatre avions de combat F-16 aux Emirats Arabes Unis, douze F-16 et des bombes à guidage laser et satellite à Oman. En d'autres termes, ils ont militarisé massivement le Moyen Orient en affirmant vouloir y apporter la démocratie.

menaçant, Bachar Al Assad déclara : « la guerre menée par les Etats-Unis contre l'Iraq produira un sol fertile pour le terrorisme dans la région »³⁷⁸. Tout cela se vérifia exact dans les années qui suivirent l'intervention en Iraq. En pleine préparation de la guerre en Iraq, quatre pays musulmans, le Pakistan, le Maroc, la Turquie et Bahreïn procédèrent à des élections, entre octobre et novembre 2002, et dans les quatre pays, les partis islamistes progressèrent sensiblement. A l'issue des élections législatives au Pakistan, le parti islamiste remporta 68 sièges contre 3 à la précédente assemblée. Idem au Maroc, où le mouvement islamiste passa de 14 à 42 sièges. Aux élections locales du Bahreïn, 60% des sièges furent remportés par le parti islamiste. En Turquie, la victoire de la coalition islamiste modérée conduisit le nouveau parlement à refuser son soutien à l'invasion américaine. En Jordanie, les élections prévues en août 2002 furent annulées, après que les sondages ont annoncé une victoire certaine des partis islamistes. Et enfin, en Iran, en février 2003, les élections locales virent s'effondrer le mouvement réformiste pro-occidental au profit des islamistes. Cette montée généralisée des partis politiques islamistes dans les pays musulmans se concrétisa quelques années plus tard par leur arrivée au pouvoir au Pakistan, en Iran, et par un renforcement des talibans en Afghanistan. A contrario, en janvier 2003, en Israël la droite dure remporta les élections dans la frénésie de la préparation de l'invasion américaine. Quelques mois après le déclenchement de la guerre, de nombreux rapports laissèrent entendre qu'un grand nombre de nouvelles entités terroristes s'étaient formées au Moyen Orient et en Afrique du Nord. Des liens s'établirent entre les différents mouvements terroristes nationaux et la mouvance Al Qaeda, pour donner naissance à une nébuleuse terroriste plus dense et plus dangereuse. Celle-ci frappa l'Angleterre et l'Espagne en menant des attentats terroristes d'une nouvelle envergure, avec la coordination de plusieurs attaques simultanées. L'action terroriste meurtrière contre les populations civiles se banalisa dans de nombreux pays musulmans, comme l'Iraq, l'Afghanistan, l'Indonésie et le Pakistan. Là encore, l'objectif annoncé des Etats-Unis de lutter contre le terrorisme fut un échec. L'intervention militaire en Iraq était un fiasco au regard des attentes avancées par les Américains et des résultats obtenus. Dans les faits, la guerre en Iraq renforça l'islamisme radical et le terrorisme, et ouvrit une longue période d'incertitude et d'inquiétude sur le devenir du Moyen Orient. La démocratie ne s'y était pas propagée. Ces conséquences ayant toutes été prédites et annoncées, restait en suspens la question des motivations réelles de l'administration Bush à intervenir en Iraq. Si une guerre était nécessaire pour faire réélire George Bush, quelles étaient les raisons de l'entêtement de son administration à choisir l'Iraq.

³⁷⁸ Ibid, pages 353

Pour le général Saad al-din Al-Shadhili, ancien chef d'Etat-major des forces armées égyptiennes, les objectifs américains étaient multiples. Il s'agit de s'emparer du pétrole du monde arabe, d'empêcher les organisations islamistes d'accéder au pouvoir et d'aider Israël à devenir une superpuissance régionale³⁷⁹.

UNE ADMINISTRATION BUSH SUR LA DEFENSIVE

Au moment des attaques du 11 septembre, l'administration Bush s'était engagée depuis plusieurs mois dans une approche unilatérale des relations internationales. Quelques traités internationaux avaient été dénoncés et l'épineux problème du conflit israélo-palestinien fut relayé au dernier rang des priorités de la nouvelle administration américaine. Bill Clinton ayant fait de ce dossier sa priorité, George Bush n'entendit pas s'engager sur ce terrain glissant, où son prédécesseur connut quelques succès. Point spécifique sur lequel Bill Clinton tint à sensibiliser ses successeurs, la menace terroriste fut elle aussi écartée des priorités de la nouvelle administration. En juillet 2001, une directive présidentielle plaça la menace terroriste d'Al Qaeda en neuvième position des priorités du gouvernement. Huit autres sujets, soigneusement étudiés et validés par le président, furent jugés prioritaires par rapport à la menace terroriste³⁸⁰. La famille de George Bush, proche de la dynastie Abdulaziz Ibn Saoud d'Arabie Saoudite, la Maison Blanche jugea inopportun au regard de l'imbrication entre les deux pays de s'engager sur le dossier de l'islamisme radical et du terrorisme. Dans les années 70, l'Arabie Saoudite finança la construction de mosquées et de collèges islamiques, partout dans le monde, y compris aux Etats-Unis, où à Washington, en 1984, s'ouvrit une académie islamique. L'Arabie Saoudite était aussi suspectée d'avoir remis plusieurs millions de dollars à l'OLP de Yassar Arafat, principal mouvement terroriste des années 70³⁸¹. Présents en nombre dans l'administration Bush, les néoconservateurs restèrent quant à eux les yeux rivés sur l'Iraq avec leur volonté messianique de libérer le Moyen Orient de la tyrannie des dictatures. Leur influence fut réelle dans la décision de George Bush de se désintéresser du problème israélo-palestinien. C'est dans ce contexte qu'eurent lieu les attentats du 11 septembre, auxquels participèrent 15 Saoudiens sur 19 terroristes. L'administration Bush commit une importante erreur en négligeant le terrorisme et le conflit israélo-palestinien dans l'unique but de préserver ses

³⁷⁹ *Ibid.*, pages 361 et 359.

³⁸⁰ Bob Woodward, op cité, page 73.

³⁸¹ Denise Artaud, op cité, page 88.

amitiés antagonistes avec deux acteurs en désaccord, l'Arabie Saoudite et Israël. Pour échapper à cette responsabilité politique, tout en préservant ses choix et ses intérêts, l'administration américaine s'appuya sur les attaques du 11 septembre, pour décider d'attaquer l'Iraq. Ceci évita de rechercher une éventuelle responsabilité saoudienne dans les attentats du World Trade Center, renforça les liens avec Israël, et favorisa les intérêts de l'industrie américaine de l'armement et du pétrole (auxquels étaient liés de nombreux hommes politiques américains de premier plan). Enfin cette guerre aida la Maison Blanche à conquérir un plus large électorat, tout en diluant sa propre responsabilité dans la catastrophe du 11 septembre. Si la campagne militaire contre l'Iraq participa à dédouaner la Maison Blanche de sa responsabilité dans l'attaque du World Trade Center, elle lui imposa dans le même temps de circonscrire les investigations sur l'attaque du 11 septembre, pour éviter que la corrélation factice entre l'Iraq et le 11 septembre ne soit récusée. Les mensonges de la propagande ayant été ultérieurement démontrés, la Maison Blanche fut contrainte d'agir dans l'illégalité pour canaliser et réduire l'impact de ces révélations sur la campagne présidentielle.

LES RAISONS D'UNE GUERRE UNILATERALE EN IRAQ

La décision d'attaquer l'Iraq fut prise après l'attaque du 11 septembre parce que cet attentat terroriste fournit un prétexte aux ambitions guerrières des néoconservateurs. Si la guerre d'Afghanistan fut une action de légitime défense, la guerre d'Iraq fut l'aboutissement d'un projet antérieur de l'administration Bush qui la conduisit à commettre certaines erreurs en réorientant sa politique de défense et de lutte contre le terrorisme. Or mal élu, le président américain fut dans l'impossibilité de reconnaître ces erreurs et ces manquements, sans courir le risque d'une future déroute électorale. A contrario, l'entêtement dans ses choix, soutenu par la décision d'attaquer l'Iraq et l'argument d'une guerre totale contre le terrorisme, apparurent une solution susceptible de favoriser une réélection. La guerre en Iraq était un enjeu de politique internationale et nationale primordial pour la Maison Blanche : international parce qu'il était indispensable de détourner sur un autre pays que l'Arabie Saoudite la responsabilité de l'attaque du 11 septembre, et national parce qu'un grand nombre d'électeurs américains soutenait Israël et sa politique étrangère favorable à une action contre Saddam Hussein. Des considérations industrielles et financières venant s'agglomérer à ces enjeux, cet ensemble renforça et imposa la guerre contre l'Iraq comme un objectif incontournable de la Maison Blanche.

* LA PROBLEMATIQUE SAOUDIENNE

La présence de quinze terroristes saoudiens dans l'attaque du 11 septembre indiqua une participation saoudienne directe et indirecte. Très vite, moins de trois mois après les attentats du World Trade Center, une fuite dans le Newsweek confirma la possible main saoudienne derrière l'attaque du 11 septembre. Sur le sol américain, les deux terroristes, Nawaf Alhazni et Khalid Almidhar bénéficièrent de l'assistance matérielle du Saoudien Omar Al-Bayoumi, lui-même aidé par un quatrième saoudien, Osama Basnan. Or, les transferts d'argent entre ces deux derniers Saoudiens se firent grâce à des mandats émis à partir du compte en banque de l'épouse de l'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington. Pour se défendre, l'ambassade d'Arabie Saoudite affirma aider ses ressortissants en difficulté et n'avoir jamais eu connaissance des transferts à Omar Al-Bayoumi. Pourtant, deux mois avant les attentats du World Trade Center, l'interpellation de ce dernier par Scotland Yard avait confirmé l'existence de liens entre l'ambassade saoudienne à Washington et de nombreux responsables de mosquées ou d'associations islamiques radicales. La suspicion à l'encontre de l'Arabie Saoudite atteignit son apogée en juillet 2002. Date à laquelle, analyste au Defense Policy Board, Laurent Murawiec, affirma que l'Arabie Saoudite était impliquée à tous les échelons du terrorisme, et non pas seulement au niveau de son financement. Selon ses recherches, l'Arabie Saoudite participait aux planifications, à l'encadrement, à l'exécution, à l'idéologie, et à la propagande terroriste. L'intéressé s'appuya sur des documents transmis par l'armée israélienne prouvant un important soutien saoudien au terrorisme palestinien. En conclusion de ses travaux, Laurent Murawiec préconisa de renverser le régime saoudien. Reprises par le Washington Post, en août 2002, ces accusations provoquèrent une explosion de mécontentement dans les milieux politiques américains et saoudiens. Laurent Murawiec avait pourtant communiqué un renseignement important selon lequel, après les attentats de 1995 et de 1996 en Arabie Saoudite, la famille royale avait remis 200 millions de dollars à Ousama Ben Laden pour qu'il cesse ses attaques sur le territoire saoudien. Cet apport financier permit l'essor international d'Al Qaeda. Quelques mois plus tard, l'International Herald Tribune du 27 novembre 2002 annonça qu'un groupe de travail du Conseil de Sécurité Nationale avait présenté un plan d'action visant à contraindre l'Arabie Saoudite à s'attaquer, sous trois mois, aux financements du terrorisme, faute de quoi, elle serait poursuivie en justice par les Etats-Unis. Si aucune suite ne fut jamais donnée à ce plan d'action, son existence démontra que l'Amérique dirigeante avait pris conscience du danger saoudien. L'ensemble des accusations de Laurent Murawiec fut confirmé le

19 décembre 2002 par le Français Charles Brisard dans son rapport « Terrorism financing : Roots and Trends of Saudi », rédigé à la demande du Conseil de Sécurité de l'ONU. Dans son rapport, Charles Brisard affirma qu'en une décennie l'Arabie Saoudite avait transféré à Al Qaeda un demi-milliard de dollars. Ce soutien mit en lumière les liens existants entre la famille royale saoudienne et Al Qaeda. Le conseiller du roi Fahd, Abdullah Al-Turki avait été en 1999, l'associé de Muhammad Zouaydi (incarcéré en Espagne), responsable du financement européen d'Al Qaeda. Comme le démontra Laurent Murawiec, la majorité des associations islamiques perquisitionnées et interdites après le 11 septembre était dirigée ou financée par l'Arabie Saoudite. Selon un haut responsable du renseignement américain, toutes les pistes de l'enquête sur le 11 septembre menaient au niveau le plus élevé de la famille royale.

Cette problématique saoudienne fut traitée entre l'exécutif américain et la commission parlementaire indépendante qui conclut que le FBI n'avait pas mené correctement son investigation sur les auteurs des attentats alors même que le vice-président Dick Cheney et le ministre de la Justice John Ashcroft refusèrent toujours de communiquer les documents ayant trait à ces renseignements, sous prétexte de leur confidentialité³⁸². A l'évidence, la Maison Blanche n'avait pas souhaité approfondir l'enquête sur la responsabilité saoudienne dans l'attentat du World Trade Center. La perspective d'une attaque à court terme de l'Iraq servit de prétexte pour refuser de coopérer tandis que les suspicions à l'encontre de l'Arabie Saoudite justifiaient d'attaquer l'Iraq, pour s'extirper de l'emprise saoudienne. L'administration Bush fit d'une pierre deux coups. La décision d'attaquer l'Iraq offrit la possibilité d'étouffer « légitimement » l'enquête sur le 11 septembre, susceptible de démontrer les négligences de la Maison Blanche sur le terrorisme, et permit d'éviter une mise en cause officielle de l'Arabie Saoudite. Première puissance pétrolière au monde, capable de faire varier sa production journalière de plus ou moins deux millions de barils, une bonne entente avec l'Arabie Saoudite était indispensable. Sa capacité d'exercer un embargo pétrolier contre les Etats-Unis faisait de ce pays la seule nation capable de restreindre la puissance américaine. Riche de ses pétrodollars, elle avait un incontournable soutien financier des Etats-Unis. Dans les seules années 90, elle acheta auprès des compagnies américaines pour quarante milliards de dollars d'armement de pointe et investit massivement dans de nombreuses sociétés américaines (City group, AOL, Time Warner, Motorola, Apple, Kodack et d'autres), sans évoquer les marchés avec la compagnie Halliburton, dont Dick Cheney était l'ancien président directeur

³⁸² Idem, pages 81-86.

général. Les liens économiques et personnels furent si étroits avec les familles Cheney et Bush, que le lendemain des attentats du 11 septembre, Riyad obtint de la Maison Blanche l'exfiltration discrète de plusieurs membres de la famille d'Ousama Ben Laden résidents aux Etats-Unis. Mais au-delà de cette proximité, l'Arabie Saoudite s'accordait une indépendance totale vis-à-vis de son partenaire américain et finançait massivement l'islamisme radical engendrant le terrorisme. Ne suivant que son intérêt, elle favorisa l'expansion de l'islamisme radical parce que celui-ci légitimait et pérennisait le pouvoir de la famille royale saoudienne. Défiant les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite acquit auprès de la Chine des missiles balistiques de longue portée, dans l'espoir de les équiper de têtes nucléaires, et de concurrencer la suprématie nucléaire israélienne dans la région. Après l'attaque du World Trade Center, cette situation devint inacceptable pour l'administration Bush. Si l'Arabie Saoudite ne pouvait pas être accusée des attentats, en raison des liens trop étroits qu'elle entretenait avec l'Amérique et ses dirigeants, ces derniers ne pouvaient pas non plus laisser cet allié répandre impunément l'islamisme radical et la haine contre eux. La prise de contrôle du pétrole iraquien devint une nécessité pour s'affranchir de cette symbiose malsaine³⁸³. L'Iraq détentrice de la deuxième réserve mondiale de pétrole, sous exploitée depuis l'embargo onusien, un nouveau régime iraquien sous contrôle américain desserrerait la contrainte saoudienne, tout en offrant à l'Amérique une emprise nouvelle sur le régime wahhabite. Ses installations pétrolières étant vieillissantes, l'Arabie Saoudite serait incapable dans les années à venir de répondre à l'augmentation de la demande mondiale, sans recourir à des investissements étrangers massifs. Ce qu'elle ne souhaitait pas, refusant toujours de privatiser la Saudi Aramco (nationalisée à 100% en 1984) et n'ayant cédé qu'en juin 2001, et pour la première fois, des champs gaziers à des compagnies étrangères. En prenant le contrôle du pétrole iraquien, les Etats-Unis s'offraient la possibilité d'inverser sa relation de dépendance avec l'Arabie Saoudite³⁸⁴.

* LE POIDS D'ISRAËL SUR L'ELECTORAT AMERICAIN

Du côté de Karl Rove, la guerre en Iraq avait un intérêt essentiellement électoral. Depuis plusieurs années, les fondamentalistes chrétiens constituaient une branche de plus en plus importante de l'électorat républicain. Selon cette mouvance, la réalisation de la prophétie sur le retour du messie dépendait du retour des juifs en terre sainte. Des responsables parlementaires républicains, comme Tom Delay ou Dick Armey, n'hésitaient pas à affirmer l'appartenance de la Cisjordanie à

³⁸³ Michael Mann, op cité, pages 138-140.

³⁸⁴ Pascal Gauchon, op cité, page 209.

Israël et à demander l'arrêt de toute pression contre Israël. Elu de l'Oklaohoma, James Inhofe clama que la présence israélienne en Cisjordanie et à Gaza était une volonté de dieu, mentionnée dans la Genèse. Fort de dizaines de millions de chrétiens partisans d'un soutien indéfectible à Israël, cet électorat était essentiel pour George Bush. Son père aurait perdu l'élection présidentielle en raison du faux bond de cette branche ultra conservatrice. Celle-ci lui avait reproché d'avoir exercé des menaces contre Israël et de ne pas avoir renversé Saddam Hussein lors de la première guerre du Golfe³⁸⁵. George Bush et ses conseillers furent enclins à croire qu'une nouvelle guerre en Iraq pouvait aider à faire oublier les erreurs de son père.

De son côté, Karl Rove estima indispensable d'obtenir le soutien de la communauté juive américaine, pour gagner les élections de 2004. Or cette communauté était représentée au sein de l'administration Bush par les néoconservateurs, proches d'Israël. Selon leur vision, la première guerre du Golfe évita une guerre nucléaire entre l'Iraq et Israël, et mis un coup d'arrêt au soutien de Saddam Hussein à l'OLP. Fort de ces résultats, les néoconservateurs concluaient qu'un changement de régime en Iraq faciliterait le processus de paix au Moyen Orient³⁸⁶. Cette approche du problème israélo palestinien permit d'exporter le messianisme démocratique néoconservateur au Moyen Orient. Cette partie du monde n'ayant pas progressé dans les domaines économique, politique, et sanitaire, à l'évidence une démocratisation des régimes en place s'imposait qu'ils soient ou non alliés des Etats-Unis. La source du problème israélo-palestinien était l'espoir des régimes arabes d'éliminer un jour Israël. Partant de ce postulat, changer les régimes arabes en place était un préalable à toute recherche de paix du problème israélo-palestinien puisque seuls des Etats démocratiques étaient en mesure d'accepter l'existence d'Israël. Dès lors, le conflit israélo-arabe n'était plus la priorité au Proche Orient. Il était supplanté par la nécessité impérieuse d'une expansion des valeurs de la démocratie. Pour satisfaire cet électorat, la guerre en Iraq s'imposa à la Maison Blanche avec d'autant plus de force que les néoconservateurs s'appuyèrent sur Ariel Sharon pour amalgamer le terrorisme national au terrorisme international³⁸⁷. Engagé dans une politique dure et impopulaire à l'encontre des Palestiniens, le premier ministre israélien profita du discours américain pour assimiler son combat à celui de la guerre contre le terrorisme. Il compara Yasser Arafat à Ben Laden et l'OLP à Al Qaeda, pour revendiquer sa participation à la guerre contre le terrorisme. Rare chef d'Etat à avoir rencontré le candidat George Bush, Ariel Sharon bénéficia d'un capital de sympathie élevé

³⁸⁵ Alain Frachon et Daniel Vernet, op cité, pages 167-180.

³⁸⁶ Denise Artaud, op cité, pages 132-137.

³⁸⁷ Idem, pages 132-137.

auprès du président américain. En 1999, George Bush fit son éloge en public : « J'ai eu l'honneur de faire le tour de la Cisjordanie en hélicoptère avec Ariel Sharon, vous pouvez imaginer ce que fut cette expérience ! Recevoir une leçon d'histoire de la part de ce grand combattant, de ce héros de la liberté et de la démocratie ». Encouragée par les néoconservateurs, cette sympathie pour le leader israélien conduisit George Bush à désengager les Etats-Unis du problème israélo-palestinien, laissant toute latitude à Israël pour démanteler l'Autorité palestinienne, mener une politique d'exécutions ciblées et multiplier ses implantations en territoire palestinien. La guerre américaine contre le terrorisme en Iraq s'inscrit donc dans la logique sécuritaire israélienne d'élimination de la menace militaire iraquienne et cet amalgame fut relayé par une partie des néoconservateurs³⁸⁸. Rédacteur en chef du Weekly Standard, William Kristol invita le président américain à considérer le combat d'Israël contre les Palestiniens comme une bataille de l'Amérique contre le terrorisme. Dans son projet pour un nouveau siècle américain, il demanda l'arrêt de toute pression américaine sur Israël : « Pas plus qu'elle n'envisage de pourparlers avec Ousama Ben Laden ou avec le mollah Omar, la politique des Etats-Unis ne peut être d'exhorter, et encore moins d'inciter Israël à négocier avec Yasser Arafat »³⁸⁹. En 1996, Richard Perle, Douglas Feith, et le couple David et Meyray Wurmser rédigèrent un rapport, intitulé « Study Group on a New Israeli Strategy Toward 2000 », à l'intention du premier ministre israélien lui demandant de rompre les accords d'Oslo, de réaffirmer les droits d'Israël et de réoccuper les territoires régis par l'Autorité palestinienne³⁹⁰. Les auteurs y préconisaient déjà la politique appliquée par Ariel Sharon. Ils dénonçaient le principe de la paix en échange de territoire, demandaient une politique de force à l'encontre de la Syrie et un changement de régime en Iraq.

* LE POIDS DES INTERETS ECONOMIQUES

Le milieu politique américain imbriqué avec le monde de l'économie, de nombreux intérêts financiers personnels vinrent s'amalgamer aux intérêts sécuritaires et géostratégiques motivant la guerre. D'après un rapport du Center for Public Integrity, les 71 sociétés et entrepreneurs ayant obtenu les contrats de reconstruction en Iraq versèrent chacun plus de 500 000 dollars aux campagnes électorales de George Bush. Selon ce rapport, neuf des dix plus importants marchés furent attribués aux sociétés employant d'anciens responsables du gouvernement ou dont les dirigeants étaient proches des membres du Congrès, voire des agences qui attribuaient les contrats, tout ceci sans

³⁸⁸ Michael Mann, op cité, pages 131-135.

³⁸⁹ Alain Frachon et Daniel Vernet, op cité, pages 167-181.

³⁹⁰ Denise Artaud, op cité, pages 132-137.

supervision ni contrôle par aucune agence fédérale³⁹¹. La manne financière de la reconstruction de l'Iraq fut accaparée par un nombre restreint d'entreprises américaines, toutes proches de l'administration Bush. Cette situation fut telle que même la Grande-Bretagne dut quémander discrètement une mesure de « discrimination positive » pour bénéficier de quelques contrats³⁹². Principal instigateur de la guerre en Iraq, le vice-président Dick Cheney retira des intérêts financiers conséquents de la guerre en Iraq. Avant d'être élu vice-président, entre octobre 1995 et août 2000, Dick Cheney fut le président directeur général de la société Halliburton, chargée depuis 1991 du ravitaillement des troupes américaines dans le Golfe. Au cours de ses premières années à la Maison Blanche, il toucha en « revenus différés » de cette société : 150 000 dollars en 2001, 160 000 dollars en 2002 et 178 000 dollars en 2003. Il était par ailleurs détenteur de 433 000 actions de la société. Autant d'éléments susceptibles d'expliquer fin 2000, qu'à peine nommé vice-président des Etats-Unis, Dick Cheney demanda de s'occuper de la politique énergétique et du renseignement. En avril 2001, il remit un rapport sur les besoins américains en énergie dans lequel il prédit une augmentation de 50% de la consommation américaine de pétrole et la nécessité de protéger « les libres marchés pétroliers », quitte à user de la force. Son rapport prôna une politique visant spécialement à contrer l'influence de Saddam Hussein sur le marché pétrolier³⁹³. Au delà de ces arguments, en mars 2003, juste avant l'intervention militaire en Iraq, Dick Cheney octroya à deux filiales de la société Halliburton, la société Kellog Brown and Root (ingénierie pétrolière) et la société Betchel (bâtiment et travaux publics), un contrat de remise en état des installations pétrolières iraqiennes, sans mise en concurrence ni appel d'offre³⁹⁴. Selon le représentant démocrate, Henry Waxman, la société Kellog Brown and Root passa avec le corps des ingénieurs de l'US Army un contrat à long terme pour la réparation des puits de pétrole. En plus de la remise en état des puits, la société obtint de gérer ces installations et de vendre leur production, ce qui fit d'elle

³⁹¹ Ibrahim Warde, « Irak, l'eldorado perdu », Le monde diplomatique, « L'occupation américaine en échec », mai 2004. L'auteur s'appuie sur l'article : « Winfalls of War. US Contractors in Iraq and Afghanistan », Center for Public Integrity, octobre 2003.

³⁹² Terry Macalister, « Leak reveals minister's fears over Iraqi contracts : campaign to stop British firms being cut out by US », The Guardian, Londres, 13 février 2004.

³⁹³ Michael Mann, op cité, page 292. Ce rapport de Dick Cheney vise explicitement l'Iraq comme le pays à abattre pour assurer aux USA une stabilité pétrolière : « L'Iraq est effectivement devenu un producteur sur lequel on ne peut compter, ouvrant et fermant ses robinets lorsqu'il a le sentiment que cela sert ses intérêts stratégiques [...] L'Iraq continue d'exercer une influence déstabilisante sur les alliés des Etats-Unis au Moyen-Orient, ainsi que sur l'ordre régional et mondial et sur l'approvisionnement des marchés internationaux en pétrole du Moyen-Orient. Saddam Hussein a également manifesté sa volonté de se servir du pétrole comme d'une arme et d'utiliser son propre programme d'exportation pour manipuler les marchés pétroliers ».

³⁹⁴ Pascal Gauchon, op cité, page 207 et Ibrahim Warde, op cité.

dans le contexte iraquien un concessionnaire d'une partie du pétrole de l'Iraq. De son côté, le vice-président fut soupçonné d'avoir contourné l'embargo iraquien en 1998, par le biais d'une filiale d'Halliburton qui aurait passé un contrat de 22 millions de dollars avec le régime de Saddam Hussein. Après avoir nié cette accusation, le vice-président revint sur ses négations et invoqua sa fonction pour ralentir l'enquête, enterrée après la victoire républicaine à l'élection de mi-mandat. En fait, de septembre 1998 à décembre 1999, deux firmes d'Halliburton, la Dresser-Rand et l'Ingersoll-Dresser Pump demandèrent à plusieurs reprises au comité des sanctions de l'ONU le droit de vendre à l'Iraq pour 23,8 millions de dollars de matériel³⁹⁵. Pour ce qui est de la société Halliburton elle-même, elle obtint une dérogation spéciale pour poursuivre ses activités en Iraq malgré le régime de sanctions internationales. Pour préserver ces arrangements, le 22 mai 2003, George Bush signa le décret 13303, qui protège l'ensemble de l'industrie pétrolière iraquienne contre « tout arrêt, jugement, décret, droit de rétention, procédure et ordonnance de saisie ou toute autre mesure judiciaire ». Selon Tom Devine, directeur légal du Gouvernement Accountability Project, ce décret plaça de fait l'industrie pétrolière au-dessus de la loi, qu'elle soit américaine ou internationale. La société Halliburton et ses filiales se protégèrent aussi contre le risque financier en négociant une clause d' « indefinite quantity/indefinite delivery », permettant de faire facturer au gouvernement américain l'ensemble des coûts générés par le contrat³⁹⁶. Tout cela sans compter que la chute du régime de Saddam Hussein permit aux compagnies pétrolières américaines de libeller en dollars les contrats pétroliers iraquiens, qui depuis le programme « pétrole contre nourriture », étaient conclus en euros³⁹⁷. Au final, en 2003, les gains de la société Halliburton s'élevèrent à plus d'un milliard de dollars³⁹⁸. Outre les intérêts de l'exécutif américain, les liens entre l'industrie pétrolière, le parti républicain, les think tanks néoconservateurs et les réfugiés iraquiens étaient aussi très étroits et générateurs de revenus pour les uns et les autres. Les contrats iraquiens furent perçus comme un moyen d'enrichissement rapide. Ardent défenseur de la guerre en Iraq, Richard Perle était le fondateur de la société Trireme International dont le but était de tirer profit des

³⁹⁵ Carola Hoyos, « US oil groups find a discreet way of doing business with Iraq », *Financial Times*, 3 novembre 2000.

³⁹⁶ Ibrahim Warde, op cité. A deux reprises, la société Kellogg Brown and Root a été prise en flagrant délit de malversation. En gonflant le prix de l'essence qu'elle achetait au Koweït et importait en Iraq. Acheté 70 cents le gallon, elle le vendait 1,59 dollar, d'où un gain de 61 millions de dollars. Pour se défendre, la KBR a invoqué le coût du transport et les risques encourus. Quelques semaines plus tard, elle était accusée d'avoir surfacturé pour 16 millions de dollars les repas servis aux soldats américains.

³⁹⁷ Michael Mann, op cité, pages 290-291.

³⁹⁸ Marie-Joëlle Zahar, « Construire l'Etat : légitimité internationale contre légitimité nationale ? » *Critique Internationale*, Nr 28, juillet septembre 2005, édition presse de Sciences Po.

conflits militaires. L'ancien directeur de campagne de George Bush, Joe Allbaugh était le fondateur de la société New Bridge Strategies dont l'objet était de faciliter l'obtention de contrats en Iraq, raison sociale commune avec la société d'avocats dirigée par Douglas Feith, numéro trois du Pentagone. L'industrie pétrolière américaine n'était pas la seule à souhaiter une guerre en Iraq. Autre acteur clé en Amérique, l'industrie de l'armement voyait d'un œil positif un nouveau conflit mettant en scène l'efficacité de ses armes. La société Lockheed-Martin connaissait à cette époque quelques difficultés. Elle était concurrencée en Europe par le Rafale, concurrent direct de son futur avion F-35 Joint Strike Fighter, et Airbus s'engageait dans le programme de l'A-400M, concurrent de son C-130J. Ambitionnant de voir son F-35 remplacer à l'échelle planétaire la quasi-totalité des avions de combats en service, Lockheed-Martin avait besoin du soutien de l'administration américaine, seule capable d'étouffer la concurrence européenne du Rafale³⁹⁹. A la fin de l'été 2002, les intérêts de l'administration américaine et ceux de la firme se rejoignirent. La propagande de la Maison Blanche s'essouffant, de nouveaux soutiens étaient indispensables et Lockheed-Martin disposait en la matière de l'expérience nécessaire. Son vice-président et directeur de la stratégie et du développement, le républicain Bruce P.Jackson avait dirigé à la fin des années 90 le « US Committee to Expand NATO », organisme de lobbying qui favorisait l'élargissement de l'OTAN dans l'unique but d'ouvrir de nouveaux marchés d'armement à Lockheed-Martin. Cette formule pouvant se répéter avantageusement pour les deux parties, aidé par la Maison Blanche, Bruce P.Jackson prit la tête du Committee for the Liberation of Iraq chargé de relancer la propagande en faveur de la guerre.

LES AGISSEMENTS DE LA MAISON BLANCHE

Les manquements de la Maison Blanche dans la lutte contre le terrorisme et la décision quasi-immédiate après les attentats du 11 septembre d'attaquer l'Iraq conduisirent l'administration Bush à agir en dehors de tout cadre réglementaire pour imposer sa vision de la nécessité d'une guerre contre Saddam Hussein. La propagande en faveur de la guerre conduisit le président américain à mentir sciemment au Congrès et au peuple américain, pour lier Saddam Hussein à l'attaque du 11 septembre tandis que, dans le même temps, Dick Cheney et ses proches collaborateurs interdirent aux investigations policières puis parlementaires sur l'attaque terroriste d'aboutir à une présumée responsabilité saoudienne et à une mise en cause de la Maison Blanche. Ces

³⁹⁹ Jean Guisnel, op cité, page 105.

agissements de la Maison Blanche permirent de circonscrire, non sans difficultés, les investigations sur l'attaque terroriste et d'empêcher une mise en cause de la responsabilité présidentielle. En définitive, ces agissements de la Maison Blanche furent le corollaire d'une guerre illégitime en Iraq, menée aux seuls profits d'intérêts politiques et financiers.

* LA POLITIQUE D'OBSTRUCTION A L'ENQUETE PARLEMENTAIRE

La Maison Blanche ayant trop souvent usé de la guerre contre le terrorisme pour refuser aux enquêteurs de l'attaque du World Trade Center l'accès aux informations, le comité d'enquête du Congrès décida de demander l'ouverture d'une enquête parlementaire sur l'attaque du 11 septembre. Cette décision autorisant le Sénat démocrate à mener sa propre enquête, la Maison Blanche se mit à redouter des révélations pouvant nuire à la conduite de la guerre et à la réélection de George Bush. Dans l'impossibilité de s'opposer à cette décision, le vice-président Dick Cheney prit le parti d'entraver le processus en circonvenant l'enquête parlementaire aux seules commissions du renseignement du Congrès⁴⁰⁰. Les travaux de ces commissions étant tenus par le sceau du secret, la Maison Blanche s'assurait ainsi de la relative confidentialité des futures conclusions. Fin janvier 2002, après avoir obtenu de la Chambre républicaine la saisine de sa seule commission de renseignement, George Bush et Dick Cheney rencontrèrent le chef de la majorité démocrate du Sénat, Tom Daschle, pour le convaincre à son tour de faire de même. Prétextant l'effort de guerre contre le terrorisme, ils insistèrent sur la nécessité de préserver les ressources et les personnels en limitant la taille de l'enquête parlementaire⁴⁰¹. Ne pouvant réfuter ces arguments de sécurité nationale, Tom Daschle obtempéra et saisit à son tour la commission du renseignement du Sénat. Assurée ainsi du secret de l'enquête, la Maison Blanche poussa son avantage en demandant la fusion des deux commissions, fait sans précédent et à la hauteur de l'enjeu de l'enquête. Ce faisant, elle réussit à éviter une enquête démocrate indépendante. Cette commission unique créée, la Maison Blanche était assurée du secret et du contrôle des investigations. Pour plus de sécurité, il fut décidé de limiter l'enquête aux racines du terrorisme ce qui imposa aux parlementaires de se détourner des faits les plus récents. Ces succès ne suffisant pas à apaiser les craintes de la Maison Blanche, George Bush et Dick Cheney interdirent à Donald Rumsfeld et à Colin Powell de témoigner sur les questions de contre terrorisme antérieures au 11 septembre⁴⁰². La plupart des

⁴⁰⁰ John W Dean, op cité, pages 181-194.

⁴⁰¹ Mike Allen, « Bush cherche à limiter les investigations de Hill sur le 11 septembre », Washington Post, 30 janvier 2002.

⁴⁰² James Risen, « La Maison blanche traîne des pieds pour témoigner devant la

informations ayant trait à l'attaque du World Trade Center étant classifiées pour cause de sécurité nationale, la Maison Blanche décida de surcroît de contrôler tous les documents transmis à la commission. Cette ingérence fut dénoncée publiquement, en septembre 2002, par le sénateur républicain, Richard Shelby qui protesta de devoir arracher un à un à la Maison Blanche les renseignements significatifs, et qui exprima des doutes sur la réelle volonté de coopération de celle-ci⁴⁰³. De son côté, le sénateur John Main accusa l'administration de ralentir et d'entraver les investigations de la commission. La Maison Blanche fut soupçonnée d'avoir volontairement classifié des informations, pour les soustraire à la commission, et d'avoir prétexté des fuites pour ouvrir une enquête du FBI sur les élus en charge des investigations... Ces efforts de la Maison Blanche furent réduits à néant le 15 mai 2002. Sur la base d'une information anonyme, la chaîne de télévision CBS diffusa un reportage dans lequel elle affirma que le président George Bush avait reçu sur son bureau, en août 2001, un renseignement le prévenant d'une possible attaque par des avions de ligne sur le sol américain. Selon le reporter David Martin, ce renseignement avait été communiqué en personne au président américain par le chef de la CIA, quelques semaines avant l'attaque. Cette révélation offrit aux démocrates la possibilité de mettre fin à l'énorme popularité du président et à sa prépondérance dans la guerre contre le terrorisme. Le lendemain de cette révélation, le président du Sénat, Tom Daschle se déclara gravement préoccupé par ces révélations et demanda la communication immédiate de ces renseignements à la commission d'enquête du Congrès. La sénatrice Hillary Clinton prit le relais en interrogeant ses pairs : « Le président savait-il ? ». L'implication était claire, George Bush fut informé et n'avait pas cherché à prévenir l'attaque. Cette révélation offrit pour la première fois la possibilité aux démocrates d'attaquer la politique extérieure de George Bush et de revoir l'articulation de la commission d'enquête⁴⁰⁴. Le manque de coopération de la Maison Blanche et ces révélations conduisirent les familles des victimes du 11 septembre à exiger la création d'une commission indépendante, ayant le pouvoir d'assigner des témoins à comparaître. La Maison Blanche s'abritant une nouvelle fois derrière la guerre pour récuser la création d'une telle commission, la réaction des média et de l'opinion publique fut sans appel. L'éditorial USA Today résuma l'opinion générale en titrant « Absurde » et évoqua les enquêtes parlementaires menées en pleine seconde guerre mondiale sur l'attaque de Pearl Harbor⁴⁰⁵. Toutes tendances confondues, la

commission d'enquête sur le 11 septembre », New York Times, 13 septembre 2002 et John W Dean, op cité, pages 181-194.

⁴⁰³ Sénateur Richard C Shelby, le New York Times, 10 septembre 2002.

⁴⁰⁴ Scott McClellan, op cité, pages 113-117.

⁴⁰⁵ « Une enquête sur le 11 septembre n'affecterait pas la guerre contre le terrorisme »,

classe politique américaine exigea l'ouverture d'une enquête indépendante.

En novembre 2002, la commission indépendante ayant été créée, la Maison Blanche obtint la possibilité d'en choisir le président et à la surprise générale, elle porta son dévolu sur Henry Kissinger⁴⁰⁶. Le président de la commission pouvant sélectionner les membres et décider des éventuelles mises en assignation, cette nomination était déterminante. En nommant un homme sous son contrôle, la Maison Blanche se protégeait de toutes poursuites judiciaires et s'assurait du choix des enquêteurs. Décrit pour ses mensonges, le choix d'Henry Kissinger fit polémique. Le 23 décembre 2002, la presse qualifia ce choix de mauvaise plaisanterie et de cruelle insulte à la mémoire des disparus. Elle conclut : « Bush transforme cette commission indépendante en comédie ». Cette polémique incita finalement l'intéressé à refuser le poste, attribué à Thomas Kean, ancien gouverneur du New Jersey. Sa première décision fut de nommer deux co-présidents, Lee Hamilton et Phillip D Zelikov⁴⁰⁷. Ce dernier était un ancien du Conseil National de Sécurité, sous l'époque de Bush père. Il était un proche de Condoleezza Rice et de Dick Cheney. En octobre 2003, face aux obstructions de la Maison Blanche, ces deux co-présidents la menacèrent de procéder à des assignations⁴⁰⁸. En privé, Thomas Kean confia que l'administration Bush s'efforçait par tous les moyens de rendre impossible la remise d'un rapport public en mai 2004⁴⁰⁹. Finalement, ce n'est que le 22 juillet 2004 que la commission remit son rapport au Congrès, avec 60 jours de retard. D'une épaisseur de 169 pages, le résultat de l'enquête parlementaire était décevant et controversé. De nombreuses pièces manquaient au dossier et plus d'une centaine de mensonges y étaient répertoriés. En réalité, sa publication à quelques semaines de l'élection présidentielle s'inscrivit dans une nouvelle stratégie de « transparence » de la Maison Blanche. Cette décision fut dictée par l'accumulation de suspicions à son égard et par la mise en cause de Dick Cheney, Karl Rove et Scotter Libby dans une affaire d'Etat, connue sous le nom de l'affaire Plame.

* DU MENSONGE D'ETAT A L'AFFAIRE VALERIE PLAME

Celle-ci fit suite à l'affirmation présidentielle d'achat d'uranium

USA Today, 21 mai 2002.

⁴⁰⁶ Jeanne Cummings, « C'est Kissinger qui dirigera l'enquête sur le 11 septembre », Wall Street Journal, 29 novembre 2002.

⁴⁰⁷ John W Dean, op cité, pages 181-194.

⁴⁰⁸ Philip Shenon, « L'administration confrontée à des assignations dans les enquêtes sur le 11 septembre », le New York Times, 26 octobre 2003.

⁴⁰⁹ Deborah Solomon, « Question à Tom Kean : vous voulez que je vous dise un secret ? », New York Times magazine, 4 janvier 2004.

par Saddam Hussein au Niger. Elément central de sa propagande, l'administration Bush l'inclut dans le NIE remis au Congrès pour le vote sur le transfert de pouvoir, et George Bush l'évoqua dans son discours sur l'état de l'Union de janvier 2003. Ce renseignement transforma la menace iraquienne en un danger grave et imminent pour les Etats-Unis. A la veille de l'opération Iraqi Freedom, le directeur de l'AIEA, Mohamed El Baradei souligna la fausseté de ce renseignement et le 31 mars 2003, le journaliste Seymour Hersh du New Yorker publia un article laissant entendre que l'administration Bush savait le renseignement faux quant elle en fit usage. En mai 2003, le journaliste Nicolas Kristof confirma cette accusation dans son article « Missing in Action : truth », dans lequel une source anonyme et crédible suggéra que l'administration Bush avait menti à la nation. Ancien ambassadeur en Afrique, cette source avait été envoyée en janvier 2002 au Niger, à la demande de Dick Cheney, pour enquêter sur l'information. A l'issue de sa mission, la source anonyme avait infirmé cette rumeur dans un rapport adressé à la CIA et au Département d'Etat. L'administration Bush avait donc menti sciemment au Congrès et au peuple, pour mener la guerre en Iraq. Suite à cet article, informé de l'identité de la source anonyme, Dick Cheney obtint de George Bush la déclassification discrète des parties du NIE ayant trait à ce déplacement au Niger. L'intention du vice-président était d'utiliser ces renseignements pour discréditer l'informateur. Seul à être informé de cette déclassification partielle du NIE, Scotter Libby fut chargé d'organiser la riposte de la Maison Blanche. Au sein de celle-ci, Karl Rove, Richard Armitage et Ari Fleischer furent informés de l'identité de la source anonyme : Joe Wilson et de l'appartenance de son épouse, Valérie Plame, à la CIA. Officier sous couverture en charge du dossier des armes de destruction massive à la CIA, cette dernière organisa et facilita le déplacement de son époux au Niger. Sur instruction de Dick Cheney, Scooter Libby dicta au journaliste Walter Pincus le contenu de son article « CIA Did not Share Doubt on Iraq Data », publié le 12 juin 2003, dans le Washington Post. Cet article décrit dans le détail l'enquête de la CIA au Niger, jamais transmis à la Maison Blanche. Il dédouana celle-ci de toute responsabilité pour la reporter sur la CIA⁴¹⁰. Cette manœuvre amplifiant les suspicions et la polémique, le 6 juillet 2003, l'ancien ambassadeur, Joe Wilson, révéla au public être l'informateur de Nicolas Kristof et réitéra ses accusations dans un article du New York Time, « What I didn't Find in Africa ». Il confirma le caractère infondé du renseignement et la communication intégrale de son rapport à plusieurs hauts responsables de l'administration. Selon lui, la procédure classique et standardisée de l'administration conduisit Dick Cheney à prendre connaissance des résultats de

⁴¹⁰ Scoot McClellan, op cité, pages 166-175.

la mission. Joe Wilson était convaincu de la connaissance par Dick Cheney de l'intégralité de son rapport. Bien que sachant le renseignement faux, l'administration Bush l'avait sélectionné pour argumenter ses propos en faveur de la guerre. Le lendemain matin, le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer démentit ces accusations. Selon lui, si elle admettait que ce renseignement pouvait être controversé, la Maison Blanche avait appris par la presse la mission de Joe Wilson au Niger. Acculée, la Maison Blanche autorisa cependant le journaliste Walter Pincus à publier dans le Washington Post l'article « White house Backs Off Claim on Iraqi Buy », dans lequel un haut responsable reconnut que ce renseignement n'aurait jamais dû être inclus dans le discours présidentiel. Pour la première fois, la Maison Blanche reconnaissait le mensonge et l'incongruité de sa présence dans le discours sur l'état de l'Union. Ces aveux tardifs conduisirent les démocrates à demander l'ouverture d'une enquête parlementaire et démultiplièrent les soupçons à l'égard de George Bush et de Dick Cheney, suspectés d'avoir sciemment utilisé ce faux renseignement. Sans autres alternatives face à la réalité des faits, la Maison Blanche décida de se défendre en rejetant sur la CIA la responsabilité et en discréditant Joe Wilson. L'affaire Valérie Plame naissait. Le 11 juillet 2003, à bord de l'Air Force One, en présence de la presse, Condoleezza Rice s'interrogea sur les connaissances de la CIA sur cette affaire d'uranium nigérien, au moment du discours sur l'état de l'Union. Chargée de valider le contenu du discours et informée par Joe Wilson que le renseignement était faux, selon elle, la CIA avait commis la faute de ne pas censurer ce passage. Dès le lendemain, George Tenet prit acte de ce blâme et reconnut l'échec de son institution et sa propre responsabilité dans la procédure de relecture des discours présidentiels. Immédiatement les responsables républicains prirent acte du mea culpa de la CIA et le président de la commission du renseignement du sénat, Pat Roberts, s'indigna de la campagne de presse, orchestrée autour de fuites de la CIA, pour discréditer George Bush. La CIA était responsable de l'erreur de la Maison Blanche. De son côté, le 14 juillet 2003, Robert Nowak publia un article intitulé « Mission to Niger » dans lequel il décrivit dans le détail la mission de Joe Wilson au Niger et ses conclusions. L'article débuta en annonçant que Joe Wilson était l'époux de Valérie Plame, agent sous couverture de la CIA, spécialiste des armes de destruction massive. Selon deux hauts responsables de l'administration, Joe Wilson mena sa mission au Niger sur instruction de son épouse. Cette affirmation écartait la Maison Blanche et Dick Cheney du dossier, et discréditait le couple Wilson, suspecté de népotisme. A la surprise de la Maison Blanche, ces révélations n'eurent pas l'effet escompté, en raison d'un détail de poids : aux Etats-Unis révéler l'identité d'un membre de la CIA est un crime. Robert Nowak et ses deux sources anonymes avaient commis une félonie

inexcusable. Le 21 juillet, le New York Times publia un article de Richard Stevenson, selon lequel, dès le 7 octobre 2002 (trois mois avant le discours sur l'état de l'Union), à l'occasion du discours de Cincinnati, George Tenet avait averti le conseiller à la sécurité de la Maison blanche, Steve Hadley, que les renseignements sur l'uranium nigérian étaient susceptibles d'être faux. En réponse à cette accusation, dès le lendemain, dans un exercice de grande transparence, Steve Hadley confirma le contenu de l'article de Richard Stevenson et reconnut sa responsabilité personnelle. Suite à l'article de Robert Nowak, fin juillet 2003, la CIA adressa au département criminel de la justice une lettre dans laquelle elle évoqua une violation de documents classifiés et l'informa de l'ouverture par son service de sécurité d'une enquête interne. Le 16 septembre 2003, elle rendit ses conclusions et demanda au FBI d'ouvrir une enquête judiciaire. A l'amorce de la campagne présidentielle, le scandale prenait une ampleur dangereuse pour la Maison Blanche. La presse évoqua un « Plamegate » et tous s'interrogèrent sur l'implication de Karl Rove. Interrogée sur celle-ci, le porte-parole de la Maison Blanche qualifia de ridicule ces suspicions. Karl Rove n'était pas une des sources de Robert Nowak. Pourtant, le journaliste Mike Allen révéla dans le Washington Post que deux hauts responsables de la Maison Blanche contactèrent au moins six journalistes, pour leur révéler l'identité de Valérie Plame et discréditer Joe Wilson. La mise en cause de la Maison Blanche devint de plus en plus évidente. A une petite année de l'élection présidentielle, la Maison Blanche était confrontée à son plus grand scandale et vit les chances de réélection de George Bush compromises. Le 30 septembre s'ouvrit l'enquête criminelle du FBI et la Maison Blanche adopta une nouvelle posture : la transparence la plus totale. Le jour même, le président américain demanda une totale coopération de ses collaborateurs avec le FBI et la préservation de tous les documents ayant trait à ce dossier. De Chicago, George Bush déclara prendre très au sérieux cette affaire de « fuites » au sein de son administration et vouloir connaître le coupable. Le lendemain, Scooter Libby était accusé par la presse d'être à l'origine des fuites et la Maison Blanche s'abrita derrière l'enquête en cours pour ne pas répondre à ces accusations. Le 4 octobre 2003, sur directive de George Bush et de Dick Cheney, il était demandé au porte parole de ma Maison Blanche, Scoot McClellan, de démentir toute participation de Scooter Libby à cette affaire. Ce qu'il fit le lundi 6 octobre 2003. L'enquête du FBI et du Département de la Justice au sein même de la Maison Blanche fut confiée à Patrick J Fitzgerald, connu pour son indépendance politique. Une année plus tard, à quelques semaines de l'élection présidentielle, le 15 octobre 2004, Karl Rove passa pour la première fois devant la commission d'enquête, sans que cette audition ne révèle quoi que ce soit. A contrario, elle permit à la Maison Blanche de récuser les insinuations de

« mélange des genres » portées par les démocrates. Le 3 novembre 2004, George Bush gagna l'élection présidentielle en réussissant le coup de maître de tirer avantage de l'enquête menée au sein de son administration. Mi 2004, s'abritant derrière la liberté de la presse et la protection des sources, mis en accusation, Matthew Cooper du Time magazine et Judith Miller du New York Times refusèrent de révéler à Patrick Fitzgerald l'identité de leurs sources et l'état de leur connaissance sur ces fuites. Loin de se résigner, le procureur spécial obtint de la nouvelle administration Bush l'engagement écrit qu'elle ne poursuivrait pas les journalistes s'ils venaient à rompre les clauses de confidentialité signées avec la Maison Blanche. A l'été 2004, devant le refus entêté des deux journalistes, le juge du district de Columbia, Thomas F Hogan les inculpa pour entrave à la justice et un an plus tard, en juillet 2005, les condamna à la prison ferme. Pour éviter cette peine de prison, Judith Miller avoua que Scooter Libby lui avait communiqué l'identité et les fonctions de Valérie Plame. De son côté, avec l'accord de Karl Rove, Matthew Cooper utilisa le journaliste Michael Isikoff de Newsweek pour distiller des révélations. Le 4 juillet 2005, Michael Isikoff révéla que Karl Rove était une des sources de Matthew Cooper, ce que l'avocat de Karl Rove confirma en précisant que son client n'avait pas sciemment révélé d'information classifiée, ni affirmé à aucun reporter l'appartenance de Valérie Plame à la CIA. Le 10 juillet 2005, Matthew Cooper avoua à Newsweek avoir évoqué avec Karl Rove l'appartenance de Valérie Plame à la CIA et apporta pour preuve un mail, daté du 11 juillet 2003 (trois jours avant les révélations de Robert Nowak), de Matthew Cooper à sa hiérarchie dans lequel Karl Rove l'avertissait de ne pas aller trop loin dans les révélations sur Joe Wilson. Le mail précisait que le voyage de Joe Wilson au Niger n'avait pas été autorisé par George Tenet mais par l'épouse de Wilson, employée de la CIA. Selon l'article de presse, aucun élément ne permettait d'accuser Karl Rove d'avoir dévoilé l'identité de Valérie Plame et ses activités exactes à la CIA. Orchestrés par Karl Rove, ces aveux tardifs tendirent à dédouaner la Maison Blanche de toute velléité de nuisance à l'encontre de Valérie Plame et de son époux. Karl Rove essaya même, selon le mail de Matthew Cooper, de décourager le Times de publier des faits sensibles. La semaine suivante, le New York Times publia un article de Richard Stevenson révélant que Karl Rove était aussi la seconde source de Robert Nowak, à qui il n'avait pas révélé l'identité de Valérie Plame. Selon cet article, au cours de leur discussion, Karl Rove confirma simplement les propos tenus par le journaliste. Trois mois plus tard, Scooter Libby fut mis en accusation par le procureur Patrick Fitzgerald, pour obstruction à la justice, faux témoignage et parjure devant une commission d'enquête. Celle-ci révéla que Scooter Libby était la source de Judith Miller et de Matthew Cooper et qu'il avait communiqué des informations classifiées à Ari Fleischer (ancien

porte parole de la Maison Blanche), pour qu'il les utilise auprès des médias. Scotter Libby fut condamné à 250 000 dollars d'amende et à 30 mois de prison ferme. Quelques mois plus tard, une grâce présidentielle lui permit d'échapper à l'emprisonnement. L'implication personnelle de George Bush fut également établie. Il avait personnellement déclassifié des parties du NIE d'octobre 2002 et avait autorisé leur emploi pour nuire à Joe Wilson. Les mois suivants, le parti républicain organisa une campagne de propagande pour protéger Karl Rove de toute inculpation. Selon cette campagne, n'ayant pas été interrogé par la commission d'enquête sur sa conversation avec Matthew Cooper, Karl Rove n'avait aucune raison de l'évoquer d'initiative. Il n'était donc pas coupable de faux témoignage.

L'HEGEMONIE AMERICAINE CONTESTEE

L'attitude américaine au cours de cette crise iraquienne du Conseil de Sécurité a eu des répercussions importantes sur l'image et la perception de la communauté internationale à l'égard de l'Amérique. Pour la première fois de son existence, les Etats-Unis furent confrontés à une opinion publique internationale rejetant son leadership. L'illégalité de la guerre d'Iraq et la tentative néoconservatrice de contraindre l'ONU ont marqué le déclin de l'hégémonie américaine. En portant le mensonge au cœur même du Conseil de Sécurité, l'administration Bush a entaché gravement la légitimité américaine à organiser l'évolution du monde. Prônant jusque là, la démocratie, l'anticolonialisme et la liberté individuelle, les Etats-Unis s'étaient imposés au fil des décennies à l'ensemble de la communauté internationale, grâce à une succession d'évènements parfois indépendants de leur volonté. Contraints à deux reprises de sauver le monde du chaos, les Etats-Unis avaient bénéficié de la reconnaissance des nations malgré une attitude souvent ambiguë, où l'intérêt américain se diluait souvent dans l'intérêt collectif. La guerre d'Iraq sera la dernière manifestation de cette ambiguïté. Les uns après les autres récusés, les multiples arguments en faveur de l'intervention militaire en Iraq ne purent cacher les finalités américaines d'ordres financières, privées et électorales. Pour la première fois, la force armée américaine apparaissait clairement être employée contre un peuple et un pays, pour assouvir des ambitions exclusivement américaines et récusées par les citoyens du monde et par les acteurs internationaux. Jusqu'à la crise du Conseil de Sécurité et la guerre en Iraq, l'hégémonie américaine n'avait été contestée que par des conflits régionaux et par le terrorisme jihadiste. Or suivant l'évolution du monde, ce terrorisme s'était mondialisé et mué en hyper terrorisme le 11 septembre 2001. A cette date, prenant conscience de sa

vulnérabilité, la puissance américaine décida sciemment de rompre l'équilibre international, pour s'engager sans concertation dans la guerre contre le terrorisme. Conscients de leur suprématie militaire, les Etats-Unis refusèrent toutes contraintes internationales et décidèrent d'agir seuls, en imposant aux Etats de nouvelles alliances bilatérales. L'approche multilatérale et consensuelle laissa donc place à une politique réaliste et pragmatique, appliquée à l'échelle mondiale. La force militaire et la menace devinrent l'outil prépondérant de la diplomatie américaine, la consensuelle hégémonie américaine devint impérialiste, d'où son rejet généralisé. Si par le passé, la Russie, la Chine et la France s'étaient opposées à la puissance américaine, l'attitude de l'Allemagne lors de la crise du Conseil de Sécurité fut une véritable rupture. Incarnation du bien fondé de l'hégémonie américaine qui avait favorisé sa reconstruction, préservé sa liberté et autorisé sa réunification, l'Allemagne était un allié indéfectible des Etats-Unis. Pourtant, elle s'opposa au militarisme et à l'unilatéralisme américain quand l'administration Bush voulu l'imposer au Conseil de Sécurité. L'opposition franco-allemande fut le premier refus de l'approche impériale des Etats-Unis. Si la veille Europe ne put empêcher la guerre d'Iraq, son opposition autorisa et démontra qu'une résistance à l'hégémonie américaine était possible. A la surprise des Etats-Unis, le Chili, le Mexique et la Turquie leur emboîtèrent le pas pour desserrer l'emprise et, pour la première fois, afficher une relative autonomie sur la scène internationale. Cette prise d'indépendance des Etats non membres permanents du Conseil de Sécurité fit date. Sept ans plus tard, la perspective d'une nouvelle crise du Conseil de Sécurité sur le nucléaire iranien offrit la possibilité aux non permanents d'afficher une indépendance réaffirmée à l'égard des Etats-Unis. Le Brésil, la Turquie et le Liban refusèrent aux Etats-Unis et à la France le vote de nouvelles sanctions contre l'Iran, tandis que la Chine affirmait au sein du Conseil de Sécurité son poids et ses velléités de leadership international⁴¹¹.

Preuve était faite que la crise iraquienne avait libéré les nations de l'emprise américaine et décomplexé les membres non permanents du Conseil de Sécurité. En s'exprimant par la force, l'Amérique a sapé son autorité et a démontré ses propres faiblesses tout en créant une disparité de puissance démesurée entre elle et le reste du monde. Isolée, la puissance militaire américaine n'a pas pu imposer en Iraq sa « pax americana », à des populations n'ayant pas souhaité son intervention et hermétiques à sa « bienveillance ». Confrontés au même phénomène en Afghanistan, la guerre globale contre le terrorisme s'était transformé en « guerre d'occupation ». Hégémonistes mais en aucun cas colonialistes, les Etats-Unis étaient pris au piège de

⁴¹¹ Vincent Jauvert, « ONU : la fracture iranienne », *Le nouvel Observateur*, 11 mars 2010.

leur nouvel impérialisme et des obligations morales, financières et sécuritaires qu'il induisait et auxquelles ils n'étaient pas aptes à répondre. La complexité des problèmes nécessitait une approche multilatérale et une présence indispensable de l'ONU sur le terrain... Son expérience iraquienne menée, l'administration Bush n'aura pas d'autres choix que de revenir à une approche plus souple et plus conciliante des relations internationales, avec des institutions imparfaites et des alliés exigeants. Cette solution ne s'imposa cependant pas d'elle-même. La Maison Blanche dut se confronter au chaos iraquien et au rejet de la guerre par l'opinion publique américaine, pour abandonner son unilatéralisme.

VIII

LE RETOUR DE L'ONU

L'annonce de la guerre faite au Conseil de Sécurité, la coalition américaine lança un ultimatum de 48 heures à Saddam Hussein, lui enjoignant de quitter son pays. Sans réponse, l'armée coalisée envahit et subjuga l'Iraq dans une guerre éclair. Celle-ci menée sans le soutien du Conseil de Sécurité et sans réelle planification de l'après-guerre, une situation de confusion totale succéda au conflit. L'état de droit s'effondrant partout en Iraq, l'armée américaine s'avéra dans l'incapacité de maintenir l'ordre et de répondre aux obligations internationales, incombant à la coalition victorieuse. En charge de la reconstruction, l'Autorité civile américaine était sans moyens matériels, humains et financiers. Installée à Koweït City, subordonnée à l'autorité militaire et à Paul Wolfowitz, l'Autorité civile fut dans l'impossibilité d'agir et incompétente à mener une action de terrain. Envoyés en Iraq pour y installer un nouveau gouvernement, les exilés iraqiens se montrèrent incapables de fédérer les différentes composantes du pays et perdirent toute crédibilité. Pendant ce temps, à New York, soucieuse de ne pas s'approprier le territoire iraquien et sa population, l'administration Bush saisit l'ONU pour mettre un terme à la situation de non droit prévalant sur le champ de bataille. Adoptée par le Conseil de Sécurité, la résolution 1483 reconnut l'autorité constituée par les puissances occupantes et rappela la souveraineté et l'intégrité du territoire iraquien. Elle accorda aux Etats-Unis tous les moyens juridiques nécessaires pour organiser leur autorité sur l'Iraq et nomma un représentant spécial des Nations Unies pour faire face aux besoins humanitaires et observer la reconstruction politique du pays. Après l'échec du général Gardner, l'administration Bush demanda à Paul Bremer de conduire la transition politique. Sur le terrain, la situation se dégrada et l'unité iraquienne s'étiola face à une guerre de rébellion doublée d'une guerre civile larvée. A l'été 2003, l'ONU fut prise pour cible, son quartier général détruit et son représentant spécial, Sergio Vieira de Mello tué sous les décombres. Quelques mois plus tard, éclata le scandale de la prison d'Abu Ghraib où, images à l'appui, l'armée américaine se livrait à des actes de tortures et d'humiliation des prisonniers. L'armée américaine était devenue en une force d'occupation. La situation devenant critique, l'approche de l'échéance présidentielle imposa à George Bush de solutionner au plus tôt

l'enlisement iraquien en saisissant de nouveau l'ONU. Devenue une des clés de la victoire, l'organisation internationale travailla d'arrache-pied pour éviter l'effondrement et épargner à l'Amérique les affres d'une seconde guerre du Vietnam. Désormais consciente de son incapacité et de ses limites, la Maison Blanche abandonna sa politique unilatérale pour appliquer un multilatéralisme de circonstance. Ce changement de cap conduisit, en juin 2004, le Conseil de Sécurité à adopter à l'unanimité la résolution 1546, reconnaissant la transition politique de l'Iraq et la souveraineté du nouveau gouvernement de transition. L'administration Bush s'extirpa politiquement du borbier iraquien par un multilatéralisme de bon augure et grâce à l'ONU, jusque là méprisée.

LA SUBJUGATION DE L'IRAQ

Saddam Hussein ne disposait dans son armée que de quelques unités fidèles. Le reste était composé d'éléments, issus d'une population asservie et réprimée, peu encline à se battre pour son gouvernement. Seule l'emprise du commandement militaire sur la troupe maintenait l'illusion d'une armée aguerrie, après une décennie de combats contre l'Iran. Pour le reste, la formation fit défaut. L'équipement était en lambeaux et le matériel de combat obsolète et inutilisable. Subissant depuis des années, les frappes chirurgicales américaines, l'armée iraquienne ne se fit aucune illusion sur sa capacité à résister à une attaque américaine. Tenus par une poigne de fer, la plus grande partie des soldats irakiens attendit l'ennemi sans conviction et autre motivation qu'éviter le courroux de la hiérarchie. C'est sur cette troupe au moral en berne que s'abattit la première puissance militaire au monde, avec ses missiles de croisière et ses armes de hautes technologies. Un décalage temporel existait entre ces deux armées, l'une était une pale imitation d'une armée de la moitié du XX siècle, l'autre était le fleuron des armées du XXI siècle. Ni le nombre ni la détermination, ici défaillante, ne pouvaient compenser ce décalage. Deux semaines de bombardements ciblés et intensifs suffirent à détruire la chaîne de commandement iraquien, à isoler les troupes sur le terrain et à briser la légitimité et le moral de la hiérarchie. Rien ne pouvait plus contraindre le soldat iraquien à affronter les marines américains et leur technologie. Ces soldats se rendirent ou rejoignirent leur domicile, abandonnant uniformes et armes sur le champ de bataille. De son côté, la population iraquienne perçut la capacité destructrice de cette armée, la subit, mais resta consciente des efforts de l'ennemi pour l'épargner et ne frapper que des cibles

étatiques. L'Iraq subjugué fut conquis en trois semaines, au prix de la destruction totale de tout ce qui constituait l'Etat. Confrontée à elle-même, sans ressources et avec une démultiplication de ses besoins, la population ne put compter que sur son seul et unique interlocuteur : l'armée américaine. En nombre insuffisant et aux capacités inadaptées, celle-ci se révéla incapable d'occuper et d'administrer le pays pour répondre aux attentes des citoyens. Par soucis électoralistes, financiers et autres, les Etats-Unis avaient mené une guerre éclair, avec peu de moyens humains et sans soucis du lendemain. L'après-guerre n'avait pas été préparé et le chaos, tant redouté par Colin Powell, s'empara de l'Iraq. La victoire se mua en borborygme en raison de l'illégalité de la guerre et de l'absence de soutien de la communauté internationale. La fulgurance de la guerre confronta la coalition à des difficultés d'ordre public et politique, face auxquelles elle était désarmée. Victorieuse par la force des armes, l'Amérique s'enlisa dans son incapacité à pacifier le pays. Le savoir faire onusien en matière de State Building manqua cruellement. Pourtant, revigorée par la rapidité de la victoire et incapable d'appréhender l'ampleur de la difficulté, la Maison Blanche et les néoconservateurs restèrent arc-boutés sur leur rejet de l'ONU.

L'ENTREE EN GUERRE DES COALISES

Le 15 mars 2003, des milliers de manifestants à travers le monde descendirent dans la rue pour exprimer leur refus d'une intervention armée en Iraq. La France, l'Allemagne et la Russie lancèrent en commun un appel solennel pour éviter la guerre et poursuivre les inspections. L'entêtement français interdisant toute chance de seconde résolution, les partisans de la guerre se réunirent aux Açores, le 16 mars 2003, pour discuter des suites à donner à la crise. Face à la bronca internationale, ils décidèrent d'une ultime tentative pour faire avaliser par l'ONU un ultimatum autorisant l'usage de la force contre l'Iraq. Le Conseil de Sécurité refusant de s'exécuter, le lendemain, leurs ambassadeurs auprès de l'ONU annoncèrent l'abandon du projet de seconde résolution et l'imminence de la guerre. Le soir même, George Bush intervint sur les chaînes de télévision pour lancer un ultimatum de 48 heures à Saddam Hussein et à ses fils. Il dénonça les infractions iraqiennes aux résolutions du Conseil de Sécurité, la détention d'armes de destruction massive et les liens de l'Iraq avec les réseaux terroristes. Il affirma « Le Conseil de Sécurité des Nations Unies n'a pas assumé ses responsabilités, nous assumerons les nôtres »⁴¹². En retirant leur projet de seconde résolution pour le

⁴¹² Bob Woodward, op cité, page 546. Le discours présidentiel est disponible sur www.white-house.gov.

remplacer par un ultimatum exigeant le départ de Saddam Hussein, les partisans de la guerre quittèrent le cadre de la résolution 1441, acceptée et votée par eux. Ils décidaient d'entrer en guerre sans aucune base juridique légale. Si la résolution 1441 qualifia les infractions iraquiennes, elle s'était aussi substituée à l'ensemble des résolutions passées, pour mettre en place un nouveau régime de sanctions renforcées, sans recours automatique à la force. La résolution 1441 était l'unique cadre légal de toute action en Iraq. Selon son contenu, les fausses informations ou les omissions iraquiennes pouvaient caractériser un manquement patent de l'Iraq, mais dans le cas présent, c'était l'absence de preuve de ces manquements qui interdit l'adoption d'une seconde résolution. Les partisans de la guerre ne purent se prévaloir d'aucune légitimité. La seconde guerre d'Iraq était illégale. Sans base juridique et violant de nombreuses résolutions de l'ONU, la déclaration de guerre des coalisés mit fin aux inspections onusiennes, à la mission d'interposition de l'ONU et à l'existence de la zone démilitarisée du nord de l'Iraq. La guerre imminente, Kofi Annan annonça la suspension du programme pétrole contre nourriture et le retrait des personnels de la MONUIK (Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït). Sous la menace d'une invasion militaire destinée à renverser son régime, l'Iraq se trouva dans une situation de légitime défense extrême la libérant de toutes les obligations imposées par la Charte des Nations Unies. Saddam Hussein devint libre d'utiliser ses armes de destruction massive⁴¹³.

L'ultimatum de la coalition étant prononcé, George Bush et Tony Blair engagèrent les démarches politiques nécessaires à l'entrée en guerre de leurs pays respectifs. George Bush devait remettre au Congrès « une détermination formelle » et Tony Blair obtenir le vote favorable du parlement. Si George Bush bénéficia d'un soutien populaire confortable, ce n'était pas le cas de Tony Blair. La Grande-Bretagne était opposée à la guerre et par corrélation son parlement peu disposé à la soutenir. Depuis plusieurs semaines, les parlementaires travaillistes annonçaient que leur soutien à la guerre était lié à l'adoption de la seconde résolution onusienne et le 10 mars, la ministre du développement international, Clare Short se prononça contre la guerre sur les antennes de la BBC. Le projet de seconde résolution abandonné, Tony Blair était isolé et acculé sur l'échiquier politique britannique. Seule bonne nouvelle, le lundi 17 mars, la plus haute autorité juridique du gouvernement britannique, l'Attorney General annonça que de son point de vue, au regard des résolutions onusiennes antérieures, la guerre en Iraq était légale. Ce soutien, comme celui de son ministre des Affaires Etrangères, étaient les deux seules obligations juridiques imposées au

⁴¹³ Serge Sur, op cité, pages 89-92.

premier ministre pour déclarer la guerre. Cependant, décidé à agir avec le soutien du plus grand nombre, Tony Blair s'engagea à soumettre sa décision à un vote de confiance du parlement⁴¹⁴. L'entrée en guerre de la Grande-Bretagne et l'avenir politique de Tony Blair dépendirent du résultat de ce vote, devant se tenir le 18 mars 2003 à la Chambre des Communes. A quelques jours de cette échéance, pour échapper à ce vote susceptible d'annihiler la participation britannique à la guerre et de défaire le gouvernement travailliste, le ministre des Affaires Etrangères, Jack Straw, et le conseiller en politique étrangère, David Manning proposèrent à Tony Blair et à Colin Powell, une solution consistant à soutenir l'entreprise américaine sans envoyer de troupes en Iraq. Cette ultime proposition évitait l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne mais garantissait en contrepartie aux Américains un soutien effectif de la Grande-Bretagne, sans avoir à le soumettre au parlement. Jack Straw et David Manning proposèrent d'aider l'administration Bush en mettant à sa disposition les services secrets britanniques, les bases militaires et une importante aide logistique⁴¹⁵. Pour tenir sa promesse à George Bush (faite en échange d'une saisine du Conseil de Sécurité), Tony Blair rejeta cette alternative imaginée par ses plus proches conseillers. A ce stade, un ultime faux bond britannique aurait stoppé l'entêtement américain et changé le cours de l'histoire. Tony Blair et la diplomatie britannique en étaient conscients mais, après le refus de la France, une défaillance de la Grande-Bretagne aurait mis fin à un siècle de solidarité transatlantique si souvent génératrice de victoire et de paix. Seul, Tony Blair n'avait ni le poids ni la légitimité d'engager son pays et le monde occidental dans un tel bouleversement. Une nouvelle fois, le premier ministre laissa échapper une opportunité d'épargner à la Grande-Bretagne une guerre en Iraq. Le 18 mars 2003, il se présenta devant la Chambre des Communes pour y prononcer le discours le plus important de sa carrière. Face à une opposition soudée et à une cinquantaine de députés travaillistes hésitants, dans un discours jugé brillant et limpide, il exposa sa conviction d'une nécessaire guerre en Iraq. En soirée, contre toute attente, le parlement britannique soutint le gouvernement⁴¹⁶. La Chambre des Communes autorisa par 412 voix pour et 149 contre, l'envoi de 45 000 soldats britanniques en Iraq. Au sein du gouvernement, en guise de réprobation, le ministre des relations avec le parlement, Robin Cook, le secrétaire d'Etat à la santé, Lord Philip Hunt et le secrétaire d'Etat à l'intérieur, John Denham démissionnèrent.

Du côté américain, George Bush devait adresser au Congrès une

⁴¹⁴ Peter Stothard, op cité, page 90.

⁴¹⁵ Virginie Malingre, « Les réticences de Jack Straw à déclarer la guerre à Saddam Hussein en 2003 », Le Monde, 23 janvier 2010.

⁴¹⁶ Peter Stothard, op cité, pages 121-140.

détermination formelle expliquant la corrélation de la guerre en Iraq avec les attentats du 11 septembre 2001. Il s'agissait pour le président d'apporter la preuve de ses allégations et le résultat des démarches accomplies pour résoudre pacifiquement la menace iraquienne. Sous la forme d'un courrier adressé aux présidents du Sénat et de la Chambre, le 18 mars 2003, George Bush remit au Congrès sa détermination⁴¹⁷. S'appuyant sur la résolution 114 du Congrès (lui transférant le pouvoir de déclarer la guerre), George Bush affirma se déterminer sur la base des conclusions de celle-ci. Il s'agissait ni plus ni moins d'un abus de pouvoir de la Maison Blanche qui dévoyait la nature et le contenu des vingt-trois « attendus que » parlementaires inscrits dans la résolution et destinés à justifier la décision du Congrès. Sans aucune valeur, ces « attendus que » reprenaient les arguments présidentiels sans juger de leur véracité ni apporter aucune conclusion. En d'autres termes, George Bush se détermina en attribuant au Congrès ses propres arguments qu'il transforma en conclusions et reprit dans sa détermination. Dès la première page, la détermination présidentielle affirma « le Congrès a conclu » que l'Iraq continuait à aider et à abriter des organisations terroristes, y compris des organisations menaçant la vie et la sécurité de citoyens américains. Il s'agissait du onzième « attendu que » de la résolution 141 qui n'était qu'une reprise des propos tenus par George Bush. Plus loin, la détermination présidentielle conclut que l'Iraq continuait à détenir et à accroître un arsenal significatif d'armes chimiques et biologiques et qu'elle s'employait activement à développer l'arme nucléaire. La détermination présidentielle n'apporta aucune preuve de cette allégation. En section 4, elle mentionna « l'usage de la force contre l'Iraq est compatible avec la guerre contre le terrorisme ». Cette même section affirma que le Congrès avait déterminé que les terroristes d'Al Qaeda étaient présents en Iraq et qu'il était dans l'intérêt de la sécurité nationale et de l'avancement de la guerre contre le terrorisme que toutes les résolutions du Conseil de Sécurité soient appliquées, y compris par le recours à la force si besoin est. Il s'agissait ici du deuxième « attendu que » du Congrès. Le seul fait nouveau apporté par la détermination présidentielle fut l'affirmation controversée de Colin Powell aux Nations Unies, selon laquelle l'Iraq abritait des camps d'entraînement terroristes liés à ses services de renseignements et un important membre d'un réseau terroriste proche d'Al Qaeda, Abou Moussab Al-Zarkaoui. En définitive, la détermination présidentielle ne répondit à aucune des exigences concrètes du Congrès⁴¹⁸. En réalité, seul le soutien de l'opinion publique américaine à l'action présidentielle autorisa George

⁴¹⁷ Voir George Bush « lettre aux chefs de file du Congrès sur la conclusion des efforts diplomatiques concernant l'Irak », Weekly Compilation of Presidential Documents, du 24/03/03, page 341 et www.c-span.org/ressources/pdf/Report.

⁴¹⁸ John W Dean, op cité, pages 235-243.

Bush à entrer en guerre. Obtenue grâce à son passage devant l'ONU, ce soutien populaire paralysa la classe politique américaine et libéra l'administration Bush de toute contrainte procédurale.

UNE GUERRE ECLAIR

Le 20 mars 2003, la seconde guerre d'Iraq débuta. Sur le papier Saddam Hussein pouvait compter sur 26 divisions, 2000 chars, 2500 pièces d'artillerie, 300 avions de combat et peut être 150 hélicoptères. Il disposait d'armes chimiques et bactériologiques et d'une armée de 400 000 hommes, d'autant de réservistes et de 4000 fedayins. Subissant des frappes anglo-américaines depuis plusieurs années, les signatures radars et électroniques américaines, comme les modes de procédure, n'étaient pas inconnus de l'armée iraquienne. Dans la réalité, la situation était bien différente. Les équipements irakiens étaient anciens et dans l'impossibilité de fonctionner, et l'ensemble du système de défense aérien avait été détruit par les multiples frappes aériennes, menées depuis plusieurs mois. Du côté américain, après dix ans de préparation, l'Amérique disposait d'un armement de haute technologie et une logistique irréprochable. L'Iraq était entouré de terrains d'aviation américains, d'entrepôts de matériel et de pays voisins disposés à aider les coalisés. Les combats aériens seraient menés par les nouveaux bombardiers furtif B-2 Spirit, chacun équipé de 16 bombes d'une tonne et de Joint Direct Attack Munition (JDAM), armes de haute technologie, efficaces en tout temps, dirigées par inertie et satellite, capables de frapper une cible avec une marge d'erreur de trois mètres. Des bombardiers B-1 seraient engagés, portant chacun 60 bombes d'un peu plus de 200 kilogrammes et une douzaine de JDAM. Améliorées et assouplies, les procédures de commandement et de contrôle étaient plus réactives. Equipées de nouveaux matériels de vision nocturne et de nouveaux systèmes de communication, les forces terrestres étaient parfaitement préparées à combattre aux côtés d'aéronefs sans pilote, filmant le champ de bataille et les emplacements de l'ennemi. S'entraînant depuis des mois dans le désert, la 3^{ème} division d'infanterie avait optimisé les procédures d'utilisation de l'artillerie et du soutien aérien. Comme exigé par Donald Rumsfeld, les effectifs de cette armée américaine furent moindres mais d'une plus grande efficacité opérationnelle⁴¹⁹.

Au moment de la déclaration de guerre, deux des cinq porte-avions n'avaient pas encore atteint leur position et les troupes au sol n'étaient pas prêtes. La 101^{ème} division aéroportée était en

⁴¹⁹ Wesley K.Clark, op cité, pages 47-50.

cours de déchargement. Ses deux dernières brigades étaient en transit au port et à l'aéroport de Koweït City. Il lui fallait assembler ses hélicoptères, regrouper ses forces et entamer les préparatifs de guerre. Le matériel de la 4^{ième} division d'infanterie était en pleine mer, au fond des cales des bateaux, et la majorité de ses effectifs humains encore au Texas. Basée en Allemagne, la première division blindée n'avait pas entamé son déploiement. La première division de cavalerie était en cours de déploiement au Texas et le 3^{ième} régiment de cavalerie légère stationnait encore aux Etats-Unis. Seul l'équivalent de trois divisions était prêt à se battre, la 3^{ième} division d'infanterie, le corps expéditionnaire des marines et une partie de la 1^{ière} division blindée britannique. Ces unités se trouvaient toutes au sud de l'Iraq. Prévue pour se déployer dans le nord de l'Iraq, la 4^{ième} division d'infanterie était encastrée en Méditerranée, après le refus de la Turquie d'aider à son déploiement. Personne n'imaginant une entrée en guerre sans celle-ci, l'effet de surprise put être total. De son côté, persuadé de l'arrivée de la menace par le nord, Saddam Hussein déploya quatre divisions au nord de Bagdad. Les premières quarante-huit heures de l'opération permirent aux forces spéciales de rejoindre les unités de la CIA, présentes sur le sol iraquien, pour y détruire les communications ennemies, cibler les frappes aériennes et protéger les champs de pétrole, situés à l'est et au sud du pays. Dans la nuit du 19 au 20 mars 2003, 31 équipes des forces spéciales, soit 300 hommes, pénétrèrent en Iraq⁴²⁰. Quelques heures plus tard, la CIA remit à George Bush un renseignement de source humaine mentionnant que Saddam Hussein passerait la nuit dans un bunker à Dora Farms. Saisissant l'opportunité, le président américain retarda les bombardements pour envoyer deux F117 détruire cette cible. Cette attaque effectuée, sans preuve de la mort du dictateur, George Bush déclencha l'opération Iraqi Freedom. A 22h15, il s'adressa à la nation pour annoncer le début des opérations : « Maintenant que le conflit est déclenché, le seul moyen de limiter sa durée est de mettre en œuvre des moyens décisifs [...] Nous défendrons notre liberté, nous apporterons la liberté aux autres et nous vaincrons »⁴²¹. Dès la tombée de la nuit, et jusqu'au petit matin du 20 mars, l'armée anglo-américaine quitta ses points de rassemblement pour rejoindre les positions d'attaques et franchir la frontière. Le plan prévoyait une avancée des troupes américaines vers le nord ouest, pour contourner la vallée de l'Euphrate et s'approcher de Bagdad par le sud-ouest, tandis que les troupes britanniques devaient s'occuper du sud de l'Iraq en faisant effort sur Bassora, avant de faire route vers le nord, pour protéger le flanc droit des Marines. Programmée pour le 21 au soir, l'opération aérienne devait durer quatre jours. Informé de la destruction par les Iraquiens des champs pétrolifères de Rumaïla

⁴²⁰ *Idem*, page 54.

⁴²¹ Bob Woodward, op cité, pages 546-547.

et confronté à des tirs de missiles iraqiens, l'Etat-major militaire décida d'accélérer l'offensive pour sécuriser les champs pétroliers, détruire les rampes de lancement iraqiennes et quitter les zones de regroupement prises pour cible⁴²². Au lieu de commencer le samedi matin, l'attaque au sol fut avancée de vingt quatre heures. Après des tirs de barrages, une vague d'hélicoptères d'attaque cobra détruisit les positions ennemies et les troupes entamèrent leur progression pour déminer et baliser les itinéraires à prendre. Immédiatement après, des frappes aériennes et des tirs de missiles de croisières bombardèrent les alentours de Bagdad, pour détruire toutes les cibles militaires et gouvernementales, et à l'ouest de l'Iraq, 10 000 hommes des forces spéciales détruisirent toutes les installations iraqiennes susceptibles de participer à une attaque contre Israël. A l'aube du 21 mars, composée de 20 000 hommes et de 10 000 véhicules, la 3^{ième} division d'infanterie traversa le désert en direction de Bagdad⁴²³. Les jours suivants, contrairement aux prévisions, la progression des troupes américaines se fit plus lente, en raison de la faiblesse des effectifs et d'une résistance acharnée de certaines unités iraqiennes. Deux hélicoptères américains étaient abattus et leurs pilotes exhibés à la télévision iraquienne. Malgré la débâcle, quelques soldats iraqiens se replièrent dans les zones urbaines pour se battre en petits groupes disséminés, en se terrant dans les caves et les bâtiments. Dès le 26 mars, les bombardements s'intensifièrent et le 31, la bataille de Bagdad s'engagea. Le 4 avril, l'aéroport international était sous contrôle des coalisés et le 5 avril les troupes pénétrèrent dans Bagdad par le sud-ouest. Le 9 avril, les blindés américains arrivèrent sur la place al-Firdaous où la statue de Saddam Hussein fut déboulonnée avec l'aide d'une centaine d'Iraqiens. Bagdad était sous contrôle et les combats circonscrits à quelques foyers de résistance isolés. Ce même jour la ville de Kirkouk tomba, suivie le 11 avril de Mossoul et le 14 avril de Tikrit, dont était originaire Saddam Hussein. En trois semaines de combats, l'aviation américaine largua plus de 15000 bombes et missiles de précisions et 750 missiles de croisière furent tirés. Ces bombardements détruisirent tous les centres de commandement et de contrôle iraqiens, et démoralisèrent les soldats ennemis, isolés et coupés de leur hiérarchie. Fin avril, le régime était tombé

⁴²² Quatre missiles iraqiens ont été tirés en réponse à l'invasion américaine. Deux missiles étaient des CSS-3 « ver à soie » chinois, d'une portée de plus de 160 kilomètres, capables de transporter des armes chimiques ou bactériologiques et interdits par les résolutions de l'ONU. Le premier missile fut lancé le 20 mars en direction de Thunder Road, point de regroupement de la 101^{ième} division aéroportée. Une heure plus tard, un second missile visa le quartier général des forces terrestres de la coalition et un troisième le camp d'Udari. Ces tirs de missiles attestèrent que les hommes de Saddam Hussein étaient renseignés sur les points de regroupement des troupes américaines.

⁴²³ Wesley K.Clark, op cité, page 54.

et Saddam Hussein était introuvable. C'était la fin des combats. La victoire était qualifiée d'exceptionnelle en raison de sa rapidité. Le 1^{er} mai, au large de la Californie, un avion de chasse transportant George Bush apponta sur le porte-avion Abraham Lincoln et dans un discours triomphal, ce dernier annonça la fin des combats et une victoire historique dans la guerre contre le terrorisme, engagée le 11 septembre 2001.

La victoire fut remportée en 25 jours et les pertes humaines de la coalition ne devaient pas dépasser les 150 morts. Du côté iraquien, les pertes s'élevèrent à 5000 morts, 8000 prisonniers et d'innombrables disparus. L'absence d'insurrection populaire contre Saddam Hussein fut le principal échec de la coalition anglo-américaine, avec l'absence de défection de la hiérarchie militaire iraquienne. Les partisans du régime étant plus nombreux que prévu, aucune unité proaméricaine ne put être constituée dans les rangs des prisonniers de guerre⁴²⁴. Plus de 4000 d'entre eux durent rester emprisonnés dans le sud de l'Iraq. A Bagdad, en raison des bombardements, cinq millions de personnes furent privées d'électricité et d'un accès permanent à l'eau potable. Des centaines de blessés attendirent d'être hospitalisés et les hôpitaux furent en pénurie de médicaments.

UNE IMPOSSIBLE PACIFICATION

L'impréparation de l'après-guerre était patente et assumée par le Pentagone. En février 2003, deux de ses membres, Douglas Feith et Marc Grossman évoquèrent devant la commission des relations extérieures du Sénat, un plan à la Mac Arthur confiant pour deux ans au général Tommy Franks la tutelle de l'Iraq. Ils admirent ne pas savoir comment l'industrie pétrolière iraquienne serait remise en état, puis gérée, ni comment ils instaureraient un gouvernement démocratique en Iraq. Douglas Feith affirma : « la manière dont cette transition va se dérouler est obscure pour le moment » et Marc Grossman : « il y a d'énormes incertitudes, le mieux que l'on puisse faire en matière de planification, c'est de développer des concepts ». Interrogés sur le rôle des exilés irakiens, ils affirmèrent que ces derniers ne contrôlèrent pas seuls l'Iraq et que les rentes du pétrole iraquien seraient utilisées pour subvenir aux besoins de la population, même si l'administration Bush n'avait pas décidé sous quelle forme serait exploité le secteur pétrolier. La guerre engagée, Paul Wolfowitz éclaircit sa vision de l'après-guerre : pendant six mois, l'Iraq serait dirigé par un gouvernement américain chargé de mettre en place un « gouvernement intérimaire » iraquien, composé en

⁴²⁴ Michael Mann, op cité, pages 317-326.

majorité d'exilés. Dans le même temps, suivant l'exemple afghan, une assemblée constituante rassemblant la diversité iraquienne serait réunie pour nommer un gouvernement définitif, chargé de préparer les premières élections démocratiques d'Iraq. Paul Wolfowitz assura avoir confiance dans la capacité du peuple iraquien à se prendre en charge. Du côté du Département d'Etat, Colin Powell minimisa le rôle futur des exilés irakiens, et du côté britannique, pugnace, Tony Blair insista pour confier la gestion de l'après guerre à l'ONU. Pour les Etats-Unis, les Nations Unies n'auraient qu'un rôle secondaire, humanitaire et consultatif. L'Iraq occupé, les premiers exilés irakiens débarquèrent pour former un gouvernement intérimaire et l'Autorité américaine s'engagea dans une refonte profonde de la gouvernance du pays. Tous les collaborateurs et personnels de l'administration de Saddam Hussein furent évincés et l'idée d'une démocratie fédérale naquit. Pour le Pentagone, l'évolution de la situation sur le terrain devait favoriser l'émergence d'un leader iraquien, porté par le peuple et capable de représenter la nouvelle vague iraquienne. Opposé de longue date à ce scénario, le Département d'Etat dénonça le rôle des exilés et celui d'Ahmed Chalabi, jugé trop proche de Dick Cheney, de Paul Wolfowitz et de Richard Perle, et dépourvu de toute légitimité. Un responsable du Département américain affirma « On dirait que nous allons faire exactement ce que nous avons promis de ne pas faire : prendre un petit groupe d'ex-Iraquiens, bénéficiant d'une influence restreinte en Iraq et leur demander de former un gouvernement de transition ». George Bush n'ayant dévolu que trois milliards et demi de dollars à l'aide humanitaire et à la reconstruction (pour un coup estimé à 20 milliards de dollars par an et pour cinq ans), Colin Powell insista pour confier à l'ONU la reconstruction du pays. De son côté, Paul Wolfowitz évalua les futurs revenus pétroliers de l'Iraq à 50 voire 100 milliards de dollars, dans les deux ou trois années à venir. Or seule une privatisation du secteur pétrolier pouvait justifier une telle évaluation et le Département d'Etat avait toujours nié l'intention des Etats-Unis de prendre possession du pétrole iraquien. A ce stade, avant même la fin des combats, l'impréparation des projets néoconservateurs d'après guerre ne laissèrent guère de doute à Colin Powell sur la nécessité d'une prise en charge de l'après-guerre par l'ONU⁴²⁵.

Les combats finis, sur le terrain, l'autorité civile américaine était représentée par Jay Gardner, ancien général et ami de Donald Rumsfeld. Membre de l'industrie de l'armement et pro-israélien, Jay Gardner était chargé d'accompagner les Iraquiens sur le chemin de la démocratie et de la paix. Sa légitimité reposa sur sa participation passée à la création d'une région kurde autonome

⁴²⁵ Idem, pages 317-326.

au nord de l'Iraq. Assisté de trois gouverneurs américains, de deux anciens généraux et d'un ambassadeur à la retraite, ce petit groupe (qui ne parlait pas l'arabe) constitua l'ossature du bureau de l'assistance humanitaire et de la reconstruction, composé d'une petite centaine de personnes. Décidé à former rapidement un gouvernement provisoire d'exilés, Jay Gardner tint quelques réunions préparatoires et réunit le 15 avril une soixantaine de délégués de l'opposition iraquienne, à Nassiriyah. Malgré l'absence du principal mouvement d'opposition chiite, ces délégués « iraqiens » adoptèrent une déclaration en treize points proposant la mise en place d'un système fédéral démocratique, la dissolution du parti Baas, le rétablissement de la sécurité et la reconstruction de l'Iraq. Cette déclaration de principe fut sans effet en raison de la confusion et de l'enchaînement des événements de l'après-guerre. S'appuyant sur les exilés iraqiens, sur quelques opposants au régime de Saddam Hussein et sur quelques relais intérieurs, cette approche de l'après-guerre se désagrèga face à la rapidité des événements. Saddam Hussein introuvable et les exilés illégitimes, la population s'ancra dans l'attentisme, refusant de cautionner toute initiative prématurée⁴²⁶. Sans ressources humaines, sans moyens de communication, ni de transport, basé à Koweït City, et subordonné à l'autorité militaire américaine, Jay Gardner était isolé, déconnecté et dans l'impossibilité d'influer sur le cours des événements mettant en péril la réussite de sa mission. Sans mandat onusien, ni réelle autorité, il lui était impossible d'obtenir des puissances alliées l'assistance nécessaire à la reconstruction du pays⁴²⁷. Incapable de restaurer une autorité en mesure de se substituer au système iraquien caduc, un climat d'insécurité général et d'anarchie s'installa en Iraq. L'anarchie succédant aux combats, la mission de Jay Gardner parut dérisoire et secondaire face à l'urgence sécuritaire imposée par les événements. Le maintien de l'ordre devint la priorité absolue. Le pays devait être sécurisé et une solution politique trouvée dans les meilleurs délais. Au début du mois d'avril, les coalisés disposaient de 100 000 soldats en Iraq et la plus grande partie de ces troupes était employée à circonscrire les poches de résistance. Le Pentagone était confronté au pire des scénarios envisagés, un effondrement de l'administration iraquienne, sans pouvoir lui substituer une autorité légitime et sans moyens humains pour maintenir l'ordre. A la mi-mai 2003, le déploiement coalisé à Bagdad était de 30 000 soldats pour une ville de 4 millions et demi d'habitants.

Dès le 7 avril, des actes de pillage et de vandalisme explosèrent dans toutes les grandes villes d'Iraq. Les quartiers résidentiels, les bâtiments administratifs et les palais présidentiels furent pillés. Les hôpitaux furent dévalisés de leurs matériels et de leurs

⁴²⁶ Serge Sur, op cité, page 102.

⁴²⁷ Wesley K.Clark, op cité, page 124.

équipements, et les stocks alimentaires de l'ensemble des organismes humanitaires furent volés, y compris ceux dépendant de l'Autorité civile américaine. Le musée national fut pillé et la bibliothèque nationale saccagée. Pendant plusieurs semaines, des actes de pillages sporadiques explosèrent partout où quelque chose pouvait être volé. En un mois, l'ensemble de l'infrastructure iraquienne fut anéanti au moment même où les besoins de la population se firent de plus en plus criants. Pour masquer son échec, Donald Rumsfeld qualifia les pillages de « désordre » et affirma : « Ces choses là arrivent. La liberté est désordonnée. Et les gens libres sont libres de faire des erreurs et de commettre des crimes ». De leur côté, les 16 et 17 avril, les pays membres de l'Union européenne adoptèrent une déclaration commune appelant à un rôle central des Nations Unies en Iraq. Idem pour les pays du Moyen Orient, le 19 avril, l'Arabie Saoudite, l'Iran, la Jordanie, le Koweït, la Syrie et la Turquie appelèrent les forces d'occupation à quitter l'Iraq le plus rapidement possible pour laisser les Nations Unies composer un nouveau gouvernement. Chargées de maintenir l'ordre, le 30 avril, à Falloudjah, les troupes américaines ouvrirent le feu sur une manifestation et abattirent treize civils. L'armée américaine était débordée et, absente du terrain, l'Autorité civile enlisée dans des projets de reconstruction sans prise avec la réalité. L'occupant incapable d'imposer la paix et l'ordre, une guérilla s'installa dans les régions sunnites et incita certains leaders chiites à s'opposer par la force à l'occupant américain. Aggravant la situation, soutenu par l'Iran et le Hezbollah, le mouvement chiite se morcela entre les anti-Saddam Hussein et les anti-américains. Les violences interethniques et religieuses se multiplièrent et favorisèrent l'émergence d'un nationalisme kurde et d'un mouvement de libération nationale de l'Iraq. Fin mai, l'entité étatique iraquienne était sur le point d'éclater. L'entêtement néoconservateur contre l'ONU avait privé l'Amérique d'un ensemble de moyens et de soutiens s'avérant indispensables pour gagner la paix. Ce rejet de l'Organisation internationale éleva le coût et les risques de la guerre en Iraq et l'administration Bush en paya le prix fort⁴²⁸. Elle s'était illusionnée avec sa propre propagande. La population iraquienne ne s'était pas soulevée, les officiers irakiens n'étaient pas passés à l'ennemi et les exilés ne représentaient rien. Isolé, Jay Gardner ne pouvait pas, seul et sans moyen, compenser cette impréparation. La substitution de Paul Bremer au général Jay Gardner prit acte de cet échec et amorça une nouvelle politique. Sans revenir sur la mise à l'écart de l'ONU, les Etats-Unis demandèrent aux Nations Unies de légiférer pour apporter un cadre légal et légitime aux actions entreprises en Iraq. De nouveau sollicitée (mais toujours écartée), l'ONU adopta de nouvelles résolutions et nomma un représentant

⁴²⁸ Idem, op cité, page 124.

spécial en Iraq. Seules l'aggravation des évènements et la crainte d'un retournement de l'opinion publique américaine conduisirent plus tard l'administration Bush à revenir vers un multilatéralisme de bon aloi et à transférer à l'Organisation internationale la responsabilité de la reconstruction de l'Iraq. En attendant, s'entêtant dans sa politique unilatérale, l'administration Bush obtint de l'ONU qu'elle légifère à son profit.

LE RETOUR DE L'ONU ET DU MULTILATERALISME

A l'occasion du sommet des Açores du 16 mars 2003, dans une déclaration commune, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne s'engagèrent à sauvegarder l'unité territoriale de l'Iraq et la souveraineté du pays. Ils déclarèrent « Nous envisageons un Iraq unifié dont l'intégrité territoriale sera respectée »⁴²⁹. Malheureusement, l'impréparation de l'après-guerre et l'anarchie généralisée rendirent cette perspective impossible. Avec la disparition du régime en place et en l'absence d'une autorité iraquienne de substitution, les forces anglo-américaines avaient procédé à l'annexion pure et simple d'un Iraq menacé de démembrement. La fin des combats n'avait pas été négociée ni avec une autorité iraquienne ni dans le cadre d'un accord pouvant servir de base légale à un transfert de l'autorité à l'armée occupante. Les belligérants se trouvèrent dans une situation de *debellatio* amenant, selon le droit international des conflits armés, la puissance occupante à assumer l'ensemble des compétences et des responsabilités étatiques du territoire occupé. Il ne s'agit pas ici d'une simple occupation militaire limitée face à un Etat préservant son autorité publique et la maîtrise de son territoire. La situation de *debellatio* conduisit les forces américaines à exercer la souveraineté en lieu et place de l'autorité iraquienne destituée. Si elle affirma vouloir libérer l'Iraq et y instaurer un régime démocratique, dans la réalité, l'autorité anglo-américaine exerça les activités publiques de l'Etat, en termes de sécurité et de subsistance de la population. Le contrôle de l'Iraq fut total, unilatéral, et pour une période indéterminée. Sur le plan international, cette situation de *debellatio* eut deux conséquences. Elle ancrâ la guerre iraquienne dans l'illégalité (selon le pacte Briand-Kellogg de 1928, la *debellatio* est illicite) et transféra à l'autorité occupante les obligations incombant à l'Iraq. Ironie de l'Histoire, la coalition anglo-américaine fut contrainte de

⁴²⁹ Déclaration commune lors du sommet de l'Atlantique « Une vision pour l'Iraq et pour le peuple iraquien », 16 mars 2003.

s'assujettir aux obligations qu'elle avait elle-même imposées à l'Iraq. L'urgence sanitaire lui dicta, le 28 mars 2003, de demander la réactivation du programme « pétrole contre nourriture » (levé au début de la guerre) parce que celui-ci permettait de subvenir aux besoins alimentaires de 60% de la population... Le secteur pétrolier de nouveau sous contrôle onusien, les Etats-Unis ne purent plus escompter financer la reconstruction du pays à partir des fonds générés par le pétrole. Ne pouvant pas ignorer les restrictions internationales imposées par le programme « pétrole contre nourriture » et incompétente pour les annuler, la coalition fut contrainte de faire appel au Conseil de Sécurité pour les assouplir⁴³⁰. La Grande-Bretagne toujours en quête d'une intervention onusienne, le 8 avril, Tony Blair obtint de George Bush une déclaration audacieuse offrant à l'ONU un rôle vital dans l'après-guerre. Cette étape franchie, Colin Powell organisa le retour américain sur la scène onusienne et obtint l'adoption de la résolution 1483 du 22 mai 2003, reconnaissant l'autorité américaine et levant le programme « pétrole contre nourriture ». En échange de quoi, l'Amérique concéda sur le papier un rôle non négligeable à l'ONU. Après une résolution 1441 ambiguë, l'ONU adopta une résolution 1483 jugée virtuelle et une nouvelle fois favorable aux Etats-Unis. Fondée ou non, cette interprétation porta gravement préjudice à l'Organisation internationale. Du côté de l'Iraq, si la résolution 1483 facilitait la marge de manœuvre américaine, l'enchaînement des événements enlisa l'administration Bush dans ce que les médias commencèrent à qualifier de « borbier iraquien ». Loin de se résigner, les néoconservateurs refusèrent toujours toute approche multilatérale tandis que Colin Powell s'évertuait à négocier de nouvelles résolutions à l'impact limité. L'esprit de solidarité du Conseil de Sécurité conduisit les Etats à voter les résolutions pour ensuite s'y soustraire. Loin d'avoir pris fin, la guerre d'Iraq tourna au fil des semaines au profit de la rébellion. A la fin de l'année 2003, 50% de la population américaine était convaincue de l'exagération de la menace iraquienne par George Bush. Au fil des mois, aucune arme de destruction massive n'ayant été trouvée, l'opinion américaine se désolidarisa de l'administration Bush. L'échéance présidentielle approchant, pour capitaliser politiquement la guerre et retourner la situation, la seule solution fut d'abandonner la vision néoconservatrice pour s'engager dans un multilatéralisme, imposé par les événements et les nouveaux acteurs iraqiens.

⁴³⁰ Serge Sur, op cité, pages 95/96.

L'INDISPENSABLE RESOLUTION 1483

Fortement opposée à l'Organisation internationale, la déclaration de guerre et le passage à l'acte n'apaisèrent pas les critiques de l'administration Bush à l'égard des Nations Unies. A quelques heures de l'invasion de l'Iraq, Dick Cheney critiqua violemment l'ONU en déclarant : « Les Nations Unies ont été incapables de traiter la menace que représente Saddam Hussein, incapables de faire respecter leurs propres résolutions, et incapable de faire face aux nouveaux défis du 21^{ème} siècle que sont les Etats voyous détenteur d'armes de destruction massive ». Quand à Richard Perle, il écrivit : « Le règne de la terreur de Saddam Hussein est sur le point prendre fin, il va tomber rapidement, mais pas seul, il fera tomber avec lui les Nations Unies »⁴³¹. L'ensemble de la presse américaine, le Weekly Standard, le New York Post, Fox News et de façon générale l'ensemble des médias de Rupert Murdoch s'acharna à diffuser une image négative des Nations Unies. Le 5 avril 2003, tout en refusant de faire tout commentaire sur le rôle des Nations Unies en Iraq, Condoleezza Rice précisa que les Etats-Unis n'avaient pas de position arrêtée sur le sujet. La libération de l'Iraq était en cours. Il fallait savoir d'abord de quoi ce pays avait besoin. Elle conclut en affirmant : « Nous avons un rôle leader, nous avons donné nos vies et notre sang pour libérer l'Iraq ». De son côté, laissant perplexes les observateurs, Kofi Annan nomma Ahmed Raffendi, conseiller spécial pour l'Iraq et appela à un rôle significatif de l'Organisation internationale dans ce pays⁴³².

En réalité, la Grande-Bretagne était décidée à obtenir de son allié une plus grande participation des Nations Unies à la reconstruction de l'Iraq. Le 7 avril, accompagné de Colin Powell et de Condoleezza Rice, George Bush se déplaça en Irlande, à Hillsborough, où Tony Blair lui exposa ses attentes. Dès son arrivée, pour satisfaire son hôte, George Bush déclara « dans l'Iraq de l'après-Saddam, il ne fait aucun doute que l'ONU devra tenir un rôle et que de cette façon, elle pourra, elle commencera à retrouver ses jambes, les jambes de la responsabilité ». Cette déclaration ne suffisant pas à satisfaire Tony Blair, dans la journée, celui-ci invita le président américain à une promenade en tête-à-tête, dans les allées du jardin. A cette occasion, Tony Blair expliqua à George Bush la nécessité de souligner un rôle de l'ONU qui ne soit pas important mais vital. Dans l'euphorie des succès en Iraq, George Bush accepta cette évocation d'un « rôle vital de l'ONU ». Si l'optimisme gagna les rangs de la diplomatie britannique, les diplomates américains restèrent quant à eux

⁴³¹ Richard Perle, « Thank God for the dead of the United Nations - Its abject failure gave us only anarchy. The world needs order », The Guardian, 21 mars 2003.

⁴³² Heraldo Munos, op cité, pages 80-81.

réticents et partagés sur cette expression. Le lendemain matin, à l'issue de la réunion de travail, une nouvelle fois, Tony Blair s'entretint plusieurs minutes en tête-à-tête avec George Bush pour le convaincre. S'il avait échoué à obtenir une seconde résolution du Conseil de Sécurité, le premier ministre britannique était déterminé à influencer sur l'après-guerre. Il espérait prouver aux Européens et à la France, l'intelligence de sa diplomatie et obtenir une participation essentielle de l'ONU à la reconstruction de l'Iraq, après que la Grande-Bretagne ait libéré le pays de Saddam Hussein. Après cette seconde discussion privée, les deux leaders de la coalition entrèrent en scène pour leur conférence commune. De réels doutes subsistèrent dans la partie britannique quant à la volonté du président américain de s'en tenir à la formulation proposée. A quelques secondes de son intervention, survolant le communiqué conjoint, George Bush exprima de nouvelles interrogations sur l'importance de cette déclaration commune. Pourtant, la conférence de presse finie, l'euphorie gagna la partie britannique⁴³³. Comme souhaité, George Bush mentionna le rôle vital de l'ONU dans la reconstruction de l'Iraq et accueillit avec satisfaction la nomination d'un conseiller spécial de l'ONU, pour travailler avec le peuple iraquien et les membres de la coalition. Interrogé par un journaliste, il affirma : « ce rôle humanitaire pourrait consister à aider les iraqiens à vivre librement, en apportant de la nourriture, des médecins, de l'assistance et en formant les personnels pour faciliter la création d'une autorité iraquienne intérimaire, c'est-à-dire faire partie du processus en marche en Iraq »⁴³⁴. Du côté de Condoleezza Rice, ce fut la consternation. Le président américain avait évoqué à huit reprises le rôle vital de l'ONU. Cette déclaration étant en contradiction avec les intentions américaines, Condoleezza Rice téléphona au Pentagone pour rapporter les mots du président et demander à Donald Rumsfeld d'adopter le même langage⁴³⁵. Les jours suivants, la presse britannique interpréta les propos du président américain comme une volonté de son administration de réduire les Nations Unies à une simple agence d'aide humanitaire. L'ONU participerait à quelques efforts de reconstruction mais personne ne proposa qu'elle participe à l'administration du pays⁴³⁶. Pendant ce temps, à Washington, Colin Powell profita de l'avancée du 8 avril pour négocier avec Kofi Annan les termes d'une nouvelle résolution du Conseil de Sécurité. En ce mois d'avril 2003, un sondage attestait que 50% de l'opinion américaine était favorable à une participation importante des Nations Unies en Iraq⁴³⁷. Pourtant les média américains se

⁴³³ Peter Stothard, op cité, pages 107 et 293-303.

⁴³⁴ Heraldo Munos, op cité, page 81.

⁴³⁵ Peter Stothard, op cité, pages 303-306.

⁴³⁶ Heraldo Munos, op cité, page 82.

⁴³⁷ « Views on Bush and the War », Los Angeles Times, 5 avril 2003.

montrèrent très critiques sur les négociations en cours. Le *New York Daily* écrivit « les Nations Unies doivent se réveiller, Saddam Hussein n'est plus au pouvoir malgré les intentions de ses amis du Conseil de Sécurité. Si les Nations Unies veulent prouver qu'elles ne sont pas hors jeu, elles feraient mieux de se joindre au processus en cours. C'est extrêmement élégant de la part des diplomates américains de leur offrir une place dans l'après guerre en Iraq, George Bush et la coalition ont dû y aller et faire le travail sans elles »⁴³⁸. Ces critiques exprimaient l'incertitude américaine quant à la réaction du Conseil de Sécurité et cherchaient à contraindre les Etats membres à voter une résolution répondant aux attentes américaines. Du côté des partisans de la paix, les 11 et 12 avril, la France, l'Allemagne et la Russie se réunirent à Saint-Petersbourg pour discuter de l'après-guerre. Les trois chefs d'Etat s'opposèrent à une tutelle des Etats-Unis sur l'Iraq et revendiquèrent la légitimité et le « rôle central » de l'ONU. Aucune déclaration commune ne fut pourtant prononcée à l'issue du sommet. De toute évidence les trois leaders politiques voulaient apaiser les tensions avec Washington, Vladimir Poutine évoquant même la nécessité d'une coopération dans la zone euro-atlantique. Trois jours plus tard, le Chancelier allemand Gerhard Schroeder rencontra Tony Blair à Hanovre pour discuter de l'après-guerre. Les deux hommes s'entendirent sur la nécessité d'offrir à l'ONU un « rôle-clé » dans la reconstruction de l'Iraq et réaffirmèrent le besoin de renouer les relations transatlantiques mises à mal par la crise iraquienne. Les 16 et 17 avril, réunis à Athènes pour signer l'adhésion des dix nouveaux Etats membres, les quinze membres de l'Union européenne décidèrent en marge du Conseil européen d'adopter une déclaration commune sur l'après-guerre en Iraq, dans laquelle ils réaffirmèrent que les Nations Unies devaient jouer un rôle central dans la coordination de l'aide humanitaire et dans la mise en place d'un gouvernement iraquien autonome. En gage de bonne volonté, ils reconnurent la gestion actuelle de l'Iraq par les forces anglo-américaines et soulignèrent la responsabilité de celles-ci dans la sécurisation de la situation. Si elle était divisée sur l'intervention militaire en Iraq, l'Europe s'accorda sur la nécessité de placer l'ONU au cœur de la reconstruction de l'Iraq. Quelques jours plus tard, pour attester de ses bonnes disponibilités et de l'impossibilité pour les coalisés d'échapper à son pouvoir légiférant, le Conseil de Sécurité vota la prolongation pour quelques mois du « programme pétrole contre nourriture ». Cette résolution 1476 du 24 avril atténua les sanctions internationales contre l'Iraq, sans les lever, comme le réclamèrent les Etats-Unis. Elle était un arrangement provisoire entre les parties, permettant de faire fonctionner le programme onusien pour subvenir aux besoins de la population. Ces avancées

⁴³⁸ « The UN musn't obstruct New Iraq », *The New York Daily*, 4 septembre 2003.

encouragèrent le Département d'Etat à déposer, le 5 mai 2003, un nouveau projet de résolution au Conseil de Sécurité. Ce projet prévit de faire reconnaître par l'ONU une autorité iraquienne intérimaire, de lever les sanctions onusiennes et d'interrompre progressivement le programme « pétrole contre nourriture ». L'administration Bush entendit légaliser la présence américaine en Iraq (pour au moins une année) et obtenir la nomination d'un coordinateur spécial. Dès le dépôt de la résolution, le Conseil de Sécurité souleva le problème de la convention de Genève et proposa d'évoquer la responsabilité américaine comme « pouvoir occupant », dont la responsabilité était régie par la convention de Genève. Le Conseil de Sécurité n'entendait pas légitimer a posteriori l'intervention militaire en Iraq, comme cela fut le cas dans le précédent du Kosovo. A la surprise générale, l'ambassadeur américain, John Negroponte, accepta sans sourciller cette demande. Le 10 mai, Colin Powell s'envola pour une tournée au Moyen Orient et en Europe où il rencontra Vladimir Poutine en Russie et Gerhard Schroeder en Allemagne. De son côté et au même moment, après la concession américaine et ces signaux de bonne volonté, la France encouragea le Conseil de Sécurité à voter rapidement une résolution sur l'Iraq. Déclarant ne pas vouloir faire usage de son droit de veto, le président, Jacques Chirac, insista pour qu'un rôle important soit dévolu aux Nations Unies. Deux jours plus tard, les ministres des Affaires Etrangères français, russe et allemand se réunirent à Paris et approuvèrent toute nouvelle résolution qui abolit les sanctions précédentes, en dépit des velléités américaines de n'offrir qu'une participation limitée de l'ONU à la reconstruction iraquienne. Dominique de Villepin déclara : « Même si les textes ne vont pas aussi loin que l'on souhaiterait, nous avons décidé de voter cette résolution ». Le 22 mai 2003, le Conseil de Sécurité adopta la résolution 1483 avec 14 votes favorables et une abstention (la Syrie)⁴³⁹. Cette étape fut particulièrement importante. Si les néoconservateurs réussirent à écarter l'ONU du dossier iraquien, l'enjeu de la négociation fut pour l'ensemble des partisans du système international de corriger cet échec en replaçant l'ONU sur l'échiquier iraquien, à défaut d'en occuper le centre. Quelques semaines après la fin des opérations militaires, en acceptant de substituer la résolution 1483 à l'ensemble des résolutions précédentes, Tony Blair, Colin Powell et les partisans de la paix remportèrent leur première victoire contre les néoconservateurs. Cette victoire était pourtant mince et n'avait été obtenue qu'au prix d'importantes concessions. La résolution 1483 enregistra tacitement la situation, sans prendre de position juridique sur la légalité des comportements. Elle prit acte de la demande adressée par les Etats-Unis, la Grande Bretagne et l'Irlande du nord, à son Secrétaire Général, le 8 mai 2003, et

⁴³⁹ Heraldo Munos, op cité, pages 85-86.

reconnut les pouvoirs, responsabilités et obligations spécifiques de ces Etats en tant que puissances occupantes agissant sous un commandement unifié. Elle reconnut et consacra l'autorité constituée par les puissances occupantes. En d'autres termes, l'autorité en Iraq devint légalement exercée par deux ressortissants américains, le civil Paul Bremer et le général Tommy Franks, sans qu'ils aient à répondre de leurs actes devant le Conseil de Sécurité. Dernière concession, la résolution abolit les sanctions précédentes, et suspendit le programme « pétrole contre nourriture » pour six mois, transférant les pouvoirs et les moyens financiers qu'il impliquait à la nouvelle autorité iraquienne, par le biais de la création d'un fonds de développement de l'Iraq et sous couvert d'un droit de regard symbolique du Secrétaire Général de l'ONU⁴⁴⁰. Si la résolution 1483 n'avait pas validé rétrospectivement le recours à la force ni fait endosser celui-ci par les Nations Unies, elle avalisa au profit des Etats-Unis une maîtrise complète de l'Iraq, pour une durée indéterminée. Ceci sous-entendait a contrario que le rôle de l'ONU en Iraq serait tout à fait mineur même si, selon la résolution, il ne se limita pas aux tâches humanitaires, comme le souhaitaient les néoconservateurs. Les contreparties obtenues par le Conseil de Sécurité furent nombreuses mais virtuelles. La résolution 1483 stipula : « Les Nations Unies doivent jouer un rôle vital dans le domaine humanitaire, la reconstruction de l'Iraq et la restauration et l'établissement des institutions nationales et locales du gouvernement iraquien ». Elle demanda au Secrétaire Général de nommer un Représentant Spécial pour l'Iraq, afin d'organiser la coordination des activités des Nations Unies et des différentes agences internationales engagées dans l'assistance humanitaire et dans la reconstruction de l'Iraq. Le Représentant Spécial fut appelé à « faire régulièrement rapport au Conseil » sur ses activités. Selon les paragraphes 8 et 9, il dut mener ses activités en coordination et en collaboration avec l'Autorité américaine, pour contribuer « au rétablissement des institutions nationales et locales ou à la création de telles institutions [...] en travaillant ensemble à l'instauration d'un processus débouchant sur la mise en place d'un gouvernement iraquien représentatif, reconnu par la communauté internationale, [...] à la promotion

⁴⁴⁰ Serge Sur, op cité, pages 97-100. Placé sous l'égide de la banque centrale iraquienne, le fond pour le développement de l'Iraq était chargé de gérer les revenus tirés des exportations pétrolières du pays jusqu'à l'entrée en fonction du nouveau gouvernement. Pour ce qui est du droit de regard de Kofi Annan le texte stipule : « Prie également le Secrétaire Général de continuer, en coordination avec l'Autorité, à exercer les responsabilités qui lui ont été confiées par le Conseil de Sécurité en vertu de ses résolutions 1472 du 28 mars 2003 et 1476 du 24 avril 2003, pendant une période de six mois suivant l'adoption de la présente résolution et, au cours de cette période, de mettre fin suivant les modalités les plus économiques aux opérations actuelles du programme « pétrole contre nourriture » au siège et sur le terrain, en remettant la responsabilité de l'administration des activités restantes du programme à l'Autorité ».

des droits de l'homme et à la réforme juridique et judiciaire ». La résolution 1483 permit au Représentant Spécial de contribuer « à la formation par le peuple iraquien, d'une autorité provisoire dirigée par des Iraquiens, qui servira d'administration transitoire » jusqu'à la mise en place d'un gouvernement représentatif. La résolution adressa aussi plusieurs demandes à l'Autorité américaine. Dans son paragraphe 4, elle lui demanda de s'employer à promouvoir le bien-être de la population, par une administration efficace, en rétablissant la sécurité et la stabilité et en créant les conditions d'une libre détermination de son avenir politique par le peuple iraquien. Elle demanda que le fond de développement de l'Iraq, maîtrisé par l'Autorité provisoire de la coalition, soit utilisé dans « la transparence » à des fins correspondant aux intérêts du peuple iraquien, en matière d'aide humanitaire, de reconstruction, d'administration civile et de désarmement. La coalition anglo-américaine fut appelée par le paragraphe 24 à informer régulièrement le Conseil de Sécurité des efforts entrepris et un terme de douze mois lui fut accordé par le paragraphe 25, avant que le Conseil n'examine les résultats escomptés. En fixant ce délai, le Conseil de Sécurité s'assura du maintien de ses prérogatives dans les mois à venir. En matière de désarmement, la résolution 1483 réaffirma l'autorité de l'ONU et imposa à l'Iraq d'honorer ses obligations de désarmement (paragraphe 1). La COCOVINU et l'AIEA préservèrent leurs missions et leurs prérogatives, et les Etats-Unis et la Grande-Bretagne furent nominativement appelés à informer le Conseil de leur avancée en la matière. Le désarmement ayant servi de prétexte à la guerre, l'ONU donna responsabilité à ces deux Etats de répondre de cette obligation, sans qu'ils puissent se décharger sur l'Autorité iraquienne⁴⁴¹.

De toute évidence, la résolution 1483 offrit de réels moyens au représentant spécial de l'ONU et repositionna l'Organisation internationale sur l'échiquier iraquien. La faible résonance de cette avancée majeure était due à l'inégalité des rapports de force entre l'Autorité américaine, reconnue, renforcée et adoubée par la résolution 1483 et la faible marge de manœuvre du Représentant Spécial de l'ONU, dont le rôle n'était toujours pas central. Cette inégalité conféra une certaine virtualité aux pouvoirs du Représentant Spécial alors que la résolution offrit aux forces anglo-américaines le contrôle total de l'Iraq. L'erreur du Conseil de Sécurité fut d'instituer sur le papier deux autorités, aux pouvoirs inégaux dans les faits. S'appuyant sur la force militaire, l'Autorité anglo-américaine détenait les clés de la reconstruction de l'Iraq et le Représentant Spécial de l'ONU la possibilité d'agir si la première faisait défaut. Avec la résolution 1483, le Conseil de Sécurité sauvegarda ses compétences juridiques sur l'Iraq et créa

⁴⁴¹ Idem, op cité, pages 104.

une capacité opérationnelle de réserve, dont l'usage fut subordonné à la bonne volonté de l'Autorité, voire à ses résultats. Reconnue par l'ONU et libérée des contraintes internationales qui pesaient sur l'Iraq, la nouvelle Autorité disposa des moyens nécessaires à la reconstruction du pays. De ses résultats seuls dépendrait le niveau futur d'implication de l'ONU et de son Représentant Spécial, à moins d'une initiative iraquienne sollicitant sa plus grande participation. Comme la résolution 1441 en son temps, cette nouvelle résolution 1483 ne donna pas entière satisfaction aux partisans du multilatéralisme. Elle était une victoire remportée sur les néoconservateurs mais en aucun cas une solution internationale adaptée à la situation. Pour de nombreux observateurs, en s'abstenant de critiquer les circonstances ayant conduit à l'occupation, la résolution 1483 engagea l'ONU dans un processus de reconnaissance ex post facto de l'occupation iraquienne⁴⁴². Les partisans du multilatéralisme obtinrent le retour de l'ONU en Iraq, en échange de la levée des sanctions onusiennes, souhaitées par l'administration Bush. Au lieu de placer l'Iraq sous une administration internationale (comme cela avait été le cas au Timor et au Kosovo), la résolution 1483 entérina la prise de contrôle de l'Iraq par la puissance occupante⁴⁴³. L'ONU était de retour sur la scène iraquienne mais la situation sur le terrain et les réticences américaines conduisirent la France à afficher un optimisme modéré. Le 24 mai 2003, soutenu par les Etats-Unis en raison de son expérience au Timor-Oriental, Sergio Vieira de Mello fut nommé Représentant Spécial de l'ONU en Iraq⁴⁴⁴. Malgré ce retour en Iraq, l'Organisation internationale était confrontée à l'incompréhension de l'opinion publique internationale (incapable d'appréhender l'avancée politique de la résolution 1483) et à la surenchère anglo-américaine vantant le rôle vital de l'ONU (en réalité cantonnée à un rôle mineur et secondaire). Après avoir résisté aux pressions américaines et refusé une seconde résolution, le Conseil de Sécurité apparut s'être ravisé pour seconder l'occupant américain.

⁴⁴² Francesca De Vittor et Massimo Iovane, « La doctrine européenne et l'intervention en Iraq », Annuaire Français de Droit International, XLIX -2003 - CNRS Edition, Paris, page 26, voir www.persee.fr. Concernant la reconnaissance ex post facto qu'aurait effectué la résolution 1483, une partie de la doctrine européenne ne partageait pas ce point de vue. Pour elle, le Conseil de Sécurité n'avait pas les moyens légaux dans le cas iraquien d'autoriser l'utilisation de la force. Dès lors, la violation commise par les coalisés ne pouvait pas être légalisée par une résolution émanant d'un organe qui ne pouvait pas légalement l'autoriser. Par ailleurs, l'autorisation faite au Conseil de Sécurité de pouvoir utiliser la force est une délégation des Etats de leur pouvoir de coercition, ce qui sous-entend que cette délégation ne peut être faite ex ante facto. Voir Mauricio Arcari, « L'intervention contre l'Iraq et la question de l'autorisation du Conseil de sécurité », Annuaire de Derecho Internacional, 2003, pages 8 et 37.

⁴⁴³ Rafâa Ben Achour, « L'ONU et l'Iraq II », Actualité et Droit International, voir www.ridi.org/adi/articles/2003/200311bac

⁴⁴⁴ Heraldo Munos, op cité, page 86.

UNE DOCILITE REPROUVEE DU CONSEIL DE SECURITE

Ancien collaborateur de Kissinger et dépourvu de toute expérience du monde arabe, Paul Bremer fut choisi par le Pentagone et le Département d'Etat, pour diriger l'Autorité Provisoire de la Coalition. Le 6 mai 2003, il arriva en Iraq avec une feuille de route dictée par le Pentagone et formalisée dans un document intitulé « Principles for Iraq Policy Guidelines ». Selon ce document, il devait créer un nouveau gouvernement composé essentiellement d'exilés iraqiens, excluant toutes personnalités de l'ancien régime. Issu de l'élite de la société civile iraquienne (expatriée aux Etats-Unis), un grand nombre de ces exilés fut sélectionné par Paul Wolfowitz en personne. Sous l'autorité directe de Donald Rumsfeld, Paul Bremer recruta des idéologues du secteur privé, déterminés à changer l'Iraq selon la conception néoconservatrice. Dans le même temps, à Washington, la fille de Dick Cheney prit en charge la conduite de la reconstruction politique et économique de l'Iraq. Paul Bremer promit le démantèlement des sociétés publiques iraqiennes, leur privatisation et une législation encourageant les investissements étrangers⁴⁴⁵. Dans les faits cependant, la situation sur le terrain imposa de différer pour un temps la formation d'un « gouvernement iraquien », pour se concentrer sur la reconstruction de l'administration. Fin mai, Paul Bremer annonça le démantèlement de l'armée iraquienne et la « débaasification » de l'administration. Plus de 400 000 soldats furent renvoyés chez eux sans solde, du jour au lendemain, ainsi que des milliers de fonctionnaires. Ces mesures étaient la conséquence directe de la propagande néoconservatrice, faisant l'amalgame entre le parti Bass et le parti nazi de l'Allemagne de 1945. Cette purge de l'administration contraignit plus de 14 000 enseignants du secondaire et 1800 professeurs d'université à quitter leur emploi, sans que ces départs soient suppléés. La nuit tombée, cette population grossit les rangs des mécontents et de la rébellion. Envoyé spécial de l'ONU, Lakhdar Brahimi affirma un an plus tard « des milliers et des milliers d'instituteurs, de professeurs, de médecins, de personnels hospitaliers ou d'ingénieurs ont été renvoyés dans le cadre d'un processus de « débaasification » alors qu'on avait grandement besoin d'eux. Tous les membres de la classe moyenne iraquienne et de la fonction publique ont été renvoyés. Le vide créé par cette mise en quarantaine était rempli par les religieux »⁴⁴⁶. Ces mesures privèrent dans le même temps la coalition occupante de collaborateurs expérimentés en mesure de maintenir la sécurité et le maintien de l'ordre. A partir de juin, la multiplication des

⁴⁴⁵ *Idem*, op cité, pages 83-86.

⁴⁴⁶ Alain Frachon et Daniel Vernet, op cité, page 192.

attaques contre les forces d'occupation témoigna de l'enracinement d'une guérilla en Iraq. Une rébellion s'était constituée autour d'un noyau dur de baasistes sunnites et de combattants djihadistes étrangers, auxquels s'agglomérèrent les radicaux chiïtes de Moqtada al Sadr et le mouvement Ansar al-Islam. Selon les estimations américaines, cette rébellion s'éleva à 5000 voir 9000 combattants. A la mi-juin, le général américain John Abizaid informa officiellement le Département de la Défense que les forces coalisées étaient confrontées à des actions organisées et meurtrières relevant d'une guérilla⁴⁴⁷. Les 9 et 15 juin, les forces coalisées engagèrent au nord de Bagdad l'opération « Péninsule » et l'opération « Scorpion du désert » à l'ouest et au nord-ouest. Le 29 juin, pour tenter de neutraliser les derniers partisans de Saddam Hussein, elles menèrent l'opération « Crotale du désert ». Les attentats terroristes furent quotidiens et les batailles rangées se multiplièrent à Falloujah contre les sunnites, mais aussi à Nadjaf et Kerbala contre les chiïtes. L'armée américaine enregistra des pertes importantes et peu habitués à ce type de combat, les soldats adoptèrent des mesures expéditives de forces d'occupation en zone hostile (fouille des demeures, contrôle permanent de la population et démonstration de force en zone civile). Décidée à éradiquer cette rébellion, l'armée se livra à la torture des prisonniers pour recueillir du renseignement⁴⁴⁸. L'insécurité s'aggravant, George Bush autorisa Colin Powell à accroître ses initiatives onusiennes en faveur d'une reconnaissance internationale d'une future autorité iraquienne, tandis que sur le terrain, Paul Bremer apparut de plus en plus réticent à vouloir créer cette autorité⁴⁴⁹. Finalement, le 13 juillet 2003, un Conseil de Gouvernement Iraquien fut constitué et en mesure de s'apparenter pour la première fois, à l'administration intérimaire iraquienne voulue par la résolution 1483. Constitué de 35 membres, respectivement chiïtes, sunnites, kurdes, chrétiens et turkmènes, ce Conseil de Gouvernement était composé essentiellement d'exilés irakiens. Ses membres étaient des leaders politiques, religieux, et des hommes d'affaires, vivant tous en dehors de l'Iraq depuis des décennies. Chargé d'établir un programme de relance économique, de restaurer la paix, de préparer une constitution et des élections, le Conseil de Gouvernement resta assujetti à Paul Bremer qui disposa d'un droit de veto sur toutes les décisions. Le 29 juin, le Conseil adopta une présidence tournante de neuf membres (cinq chiïtes, deux sunnites et deux kurdes), chacun des membres devant assurer la présidence pour un mois.

A Washington, il devint de plus en plus difficile pour l'administration Bush de communiquer sur la situation en Iraq.

⁴⁴⁷ Heraldo Munos, op cité, page 88.

⁴⁴⁸ Alain Frachon et Daniel Vernet, op cité, page 184.

⁴⁴⁹ Heraldo Munos, op cité, page 93.

La guerre ayant été vendue comme une urgence et une nécessité impérieuse, l'opinion publique américaine et les médias étaient de plus en plus sceptiques face aux pertes humaines, à l'enlisement politico-militaire et à l'absence de découverte d'armes de destruction massive. A la fin du mois de juillet 2003, les sondages montrèrent une chute du soutien populaire à l'action du président. De 73% en avril, il était tombé à 56% en juillet, et la désapprobation à l'action présidentielle était passée de 23% à 38%. Le coût humain et financier de la guerre devint une réelle préoccupation. L'opinion américaine était sur le point d'abandonner le soutien à la guerre alors que l'administration Bush avait joué sa crédibilité sur celle-ci⁴⁵⁰. De son côté, le Congrès était préoccupé par le coût de la guerre contre le terrorisme (87 milliards pour l'Iraq et 67 milliards pour l'Afghanistan) et par les difficultés à imposer la paix. A partir de la mi-juillet, l'ONU bruissa de rumeurs sur un retour des Etats-Unis devant le Conseil de Sécurité, pour faire adopter une nouvelle résolution encourageant la communauté internationale à envoyer des troupes en Iraq. Réticents à cette idée, sans y être opposés, les membres du Conseil de Sécurité entendirent en tirer parti pour essayer d'imposer une nouvelle fois les Nations Unies dans un rôle central. De son côté, les néoconservateurs interprétèrent ces exigences des membres du Conseil de Sécurité comme une volonté de les priver d'une victoire en Iraq. Ils n'entendaient pas autoriser à Kofi Annan le moindre droit de regard sur leurs agissements, ni donner l'impression de céder devant une Organisation qu'ils abhorraient. Malgré les difficultés, Dick Cheney et Donald Rumsfeld n'abandonnèrent pas l'unilatéralisme qui les avait conduits en Iraq. Ils continuèrent à évoquer une guerre universelle contre le terrorisme (dont le pivot était la guerre en Iraq) et la nécessité d'un objectif de victoire totale. Les démarches de Colin Powell auprès de l'ONU étaient destinées à inciter les nations à se joindre à leur combat, sans qu'il soit question de perdre la moindre parcelle d'autorité sur la conduite de la guerre et de l'occupation⁴⁵¹.

Sur le terrain, le Représentant Spécial de l'ONU, Sergio Vieira di Mello multiplia les rencontres avec le Conseil de Gouvernement pour le seconder et l'aider, au risque de provoquer une reconnaissance implicite de celui-ci. Malgré cette crainte, s'appuyant sur l'article 39 de la Charte qui autorise le Conseil de Sécurité à entendre toute personne susceptible d'apporter des informations significatives, Sergio Vieira di Mello obtint que le Représentant du Conseil de Gouvernement iraquien se déplace à New York, pour y être entendu par le Conseil de Sécurité. Cette rencontre eut lieu le 22 juillet 2003. Ce jour-là, déposant son premier rapport devant les membres du Conseil de Sécurité

⁴⁵⁰ Scott McClellan, op cité, page 196.

⁴⁵¹ Stanley Hoffman, op cité, pages 119-122.

(réunis en session ouverte), Sergio Vieira di Mello vanta le rôle consultatif de la nouvelle autorité iraquienne et l'attente de celle-ci quant à une plus grande participation de l'ONU dans la stabilisation et la reconstruction de l'Iraq. Selon lui, la création du Conseil de Gouvernement iraquien était une étape importante dans la normalisation des institutions du pays. Pour finir, il annonça la nomination prochaine de ministres et de représentants iraqiens, auprès des Organisations internationales et des pays du Moyen Orient, sans oublier d'évoquer la nécessité d'une coopération internationale pour le développement de l'Iraq. Prenant ensuite la parole, le Représentant du Conseil de Gouvernement iraquien, Adnan Pachachi souligna les difficiles conditions de vie de la population iraquienne et l'insécurité permanente. Dans l'objectif de réduire la durée de l'occupation militaire, il évoqua les travaux du Conseil de Gouvernement iraquien pour rédiger une nouvelle Constitution et organiser la vie politique iraquienne. Ces interventions faites, selon les attentes de Colin Powell, quelques jours plus tard, les membres du Conseil de Sécurité approuvèrent la création du Conseil de Gouvernement de l'Iraq et attribuèrent à l'ONU une nouvelle mission en Iraq⁴⁵². La résolution 1500 fut votée par 14 voix pour, et une abstention (la Syrie), le 14 août 2003. Dans son préambule, elle qualifia de « crucial » le rôle de l'ONU, au lieu de « vital » comme demandé par les Etats-Unis et, sans explicitement le reconnaître, dans son paragraphe un, le Conseil de Sécurité se félicita « de l'établissement, le 13 juillet 2003, du Conseil de Gouvernement de l'Iraq, largement représentatif, qui marque une étape importante vers la formation par le peuple iraquien d'un gouvernement représentatif internationalement reconnu qui exercera la souveraineté de l'Iraq ». Dans le paragraphe deux, le Conseil de Sécurité décida « pour aider le Secrétaire Général à s'acquitter du mandat que lui assigne la résolution 1483, d'établir, pour une période de douze mois, la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, avec la structure et les responsabilités énoncées dans son rapport du 15 juillet 2003 ». Avec un effectif de plus de 300 personnes, cette mission onusienne devait assurer les tâches de coordination humanitaire et de conseil politique. Cette mission marqua le retour réel et concret de l'ONU en Iraq, obtenu en échange d'une « reconnaissance tacite » du Conseil de Gouvernement iraquien. Malheureusement, à l'incompréhension de la résolution 1483 s'ajouta une résolution 1500 reconnaissant une autorité composée d'exilés iraqiens (jugée à Bagdad illégitime, sous contrôle et aux ordres de l'autorité occupante) et organisant l'assistance de l'ONU à une intervention militaire illégale. Sans le vouloir, cette nouvelle résolution fit glisser le Conseil de Sécurité

⁴⁵² Rafâa Ben Achour, op cité.

du côté de la force occupante et réduit l'ONU à une simple chambre d'enregistrement des exigences américaines.

Sur le terrain, la situation empira. Le 7 août, l'ambassade jordanienne subit une attaque terroriste à la voiture piégée faisant 17 morts et une cinquantaine de blessés, et les 15 et 17 août, des actes de sabotage eurent lieu contre un oléoduc et les conduites d'eau potable de Bagdad. Le réseau électrique fut attaqué en plusieurs points du pays et cinq jours après l'adoption de la résolution 1500, le 19 août 2003, pour la première fois de son histoire, l'ONU fut prise pour cible principale d'une attaque terroriste. Un camion piégé enfonça les murs du quartier général de l'Organisation à Bagdad et le détruisit. Une centaine de victimes fut dénombrée et 21 décès dont celui du Représentant Spécial de l'ONU, Sergio Vieira de Mello. Cet évènement tragique provoqua une vague d'émotion partout dans le monde et en réaction, Kofi Annan réduisit au minimum les effectifs de l'ONU en Iraq. L'attitude américaine et la tolérance des membres du Conseil de Sécurité firent des Nations Unies une cible des actions terroristes. L'ONU n'était plus perçue en Iraq comme une solution au problème mais comme partie intégrante de celui-ci. Dès le lendemain, l'ambassadeur américain auprès de l'ONU signala que Colin Powell souhaitait rencontrer Kofi Annan pour l'informer d'une possible et très rapide nouvelle proposition de résolution américaine. L'attentat et la dégradation rapide de la situation provoquèrent une situation d'urgence au sein de l'administration Bush, décidée cette fois à demander un soutien international. Le 29 août, une attaque terroriste fit une centaine de tués à Nadjaf dont l'ayatollah Mohamed Al Hakim et le 20 septembre, un membre du Conseil de Gouvernement iraquien, Akila Al-Hachimi fut assassiné. Du 1er mai au 15 octobre 2003, 101 soldats américains furent tués en Iraq.

Au même moment, sur le plan politique et administratif, un gouvernement provisoire et embryonnaire iraquien était créé par le Conseil de Gouvernement, ainsi qu'une première force iraquienne de sécurité comptant 55 000 hommes. Composé de 25 membres sans premier ministre, le gouvernement provisoire devait rester en fonction jusqu'aux premières élections prévues en 2004. Sur le plan économique, Paul Bremer adopta l'arrêté 39 du 19 septembre qui ouvrit le pays aux investisseurs étrangers, à l'exception du secteur des ressources naturelles. Selon cet arrêté, les investisseurs pouvaient s'établir en Iraq sans avoir besoin d'autorisation préalable, de partenaires locaux, et sans être obligés de réinvestir une partie de leurs profits en Iraq. Cet arrêté ne prévoit aucun organisme ou mécanisme de contrôle des investissements étrangers. En d'autres termes, il édicta une réglementation plus libérale que celle en vigueur aux Etats-Unis et en Angleterre. En quelques semaines, par une série d'arrêtés,

Paul Bremer transforma radicalement le système économique iraquien. Les impôts furent plafonnés à 15%, les taxes à l'importation supprimées, le système financier et monétaire remis à neuf et plus de 200 entreprises publiques furent privatisées. Les entreprises multinationales avaient « portes ouvertes » en Iraq. Deuxième producteur de pétrole au monde, le potentiel de l'Iraq était énorme et les montants évoqués pour la reconstruction du pays étaient faramineux. Pourtant, ces mesures étaient prises en total contradiction des conventions de La Haye et de Genève qui n'autorisent pas une puissance occupante à procéder à ce type de réforme. En Angleterre, dès le 26 mars, se basant sur l'article 43 de la convention de La Haye, le procureur général, lord Goldsmith avertit Tony Blair de l'incompatibilité de ces réformes structurelles avec le droit international⁴⁵³. Du côté américain, interrogé par un journaliste sur la légalité de ces décisions au regard du droit international, George Bush répondit : « Le droit international ? Il faudra donc que j'appelle mon avocat »⁴⁵⁴.

Début septembre, une réunion fermée du Conseil de Sécurité fut organisée au cours de laquelle les Etats-Unis demandèrent une nouvelle résolution pour inciter urgemment la communauté internationale à soutenir financièrement la guerre et à envoyer des troupes en Iraq. Au même moment, plusieurs éditoriaux américains évoquèrent la nécessité de transférer à l'ONU la reconstruction de l'Iraq. Le 4 septembre, le New York Post souligna la nécessité d'un transfert de la responsabilité à l'ONU pour désengager celle de l'administration Bush et le New York Times évoqua une augmentation des chances de victoire grâce à la participation de l'ONU à la reconstruction. Pour ce dernier, l'insécurité en Iraq ne devait pas inciter à vouloir limiter le rôle de l'Organisation⁴⁵⁵. Dans son ensemble, la presse américaine appela à la formation d'une intervention multilatérale en Iraq, sous mandat onusien. Le sénateur Robert Byrd déclara « l'attaque du quartier général de l'ONU en Iraq a clairement exposé notre échec dans ce pays ». A contrario, pour les membres du Conseil de Sécurité, cette initiative américaine était une tentative de légitimation de la coalition militaire en Iraq. Sentant cette réticence, Colin Powell déclara « peut-être que des entretiens complémentaires et une nouvelle résolution pourraient encourager d'autres pays à participer à la coalition. Ceci permettrait d'étudier le rôle de l'ONU en Iraq, toutes ces choses pourraient être négociées au cours d'une nouvelle résolution »⁴⁵⁶.

⁴⁵³ John Kampfner, « Blair was told it would be illegal to occupy Iraq », New Statesman, Londres, 26 mai 2003.

⁴⁵⁴ Ibrahim Warde, op cité.

⁴⁵⁵ « The UN and Iraq », The New York Post, 4 septembre 2003, « A bigger UN Role in Iraq », The New York Times, 4 septembre 2003.

⁴⁵⁶ Heraldo Munos, op cité, pages 83-95.

En réalité, la diplomatie américaine cherchait la création d'une force multinationale sous commandement américain légitimée par l'ONU pour légitimer a posteriori la guerre iraquienne. Bien que conciliante, la France fut réticente à ces manœuvres et entendit plus que jamais confier à l'ONU un rôle principal en Iraq. Pourtant, dès le départ, pour aplanir les relations transatlantiques, elle accepta les deux grandes orientations du projet à savoir donner un mandat à une force multinationale sous commandement américain et organiser le retour à la souveraineté iraquienne à l'issue d'un processus politique planifié. La seule divergence avec la France porta sur le rythme du retour à la souveraineté iraquienne. Pour la France, l'insécurité était la conséquence de l'hostilité iraquienne à l'égard des forces d'occupation, d'où la nécessité de transférer, sous contrôle de l'ONU, les pouvoirs politiques et la reconstruction de l'Iraq aux Iraquiens. Pour la France, un gouvernement de transition dépositaire de la souveraineté de l'Iraq devait se substituer à l'autorité de la coalition, avant d'envisager la rédaction d'une constitution et l'organisation d'élections. Le transfert de la souveraineté devait se faire le plus rapidement possible. La partie américaine interpréta cette position comme une tentative française de dépouiller Paul Bremer de ses pouvoirs civils, ce qui équivalut à retirer aux Américains leur victoire. Initialement réticente à la création du Conseil de Gouvernement iraquien, la France entendit maintenant lui transférer le plus rapidement possible la souveraineté iraquienne, ce que les Etats-Unis refusèrent⁴⁵⁷. Le 13 septembre, à Genève, Kofi Annan réunit les cinq membres permanents pour les amener à s'entendre et à clarifier leurs attentes vis-à-vis des Nations Unies. A New-York, la négociation s'engagea difficilement en raison des réticences de plusieurs membres permanents. Plusieurs amendements furent déposés pour enrichir la résolution américaine d'un paragraphe stipulant un calendrier et un programme pour la rédaction d'une nouvelle constitution. Le 25 septembre, profitant de l'Assemblée générale de l'ONU, Colin Powell invita les ministres des Affaires Etrangères des dix non permanents à une réunion au Waldorf Astoria, pour les convaincre de soutenir la résolution américaine. Après avoir justifié la situation sur le terrain par l'effondrement de l'Etat iraquien, Colin Powell obtint l'aval des ministres présents pour la création d'un gouvernement provisoire en Iraq et pour la rédaction d'une nouvelle constitution avant l'organisation d'élections libres et démocratiques. De toute évidence, l'approche multilatérale de Colin Powell était un succès.

Quelques jours plus tard, à l'occasion d'une réunion avec les non permanents, Kofi Annan insista sur la nécessité d'adopter une vraie résolution, capable d'impacter la situation sur le terrain. En

⁴⁵⁷ Alain Frachon et Daniel Vernet, op cité, pages 120-125.

période de transition, dit-il, la planification des étapes du processus politique est plus importante qu'une accélération du processus. De toute évidence, le Secrétaire Général de l'ONU était sceptique sur les négociations en cours. Une semaine plus tard, le 2 octobre, il profita d'un déjeuner avec les membres du Conseil de Sécurité pour annoncer qu'il ne souhaitait pas un rôle plus large de l'ONU en Iraq. Selon lui, le processus politique devait être soit entre les mains de l'ONU soit entre celles de l'autorité provisoire américaine. La création de deux autorités parallèles provoquerait confusion et désastre. Une amélioration des conditions sécuritaires était un préalable indispensable, avant d'imaginer pouvoir transmettre à l'ONU la responsabilité du processus politique. Pour finir, il insista sur le problème de fond posé par la résolution en cours de négociation. Selon lui, la prise de risque de l'ONU devait rester proportionnelle à la responsabilité politique qui lui était attribuée. Pourquoi l'ONU accepterait-elle de mettre en danger la vie de ses personnels pour jouer un rôle marginal en Iraq ? La situation en Iraq risquant d'empirer, ce dilemme était primordial. Pour atténuer ses propos et laisser ouverte une marge de négociation, il encouragea les propositions tendant à une inversion du calendrier et à la création d'un gouvernement de transition. Selon lui, ceci pouvait aider à améliorer les conditions sécuritaires en Iraq. Ne partageant pas ce point de vue, John Negroponte affirma que rien ne permettait de présager que la création d'un gouvernement de transition améliorerait la situation sécuritaire. A l'issue du déjeuner, les membres du Conseil de Sécurité conclurent que Kofi Annan acceptait le maintien d'un rôle de l'ONU en Iraq, mais pas son élargissement.

Pour les partisans de la paix, cette annonce de Kofi Annan coupa cours à leur velléité d'imposer aux Etats-Unis un rôle central de l'ONU. Les jours suivants, Washington déterminé à obtenir une nouvelle résolution, John Negroponte fit savoir que son gouvernement ne s'accommoderait pas de trop de modifications à son projet de résolution, affirmant « Nous avons été aussi loin que nous le pouvions ». Pour confirmer ces propos, en guise de pression, le 8 octobre, un responsable de l'administration Bush déclara au *New York Times* que les Etats-Unis pouvaient retirer leur projet de résolution en raison des résistances rencontrées⁴⁵⁸. Pourtant, le 13 octobre 2003, les Etats-Unis déposèrent une nouvelle mouture de la résolution dans laquelle ils subordonnèrent le rôle de l'ONU aux conditions de sécurité sur le terrain. Ce nouveau texte institua la création d'un conseil d'administration international et aborda le problème de la transparence dans l'utilisation des ressources financières. Malgré la pression américaine exigeant un vote pour le 15 octobre, la

⁴⁵⁸ Steven Weisman et Felicity Barringer, « US may drop Attempt at Vote on Iraq in UN », *The New York Times*, 8 octobre 2003.

France, la Russie et l'Allemagne déposèrent plusieurs amendements, demandant entre autres le transfert immédiat de la souveraineté à un futur gouvernement de transition. Les Etats-Unis refusant de céder sur ce point, les négociations durèrent jour et nuit jusqu'au 15 octobre, date où un consensus fut finalement atteint. Après accord de la Maison Blanche, la résolution 1511 était votée à l'unanimité le 16 octobre 2003⁴⁵⁹. La résolution autorisa dans son paragraphe 13 la création d'une force multinationale pour contribuer au maintien de la sécurité et de la stabilité en Iraq. Dans ce cadre, elle pria « instamment, les Etats membres de fournir une assistance au titre de ce mandat des Nations Unies, y compris des forces militaires ». Concernant l'Autorité provisoire de la coalition, elle reconnut que « l'Autorité exerce à titre temporaire les responsabilités, pouvoirs et obligations au regard du droit international » et ajouta « jusqu'à ce qu'un gouvernement représentatif internationalement reconnu soit mis en place par le peuple iraquien et assume la responsabilité de l'Etat ». Aucun délai précis, ni aucun calendrier, ne furent fixés pour mettre fin aux pouvoirs civils de Paul Bremer. Pour ce qui était du processus politique en cours, le Conseil de Sécurité déclara se féliciter « de la réaction positive qu'a inspirée à la communauté internationale [...] la mise en place du Conseil de Gouvernement iraquien largement représentatif » et « appuie les efforts du Conseil de Gouvernement pour mobiliser le peuple iraquien... ». La résolution finit en déclarant : « le Conseil de Gouvernement et ses ministres sont les principaux organes de l'administration provisoire iraquienne, laquelle incarne la souveraineté de l'Etat iraquien ». Le Conseil de Sécurité délivra de la sorte une présomption de représentativité et de respectabilité à une autorité sans pouvoir réel, non issue d'une élection libre et mise en place par des forces d'occupation. En contrepartie, le Conseil de Gouvernement iraquien était dans l'obligation, d'ici « le 15 décembre 2003, de communiquer un calendrier et un programme pour la rédaction d'une nouvelle constitution pour l'Iraq et de la tenue d'élections démocratiques ». Il ne s'agissait que de présenter un calendrier, et aucun terme n'était fixé pour la rédaction d'une constitution⁴⁶⁰. Concernant enfin le rôle de l'ONU, la résolution 1511 spécifia que le Conseil de Sécurité était « résolu à ce que l'Organisation des Nations Unies, agissant par l'intermédiaire du Secrétaire Général, de son Représentant Spécial et de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, renforce son rôle crucial dans l'assistance humanitaire, en favorisant des conditions propices à la reconstruction économique et au développement de l'Iraq ». La résolution 1511 à peine adoptée, la France, la Russie et l'Allemagne déclarèrent dans un communiqué que la résolution aurait dû aller plus loin dans la participation de l'ONU au

⁴⁵⁹ Heraldo Munos, op cité, pages 97-104.

⁴⁶⁰ Rafâa Ben Achour, op cité.

processus politique en cours et dans la transmission de la souveraineté au peuple iraquien. Soulignant les faiblesses de la résolution, le communiqué annonça le refus de ces trois nations de contribuer à l'envoi de troupes en Iraq et au financement de l'occupation⁴⁶¹. Pour Jean Marc de la Sablière, Représentant de la France auprès des Nations Unies, la résolution aurait dû fixer des échéances plus contraignantes et rapprochées. Dans ce contexte d'extrême tension au Moyen Orient, la France avait voté ce texte pour privilégier l'unité du Conseil de Sécurité. Prétendant l'absence de sollicitation du gouvernement iraquien, le Pakistan se joignit au camp de la paix pour refuser de participer à la force multinationale. Si les Américains obtinrent du Conseil de Sécurité la création d'une force multinationale, aucun pays ne participa de façon significative à celle-ci. En constante opposition avec la doctrine unilatéraliste des néoconservateurs, Colin Powell n'arrivait toujours pas à accroître les effectifs militaires en Iraq, malgré la bonne volonté des partisans de la paix. L'approche unilatérale des néoconservateurs imposa son point de vue au Conseil de Sécurité sans réussir à solutionner la situation sur le terrain. Avec la résolution 1511, une étape supplémentaire vers le multilatéralisme fut pourtant franchie. Sans dépasser le cadre de la résolution 1483 et les exigences de Kofi Annan, le rôle de l'ONU fut entériné et l'Organisation, cette fois bel et bien impliquée en Iraq. Comme souhaité par les Etats-Unis, la résolution 1511 fut adoptée avant la conférence des pays donateurs du 24 octobre 2003. Réunis à Madrid sous le parrainage des Nations Unies, la conférence des donateurs réunit 73 pays, 20 Organisations internationales et 13 Organisations non gouvernementales. Qualifiée d'« énorme succès » par les Etats-Unis, la conférence permit de collecter 33 milliards de dollars dont une grande partie fut conditionnée au retour au calme et à la mise en place d'un calendrier de transition. La France et l'Allemagne ne promirent pas de fonds à titre individuel mais un soutien de l'Union européenne d'un montant de 1,5 milliards de dollars. Quelques jours plus tard, le 3 novembre 2003, le collectif budgétaire pour le financement de la stabilisation et de la reconstruction en Iraq et en Afghanistan fut adopté par le Congrès américain. Il affecta une enveloppe de 64,7 milliards de dollars pour l'effort militaire et de 18,6 milliards de dollars pour la reconstruction en Iraq. Dans un contexte de déficit budgétaire important (374 milliards de dollars), l'administration Bush rencontra des difficultés à expliquer à son opinion publique le vote de ces crédits supplémentaires alors qu'elle avait annoncé que l'effort de reconstruction viendrait des ressources pétrolières iraquiennes.

Pendant ce temps, la situation en Iraq continua à se détériorer. Le 22 septembre, un nouvel attentat frappa l'ONU. Le 12 octobre,

⁴⁶¹ Communiqué de presse CS/2570 du 16 octobre 2003, voir www.un.org/News/fr-press/docs/2003/CS2570.doc

l'hôtel Bagdad fut visé et le 26 octobre, l'hôtel Al-Rashid en zone verte reçut des tirs de roquettes faisant plusieurs morts. Le lendemain, plusieurs attaques suicides furent menées contre le quartier général de la Croix Rouge et des postes de police irakiens, faisant 43 tués et plus de 200 blessés. Le 2 novembre, un hélicoptère américain fut abattu, causant la mort de 16 soldats américains et la coalition était attaquée dans plusieurs villes. Si les irakiens étaient les premières victimes de ces violences visant l'instauration du chaos, les soldats américains enregistrèrent des pertes conséquentes. Aux 115 soldats tués dans les combats entre mars et avril s'ajoutèrent 116 victimes à la fin du mois d'octobre. Sensible à l'évolution de la situation en Iraq, le soutien de l'opinion américaine s'effrita et celui-ci devint un des enjeux majeurs de la campagne présidentielle qui commençait.

LE CHAOS ET LA FIN DE L'UNILATERALISME

Adoptées pour ne pas entraver inutilement l'unilatéralisme américain, les trois dernières résolutions onusiennes n'apportèrent guère d'amélioration à la situation en Iraq. Elles étaient l'expression des bonnes dispositions des membres du Conseil de Sécurité et dans le même temps de leur refus de se plier totalement aux injonctions néoconservatrices. Dans l'impossibilité de contraindre les nations à les aider et incapables de solutionner seuls la situation, les néoconservateurs étaient dans l'obligation de recourir à l'ONU, dans l'espoir d'obtenir d'elle quelques facilités. Conciliant, le Conseil de Sécurité s'était plié sans zèle à ces attentes tout en imposant sans excès le retour de l'ONU. Les néoconservateurs étant contraints de faire valider chacune de leurs initiatives par le Conseil de Sécurité, le camp de la paix profita de ces opportunités pour rebâtir la relation transatlantique et défendre l'approche multilatérale. La dégradation permanente de la situation en Iraq démultiplia les attentes néoconservatrices vis-à-vis de l'ONU, et un nouvel acteur, le Conseil de Gouvernement Iraquien profita de ce contexte pour jouer sa propre partition. Conscient de sa faible représentativité et de l'impasse dans laquelle il se trouverait en cas d'échec américain, ce dernier revendiqua une plus grande participation de l'ONU, pour asseoir son autorité et s'émanciper du tuteur américain. Pendant que l'Autorité provisoire américaine cherchait à faire valider par le Conseil de Sécurité ses initiatives politiques en Iraq, le Conseil de Gouvernement iraquien cherchait lui à obtenir la légitimité internationale, seule susceptible de pérenniser son pouvoir. Dans le même temps, si l'unilatéralisme resta la ligne directrice de la politique étrangère américaine, l'approche de l'échéance présidentielle et la dégradation de la

situation iraquienne fissurèrent les certitudes de la Maison Blanche. Un retour du multilatéralisme devint une option non négligeable. Deux acteurs rendront cette option possible : le Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan et le dignitaire chiite Al-Sistani. En exigeant des solutions diamétralement opposées, l'un et l'autre interdiront toutes avancées politiques au pouvoir américano-iraquien, jusqu'à ce qu'un évènement majeur n'emporte définitivement l'unilatéralisme américain.

Après la résolution 1511, conscients de l'impératif politique de s'extirper de l'enlisement iraquien, Donald Rumsfeld et Paul Bremer accélérèrent le processus politique en cours pour annoncer, le 15 novembre 2003, un accord avec le Conseil de Gouvernement iraquien sur le calendrier de transition. Selon cet accord, une loi fondamentale devait être rédigée pour le 28 février 2004, une assemblée nationale de transition créée pour le 31 mai 2004 et un gouvernement représentatif nommé pour le 30 juin 2004. A cette date, le nouveau pouvoir iraquien pourrait se voir transférer la souveraineté et l'administration de Paul Bremer être dissoute. Une constitution serait rédigée en 2005 et des élections libres organisées fin 2005, pour mettre en place le premier gouvernement iraquien sortie des urnes. Cet accord conclu, le Conseil de Gouvernement iraquien adressa au Conseil de Sécurité une lettre dans laquelle il lui suggéra d'entériner ce calendrier par une nouvelle résolution. De son côté, pour montrer ses bonnes dispositions, la Maison Blanche envoya en déplacement dans les capitales du camp de la paix, un fervent partisan du multilatéralisme, James Baker (ancien Secrétaire d'Etat de George Bush père), avec pour mission d'obtenir un allègement de la dette iraquienne. Parallèlement à ce déplacement, le 5 décembre 2003, Paul Wolfowitz signa une circulaire interdisant à la France, à l'Allemagne, à la Russie et au Canada l'accès aux principaux contrats de reconstruction de l'Iraq. D'un montant de 18,6 milliards de dollars, vingt-six contrats de reconstruction touchant toutes les branches sectorielles du domaine public iraquien (eau, pétrole, électricité, communication, armé, etc.) se virent réservés aux seuls 63 pays ayant soutenu la guerre. Ces deux initiatives américaines avaient pour objectif de « contraindre » les partisans de la paix à adopter une nouvelle résolution du Conseil de Sécurité. Grâce sa circulaire, Paul Wolfowitz assurait la protection des intérêts de la classe politico-économique américaine, au moment une approche multilatérale risquait de s'imposer sous la contrainte de l'insurrection iraquienne. Pour justifier cette circulaire, Paul Wolfowitz invoqua la nécessité de protéger les intérêts sécuritaires américains et déclara vouloir par ce biais encourager la coopération internationale. Il précisa que la liste des pays partenaires de la coalition était ouverte et que les nouveaux venus (sous entendu les partisans de la paix) pourraient

bénéficiaire de ces contrats. De son côté, la Maison Blanche qualifia de normal et de raisonnable l'attribution des principaux contrats au peuple iraquien et aux pays partageant avec les Etats-Unis l'obligation de reconstruire l'Iraq. Le Département d'Etat précisa qu'il ne s'agissait pas d'une mesure d'exclusion mais au contraire d'inclusion puisqu'elle ouvrait les contrats iraqiens à 62 partenaires internationaux. Accusé de protectionnisme par l'Europe, George Bush exposa clairement la position de son administration : « le niveau des dépenses de dollars américains reflètera le fait que des troupes américaines et autres ont risqué leur vie. C'est très simple : les nôtres ont risqué leur vie, ceux de la coalition amie ont risqué leur vie, et, donc, les contrats reflèteront cet état de fait, et c'est d'ailleurs ce à quoi les contribuables s'attendent ». Pour plus de sûreté, le représentant américain pour le commerce, Robert Zoellick, affirma : « les contrats conclus pour le compte de l'Autorité Provisoire de la Coalition ne sont pas couverts par les obligations en matière d'appels d'offres internationaux, parce que l'Autorité provisoire n'est pas une entité concernée par ces obligations »⁴⁶². Ces restrictions économiques adoptées, le 16 décembre 2003 au matin, en application de la résolution 1511, le ministre iraquien Hoshyar Zebari présenta au Conseil de Sécurité le programme de transition, devant conduire à la souveraineté iraquienne. Si ce programme était accueilli favorablement à New York, tel n'était pas le cas en Iraq. Soucieux d'assurer une meilleure représentativité à la communauté chiite, le leader Al-Sistani refusa la création d'une assemblée nationale iraquienne sur la base des quotas. Représentant 60% de la population iraquienne, il exigea l'organisation d'une élection libre afin de permettre à la majorité chiite une meilleure représentation au sein de la future assemblée. Pour contrer cette demande, le Conseil de Gouvernement Iraquien sollicita Kofi Annan sur la faisabilité d'une telle élection, tout en sachant les réticences de ce dernier à engager ses personnels dans un pays en état d'insurrection. Bien entendu, Kofi Annan annonça l'impossibilité de l'ONU d'organiser une élection en Iraq, avec un si court préavis et dans un pays en situation d'insurrection. Refusant de se plier à cet avis, Al-Sistani exigea l'envoi d'une mission onusienne en Iraq, pour mener une observation objective et évaluer la réalité de la situation sur le terrain. A défaut d'une telle mission, le leader chiite ne changerait pas de position. De son côté, le Conseil de Gouvernement Iraquien accentua la pression sur l'ONU, pour obtenir des résultats susceptibles de faire respecter le calendrier de transition, et le 8 janvier, une réunion fut organisée à New York entre Kofi Annan, l'Autorité provisoire américaine et le Conseil de Gouvernement iraquien pour éclaircir et fixer le rôle de l'ONU. Au même moment, à son initiative, le Conseil de

⁴⁶² Ibrahim Warde, op cité.

Gouvernement Iraquien demanda à être entendu en réunion privée par le Conseil de Sécurité. Mis devant le fait accompli, les Etats-Unis exigèrent que seul Adnan Pachachi puisse intervenir devant le Conseil. Le lundi 19 janvier, au cours de cette réunion, Adnan Pachachi exprima devant les Etats membres les attentes de l'exécutif iraquien (présentées quelques jours plus tôt au Secrétaire Général), au sujet d'une plus grande participation de l'ONU en Iraq. Sollicité sur la faisabilité d'une élection libre, le Conseil de Sécurité confirma à son tour le manque de temps, entre janvier et mai 2003, pour organiser une élection crédible. De leur côté, pour contourner ce double obstacle qu'étaient le refus du Conseil de Sécurité d'organiser une élection et l'exigence d'Al-Sistani d'une mission onusienne, les Etats-Unis obtinrent la nomination de Lakhdar Brahimi comme médiateur de l'ONU, pour négocier avec Al-Sistani et, le cas échéant, diriger les futures élections. Suite à cette entente, le 24 janvier, Al-Sistani demanda à ses partisans de cesser les manifestations, le temps que l'ONU se décide ou non à envoyer des missionnaires en Iraq. En attente de cette décision, le leader chiite refusa tout contact avec Paul Bremer ou tout médiateur américain, imposant de fait l'ONU comme l'unique interlocuteur susceptible de négocier avec lui. Cette situation de blocage mit un terme à la course contre le temps du Pentagone pour solutionner, sous couvert de l'ONU, la situation politique iraquienne. George Bush comprit ici l'impasse dans laquelle sa politique unilatérale l'avait conduite⁴⁶³.

Début février, l'insurrection s'aggrava. Les attaques contre la coalition se multiplièrent comme les attentats suicides contre la police et l'armée iraquienne. 250 morts furent enregistrés en février et un double attentat suicide à Erbil, dans le Kurdistan iraquien, fit à lui seul 109 victimes. Ce double attentat fut commis simultanément dans les locaux des deux principaux partis politiques kurdes, tuant une grande partie de la classe politique de cette région. A Bagdad et à Iskandariya, les 10 et 11 février, deux attentats suicides à la voiture piégée firent réciproquement 57 et 47 victimes. Un commissariat de police était la cible du premier et un centre de recrutement de l'armée du second. A Falloujah, le 14 février, un double assaut fut lancé par la guérilla contre un commissariat de police et un bâtiment des forces de défense civile, tuant 23 policiers. Le 18 et le 23 de nouvelles attaques furent menées contre les forces de police. Elles portèrent à 300 le nombre de policiers irakiens tués, depuis la chute du régime. Le 2 mars, une série d'attentats suicides et d'explosions visa les cérémonies religieuses chiites, à Bagdad et à Kerbala. Ces attaques firent 270 morts et plusieurs centaines de blessés. Le 31 mars, cinq soldats américains furent tués à l'ouest de Bagdad et quatre civils américains assassinés à

⁴⁶³ Heraldo Munos, op cité, pages 104-110.

Falloujah. Les cadavres de deux d'entre eux étaient mutilés et exhibés par la foule⁴⁶⁴. A New York, les médias et les politiques perdirent patience. Le Newsweek décrivit une situation chaotique et désastreuse tandis que le sénateur John McCain évoqua le Vietnam. L'« US Army War college Study » n'hésita plus à critiquer ouvertement l'administration Bush dans sa publication de décembre 2003. Selon l'auteur, l'administration Bush avait choisi de mener en Iraq une guerre de prévention inutile qui avait favorisé la création d'un nouveau front terroriste au Moyen Orient et détourné l'attention et les ressources nécessaires à la sécurité du territoire national, contre de futures attaques d'Al Qaeda. Cette guerre n'était pas un élément de la guerre contre le terrorisme, elle l'avait détournée⁴⁶⁵. Le 19 mars, le New York Times fit une description sinistre de la situation sur le terrain et souligna la nécessité d'obtenir une réelle coopération des partisans de la paix. Selon l'article, l'administration Bush devait impérativement s'orienter vers le multilatéralisme en confiant à l'ONU la responsabilité de la reconstruction de l'Iraq. De son côté, The Economist invita les Etats qui s'étaient opposés au Conseil de Sécurité à collaborer pour éviter une dislocation de l'Iraq.

Au même moment, le 8 mars 2004, déterminée à imposer son calendrier de transition, la partie américano-iraquienne adopta une loi fondamentale, votée après de nombreux compromis et malgré le désaccord d'Ali Sistani. Cette constitution provisoire devait régir le pays pendant la période de transition allant du 30 juin 2004, date du transfert du pouvoir aux Iraquiens et de la dissolution de l'Autorité provisoire de la coalition, jusqu'aux élections générales prévues avant le 31 décembre 2005. Le texte de la loi précisa que l'islam était « la religion officielle de l'Etat et une source de la législation » et non pas sa source exclusive. Il reconnut le statut des minorités et confirma l'autonomie kurde. A peine adoptée, cette loi fondamentale fut dénoncée par plusieurs de ses signataires et quelques semaines après ce « passage en force », un soulèvement général de la communauté chiite radicale eut lieu. Le 4 avril 2004, une manifestation pour demander la libération d'un leader chiite, arrêté la veille, dégénéra en affrontement provoquant la mort de 40 Iraquiens et de 12 soldats américains. Dès le lendemain, les milices de Moqtada Al-Sadr attaquèrent la coalition américaine dans toutes les villes chiites d'Iraq alors que celle-ci lançait le 5 avril l'opération « Fermeté vigilante » contre la guérilla sunnite, encerclée dans son bastion de Falloujah. L'Iraq semblait dans le chaos des combats généralisés et des attaques terroristes. Le 14 avril, un otage

⁴⁶⁴ « La chronologie internationale du Moyen Orient 2004 », La documentation française, voir www.ladocumentationfrancaise.fr.

⁴⁶⁵ Jeffrey Record, « Bounding the Global War on Terrorism », [Strategic Studies Institut](http://www.StrategicStudiesInstitut.org), US Army War college, décembre 2003, pages 18-19, voir www.fas.org/man/eprint/record.pdf.

italien fut exécuté et, le 15 avril, un diplomate de la médiation iranienne assassiné. En moins de deux semaines, la population iraquienne compta plusieurs centaines de morts et une quarantaine de civils occidentaux furent enlevés. Fin avril, une négociation permit la levée du siège de Falloujah et aux Etats-Unis, la chaîne CBS diffusa des photographies montrant des prisonniers maltraités et humiliés dans la prison d'Abou Ghraib, près de Bagdad. Les photographies datant d'octobre et décembre 2003, ces actes étaient antérieurs au chaos iraquien et confirmaient les rapports du Comité international de la Croix-rouge qui, depuis avril 2003, dénonçaient des actes de tortures de la part de la coalition. Relayées dans le monde entier, ces images soulevèrent l'indignation de l'opinion internationale, obligeant les responsables militaires et politiques de la coalition à se justifier et à présenter des excuses au peuple iraquien. Les images renvoyèrent au discours de George Bush devant l'Assemblée Générale de l'ONU, dénonçant l'inhumanité de Saddam Hussein, et donnèrent l'impression que les Etats-Unis avaient perdu le contrôle d'une guerre de libération devenue guerre d'occupation. Le scandale fut tel que la Maison Blanche était contrainte de se désolidariser de Donald Rumsfeld en lui reprochant d'avoir tenu le président à l'écart de ces initiatives. Sa démission étant fortement évoquée, George Bush lui réitéra sa confiance mais, conscient du péril électoral qui le guettait, décida d'abandonner l'approche unilatérale prônée par un Pentagone, décrédibilisé et responsable du chaos. Nul ne douta plus de la défaillance de l'unilatéralisme, de ses faiblesses et de son incapacité à résoudre la problématique iraquienne. Ce mois de mai 2004 fut marqué par les multiples appels de la classe politique américaine (toutes tendances confondues) à un retour au multilatéralisme. Ancien conseiller pour la Sécurité Nationale, Anthony Lake, estima que le scandale d'Abou Ghraib avait laminé la crédibilité et la légitimité américaines en Iraq. Les Etats-Unis étaient une part du problème iraquien⁴⁶⁶. Conservateur et ancien membre du gouvernement, Samuel Huntington, affirma publiquement : « Bush nous a mis en guerre contre le peuple iraquien, une guerre que les Etats-Unis ne pourront jamais gagner. La seule solution est de réduire immédiatement notre présence militaire et de transférer le pouvoir aux Iraquiens ». Président de la commission des Affaires Etrangères au Sénat, Richard Lugar, déclara que l'administration Bush avait échoué à offrir une solution à l'Iraq et que la prévention du terrorisme imposait une approche multilatérale. La seule solution raisonnable pour lutter contre les dérives en Iraq était de transférer à l'ONU l'organisation de la transition politique.

Dès le 5 mai, confirmant sa présence aux commémorations du 6

⁴⁶⁶ Ivo Daaler et Anthony Lake, « Transfer Power in Iraq to the UN and the NATO », *Financial Times*, 13 mai 2004.

juin en France, George Bush téléphona à Jacques Chirac pour lui demander son soutien à la future résolution onusienne susceptible de transférer la souveraineté à l'Iraq, d'ici fin juin 2004. Fruit d'une réelle approche multilatérale, cette initiative américaine fut accueillie avec satisfaction par la France. Pour la première fois, la Maison Blanche était soucieuse d'aplanir ses différends avec la France et de montrer sa compréhension d'une nécessaire approche multilatérale. Les initiatives onusiennes de la Maison Blanche n'étaient plus une simple démarche de « légalisation internationale ». Dans un article intitulé « la débâcle américaine en Iraq », le New York Times écrit : « A un moment où le désespoir semble être le fil conducteur de la politique de Washington, la Maison Blanche supplie les Nations Unies qu'ils avaient dévalorisées de sauver la transition en Iraq, espérant que leur représentant, Lakhdar Brahimi, puisse d'une manière ou d'une autre, produire un plan pour un gouvernement de transition d'ici le 30 juin. Si George Bush est maintenant prêt à transmettre une vraie autorité à l'ONU pour solutionner la transition, cela pourrait créer une légitimité que Washington n'a plus et que plus rien ne peut lui conférer ».

UN MULTILATERALISME AMERICAIN TRIOMPHANT

Le chaos iraquien et le scandale de la prison d'Abou Ghraib ayant imposé à la Maison Blanche un retour précipité vers le multilatéralisme, dès le début du mois de mai s'ouvrirent en Iraq et à New York deux intenses négociations destinées à solutionner le problème de la transition politique. Mandaté par l'ONU et soutenu par les Américains, Lakhdar Brahimi passa le mois de mai à transiter entre New York et Bagdad, pour former un gouvernement de transition apte à se substituer à l'Autorité provisoire américaine. Pendant ce temps, à New York, les membres du Conseil de Sécurité négocièrent le texte d'une nouvelle résolution.

Après avoir clarifié avec les Etats-Unis, le Conseil de Sécurité et Kofi Annan, les attentes des uns et des autres, et déterminé les objectifs précis de sa mission, le 6 mai 2004, Lakhdar Brahimi s'envola pour Bagdad avec pour principale préoccupation de sélectionner des personnalités iraqiennes capables d'administrer la transition, sans arrière-pensées et ambitions électorales ultérieures. Cette approche excluant les nouveaux leaders politiques américano-iraquiens, le candidat néoconservateur pour la présidence du gouvernement de transition, Ahmad Chalabi, devint dès lors un fervent opposant à l'occupation américaine. Arrivé en Iraq, Lakhdar Brahimi créa un groupe de travail chargé d'élaborer les critères de candidatures

pour désigner les personnalités susceptibles d'être sélectionnées. Constitué de Paul Bremer, de l'ambassadeur Robert Blackwill, et des trois présidents successifs du Conseil de Gouvernement Iraquien, ce groupe de travail entama les négociations avec les principales composantes iraqiennes, pendant que Lakhdar Brahimi démultipliait les entrevues et les entretiens avec l'ensemble des personnalités de la société civile iraquienne. Selon lui, la seule alternative au chaos était de trouver un processus politique viable et crédible. Evoquant les différentes options politiques possibles, il estima que de nombreuses permutations entre les différentes personnalités étaient possibles, dans la mesure où la durée de vie du futur gouvernement était par nature très courte⁴⁶⁷. En moins d'un mois, le représentant de l'ONU rencontra plus de 600 personnes, dont les responsables des tribus iraqiennes, les responsables des différentes communautés, les universitaires, les professeurs, les journalistes, les diplomates, les représentants des associations, les leaders politiques, ethniques, religieux, bref toutes les composantes la société iraquienne susceptibles d'émettre un point de vue pertinent. Ces démarches ayant été initiées en étroite collaboration avec Kofi Annan et Colin Powell, le jeudi 25 mai, le Secrétaire Général de l'ONU réunit les membres du Conseil de Sécurité pour leur exposer l'avancée des travaux de Brahimi à Bagdad. Selon Kofi Annan, celui-ci rencontrait des difficultés à établir un certain équilibre dans la composition du futur gouvernement. Les leaders chiites exigeaient la majorité, les Kurdes la préservation de leur autonomie, les Sunnites l'assurance de leur participation, les Turkmènes idem et les Chrétiens une représentation conforme à leur place dans la société iraquienne. A ces difficultés s'ajoutait la nécessité de trouver un juste équilibre entre les iraqiens de retour d'exil et ceux du pays. La seule avancée était la création de la future commission électorale indépendante. Elle serait composée de sept Iraquiens, sélectionnés parmi plus d'un millier de candidats, et d'un représentant choisi par l'ONU. Malgré la faiblesse des résultats, Kofi Annan confirma la date du 31 mai pour la formation du gouvernement et proposa aux membres du Conseil de Sécurité de faire participer ce futur gouvernement aux négociations en cours concernant une nouvelle résolution. Il conclut la réunion en affirmant qu'il n'y avait pas de plan B, Lakhdar Brahimi étant le dernier espoir d'une solution négociée. En Iraq, soucieux de démontrer la transparence et la neutralité de l'ONU, Lakhdar Brahimi intervint sur la chaîne iraquienne Al-Iraqia pour y rendre compte de ses démarches et assurer à la population qu'aucune décision n'était pour l'heure prise. Pourtant, immédiatement après son intervention, la presse avança le nom d'Hussein Shahrastani (un proche d'Al-Sistani)

⁴⁶⁷ Rafâa Ben Achour, « La résolution 1546 du Conseil de sécurité ou l'apogée de l'art de la fiction », *Actualité et Droit International*, juillet 2004, www.ridi.org/adi.

comme futur premier ministre désigné. En guise de confirmation de cette révélation, un responsable du Département d'Etat déclara qu'Hussein Shahrastani était le candidat à battre. Cette fuite organisée par l'administration Bush amena les candidats américano-iraquiens du Conseil de Gouvernement (mécontents de ce choix) à menacer de rompre les négociations. Face à cette résistance, Hussein Shahrastani retira sa candidature, en réalité soutenue par Lakhdar Brahimi⁴⁶⁸. Ce candidat écarté, le Représentant de l'ONU fut contraint de soutenir la seule candidature crédible encore en lice, celle d'Iyad Allawi, choisi en coulisse par l'administration Bush. Le 28 mai 2004, il réunit son groupe de travail pour leur annoncer : « à la fin de la journée, vous devrez avoir fait un compromis sur les différentes personnalités qui composeront le pouvoir iraquien. J'espère que les Iraquiens accepteront le choix d'Iyad Allawi et j'espère qu'ils accepteront l'ensemble du gouvernement »⁴⁶⁹. Devant faire valider ce choix par un vote du Conseil de Gouvernement, le groupe de travail décida d'organiser l'élection dans l'après-midi et d'informer ensuite la presse. Pourtant à 4h00, l'accueil favorable du Conseil de Gouvernement à l'annonce du choix d'Iyad Allawi conduisit subrepticement un des participants à informer la presse avant même l'organisation du vote. Cette fuite immédiatement retransmise sur les chaînes du monde entier, le choix d'Iyad Allawi s'imposa à tous. Mis devant le fait accompli, Kofi Annan déclara diplomatiquement respecter cette décision pendant que Colin Powell souligna qu'il aurait aimé l'apprendre de Lakhdar Brahimi. De son côté, sans attendre, la Maison Blanche annonça son soutien au nouveau premier ministre. Arrivé à la réunion à 5h00, Lakhdar Brahimi constata l'absence de vote et la reconnaissance de fait d'Iyad Allawi au poste de premier ministre. Si en apparence, la nomination du Premier Ministre était un succès du Conseil de Gouvernement iraquien, en réalité elle était le fruit d'une manoeuvre de l'administration Bush qui avait écarté Hussein Shahrastani pour imposer Iyad Allawi, sans avoir à l'élire⁴⁷⁰. Echaudé par cette expérience, le Conseil de Gouvernement Iraquien n'hésita pas à utiliser le même subterfuge pour obtenir cette fois la nomination de son candidat, Cheikh Ghazi Al-Yawar, au poste de Président de la République iraquienne. Après une difficile tractation ayant abouti à un consensus autour de la candidature d'Adnan Pachachi (soutenue par Lakhdar Brahimi et Paul Bremer), la presse iraquienne dénonça à son tour ce choix en présentant l'intéressé comme trop modéré et à la solde des Américains. Cette campagne de dénonciation contraignit Adnan Pachachi à retirer sa candidature et Lakhdar Brahimi a proposé dans l'urgence l'unique candidat

⁴⁶⁸ Heraldo Munos, op cité, pages 127-128.

⁴⁶⁹ Alissa Rubin et Maggie Farley, « Iraqui Council Nominates a Prime Minister », Los Angeles Times, 29 mai 2004.

⁴⁷⁰ Heraldo Munos, op cité, pages 127-128.

encore en lice, Al-Yawar⁴⁷¹. La négociation pour le reste du gouvernement se poursuivit jusqu'au matin du 1 juin. Les 36 membres du gouvernement sélectionnés, Lakhdar Brahimi définit ce gouvernement comme le meilleur gouvernement qui soit au regard des circonstances actuelles. Les nouveaux ministres comptaient parmi l'élite iraquienne et le conseil des ministres reflétait dans une large mesure la diversité ethnique, religieuse et régionale de l'Iraq. Selon le représentant de l'ONU, le gouvernement était apte à diriger le pays pendant les sept prochains mois⁴⁷². Deux membres corrompus du Conseil de Gouvernement iraquien avaient été exclus, ainsi que quelques autres personnalités suspectées de l'être⁴⁷³. Au bout du compte, seules quatre personnalités de ce gouvernement avaient servi les Etats-Unis et la plupart des membres du Conseil de Gouvernement iraquien en furent exclus. Le nouveau gouvernement désigné, le Conseil de Gouvernement iraquien fut immédiatement dissout. Le 3 juin, Al-Sistani reconnut le gouvernement intérimaire et appela les Nations Unies à en reconnaître la souveraineté, pour mettre un terme à l'occupation. Malgré l'absence d'élection, il espérait du gouvernement qu'il solutionne avec efficacité et intégrité les difficultés de l'Iraq. A l'étranger, ce gouvernement fut accueilli favorablement par l'ensemble des Etats arabes voisins, et l'Arabie Saoudite, le Koweït et la Jordanie le reconnurent formellement.

Du côté des négociations au sein du Conseil de Sécurité, le mercredi 19 mai, Kofi Annan invita les ambassadeurs du Conseil de Sécurité à déjeuner et leur demanda une résolution restaurant la souveraineté iraquienne et définissant clairement les pouvoirs du gouvernement intérimaire iraquien. Pour son organisation, il demanda des pouvoirs sans limites et un renforcement de la sécurité de ses personnels. Présent, John Negroponte, affirma que les Etats-Unis voulaient assister le gouvernement iraquien à prendre le plus vite possible à son compte le processus de transition, et le voir réussir dans cet exercice. En confirmation de ces propos, l'administration Bush déposa le lundi 24 mai un projet de résolution et en soirée, George Bush intervint sur les chaînes de télévision. Ce discours présidentiel fut le premier d'une série de déclarations destinées à rassurer l'opinion américaine sur la planification par son administration du transfert du pouvoir en Iraq, d'ici le 30 juin. Intervenant en direct depuis l'US Army College, George Bush annonça que l'agenda

⁴⁷¹ Idem, op cité, pages 129-130.

⁴⁷² Rafâa Ben Achour, op cité supra ref 57.

⁴⁷³ Ahmed Chalabi ayant été écarté du gouvernement, le 2 juin 2004, un article du New York Times intitulé « Chalabi Reportedly Told Iran that US had Code » révéla que l'intéressé avait dévoilé à un officiel iranien que les Etats-Unis avaient cassé le code des communications secrètes des services iraniens, trahissant ainsi une des plus importantes sources de renseignement de Washington sur l'Iran.

pour la transition en Iraq avait été confié à l'ONU et que le calendrier retenu comportait le transfert de la souveraineté au gouvernement iraquien à la date du 30 juin 2004. Assisté par l'ONU, l'Iraq pourrait ainsi organiser ses premières élections libres en janvier 2005. Après avoir promis la fermeture de la prison d'Abou Ghraib, il déclara soutenir pleinement les efforts de Lakhdar Brahimi qui avait l'intention dans la semaine d'annoncer la composition du futur gouvernement iraquien. Evoquant le travail de l'ONU, il annonça le dépôt par son administration d'un projet de résolution au Conseil de Sécurité pour valider le calendrier de transition et aider l'Iraq à obtenir son autonomie gouvernementale. Cette résolution devait permettre à la communauté internationale d'aider au mieux le futur gouvernement et encourager les membres du Conseil de Sécurité à se joindre aux efforts entrepris pour assurer la sécurité du peuple iraquien. En réalité, le projet de résolution déposé le matin même fut loin de correspondre à ces annonces. Le brouillon de la résolution était déconcertant et n'apportait guère de suggestions constructives. De toute évidence, les Etats-Unis ouvrirent les négociations onusiennes sans dévoiler leurs intentions. Le texte manquait de contenu notamment sur la question de l'autorité du gouvernement intérimaire sur les forces armées et la police. La France, l'Allemagne et le Brésil estimèrent que seul le futur gouvernement iraquien pouvait décider de la durée et de la présence de la force multinationale, et s'opposèrent au mandat de douze mois proposé par le projet de résolution à la force multinationale. Quoiqu'il en soit, le discours de George Bush affichait la volte-face de son administration et le retour à une approche multilatérale du problème iraquien. Réelle ou fictive, celle-ci ne manqua pas d'être commentée par la presse. Dans un article du 25 mai, intitulé « The president speech », le New York Times affirma que George Bush avait opté pour une résolution étudiée avec les alliés, sans aucun esprit de défiance. Soulignant que cette décision intervint après 14 mois d'échecs successifs, l'article rappela la perte de crédibilité de l'administration Bush. Dans le même esprit, un article du 26 mai, intitulé « A Framework for Iraq at last », du Financial Times, évoqua que les réticences de George Bush à changer sa politique désastreuse en Iraq furent devenues une part du problème. Après avoir refusé pendant un an d'accorder le moindre rôle à l'ONU, l'administration Bush voulait maintenant que l'Organisation assume la responsabilité du processus de transition.

Le lundi soir, après son discours, George Bush téléphona à Jacques Chirac pour s'entendre avec lui sur la façon la plus constructive d'obtenir un vote de la résolution en cours de négociation. Se déclarant dans une approche constructive mais peu disposé à tout accepter, le président français exigea un vrai changement et un réel transfert de souveraineté. Pour confirmer

ces propos, le 26 mai, l'ambassadeur de France auprès de l'ONU déclara : « nous n'avons pas été très satisfaits de la résolution 1511, pas très satisfaits non plus de la résolution 1483, nous voudrions arriver cette fois-ci à élaborer une bonne résolution [...]. Il ne doit pas y avoir de décalage entre le langage de la résolution et la réalité si l'on veut que les Iraquiens perçoivent qu'il s'agit bien de leur gouvernement et d'un réel transfert de souveraineté »⁴⁷⁴. De son côté, le chancelier allemand déclara qu'il n'approuverait la résolution que s'il avait la garantie que le nouveau gouvernement était en mesure de résoudre les problèmes sécuritaires en Iraq. Cette capacité était la seule en mesure de témoigner de la réalité du transfert de souveraineté. Allant plus loin, Tony Blair affirma que le gouvernement iraquien devait détenir un droit de veto sur les interventions américaines et multilatérales. Il affirma : « s'il y a des décisions à prendre comme celle d'intervenir à Falloujah, celles-ci doivent être prises avec le consentement du gouvernement iraquien. C'est ça que signifie le transfert de souveraineté ». Du côté de Washington, l'interprétation de l'exercice de la souveraineté signifiait que des organes de consultation seraient créés pour évoquer avec le gouvernement iraquien, et en toute transparence, toutes les décisions à prendre. Concernant les forces américaines, Colin Powell préconisa leur retour sous un commandement à 100% américain pour qu'elles puissent mener en toute liberté les actions nécessaires à leur protection.

Le 29 mai 2004, à l'occasion du sommet Europe-Amérique latine et Caraïbes, à Guadalajara, le président français aborda avec ses pairs la question de la négociation onusienne en cours, pour convenir de laisser leurs représentants à New York la diriger. Pour éviter les errements de la précédente crise du Conseil de Sécurité, les chefs d'Etat préférèrent se maintenir en retrait. Il ne s'agissait plus ici d'essayer d'éviter une guerre mais de reconstruire un pays, sujet pour lequel les diplomates et les experts de l'ONU étaient les mieux placés. Selon ces instructions, le mercredi 2 juin, à New York, les Représentants permanents de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne, du Chili et du Brésil se réunirent pour améliorer le brouillon de la résolution anglo-américaine. Les cinq ambassadeurs s'accordèrent pour renforcer et clarifier le rôle de l'ONU, asseoir le transfert de souveraineté, et améliorer les droits de l'homme et l'action humanitaire. Après cette réunion de coordination, la France et l'Allemagne déposèrent leurs suggestions auprès des ambassades américaine et anglaise. Tandis que l'Espagne (dirigée maintenant par José Luis Zapatero) s'associa avec le Chili et le Brésil (remplaçant du Mexique au Conseil) pour soumettre à la coalition leurs propres

⁴⁷⁴ « Projet de résolution sur l'Iraq : pas assez précis pour la France, des détails à régler sur place pour les Etats-Unis », Centre de nouvelles ONU, 26 mai 2004, www.un.org/french/newscentre.

suggestions.

Les résultats positifs de l'ensemble de ces tractations permirent à la Maison Blanche d'enregistrer, en ce début du mois de juin, ses premiers succès internationaux après des mois de revers sur la question iraquienne. L'abandon de l'unilatéralisme ouvrit de nouvelles perspectives susceptibles d'atténuer les nombreuses polémiques sur le coût de la guerre, l'absence d'armes de destruction massive, et l'exclusion de l'ONU. Le matin de l'annonce de la composition du nouveau gouvernement iraquien, George Bush apparut enjoué et satisfait. A l'occasion de sa conférence de presse, il félicita l'ONU pour son rôle déterminant et évoqua de constructifs échanges avec plusieurs chefs d'Etat. Pour conclure, il encouragea le nouveau gouvernement iraquien à rencontrer à New York les membres du Conseil de Sécurité. Réunis d'urgence, le 1^{er} juin, ces derniers accueillirent, mi-figue mi-raisin, ce gouvernement qu'ils qualifièrent de gouvernement de compromis, préférant attendre le retour de Lakhdar Brahimi et leur rencontre avec le nouveau ministre iraquien des Affaires Etrangères pour se prononcer plus avant. Deux jours plus tard, au cours d'une réunion ouverte au Conseil de Sécurité, le nouveau ministre iraquien, Hoshyar Zebari confirma les propos de Kofi Annan et de Lakhdar Brahimi selon lesquels ces nominations avaient été faites sur la base du mérite et de la qualification, en tenant compte d'un nécessaire équilibre entre les personnalités politiques et celles de la société civile. Il enchaîna son intervention en demandant une future résolution sans ambiguïté, avec un transfert de souveraineté total marquant un nouveau départ et une rupture avec les résolutions précédentes légitimant l'occupation américaine. Evoquant la présence de la force multinationale, il demanda la signature d'un accord organisant une assistance et un partenariat avec celle-ci, de façon à ne pas entraver la souveraineté iraquienne ni le droit de cette force internationale de se protéger par ses moyens propres. Dans le même temps, il demanda que la future résolution mentionne clairement un droit de regard du gouvernement iraquien sur les activités de cette force multinationale.

Ce week-end du 5 et 6 juin 2004, Kofi Annan invita les membres du Conseil de Sécurité dans sa demeure de Long Island pour qu'ils s'entretiennent de façon informelle avec Lakhdar Brahimi. Le samedi soir, décidés à accélérer la négociation, à l'issue des discussions, les ambassadeurs américains et britanniques distribuèrent les copies de deux lettres (une de Colin Powell et l'autre d'Iyad Allawi) adressées au Conseil de Sécurité et évoquant les questions clés de la sécurité en Iraq. Les deux ambassadeurs de la coalition déclarèrent vouloir intégrer ces deux documents dans la résolution en cours de négociation et demandèrent une réunion d'urgence du Conseil de Sécurité pour

le lendemain, dimanche 6 juin, à 17h00. Ce samedi soir, l'Espagne, le Chili et le Brésil, qui avaient travaillé sur le projet de résolution avec la partie anglo-américaine, s'entendirent avec cette dernière pour finaliser leurs travaux avant la réunion du lendemain. Le dimanche 6 juin, ces ambassadeurs se réunirent avec ceux de la coalition, une heure avant la réunion fermée du Conseil de Sécurité. Les Anglo-américains ayant anticipé les concessions qu'ils feraient à leur nouveaux partenaires, 70% des attentes exprimées furent acceptés et une grande partie de celles-ci déjà incluse dans le projet de résolution en cours de rédaction. Les coalisés acceptèrent le terme « d'entière responsabilité et autorité » dévolues au gouvernement iraquien et la nécessité de présenter un rapport au Conseil de Sécurité tous les trois mois au lieu de six, comme initialement proposé. Un des paragraphes clés de la résolution évoquant « le contrôle des forces de sécurité par le gouvernement iraquien », les trois ambassadeurs imposèrent le mot « militaire » pour qu'il soit mentionné « le contrôle des forces de police et militaire iraquiennes par le gouvernement d'interim ». La rédaction d'un nouveau paragraphe portant sur les droits de l'homme et l'aide humanitaire fut également acceptée par les coalisés. Cette réunion terminée, les cinq ambassadeurs rejoignirent le Conseil de Sécurité.

Ouvrant la réunion, John Negroponte présenta officiellement les deux lettres adressées au Conseil de Sécurité et requit l'assistance de la communauté internationale pour offrir au peuple iraquien une réelle souveraineté. Insistant sur le fait qu'il s'agissait d'un transfert naturel de souveraineté, il précisa que la coalition respecterait pleinement cette nouvelle étape iraquienne. Il suggéra qu'une nouvelle résolution soit présentée le lendemain, avant l'intervention de Lakhdar Brahimi devant le Conseil, pour qu'elle puisse être négociée à l'issue de celle-ci. L'objectif des coalisés, soutenus par le Chili, le Brésil et l'Espagne était d'obtenir un vote de la résolution pour le 8 juin. Si ce programme fut accepté par l'ensemble des Etats, plusieurs ambassadeurs insistèrent pour déposer de nouveaux amendements à incorporer au texte. La Russie demanda l'organisation d'une conférence internationale sur l'Iraq et la France exprima la nécessité de clarifier les relations entre le gouvernement iraquien et la force multinationale. La France entendit introduire un nouveau paragraphe stipulant la nécessité d'un accord préalable du gouvernement iraquien, avant toute action de la force multinationale. En réalité, la veille de cette réunion (le samedi 5 juin), en déplacement en France, George Bush s'était mis d'accord avec Jacques Chirac sur le contenu de la future résolution. Jacques Chirac avait déclaré que les négociations sur le texte arrivaient positivement à leur terme et Colin Powell que les problèmes en suspens seraient résolus dans les jours à venir, selon les souhaits du gouvernement iraquien exprimés dans la

lettre d'Iyad Allawi. Le lundi 7 juin donc, pour satisfaire la France et l'Allemagne, la diplomatie américaine intégra les attentes des partisans de la paix, sans retenir l'intégralité des propositions françaises concernant les opérations militaires. Comme souhaité par Kofi Annan, une commission électorale iraquienne indépendante serait créée et conformément aux attentes de la Russie, une conférence internationale serait organisée. Intervenant après le dépôt de cette nouvelle résolution, Lakhdar Brahimi et Kofi Annan rappelèrent la marginalisation et l'absence de rôle précis assigné à l'ONU, d'où les difficultés rencontrées par l'Organisation. Lakhdar Brahimi souligna que l'ONU n'était évoquée par la loi administrative de transition (adoptée à Bagdad le 8 mars 2004) que par ces quelques mots « en possible consultation avec les Nations Unies » mais que pourtant, le chaos iraquien avait conduit l'Organisation à être la seule entité crédible pour organiser la transition. Pour souligner le succès de l'Organisation, Kofi Annan rappela que Lakhdar Brahimi avait quitté l'Iraq, le travail accompli, une année à peine après l'arrivée de Sergio Vieira de Mello à Bagdad. A l'issue de cette réunion, le ministre français des Affaires Etrangères, Michel Barnier annonça que la France avait l'intention de voter la résolution, riche des propositions françaises et expression pour la première fois d'un réel dialogue international. Selon lui, les Américains avaient compris, après des mois et des mois d'opérations militaires, qu'il n'y avait pas de solution par les armes. Le matin du mardi 8 juin, la Chine annonça son intention de voter en faveur de la résolution et fort de ces soutiens, les Etats-Unis demandèrent le passage au vote de la résolution 1546, adoptée à l'unanimité. Selon les membres du Conseil de Sécurité, celle-ci marqua un tournant décisif de l'histoire de l'Iraq et le commencement d'une nouvelle étape, ouvrant la voie à la construction d'une démocratie. Dans un entretien privé, John Negroponte, nouvellement nommé ambassadeur en Iraq, affirma « cette résolution est en fait la ligne directrice de ma mission en Iraq où je dois faire et promouvoir tout ce qu'elle mentionne »⁴⁷⁵.

Dans le préambule de la résolution, le Conseil de Sécurité constata avec satisfaction qu'une nouvelle phase de transition de l'Iraq vers un gouvernement élu démocratiquement avait débuté et déclara attendre avec impatience la fin de l'occupation et qu'un gouvernement intérimaire entièrement souverain et indépendant assume la pleine responsabilité et la pleine autorité dans le pays d'ici le 30 juin 2004. Après avoir pris acte de la dissolution du Conseil de Gouvernement de l'Iraq, le Conseil de Sécurité rappela un certain nombre de principes internationaux érigés depuis la fin de la seconde guerre mondiale (respect des droits fondamentaux, des femmes, des libertés fondamentales et des

⁴⁷⁵ Heraldo Munos, op cité, pages 120-141.

principes démocratiques). Ceci fait, le paragraphe un de la résolution approuva la formation d'un gouvernement intérimaire souverain de l'Iraq, le paragraphe deux la fin de l'occupation à la date du 30 juin 2004 et le paragraphe quatre le calendrier de transition appelant à une conférence nationale iraquienne et à la tenue d'élections démocratiques, d'ici le 31 décembre 2004, pour former une assemblée nationale de transition, chargée de nommer un nouveau gouvernement et de rédiger la constitution. Concernant le rôle de l'ONU, le Conseil de Sécurité affirma au paragraphe sept le rôle « moteur » de l'Organisation pour aider le peuple iraquien et le gouvernement iraquien à mettre en place les institutions d'un régime représentatif. Aucune autorité et compétence ne furent dévolues à l'ONU en matière de sécurité et de commandement militaire. Concernant la force multinationale, le Conseil de Sécurité souligna au paragraphe neuf qu'elle demeura présente en Iraq à la demande du nouveau gouvernement intérimaire et selon les modalités de la résolution 1511. Au paragraphe dix, le Conseil de Sécurité énonça le mandat de cette force multinationale : « la force multinationale est habilitée à prendre toutes les mesures nécessaires pour contribuer au maintien de la sécurité et de la stabilité en Iraq conformément aux lettres qui figurent en annexe à la présente résolution ». Les deux lettres adressées à l'ONU, pour convaincre le Secrétaire Général et le Conseil de Sécurité d'adopter la résolution 1546, furent mises en annexe, comme partie intégrante de la résolution. Dans la première lettre, le premier ministre iraquien, Iyad Allawi, sollicitait le Conseil de Sécurité pour « adopter une nouvelle résolution portant sur le mandat de la force multinationale pour contribuer à assurer la sécurité en Iraq, notamment par les tâches et selon les dispositions énoncées dans la lettre du Secrétaire du Département d'Etat ». Cette seconde lettre était la réponse favorable de Colin Powell à cette demande du gouvernement iraquien. Il y affirma : « note que c'est à la demande du nouveau gouvernement intérimaire de l'Iraq que la force multinationale est présente dans le pays ». En d'autres termes, par le truchement de ces deux correspondances, Colin Powell légitima la présence des armées américaines en Iraq et tenta de gommer la réalité de l'occupation américaine de ce pays. Pourtant, selon l'article 42 du règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, annexé à la quatrième convention de La Haye du 18 octobre 1907, un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie, et l'occupation s'étend aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer⁴⁷⁶. Cette réalité de l'occupation américaine fut d'ailleurs confirmée par une déclaration du 2 avril 2004, du Secrétaire Général adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz qui affirma : « Il n'y

⁴⁷⁶ Rafâa Ben Achour, op cité supra ref 57.

aura aucun changement dans notre déploiement militaire entre le 30 juin et le 1^{er} juillet, sinon que nous serons là-bas à l'invitation d'un gouvernement souverain iraquien, qui nous demandera de rester jusqu'à ce que les tueurs, comme ceux qui ont commis les atrocités à Fallouja, soient mis hors d'état de nuire »⁴⁷⁷. En fait, la fin de l'occupation américaine, annoncée par la résolution 1546, était un aménagement juridique justifié par une demande du gouvernement iraquien qualifié de souverain. Cette souveraineté était pourtant contestable. Selon le dictionnaire de droit international public, la souveraineté suppose la détention de « la puissance suprême (*suprema potestas*) de gouverner, de commander et de décider »⁴⁷⁸. Sans contrôle sur les forces militaires occupant l'Iraq, la souveraineté iraquienne ne pouvait pas être totale. D'ailleurs, la résolution 1546 limita elle-même l'action du nouveau gouvernement iraquien en l'engageant à ne pas prendre de décisions « affectant le destin de l'Iraq au-delà de la période intérimaire, jusqu'à l'entrée en fonction d'un gouvernement de transition issu d'élections ». Ce nouveau gouvernement iraquien était par ailleurs le résultat d'une négociation (arbitrée par Lakhdar Brahimi) entre l'Autorité provisoire américaine, contrôlant le Conseil de Gouvernement iraquien, et le reste de la société iraquienne. Ce gouvernement était le résultat d'un compromis négocié, obtenu indirectement par la force, ce qui atténuait sensiblement la réalité de sa souveraineté. Malgré ces réserves, la résolution 1546 mettait fin à la crise iraquienne du Conseil de Sécurité et à l'approche unilatérale des Etats-Unis.

⁴⁷⁷ Ibrahim Warde, op cité ref 53, chapitre VI.

⁴⁷⁸ Jean Salmon, « Dictionnaire de droit international public », Bruxelles, édition Bruylant, 2001, page 1044.

BIBLIOGRAPHIE

TEXTES LEGISLATIFS AMERICAINS :

- The Quadriennial Defense Review Report, 30 septembre 2001.
- The Nuclear Posture Review, 9 janvier 2002.
- "National Security Strategy of the United States", The White House, Washington, septembre 2002.
- Résolution du Congrès américain H.J.RES114 « Authorization for Use of Military Force Against Iraq Resolution of 2002 ».

RESOLUTIONS DU CONSEIL DE SECURITE

- S/RES 661 du 6 août 1990.
- S/RES 665 du 25 août 1990.
- S/RES 678 du 29 novembre 1990.
- S/RES 687 du 3 avril 1991.
- S/RES 688 du 5 avril 1991.
- S/RES 986 du 14 avril 1995.
- S/RES 1284 du 17 décembre 1999.
- S/RES 1368 du 12 septembre 2001.
- S/RES 1373 du 28 septembre 2001.
- S/RES 1409 du 14 mai 2002.
- S/RES 1368 du 12 septembre 2002
- S/RES 1441 du 8 novembre 2002.
- S/RES 1483 du 22 mai 2003.
- S/RES 1511 du 16 octobre 2003.

- S/RES 1546 du 8 juin 2004.

PRINCIPAUX DISCOURS :

- George W. Bush, discours intitulé "Plan de préparation domestique contre les armes de destruction massive", le 8 mai 2001.

- Paul Wolfowitz, discours « Building a Military for the 21st Century », Sénat américain, le 4 octobre 2001.

- George W. Bush, « Discours à la Nation sur l'Iraq depuis Cincinnati, Ohio » Weekly Compilation of Presidential Document, le 14 octobre 2002, page 1716.

- George W. Bush, discours d'obtention du diplôme de West Point, Académie militaire de West-Point, New York, le 1^{er} juin 2002.

- Dick Cheney, discours tenu à la convention des vétérans des guerres étrangères, du 26 août 2002.

- George W. Bush, discours « Une décennie de mensonges et de défis », devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, le 12 septembre 2002.

- Dr Hans Blix, rapport « The Security Council, 27/01/2003, An Update on inspection », Conseil de Sécurité de l'ONU, New York, le 27 janvier 2003.

- George W. Bush, discours de l'Etat de l'Union, le Capitol, Washington, le 29 janvier 2003.

- Colin Powell, discours devant le Conseil de Sécurité de l'ONU, 5 février 2003, Communiqué de presse CS/2444, session du CS N°4701 et www.state.gov/documents/organization/17434.pdf.

- Georges W. Bush, discours « World can rise to this moment » du 7 février 2003, voir www.whitehouse.

- Dominique de Villepin, discours du 14 février 2003, devant le Conseil de Sécurité, disponible sur www.wikisource.org.

- Georges W. Bush, discours « lettre aux chefs de file du Congrès sur la conclusion des efforts diplomatiques concernant l'Iraq », Weekly Compilation of Presidential Documents, le 24 février 2003, page 341.

- Georges W. Bush et Tony Blair, déclaration commune lors du sommet de l'Atlantique, « Une vision pour l'Iraq et pour le peuple iraquien », le 16 mars 2003.

OUVRAGES :

- Kagan Rober et Kristol William, « The present Danger : Crisis and Opportunity in America Foreign and Defense Policy », éditions Paperback, New York, 2000, 401 pp.
- Bhatia Shyam et McGrory Daniel, « Brighter than the Bagdad Sun. Saddam Hussein's Nuclear Threat to the United States », éditions Regnery Publishing, Washington, 2000, 340 pp.
- Woodward Bob, « Bush s'en va-t-en guerre », éditions Denoël, Paris, 2003, 559 pp.
- Pollack Kenneth, « The Threatening Storm : The Case for invading Iraq », éditions Random Housse, New York, 2002, 475 pp.
- Dean W John, « Bush le dossier accablant, prie que le Watergate », éditions presse de la renaissance, Paris, 2002, 320 pp.
- Guisnel Jean, « Bush contre Saddam, l'Irak, les faucons et la guerre », éditions la découverte, Paris, 2003, 189 pp.
- Haine Jean Yves, « Les Etats-Unis ont-ils besoin d'alliés ? », éditions Payot, Paris, 2003, 378 pp.
- Stothard Peter, « 30 Days, A Month at the Heart of Blair's War », editions HarperCollins et éditions Saint Simon pour la traduction française, Londres, 2003, 314 pp.
- Daaler H Ivo et Lindsay M James, « America Unbound : the Bush Revolution in Foreign Policy », édition Brroklings Institute Press, Washington, 2003, 229 pp.
- Frum David, « The Right Man. The Surprise Presidency of George W.Bush? An Inside Account », éditions Random House, New York - Toronto, 2003, 320 pp.
- Lind Michael, « Made in Texas : George W.Bush and the Southern Takeover of American Politics », éditions New America Books, New York, 2003, 195 pp.
- McGoldrick Dominic, « From 9-11 to the Iraq War 2003 », international Law in an Age of Complexity, éditions Hart Publishing, Oxford and Portland, Oregon, 2004, 377 pp.
- Lavorel Sabine, « La politique de sécurité nationale des Etats-Unis sous George Bush », éditions Harmattan, Paris, 2003, 174 pp.
- Kristol William et Kaplan Lawrence, « Notre route commence à Bagdad », édition Saint-Simon, Paris, 2003, 179 pp.
- Guisnel Jean, « Délires à Washington, les citations les plus terrifiantes des faucons américains », éditions la découverte, Paris, 2003, 271 pp.

- Boulet-Gercourt Phillipe, « La Machine Bush », édition Grasset, Paris, 2004, 265 pp.
- Artaud Denise, « L'Amérique des néoconservateurs », édition Ellipses, Paris, 2004, 184 pp.
- Frachon Alain et Vernet Daniel, « L'Amérique messianique, les guerres des néoconservateurs », édition Seuil, Paris, 2004, 221 pp.
- Mann Mickael, « L'empire incohérent », édition Calman-Lévy, Paris, 2004, 377 pp.
- Izambert Jean-Loup, « Faut-il brûler l'ONU », éditions du rocher, Paris, 2004, 349pp.
- Clark K Wesley, « L'Iraq, le terrorisme et l'empire américain », édition Seuil, Paris, 2004, 250 pp.
- Rampton Sheldon et Stauder John, « Une arme de persuasion massive », éditions le Pré aux clercs, Paris, 2004, 292 pp.
- Mann James, “Rises of the Vulcans. The history of Bush’s war cabinet”, édition Viking, New York, 2004, 426 pp.
- Suskind Ron, “The price of Loyalty : George Bush, the White Housse and Education of Paul O’Neil”, editions Simon and Schuster, New York, 2004, 348 pp.
- Blix Hans, « Disarming Iraq, the search for weapons of mass destruction », édition Bloomsbury, Londres, 2004, 289pp.
- Sur Serge, « Le Conseil de Sécurité dans l’après 11 septembre », édition LGDJ, Paris, 2005, 164 pp.
- Macleod Alex et Morin David, « Diplomaties en guerre, sept Etats face à la crise irakienne », coéditions Athéna et CEPES, Québec, 2005, 252 pp.
- Bolton John, « Surrender Is Not an Option, defending america at the United Nations and Abroad », editions Simon and Schulter, New York, 2007, 496 pp.
- Mc Clellan Scott, “What happened, inside the Bush White House and Washington’s Culture of Deception”, édition public Affairs, New York, 2008, 341 pp.
- Munoz Heralod, “A solitary war, A Diplomat’s Chronicle of the Iraq war and Its Lessons”, édition Fulerum, Colorado, 2008, 270 pp.

REVUES FRANÇAISES

- Serge Sur, « Vérification en matière de désarmement », Recueil des cours de l'Académie de droit international, La Haye, Volume 277, 1998, p 9-102.
- Serge Sur, « L'affaire du Kosovo et le droit international : points et contre points », Annuaire français de droit international, 1999, pages 280-291.
- O'Sullivan Meghan, « Rogues States : les dilemmes de la politique américaine » Politique Etrangère, janvier 2000.
- Mendelsohn Jack, « Sécurité nationale et maîtrise des armements sous l'administration bush », Politique Etrangère, N°4, 2001.
- Buhler Pierre, « La guerre en Iraq : paysage de la bataille », Critique Internationale N°19, édition presse de Science Po, 2003.
- Michaud-Seillier Françoise et Novoselof Alexandra, « Le désarmement de l'Iraq entre 1998 et 2001 : l'impasse de la communauté internationale », Annuaire français de droit international ; vol 46, 2003, pp 594-612.
- Lafarge Gabrielle et Novoseloff Alexandra, « L'ONU et la crise iraquienne : d'une impasse à l'autre », Annuaire français de relations internationales, volume 5, 2004, pp 253-257.
- Weckel Philippe, « L'usage déraisonnable de la force », Revue Général de Droit International Public, 2003.
- F.Nguyen-Rouault, « L'intervention armée en Iraq et son occupation au regard du droit international », Revue Général de Droit International Public, 2003.
- Halliday Denis, « L'ONU est un instrument des Etats-Unis », Archives solidaires, 2003.
- Sur Serge, « La résolution 1441 du Conseil de Sécurité dans l'affaire iraquienne : un destin manqué », éditions Dalloz, 2003, p 835-837.
- Morin Edgard, « La guerre d'Iraq et la société-monde », Les Cahiers de l'Orient, 2003.
- Iovane Massimo et de Vittor Francesca « La doctrine européennes et l'intervention en Iraq », Annuaire français du Droit international XLIX, 2003.
- Warde Ibrahim, « Irak, l'eldorado perdu », Le Monde diplomatique, mai 2004.
- Bencheikh Ghaleb « Une position française imperturbable et courageuse », La revue internationale et stratégique, Nr 53, printemps 2004.
- Hans Von Sponeck « L'attitude de l'ONU avant et après l'invasion de l'Iraq

en 2003 », Horizons et débats, 2004.

- « Projet de résolution sur l'Iraq : pas assez précis pour la France, des détails à régler sur place pour les Etats-Unis », Centre des nouvelles ONU, 26 mai 2004.

- Ben Achour Rafâa « l'ONU et l'Iraq II », Actualité et droit International, juillet 2004.

- Ben Achour Rafâa, « La résolution 1546 du Conseil de Sécurité ou l'apogée de l'art de la fiction », Actualité et droit international, juillet 2004.

- Fougier Eddy, « Le mouvement alter mondialiste : l'ONU concurrencée ? » Questions Internationales, Nr 11, janvier février 2005.

- Ténier Jacques, « Universalisme et régionalisme : les chemins du partenariat », Questions Internationales, Nr11, janvier février 2005.

- Dufour Edouard, « La réforme du Conseil de sécurité en débat », Questions Internationales, Nr11, janvier février 2005.

- Guerot Ulrike, « Les relations de sécurité entre l'Europe et les Etats-Unis : crise ou progrès », Défense nationale et sécurité collective, février 2005.

- Critiques et proposition de l'Association américaine de juriste, « La réforme des Nations Unies », Centre Europe-Tiers monde, juin 2005.

- Zahar Marie-Joëlle, « Construire l'Etat : légitimité internationale contre légitimité nationale », Critique internationale, Nr 28, édition presse de science Po, juillet septembre 2005.

- Brahimi Lakhdar, « L'ONU survivra-t-elle en 2034 ? », Politique Etrangère, D'hier à demain : Penser l'international 1936-2006, édition Armand Collin, 2006.

REVUES INTERNATIONALES :

- Krautmmer Charles, "The Unipolar Moment", Foreign Affairs, America and the world, hiver 90/91.

- Abrahms Elliot, « Why America must lead », The National Interest, été 1992.

- Davis Jack, "Paul Wolfowitz on intelligence policy-relations", Studies in Intelligence, N°5, 1996.

- Panofsky Wolfgang, "Dismantling the concept of weapons of mass destruction", Arms Control Today, avril 1998.

- Rice Condoleezza, "Campaign 2000, promoting the national interest", Foreign Affairs, janvier-février 2000.

- Mylroie Laurie, "Study of Revenge. Saddam Hussein's Unfinished War Against America", The American Enterprise Institute, 2000.
- Cirincione Joseph, Wolfsthal John B et Rajkumar Miriam, "Dealy Arsenal. Tracking Weapons of mass Destruction", Carnegie Endowment for Peace Institute, Washington, 2000.
- Cirincione Joseph et Wolfsthal John B, "A change in US nuclear policy", Carnegie Analysis, 11 mars 2002.
- Rumsfeld Donald, « Transforming the Military », Foreign Affairs, mai-juin 2002.
- Ekeus Rolf, « Intelligence support for weapons inspectors in Iraq », Carnegie Endowment for Peace Institute, août 2002.
- Gaddis Lewis, « Une grande stratégie de transformation », Foreign Policy, novembre-décembre 2002.
- Dreyfus Robert, « The Pentagon Muzzles the CIA », American Prospect, volume 13, 16 décembre 2002.
- O'Halon Michael E., Rice Susan E. et Steinberg James B, « The new national security strategy and preemption » Policy Brief, décembre 2002.
- Arend Clark, "International law and the preemptive use of militari force", The Washington Quaterly, printemps 2003.
- Hadley Charles J, « Le plaidoyer pour la guerre en Iraq s'effondre six mois plus tard », Associated Presse, 10 août 2003.
- Record Jeffrey, « Bounding the Global War on Terrorism », Strategic Studies Institut, US Army War College, décembre 2003.
- Confond Beneto, « The Doctrine of 'just War' and Contempory International Law », The Italian Yearbook of International Law, 2003.
- Arcadi Mauricio, « L'intervention contre l'Iraq et la question de l'autorisation du Conseil de sécurité », Annuaire de Derecho Internacional, 2003.
- Cirincione Joseph, Mathews Jessica T. et Perkovitch George, "WMD in Iraq / Evidence and Implication", Carnegie Endowment for Peace Institute, janvier 2004.
- Urquhart Brian, « Hidden Truths », New York Review Book, 25 mars 2004.

PRESSE FRANCAISE ET INTERNATIONALE :

PRESSE FRANCAISE

- Mevel Jean Jacques, « Colin Powell, le modéré de l'équipe bush », Le Figaro, 28 mars 2001.
- Pour Afsané Basir, « Les Etats-Unis perdent leur siège à la commission des Droits de l'Homme de l'ONU », Le Monde, 5 mai 2001.
- Riche Pascal, « Les Etats-Unis présentant un budget martial », Libération, 5 février 2002.
- Frachon Pascal, « Les années Reagan Bis ? », Le Monde, 15 février 2002.
- « Les morts de Jénine entravent la mission de Colin Powell », Le Monde, 13 avril 2002.
- Alder Alexandre, « Trois visions de la puissance », Courrier International, N°159, 11-17 avril 2002.
- Bourrier Any, « Putsh chimique à l'américaine », Le Monde Diplomatique, juillet 2002.
- Jarreau Patrick, « Comment les néoconservateurs pèsent sur la politique américaine », Le Monde, 3 octobre 2002.
- Jarreau Patrick, « Le « oui » de Bagdad ne convainc pas Washington », Le Monde, 14 novembre 2002.
- Patrick Jarreau, « M. Bush renvoie les travaux du quartet à l'après élection israélienne », Le Monde, 22 décembre 2002.
- Tréan Claire, « Pour la France, rien ne justifie un débat à l'ONU sur le recours à la force », Le Monde, du 27 janvier 2003.
- Tréan Claire, « La guerre conte l'Iraq se fera sans feu vert des Nations Unies », Le Monde, 11 mars 2003.
- Arieff Irwin, « Le Conseil de Sécurité de l'ONU évoque un état palestinien », Libération, 13 mars 2002.
- Turlin Jean-Louis, « Fin de partie agitée au siège des Nations Unies », Le Figaro, 18 mars 2003.
- « Des juristes en droit international dénoncent l'illégalité de la guerre », Le Monde, 19 mars 2003.
- « La France a dénoncé une campagne de désinformation «inacceptable» aux Etats-Unis », Le Monde, 16 mai 2003.
- Jarreau Patrick, « Hans Blix affirme que Washington et Londres ne consultant ni n'informent les experts en désarmement de l'ONU », Le Monde, 3 juin 2003.

- Malingre Virginie, « Les réticences de Jack Straw à déclarer la guerre à Saddam Hussein », *Le Monde*, 23 janvier 2010.

- Jauvert Vincent, « ONU : la fracture iranienne », *Le nouvel Observateur*, 11 mars 2010.

PRESSE INTERNATIONALE

- Myers Laura, « Un ancien fonctionnaire russe révèle que l'armée russe a perdu la trace de cent bombes nucléaires », *Associated Press*, du 4 septembre 1997.

- Cornwell Rupert, « Le monde nucléaire : il est temps de faire le point. La bombe terroriste dans une valise est probablement la plus grande menace nucléaire pour l'Amérique », *L'Indépendant*, 21 août 1999.

- Hoyos Carola, "US oil groups find a discreet way of doing business with Iraq", *Financial Times*, 3 novembre 2000.

- Shanker Thom, "White House says the US is Not a Loner, Just Choisy", *New York Times*, du 31 juillet 2001.

- Russakoff Dale, "Lessons of might and right", *Washington Post*, 9 septembre 2001.

- Plotz David, « Paul Wolfowitz, Bush's testosterone man at Defense », *The Slate*, 12 octobre 2001.

- Port Bob et Smith Greg B, "On chercherait une bombe valise, Ben Laden toise les réserves russes", *New York Daily News*, Octobre 2001.

- Allen Mike, "Bush cherche à limiter les investigations de Hill sur le 11 septembre", *Washington Post*, 30 janvier 2002.

- « Paul Wolfowitz, velociraptor », *The Economist*, 9 février 2002.

- Dao James et Schmitt Eric, "Pentagone readies efforts to sway sentiment abroad", *New York Times*, 19 février 2002.

- Krauthamer Charles, "The Axis of Petulance", *Washington Post*, 1er mars 2002

- « Une enquête sur le 11 septembre n'affecterait pas la guerre contre le terrorisme », *USA Today*, 21 mai 2002.

- Gordon Michael R. et Miller Judith, "US says Hussein intensifies quest. For A-bomb parts", *New York Times*, 8 septembre 2002.

- Sanger David E, "Manoeuvrer vers une guerre préemptive", *New York Times*, 28 septembre 2002.

- Risen James, « La Maison Blanche traîne des pieds pour témoigner devant la commission d'enquête sur le 11 septembre », New York Times, 13 septembre 2002.
- Keller B, "The sunshine warrior", The New York Times Magazine, du 22 septembre 2002.
- Diehl Jackson, "The new Security Doctrine", International Herald Tribune, 1er octobre 2002.
- Bumiller Elisabeth, « Le président va demander l'assentiment du Congrès pour une action en Iraq », New York Times, du 3 octobre 2002.
- Pfaff Willial, "A radical rethink of international Relations", International Herald Tribune, 3 octobre 2002.
- Vandejei Jim et Eilperin Juliet, « Le Congrès vote la résolution sur l'Irak : une majorité écrasante donne à Bush autorité pour attaquer unilatéralement », Washington Post, 11 octobre 2002.
- Miller Greg et Drogin Bob, "CIA feels heat on Iraq data", The Los Angeles Times, 11 octobre 2002.
- Lemann N., "Without a doubt", The New Yorker, 14 et 21 octobre 2002.
- Cummings Jeanne, « C'est Kissinger qui dirigera l'enquête sur le 11 septembre », Wall Street Journal, 29 novembre 2002.
- Allen Mike et Gellman Baron, « Preemptive Strikes Part of US Strategic Doctrine », Washington Post, 11 décembre 2002.
- Thomas Evan, "The quiet power of Condi Rice", Newsweek, 16 décembre 2002.
- « Problems found in Iraq's report », Washington Times, 17 décembre 2002.
- Slevin Peter, « Mideast Plan Not ray Bush Says », Washington Post, 23 décembre 2002.
- Khalil Ashraf, « Arabes nations Deny Proposal Brewing for Hussein », Chicago Tribune, 11 janvier 2003.
- Knowlton Brian, "France promotes 'no' vote", International Herald Tribune, 11 mars 2003.
- Weisman Steven, "A long Winding Road to a Dimomatic Dead End", New York Times, 17 mars 2003.
- Gelernter David, "Replacing the United Nations", The Weekly Standard, 17

mars 2003.

- Johnson Paul, "Au revoir petite France", Wall Street Journal, 18 mars 2003.
- Perle Richard, « Thank God for the Death of the UN », The Gardian, 21 mars 2003.
- « Views on Bush and the War », Los Angeles Times, 5 avril 2003.
- Kampfner John, « Blair was told it would be illegal to occupe iraq » New Statesman, 26 mai 2003.
- Pincus Walter, « CIA Did not Share Doubt on Iraq Data », Washington Post, 12 juin 2003.
- "A bigger UN Role in Iraq", New York Times, du 4 septembre 2003.
- "The UN musn't obstruct New Iraq", The New York Daily, 4 septembre 2003.
- "The UN and Iraq", New York Post, 4 septembre 2003.
- Milbank Dana et Deane Claudia, « Les liens de Hussein avec le 11 septembre restent présents à biens des esprits », Washington Post, 6 septembre 2003.
- Weisman Steven et Barringer Felicity, "US may drop Attempt at Vote on Iraq in UN", New York Times, 8 octobre 2003.
- Shenon Philip « L'administration confrontée à des assignations dans les enquêtes sur le 11 septembre », New York Times, 26 octobre 2003.
- Carthy John Mc, « Des sénateurs avaient été avisés que des armes iraquiennes pouvaient toucher les Etats-Unis », Florida Todays, 17 décembre 2003.
- Solomon Deborah, « Question à Tom Kean : vous voulez que je vous dise un secret ? », New York Times Magazine, 4 janvier 2004.
- "A Historian's Doctrine on Islam Steers US in Fighting Terrorism", Wall Street Journal, du 3 février 2004.
- Macalstairs Terry « Leaks reveals minister's fears over Iraqi contracts : campaign to stop British firms being cut out by US », The Gardian, 13 février 2004.
- Daaler Ivo et Lake Anthony, "Transfer Power in Iraq to the Un and the NATO", Financial Times, 13 mai 2004.
- « The President speech », New York Times, 25 mai 2004.
- "A Framework for Iraq at last", Financial Times, 26 mai 2004.
- Rubin Alissa et Farley Maggie, "Iraqi Council Nominates a Prime Minister",

Los Angeles Times, 29 mai 2004.

- "Chalabi Reportedly Told Iran that US had Code", New York Times, 2 juin 2004.

SITES INTERNET

INSTITUTIONS ET ORGANISATIONS OFFICIELLES

Capitol Hill, the White House and National Politics [http:// www.broadbandc-span.org](http://www.broadbandc-span.org)

Central Intelligence Agency <http://www.cia.gov>

Conseil de sécurité nationale <http://www.whitehouse.gov>

Département de la Défense des Etats-Unis <http://www.defenselink.mil>

Elysée <http://www.elysee.fr>

Library of Congress <http://www.loc.gov>

Maison Blanche <http://www.whitehouse.gov>

Nations Unies <http://www.un.org>

Secrétariat d'Etat des Etats-Unis <http://www.usinfo.state.gov>

Sénat <http://www.senat.fr>

Prime Minister <http://www.pm.gov.uk>.

UN News Center <http://www.un.news.center>

CENTRES DE RECHERCHE

Brookings Institution <http://www.brook.edu>

Carnegie Endowment for International Peace <http://www.ceip.org>

Center for Defense Information <http://www.cdi.org>

CIRPES <http://www.ehess.fr/cirpes>

Commowalth Institute of Cambridge <http://www.comw.org>

Center for Strategic and International Studies <http://www.csis.org>

Fédération of American Scientists <http://www.fas.org>

Institute for Foreign Policy Analysis <http://www.ifap.org>

Institute for Homeland Security <http://www.homelandsecurity.org>

La Documentation française <http://www.ladocumentationfrancaise.fr>

Horizon et débats <http://www.horizons-et-debats.ch>

Réseau Internet pour le Droit International <http://www.ridi.org>

Teaching american history <http://www.teachingamericanhistory.org>

PERIODIQUES D'INFORMATION

Courrier International <http://www.courrierinternational.com>

Florida Today <http://www.floridatoday.com>

Info-France-USA <http://www.info-France-usa.org>

International Herald Tribune <http://www.iht.com>

Le Figaro <http://www.lefigaro.com>

Le Monde <http://lemonde.com>

Le Monde Diplomatique <http://www.mondediplomatique.fr>

Libération <http://leberation.com>

Newsweek <http://www.newsweek.com>

The New York Times <http://www.nytimes.com>

The Washington Post <http://www.washingtonpost.com>

DIVERS

A l'encontre <http://www.alencontre.org>

Crimes of war <http://www.crimeofwar.org>

Endthewar <http://www.endthewar.org>

Fédération Internationale de l'Acat <http://www.fiatcat.org>

Iraq Information Network <http://www.iraq.net>

Liberation Iraq <http://www.liberationiraq.org>

Nouvelles d'Allemagne <http://www.auswaertiges-amt.de>

Parti du travail de Belgique <http://www.archivesolidaire.org>

Persée : Portail de revue scientifiques en sciences humaines
<http://www.persee.fr>

Prospect <http://www.prospect.org.uk>

Wikisources <http://www.wikisources.org>

INDEX DES NOMS CITES

- A -

John Abizaid : 239.
Elliot Abrams : 31/36/37/38/39/41.
Kenneth Adelman : 31/77.
Roger Ailes : 22.
David Albright : 71/106.
Saad Al-din Al-shadhili : 186.
C.Aldridge Junior : 58.
Iyad Allawi : 246/250/252/253.
Joe Allbaugh : 195.
Mike Allen : 201.
Akila Al-Hachimi : 188/232.
Khalid Almihdhar : 44/188.
Valérie Amos : 153.
Yasser Arafat : 82/186/191/192.
Mohamed Atta : 74.
Celson Amorin : 91.
Koffi Annan : 16/31/99/121/137/153/160/163/177/209/221/222/230/232/234/235/237/
239/240/244/245/246/247/250/252.
Antony Clark Arend : 172.
Dick Armev : 190.
Richard Armitage : 24/41/43/199.
John Aschroft : 189
Tarek Aziz : 88.
José Aznar : 150/165.

- B -

Ousama Baman : 188.
Abdallah Ben Abdel Aziz : 81
Ousama Ben Laden : 7/27/28/41/44/45/46/47/85/139/188/190/191/192.
James Baker : 88/239.
Michel Barnier : 252.
John Barry : 135.
Omar Al-Bayoumi : 188.
Daniel Bell : 35.
Silvio Berlusconi : 165.
Cofer Black : 46.
Robert Blackwill : 24/244.

Tony Blair : 10/12/13/14/18/33/65/85/92/93/127/129/130/131/143/144/145/148/153/
156/157/158/159/160/161/162/163/165/182/209/210/216/220/223/224/233/249.
Hans Blix : 98/21/124/125/132/137/146/148/153/163/164.
John Bolton : 31/39/97/115/152.
Max Boot : 109.
Arnaud de Borchgrave : 109.
Boutros Boutros-Ghali : 177.
Lakhdar Brahimi : 17/228/241/244/245/246/248/250/251/252/254.
Paul Bremer : 15/16/206/218/225/228/229/232/234/236/239/241/244/246/247.
Charles Brisard : 189.
William Brumer : 31.
George Bush : 6/7/8/9/10/11/13/14/15/16/18/19/20/21/22/23/24/26/27/32/33/34/39/43/
45/46/47/48/53/54/55/60/62/66/71/72/73/74/78/79/82/86/92/93/101/102/103/104/105/
106/107/111/112/113/120/124/129/133/134/135/136/137/138/140/143/145/146/148/
149/152/153/157/158/160/165/185/186/191/192/194/196/197/199/200/201/202/207/
209/210/213/215/216/220/221/222/223/229/233/240/241/245/247/248/250/251.
José Mauricio Bustani : 96/97.
Robert Byrnes : 113.
Robert Byrd : 233.

- C -

John McCain : 108/242.
Vincent Cannistro : 71.
Andrew Card : 49.
Jimmy Carter : 36.
Ahmad Chalabi : 4/70/71/73/216/244.
Dick Cheney : 7/10/19/20/22/24/26/27/28/30/31/32/34/37/40/45/47/48/49/53/55/56/
57/59/61/63/66/68/72/79/81/82/84/86/102/103/136/146/165/189/190/193/195/196/198/
199/200/201/216/221/228/230.
Elisabeth Cheney : 31.
Jacques Chirac : 16/121/131/132/141/146/151/152/156/157/159/160/161/162/165/167/
224/243/248/251.
Jean Chrétien : 162.
Wesley Clark : 79.
Scoot McClellan : 201.
Bill Clinton : 29/37/38/40/186.
Hilary Clinton : 197.
Beneto Conforti : 172.
Robin Cook : 210.
Mathew Cooper : 202/203.

- D -

Jones Dao : 69.
Tom Daschle : 196/197.
Tom Delay : 190.
John Denham : 210.
Tom Devine : 194.

Jose Edouard Do Santos : 146.
Mickael W Doyle : 173.
Wayne Downing : 76/108.

- E -

Eric Edelman : 27.
Rolf Ekeus : 98.
Mohamed El-Baradei : 124/125/137/154/199.
Recep Erdogan : 94.

- F -

Saud Al Faisal : 165.
Douglas Feith : 31/41/69/70/84/192/195/215.
Patrick J Fitzgerald : 201/202.
Joscka Fischer : 131/149/154.
Arie Fleischer : 164/199/200/202.
Gerald Ford : 26/30/35/36.
Vincent Fox : 147/148/150/156/162.
Thomas Frank : 75/76.
Tommy Franks : 172/215/225.
David Frum : 31/54/55.

- G -

Jay Gardner : 84/206/216/217/218.
David Gelernter : 166.
Naham Glazer : 35.
Mickael Glennon : 172.
Buster Glosson : 108.
Newt Gingrich : 27/31/72/108.
Lord Goldsmith : .117/233.
Maurice Gourdault-Montagne : 131.
Bob Graham : 70/74/112.
Jeremy Greenstock : 150/151/160.
Marc Grossman : 215.
Katarina Gun : 98.

- H -

Stephen Hadley : 24/31/108/201.
Mohamed Al-Hakhini : 232.
Alexandre M.Haig Jr : 109.
Denis Hallidays : 173.
Lee Hamilton : .198.
Khidhir Hamza : 74.
Charles Handley : .137.
John Hanmah : 27.
Peter Hansen : 98.

Vaclav Havel : 75.
Paul Heinbecker : 162.
Seymour Hersh : 199.
Thomas F Hogan : 202.
Irving Howe : 35.
Philip Hunt : 210.
Samuel Huntington : 243.
Kamel Hussein : 74/89/90/133/134.
Saddam Hussein : 9/11/12/14/18/26/34/40/41/45/46/47/48/53/56/67/68/69/72/72/73/
74//78/85/87/88/89/90/91/92/94/100/102/103/104/107/108/109/110/111/112/113/115/
120/122/124/131/134/135/137/138/139/146/148/151/154/155/164/165/191/193/194/
195/199/206/207/208/209/212/213/214/215/216/217/221/222/223/229/243.

- I -

James Inhofe : 191.
Michael Isikoff : 202.
Ivan Ivanov : 152.

- J -

Bruce P Jackson : 107.
Henry Scoop Jackson : 22/33/36/195.
Tang Jiaxuan : 155.
Paul Johnson : 167.

- K -

Moummar Kadafi : 165.
Islam Karimov : 28.
Robert Kagan : 38/39.
Lawrence Kaplan : 72.
Thomas Kean : 198.
George Kennan : 59.
Bob Kerrey : 108.
Zalmay Khalilzad : 31/37/110.
Henry Kissinger : 35/198.
Jeanne Kirkpatrick : 36/37.
Frank Koza : 98.
Charles Krauthamer : 109/167.
Nicolas Kristof : 199.
Irving Kristol : 34/35/37/38/39.
William Kristol : 37/39/41/72/192.
John Kyl : 42.

- L -

Ricardo Lagos : 147/149/152/153/157/158/160/162/163/164.
Anthony Lake : 243.
Terje Roed Larsen : 98.

Jean Marc de La Sablière : 131/152/237.
Michael A Ledeen : 38/110.
Bernard Levis : 22/23.
Jean David Levitte : 130/150/151/167.
Levis Scooter Libby : 31/36/37/47/94/198/201/202/203.
Richard Lugar : 243.
Wiliam Lutti : 27/31/84.

- M -

John Main : 197.
David Malonne : 172.
David Manning : 153/210.
David Martin : 197.
Judith Miller : 110/202.
Edouard Mortimer : 99.
Heraldo Munoz : 149.
Laurent Murawiec : 188.
Pervez Musharraf : 158.
Rupert Murdoch : 221.
Laurie Myroie : 41.
Daniel Patrick Moyniham : 22/35/37.
Richard Myers : 77.

- N -

John Negroponte : 39/118/131/160/164/224/235/247/251/252.
Paul Nitze : 36.
Richard Nixon : 26/35.
Paul O'Neil : 26.
Robert Nowak : 200/201/202.

- O -

Blas Opple : .165.

- P -

Adnan Pachachi : 231/241/246.
Wolfgang Panofsky : 68.
Alain Pellet : 171.
Richard Perle : 20/22/24/31/32/33/36/37/39/41/59/71/78/166/192/194/216/221.
Walter Pincus : 199.
Richard Pipes : 36.
Valérie Plame : 199/200/201/202.
Norman Podhoretz : 35/36/38.
Vladimir Poutine : 153/158/223/224.
Colin Powell : 7/8/9/10/11/12/17/18/19/20/23/24/25/26/29/30/31/43/45/46/47/49/52/
53/54/57/66/67/78/80/81/82/85/86/87/92/93/100/101/102/103/104/119/120/125/127/
128/129/130/131/135/136/137/138/139/140/141/143/144/145/146/147/148/151/152/

153/154/162/164/166/197/208/210/211/216/220/221/222/224/229/230/231/233/234/
237/245/246/250/251/253.

- Q/R -

Ahmed Raffendi : 221.
Youssef Ramzi : 41.
Ronald Reagan : 23/29/37/108/109.
Harold Rhode : 31.
Condoleezza Rice : 8/19/20/22/23/24/25/33/42/47/48/49/53/55/56/59/72/82/84/85/86/
104/108/131/141/149/150/198/200/221/222.
Scott Ritter : 91.
Pats Roberts : 200.
Marie Robinson : 97.
Karl Rove : 7/19/20/21/23/26/49/67/86/129/132/190/191/201/203.
Hart Rudman : 27.
Mickael Rubin : 31.
Donald Rumsfeld : 7/9/10/16/18/19/20/24/26/28/29/30/31/32/33/37/41/45/46/47/48/
49/53/55/57/59/67/69/70/74/75/76/77/78/80/82/84/85/86/102/103/136/159/179/181/
197/212/216/218/222/225/230/239/243.

- S -

Amie Al Saadi : 124.
Moqtada Al Sadr : 229/242.
Randy Scheuneman : 76/108/.
Eric Schmitt : 69/77.
George P.Schultz : 108.
Brent Scowcorft : 23.
Hussein Shahristani : 245/246.
Ariel Sharon : 81/82/191/192.
Richard Shelby : 197.
Henry H Shelton : 46/76.
Eric Shinseki : 31/76.
Clare Short : 99/209.
Gerhard Schröder : 132/159/223/224.
Abram Shulsky : 70/84.
Anne-Marie Slaughter : 172.
Al Sistani : 16/239/240/241/242/245/247.
Nikita Smidovich : 135.
Javier Solana : 182.
Richard W Stevenson : 201/202.
Jack Straw : 147/148/153/155/184/210.
Serge Sur : 173.

- T/U -

George Tenet : 27/44/46/48/67/69/70/112/200/201/202.
Abdoullah Al Turki : 189.

- V -

Juan Gabriel Valdés : 163.

Sergio Viera di Mello : 15/16/97/206/227/230/252.

Dominique de Villepin : 128/130/131/132/146/152/154/155/156/224.

Hans Von Sponeck : .173.

- W -

Christopher Warren : 90.

Thomas Warrick : 184.

Henry Waxman : 136/193.

Joe Wilson : 136/199/200/201/202/203.

Albert Wohlstetter : 32/35/36/54/57.

Roberta Wohlstetter : 32/54/

Paul Wolfowitz : 8/20/22/24/31/32/33/36/37/40/41/45/46/47/48/54/57/59/61/66/71/78
84/126/131/159/206/215/216/228/239/254.

James Woolsey : 31/41.

David Wurmser : 41/192.

Meyray Wurmser : 192.

- X/Y/Z

Ghazi Al Yawar : 247.

Dov Zakheim : 24.

José Louis Zapatero : 249.

Abou Moussab Zarkaoui : 139/211.

Hoshyar Zebari : 240/250.

Phillip D Zelikov : 193.

Mauricio Ziffero : 135.

Anthony Zinni : 81.

Adolfo Aguilar Zinser : 163.

Robert Zoellich : 24/41/240.

Muhammed Zouaydi : 189.

Abou Zoubeyda : 45.